

## Impasse en Afghanistan

Un an a passé depuis la signature, le 14 avril 1988 à Genève, de l'accord sur l'Afghanistan. La guerre continue de faire rage, et rien ne laisse prévoir un effondrement rapide du régime prosoviétique de Kaboul. Certes, l'essentiel est acquis : tenant à la fois une promesse et un pari, l'armée rouge s'est dégoûtée du borborygme afghan dans le délai imparti de huit mois. Ce qui avait pris valeur de test de la nouvelle diplomatie soviétique s'est donc réalisé, permettant, dans la foulée, de désamorcer — ou de régler — c'est celui de la Namibie — d'autres conflits.

En Afghanistan, cependant, armées jusqu'aux dents par leurs porcelaines respectives, les deux camps continuent de se faire une guerre sans merci. A ce jour, l'armée de Kaboul fait front alors que certains prédisaient sa désintégration dans les semaines qui suivraient la fin du retrait soviétique.

Cédant aux pressions du Pakistan, la résistance a entrepris le siège de Jalalabad. Elle doit mener de ce fait une guerre de positions à laquelle elle n'est guère préparée, mais semble de ce fait, renoncer à prendre les villes de l'intérieur, comme elle s'y était engagée, dans l'intention d'épargner ainsi les populations civiles : les récits qui parviennent de Jalalabad montrent qu'elles sont en réalité durement atteintes par les bombes et par le manque de vivres.

Même si la résistance parvient à s'emparer de cette ville, elle aura montré l'écoulement de ses divisions. Son gouvernement provisoire, demeuré au Pakistan, a une autorité limitée sur les chefs militaires, qui, la médiane aidant, continuent de se battre dans le désordre. Sur le plan diplomatique, le gouvernement des moudjahidines n'a été reconnu que par l'Arabie saoudite, le Soudan et Bahreïn. Son premier pourvoyeur en armes, les États-Unis, ne lui a déposé qu'un représentant, et son hôte et principal allié, le Pakistan, n'a pas fait le moindre pas dans le sens d'une reconnaissance.

Deux mois après le retrait du dernier soldat soviétique, il est encore trop tôt pour imaginer l'issue de combats plus furieux que jamais. Le temps comble, cependant, jouer en faveur de mouvements de résistance qui contrôlent déjà des pans entiers du pays et dont le soulèvement paraît bien être la haine du PC afgan. Tout compromis avec les communistes, dans ces conditions, peut être exclu, quitte à ce que les civils souffrent davantage et à ce que cinq millions de réfugiés — au moins le quart de la population — campent, de longs mois encore, aux portes du pays.

Le pire, malheureusement, reste à venir. Les résistants sont condamnés à poursuivre le siège de Jalalabad, et si ce verrou saute, leurs efforts se porteront sans doute, en priorité, contre les deux premières villes du pays, Kandahar et Kaboul. Dans le plus mauvais des cas de figure pour lui, le président Najibullah se repliera, avec son carré de fidèles, sur la zone frontalière de l'URSS, d'où il sera encore plus difficile à déloger. La lutte pour le pouvoir que se livrent déjà les mouvements de résistance s'intensifiera encore lorsqu'ils se rapprocheront du but, mais que restera-t-il, au bout du compte, de l'Afghanistan ?

M 0147 - 04120 - 4,50 F

3790147004500 04120

Pour désarmer les critiques des musulmans de Beyrouth

## Paris assure que son aide humanitaire est « destinée à tous les Libanais »

Arrivé mardi 11 avril à Beyrouth, M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, a évoqué aussitôt l'éventualité de mettre fin à l'aide décidée par la France. Il répondait ainsi aux nombreuses critiques que cette aide a suscitées parmi les formations libanaises musulmanes alliées à la Syrie.

Il a toutefois rappelé que l'assistance offerte par Paris était « destinée à tous

les Libanais », et qu'elle ne se déroulerait, « au mieux, qu'avec l'accord de tous ». M. Kouchner devait s'entretenir, ce jour, avec les principaux dirigeants du Liban. Tandis qu'une trêve relative des combats prévaut depuis près d'une semaine à Beyrouth, l'impasse politique reste totale. Une réunion parrainée par le Comité arabe de bons offices doit se tenir mercredi à Koweït.



Lire l'article de notre envoyée spéciale FRANÇOISE CHIPAUX page 3 et nos informations pages 3 et 40

Après les élections municipales

## La fausse conversion de l'Alsace au socialisme

M<sup>me</sup> Veil s'est catégoriquement refusée, mardi matin 11 avril, à envisager toute participation de sa part à une liste unique de l'opposition représentant l'UDF et le RPR aux élections européennes. Cette intervention paraît de nature à bloquer le débat en cours à droite à l'avant-veille de la réunion du conseil national de l'UDF. Au moment où, au nom des « renouveaux », le maire de Toulouse, M. Baudis, confie au « Monde » que ses amis et lui-même veulent créer un « grand mouvement » politique après le 18 juin afin de préparer dès à présent... la prochaine élection présidentielle ! (Lire page 9 l'article d'André Passeron.)

Pendant ce temps, en Alsace, les élus locaux et leurs concitoyens n'en reviennent pas encore d'être devenus socialistes sans le savoir...

STRASBOURG de notre envoyée spéciale

Les Alsaciens ne s'en sont pas encore remis. Samedi 26 mars, M<sup>me</sup> Catherine Trautmann installa dans ses meubles son équipe municipale. Des centaines de personnes se sont déplacées pour assister à ce que la presse locale qualifiera le lendemain de « rendez-vous avec l'histoire ». Il y a soixante ans qu'un socialiste ne s'était pas assis dans le fauteuil de maire de la ville. Nouveau style, nouvelles têtes. « Comme si, raconte un Strasbourgeois, la ville s'était mise à faire l'école buissonnière. » Et puis une femme !

Entre les deux tours, avant de boire le calice socialiste jusqu'à la lie, M. Marcel Rudloff ne voulait pas encore y croire. « C'est impensable, expliquait-il à son compère centriste, Daniel Häfeli, lequel bon camarade, ne tenait pas à le

contratier. Lui, pourtant se souvenait. « Impensable... Le même mot qu'avant mai 1981 lorsque certains de ses amis ministres ne trouvaient rien d'autre à dire devant la perspective de voir, M. François Mitterrand s'asseoir dans le fauteuil de M. Giscard d'Estaing. En mai 1981, dans le dictionnaire politique, « impensable » ne fut plus français. Depuis mars 1989, « impensable » n'est plus alsacien.

La vague rose a déferlé sur l'Est. Strasbourg est tombé. Sélestat et Mulhouse aussi, comme d'autres cités du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, sans oublier Thann, le fief centriste par excellence qui était détenu depuis trente-trois ans par le sénateur, Pierre Schiedt. Et comme après toute tempête, les Alsaciens constatent les dégâts. Ce qui a résisté, ce qu'il faut reconstruire.

DANIEL CARTON.

(Lire la suite page 10.)

## Les européennes sans l'Europe

par ANDRÉ FONTAINE

Soudain épicées par une nouvelle version de la querelle des générations, les élections européennes du 18 juin s'annoncent plus hexagonales que jamais. Elles seront pourtant les dernières avant l'entrée en vigueur, le 31 décembre 1992, du « grand marché ». C'est dire que l'occasion aurait été bonne pour les candidats de nous dire ce qu'ils en attendent. Certains ont fait, il est vrai, quelques efforts en ce sens ces derniers jours. Mais le résultat est plutôt décevant.

Pour le moment, en effet, les choses ne sont pas trop claires. La nature du marché en question a certes été nettement définie par l'Acte unique de février 1986 : « un espace sans frontières intérieures dans lequel la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux est assurée, selon les dispositions (révisées et complétées par ledit Acte unique) du présent traité » (celui de Rome, qui a créé la CEE).

Pour y parvenir, la Commission des Communautés a élaboré trois cents directives, destinées à permettre « le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres qui ont pour objet l'établissement et le fonctionnement du marché intérieur ». Elles sont adoptées l'une après l'autre, après avoir été soumises à l'Assemblée européenne, par le conseil des ministres de la Communauté statuant à la majorité qualifiée de 54 voix sur 76. La

Grande-Bretagne, la RFA, la France et l'Italie ayant chacune dix voix, une décision peut prendre effet sans l'accord de l'une d'elles.

Il est vrai que cette procédure n'est pas applicable « aux dispositions fiscales, aux dispositions relatives à la libre circulation des personnes et à celles relatives aux droits et intérêts des travailleurs salariés ». Le pouvoir législatif de chaque Etat membre ne s'en trouve pas moins singulièrement affecté. A en croire un discours de Jacques Delors, en juin dernier, à Strasbourg, qui a fait du bruit à l'époque : « D'ici dix ans, 80 % de notre législation économique et même peut-être aussi bien notre législation fiscale et sociale seront d'origine communautaire. » A quoi Margaret Thatcher avait répliqué en septembre à Bruges : « Nous n'avons pas réussi à reculer les frontières de l'Etat en Grande-Bretagne pour les voir réimposer au niveau européen, avec un super-Etat européen exerçant depuis Bruxelles une nouvelle domination. »

Le président de la Commission s'étant réclamé de Jean Monnet, la « Dame de fer » n'allait pas hésiter à invoquer les mânes... du général de Gaulle. A la querelle jamais tout à fait éteinte entre tenants et adversaires de la supranationalité s'en est ainsi superposée une autre : libéraux contre dirigistes.

(Lire la suite page 6.)

## Une prime de 200 F pour les fonctionnaires corses

Le gouvernement a décidé unilatéralement la fin de la négociation sur le coût de la vie

PAGE 40

## Inquiétudes policières

Les « bavures » sont révélatrices d'un malaise

PAGE 12

## L'islam en fièvre (VIII)

Asie du Sud-Est : s'accommoder des tropiques

PAGE 7

## Le Monde

SCIENCES ET MÉTIERS

■ Ozone trop abondant... dans la troposphère. ■ Pollution à domicile. ■ Un rapport accablant sur les services d'urgence. ■ Controverse spatiale à Moscou. ■ Une bulle verte dans le désert.

Pages 19 à 21

Le sommaire complet se trouve page 40

L'impossible dialogue entre Serbes et Slovénes

## Lézardes yougoslaves

Les divisions et les nationalismes s'accroissent dans la fragile mosaïque yougoslave, et la méfiance s'installe entre les Républiques. La petite Slovénie, où se développe un socialisme « à la mesure de l'homme », se sent de plus en plus isolée face à une Serbie plus conventionnelle, qui, après la reprise en main du Kosovo, accroît progressivement son influence politique.

LJUBLJANA de notre envoyée spéciale

Avant les événements du Kosovo, les rapports entre la Slovénie et la Serbie étaient déjà ambigus. Idéologiquement, les deux républiques yougoslaves

n'étaient pas sur la même longueur d'ondes. Mais depuis les émeutes de mars, qui ont fait au moins vingt-quatre morts, l'envoi de quinze mille militaires sur place, la proclamation de « mesures spéciales » et du couvre-feu, toujours en vigueur dans la région, le torchon brûle entre Belgrade et Ljubljana.

« Drôle de façon, en cette fin du vingtième siècle, pour les Serbes de régler un problème et de reprendre en main une province autonome qui leur échappait. Vous vous rendez compte qu'on a fait intervenir des chars au lieu de chercher une solution politique ! C'est indigne de la Yougoslavie contemporaine », déclare Mme Katja Boh, vice-présidente de l'Union social-démocrate, l'un des mouvements

fondés ces derniers mois en Slovénie pour promouvoir la démocratisation politique. Le dialogue est coupé. A tel point qu'aujourd'hui, des Slovénes ne peuvent plus parler à leurs vieux amis serbes, et inversement.

Bizarrement, c'est en Slovénie que les Albanais du Kosovo ont trouvé, au sein de la fédération yougoslave, pratiquement le seul soutien dans le conflit qui les oppose aux Serbes. Aucun lien privilégié pourtant ne lie la république la plus riche du pays, au nord, à la province la plus désertée, à quelque mille kilomètres de là. On serait plutôt tenté de dire que six cents ans de développement les séparent !

ALAIN DEBOVE.

(Lire la suite page 5.)

**"La Tigresse"**  
a rendez-vous avec la lune.

Montre homme étanche  
mouvement quartz,  
trousseau, jour, date,  
mois, phases de lune.  
Cadrant blanc ou  
champagne.  
Plaque or  
18 carats  
et acier :  
11.200F  
Bracelet  
cuir :  
7.200 F.

**FRED**  
JOUILLER

6, rue Royale, Paris 8<sup>e</sup> 42.60.30.65  
Le Clarté, 74, Champs-Élysées, Hôtel Ricz.  
Hôtel Méridien - Espace "Galerie Lafayette" Paris.  
Aéroport d'Orly - 92, rue Eugène Coteau, Deauville.  
21, bd de la Croisette, Cannes - Hôtel Loews, Monte-Carlo.  
20, rue du Marché, Genève - Beverly Hills - Houston - New York.



## SOCIÉTÉ

### Marianne et les sept géants

par OLIVIER STIRN (\*)

QUI ne ressent, face à tous les immobilismes du camp de la tradition, la nécessité de renouveler l'idéologie du camp du mouvement ?

Quels sont les nouveaux pouvoirs dans la société actuelle ? La lutte des classes a-t-elle encore un sens ? Le vingt et unième siècle n'a-t-il pas déjà commencé ?

L'état des lieux de notre société ne peut plus s'analyser à partir du seul jeu de l'exécutif, du législatif et du judiciaire, les principes de l'analyse de Montesquieu conservant cependant toute leur valeur. La Révolution française a été le fruit d'une longue et profonde réévaluation des états sociaux et de leur importance faite par les empiristes anglais, les indépendants américains, les encyclopédistes et les philosophes français. Ainsi est née une conception nouvelle de l'importance relative de l'articulation et des conditions de légitimité des pouvoirs. Ce sont les résultats de ces travaux qui ont alors donné chair et sang aux nouvelles exigences éthiques, aux idéaux nouveaux, que les siècles avaient fini par engendrer.

La République dans laquelle nous entrons présente des modifications et bouleversements d'une très grande portée concernant ses fondements sociaux, et notamment les pouvoirs et les rapports de domination. Pour reprendre l'expression de Jean Saint-Geours, à la société du dix-neuvième siècle qui était susceptible d'une « analyse linéaire » s'est substituée une société faite de « complexité », d'un entrelacs d'influences sociales, économiques et politiques. Il ne s'agit pas du prolongement de l'ordre préexistant, mais, sous nos yeux, d'un enfantement, celui d'une société nouvelle, société du vingt et unième siècle. Pour Marianne à présent, ce sont sept géants qui menent le jeu puisque aux trois pouvoirs traditionnels, quatre nouveaux se sont ajoutés : le pouvoir médiatique, le pouvoir de l'entreprise et de l'argent, le pouvoir syndical, le pouvoir de la technocratie.

Dans d'autres pays que ceux de l'Europe occidentale, il faudrait y ajouter le pouvoir religieux et le pouvoir militaire. La dialectique traditionnelle des pouvoirs et des contre-pouvoirs mérite d'être analysée globalement, notamment cette dérive constante qui amène les contre-pouvoirs à s'institutionnaliser, donc à s'alourdir, à se scléroser, à prendre l'aspect des pouvoirs eux-mêmes et à susciter l'apparition de nouveaux contre-pouvoirs. On le voit par exemple dans le domaine syndical avec les « coordinations ». Le besoin de contrôler les opérations de Bourse, de donner aux médias leur indépendance non seulement à l'égard du pouvoir politique mais surtout du pouvoir économique, figure parmi les enjeux essentiels de notre République, comme Régis Debray l'a souligné dans son dernier ouvrage.

Le premier colloque de l'association Dialogues, en mai prochain, aura pour ambition de préciser l'organisation des pouvoirs entre eux, les limites et la place de chacun.

#### Où en est la lutte des classes ?

Etudier les nouveaux pouvoirs amène à un nouvel examen de la notion même de lutte des classes.

Jusqu'à une période récente, le socialisme, notamment quand il se rapportait aux analyses marxistes, prenait appui sur elle en la ramenant bien souvent au schéma simple d'un affrontement entre « l'ennemi de classe », le capitalisme, et l'armée du progrès, celle du prolétariat. Aujourd'hui, sauf en de rares occasions culturelles, il n'y est plus guère fait allusion, non pas qu'il ne subsiste pas d'affrontements, mais parce que les tensions entre groupes sociaux ont profondément changé d'allure et de significations quant aux parties prenantes, quant aux règles du jeu et quant aux enjeux.

Où « caser » par exemple, dans un schéma pas trop simpliste de

« lutte des classes », des phénomènes tels que les grèves massives de personnels dont « les patrons » sont l'Etat, les services publics ou les collectivités territoriales ?

Où insérer les manifestations massives d'étudiants ou de parents d'élèves, les déplacements migratoires affectant des millions de personnes, l'européanisation des problèmes agricoles, les revendications régionalistes, voire l'éclosion des fanatismes religieux ?

#### Le vingt et unième siècle est commencé

Et à l'autre extrémité de cette problématique, comment ne pas s'interroger sur cette logique de lutte des classes qui a donné naissance, sous toutes latitudes et depuis des décennies, aux résultats que l'on observe dans tous les pays communistes ou de « démocratie populaire » ?

Les grandes périodes de mutation coïncident rarement avec l'arbitraire de la numérotation des siècles. Le dix-neuvième siècle avait débuté en 1789, le vingtième est né vers 1880, le vingt et unième a déjà commencé. Il prend notamment son essor avec l'accélération prodigieuse des découvertes scientifiques et à partir des innovations technologiques, du bouleversement rapide des processus industriels et des techniques agricoles, de la modification fondamentale du tissu social à l'échelle planétaire comme à l'échelle de la famille, des transformations politiques touchant notamment la force, la nature et l'agencement des pouvoirs.

Quelques exemples permettent de l'illustrer :

— La communication connaît une révolution quantitative et qualitative. Elle affecte les fonctions cérébrales de l'homme au point d'en accomplir (mais programmées par lui) certaines qu'il ne saurait mener à bien lui-même.

(\*) Président de l'association Dialogues, ministre du tourisme.

Cette révolution de notre temps bouleverse l'entreprise, le jeu spéculatif financier, les groupes sociaux.

— Le siècle nouveau est aussi celui de la consécration du Pacifique comme l'un des centres d'impulsion de l'activité économique mondiale.

— Mais c'est aussi celui où les deux tiers de l'humanité connaissent la pénurie ou la précarité.

— C'est sur un tout autre plan, celui de la perestroïka comme du renouveau démocratique en Amérique latine.

A partir de ces seuls exemples, on peut juger que la tâche idéologique pour dominer le progrès et donc conduire le « mouvement » est immense.

Mais pas en négligeant l'Histoire. Le passé doit servir de mémoire, notamment pour les aspirations fondamentales et les leçons des grandes expériences politiques. Il s'agit de construire et non pas de détruire.

Le camp de la tradition peut ne gouverner que pour gérer l'existant. Le parti du mouvement veut aussi inscrire dans la réalité d'aujourd'hui les aspirations essentielles des hommes. Les droits de l'homme n'ont rien perdu de leur valeur de leur nécessité. Confrontés à un contexte nouveau, ils expriment le fondement authentique de l'action.

Mais l'homme d'aujourd'hui domine la nature. L'accroissement de sa puissance augmente formidablement les dangers, donc pose au premier plan ses responsabilités. Le dix-neuvième et le vingtième siècle ont été ceux des droits de l'homme. Le vingt et unième siècle pourrait privilégier les devoirs, écologiques, sociaux, politiques et civiques.

Rééquilibrer les véritables pouvoirs réels du vingt et unième siècle, tels sont les défis pour le camp du progrès. Au moment où le mouvement du monde s'accélère, ceux qui ont toujours voulu et su l'incarner, plus que jamais se doivent de tracer le chemin.

Le poids des réalités et les valeurs de l'idéologie gouvernent le futur.

## BONHEUR

### Le cœur partagé

par ALBERT MEMMI

ACHILLE, retiré du combat, y revint pour venger son ami Patrocle : il perdit la vie ; à ces héros de l'amitié, les Grecs élevaient des autels. Pour immortaliser l'attachement réciproque de Castor et Pollux, les dieux en firent une constellation céleste. Mencius, disciple de Confucius, affirme que l'amitié transcende les âges, les conditions et les circonstances. Montaigne et La Boétie exigent l'un de l'autre une confiance absolue et un dévouement illimité.

Tels sont les mythes de l'amitié-passion : elle doit être exclusive, totale et définitive. A la vie, à la mort ! Quel jaloux nostalgique édicta une règle si rigoureuse qu'elle en devient inaccessible ? Combien de gens consentiraient à payer un tel prix ? Ou, pire, soupçonnerait-toutefois quelques calculs, craignant toujours de trahir ou d'être trahi ?

Faut-il s'étonner si, pour Montaigne, l'amitié paraît incompréhensible et si, pour Bossuet, « cela passe pour un miracle » ?

Chacun de nos amis est une part de nous-même ; s'ils nous irritent quelquefois autant que nous les aimons, c'est que nous sommes nous-même divisés.

L'un est inquiet, avide de succès, jaloux de sa gloire ; n'est-ce pas que nous voyons en lui ce que nous sommes quelquefois ? L'autre est d'un détachement ironique ; n'est-ce pas que

nous lui sommes reconnaissants de nous rappeler à la sagesse ?

Trop d'amis, pas d'amis est une bonne formule, mais quel que soit le nombre, les amis sont irremplaçables. Ne demandons pas la sérénité à l'agité, ni au déprimé d'égayer nos soirées. Tel donnerait tout son temps, mais pas son argent ; tel autre, prodigue de ses biens, est mesager de son temps jusqu'à l'angoisse.

Un jeune homme se plaignait d'une amie qui se manifestait seulement lorsqu'elle avait des soucis. « Ne te suffit-il pas, lui dit son père, qu'elle ait besoin de toi ? »

Vous voulez qu'on vous aime ? Il existe une recette magique : commencer par aimer. Ne demandez pas, donnez ; il vous sera suffisamment rendu. Si on ne vous offre rien, il vous restera le plaisir du don. Quelle qu'en soit la manière, il n'est excusé d'aimer.

Aimer les gens, c'est les prendre tels qu'ils sont, non selon notre attente ou notre philosophie. Celui qui arrive en retard a des amis avec son temps, pas avec le vôtre. Celui qui n'écrit pas n'aime pas écrire ; il n'a rien contre vous.

Celui prétendant aimer sans trouble s'illusionne sur l'amour. Telles ces femmes qui, dans l'attente de l'être d'exception, demeurent vierges et solitaires.

## TEMPS DE TRAVAIL

### Un accord historique

par YVON CHOTARD (\*)

L'ACCORD national interprofessionnel sur l'aménagement du temps de travail n'a pas été commenté à sa juste valeur. Négociateur et signataire du protocole du 17 juillet 1981, je sors de ma réserve habituelle et volontaire parce que, justement, cet accord prolonge le protocole de 1981 et surtout met un point final à des débats qui, depuis 1981, ont mis à l'entreprise et aux salariés en subordonnant un tel sujet, le temps de travail, aux objectifs politiques et au jeu des diverses alternances. La boucle semble enfin bouclée. Le protocole de 1981 a subi, il est vrai, l'influence du gouvernement de l'époque et l'illusion de celui-ci de nous entraîner vers les 35 heures. La sagesse des négociateurs a permis de faire étape aux 39 heures et de prolonger les négociations de 1978 en acceptant la notion d'aménagement du temps de travail. L'ordonnance de 1982 a failli faire disparaître la politique contractuelle. La CFDT, à l'époque, a eu le courage de le dire.

Et les lois Auroux ont projeté la négociation d'entreprise, sans se rendre compte que la politique contractuelle au niveau des branches risquait de disparaître. Et ce fut le combat intensif mené par le ministre du travail, Delebarre, qui obtint un triomphe à la Pyrrhus juste avant l'alternance politique, qui ne manqua pas de libérer à nouveau l'entreprise.

Entre-temps les effets pervers des lois Auroux n'avaient pas manqué d'être exploités par les tenants d'un libéralisme sans référence à la politique contractuelle. Ce petit jeu n'avait pas lieu de cesser et les partisans de la loi (libérale ou dirigiste) pouvaient continuer de triompher sur les partisans du contrat.

Or justement le grand mérite de l'accord du 21 mars 1989 est de mettre fin à cette situation par trois dispositions :

1) La première en se situant dans le prolongement du protocole de 1981 en rappelant que son objet est :

— de répondre aux aspirations des salariés et de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des hommes et des femmes au travail, de même qu'à l'amélioration de l'emploi et à la consolidation de l'emploi permanent, en particulier par une utilisation des formes d'emploi précaire ne dépassant pas leur objet ;

— de permettre, là où cela se révèle nécessaire, un allongement de la durée d'utilisation des moyens de production et des services ainsi qu'une adaptation des règles de la durée du travail afin de favoriser l'utilisation optimale des capacités productives.

2) En affirmant que la branche est le lieu d'élection de la politique contractuelle.

3) En convenant que les accords de branche distinguent, dans toute la mesure du possible, ce qui relève de la branche et ce qui relève de la négociation d'entreprise, sans pour autant, sauf quand la loi y oblige, que l'accord de branche — dont l'importance, comme facteur de cohésion sociale et de cohérence économique, et le rôle d'encadrement et d'orientation ne sauraient être ignorés — soit toujours préalable à la négociation d'entreprise au sens de l'article L. 132-19 du code du travail, car c'est à ce niveau que les besoins sont connus dans leur diversité et que les aménagements, qui doivent être en conformité avec l'ensemble des dispositions légales et conventionnelles en vigueur, sont mis en œuvre.

Les autres dispositions spécifiques sur la modulation d'horaires, les heures supplémentaires, les équipes successives, le travail à temps partiel, le travail intermittent ne sont pas sans intérêt mais n'abordent pas le débat central du temps de travail qui dominait la scène sociale depuis 1978.

L'importance de cet accord n'est pas liée au nombre de signatures qui se limite à celles de la CGC et de la CFDT.

Imaginez la peine de Paulette Hoffmann, secrétaire confédérale de FO, qui a dû refuser de signer par suite des engagements de son comité confédéral alors qu'elle a toujours mené avec courage le combat en faveur de la négociation de branche. Je comprends mieux la position de la CFDT qui n'avait pas signé le protocole de 1981.

Le proche avenir dira sans doute qu'un accord n'a pas besoin de beaucoup de signatures pour être déterminant. Ce ne sera que la reproduction du passé où l'accord sur l'indemnisation du chômage (UNEDIC) n'avait amené qu'un signataire face au patronat.

(\*) Ancien vice-président du CNPF.

## Au courrier du Monde

### MUSÉES

#### Les nouveaux maîtres des lieux

Je veux parler des conférenciers. Vous ne pouvez leur échapper. Elles défilent, avec leur groupe d'auditeurs, par vagues successives, le verbe haut et péroratoire, méprisant tous les appels qu'on peut leur faire à rabattre de leur caquet, dédaigneuses du droit des autres visiteurs à contempler en paix les œuvres exposées.

Puisque le mal paraît sans remède jusqu'ici et va même croissant, de même qu'il y a dans certaines villes des quartiers « réservés », je propose

que les conservateurs fassent connaître par voie d'affiches apposées sur les caisses et par voie de presse les jours et les heures où il serait permis à ces dames d'exercer, de façon que chacun puisse, à son gré, les éviter à coup sûr. Et aussi, puisque le public souhaite un soutien extérieur, que l'on multiplie les moyens d'information « non polluants », tels que le Petit Journal des Musées nationaux, les écouteurs à cassette, etc.

J. DAVID (Paris.)

### RELIGION

#### Condamnations

Les événements récents conduisent à exiger des autorités religieuses, musulmanes mais aussi catholiques :

- la condamnation de tous les passages des textes « sacrés » qui constituent des appels au meurtre ou des apologues du meurtre ou du génocide. On peut rappeler en particulier les nombreux passages de la Bible (Ancien Testament) où, sur l'ordre de Dieu, le « peuple élu » procède au génocide de populations entières, dont le tort était, selon le texte, d'avoir des croyances erronées.

A ce jour, les autorités catholiques continuent à affirmer officiellement que ces textes sont canoniques, sont autorisés pour la foi et représentent la « Parole de Dieu » (Cf. préface de l'édition œcuménique de la Bible). Leur position officielle est plus nuancée mais elles se refusent à prendre une attitude claire de condamnation ;

- la condamnation de tous les crimes commis tout au long des siècles à l'encontre de ceux qui pensaient (ou étaient soupçonnés de penser) différemment.

A ce jour, les autorités catholiques n'ont exprimé ni regret ni excuses !

D. LAQUINIER (Paris.)

### APICIUS

#### Recettes connues

Me permettez-vous un sourire amusé à la lecture de l'article de Raphaëlle Récalle expliquant, dans le Monde du 23 mars, qu'un chercheur du CNRS, « mettant à profit sa formation de documentaliste pour fouiller les archives gastronomiques », est parvenu à « dénicher, au fond d'une bibliothèque, les extravagantes recettes d'Apicius » ?

Il n'est nul besoin, en effet, de fouiller les bibliothèques, ni d'avoir une solide formation de documentaliste et d'archéologue (fût-il « amateur »), pour consulter le Traité de cuisine d'Apicius : il y a plus de vingt ans qu'il a été édité, traduit et commenté par Jacques André (Sé-

ditions Klincksieck, 1965), et une seconde édition, elle aussi traduite et commentée, en a été donnée par le même savant en 1974 aux Belles-Lettres, dans la célèbre « collection Budé ». Cet ouvrage est donc à la portée de tout un chacun, et rien n'est plus facile que de s'amuser à en expérimenter les recettes, comme je l'ai fait moi-même à plusieurs reprises.

RENE MARTIN, professeur de littérature latine (Paris.)

### FEMMES

#### Les brutes

L'article « A l'école des brutes domestiques » (Le Monde du 31 mars) ne semble reposer sur quelques références implicites, parmi lesquelles :

- Les hommes sont plus souvent des brutes que les femmes ;
- Les hommes sont plus méchants que les femmes ;
- Il y a davantage de caractères, de fous, parmi les hommes que parmi les femmes ;
- Les hommes sont plus injustes et plus cruels à l'égard des enfants que les femmes ;
- Les hommes ont tous davantage de force physique que les femmes ;
- La violence physique est la pire violence ;
- Il n'y a d'explication à la violence physique qu'à l'intérieur du système mental du violent (au masculin) ;
- Seuls les hommes se rendent coupables d'alcoolisme, de tabagisme, etc. ;
- Les hommes ont contre la violence des défenses que n'ont pas les femmes ;
- Et, en fait, je vous rédis : il n'y a pas de femmes violentes, en corrélation de notre première référence ci-dessus.

D'aucuns diront : c'est du début ! Je préfère écrire : cela sent furieusement sa galanterie d'autrefois et son siècle des Lumières. En cette année de Bicentenaire, je ne puis donc que vous crier : « Bravo ! »

F. GARDET, Clichy.

## LE MONDE diplomatique

Avril 1989

### L'HEURE DE L'AUDACE AU PROCHE-ORIENT

L'insécurité dure depuis dix-sept mois dans les territoires occupés, où la répression a déjà coûté plus de 400 morts et quelques 20 000 blessés. Après les initiatives diplomatiques de l'OLP — proclamation d'un État palestinien, reconnaissance d'Irak —, toute la scène politique se réorganise au Proche-Orient. L'Égypte retrouve son influence régionale, l'URSS renoue les contacts avec Israël, et les États-Unis dialoguent directement avec l'OLP.

Amnon Kapeliov, Samir Kassir et Mohamed Sid-Ahmed expliquent pourquoi l'heure est à l'audace ; pourquoi l'intransigeance de M. Shamir et les archaïsmes du conflit libanais restent les principaux obstacles à la paix.

#### Également au sommaire :

- SOCIÉTÉ : Intolérance et droits de l'homme, par Didier Foucault, Sakya Daoud, Mustapha Chérif et Stanislas Maillard.
- ETATS-UNIS : Le « complexe militaro-commercial », par David C. Morrison.
- CUBA : Divergences entre Moscou et La Havane, par Alain Gresh et Françoise Barthélémy.
- ITALIE : La Mafia relève la tête, par Claude Mignot.
- TMOIGNAGE : Dans une prison péruvienne...

En vente chez votre marchand de journaux

200 110 150



# Etranger

... Le Monde • Mercredi 12 avril 1989 3

La position de Paris face à la crise libanaise

## M. Kouchner évoque la possibilité de mettre fin à l'aide française

BEYROUTH  
de notre envoyée spéciale

A peine arrivé, mardi 11 avril, au port de Jounieh, en pays chrétien, par le bateau en provenance de Laraca, M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, a évoqué un éventuel retrait de l'aide française au Liban. « Une aide humanitaire qui serait mal interprétée, comme c'est peut-être le cas ici même, se verrait totalement dévalorisée de son objet. Une aide humanitaire qui manquerait son objet, il n'y en aurait plus. L'aide humanitaire de la France est destinée à tous les Libanais et ne se déroulera qu'avec l'accord de tous. Nous sommes venus non pour attiser les conflits mais pour tendre la main », a déclaré M. Kouchner.

Tendre la main, mais à qui ? puis-que déjà les deux principaux alliés de Damas, M. Jomblatt, chef du Parti socialiste progressiste (PSP) à majorité druze, et M. Nabih Berri, chef du mouvement chiite Amal, ont refusé officiellement lundi l'aide de Paris. Le PSP, qui a d'autre part mis en garde contre « toute tentative de faire entrer des navires français dans n'importe quel port libanais », a appelé « au boycottage de la France jusqu'à ce qu'elle redéfinisse sa politique au Liban et cesse son appel au général Aoun ».

M. Nabih Berri a, quant à lui, ironiquement offert d'accueillir « l'aide française dans l'un de nos

ports légaux et de la confier en entier aux régions à majorité chrétienne ». Dans un communiqué diffusé lundi, le commandement de l'armée libanaise relevant de l'autorité du gouvernement de M. Selim Hoss, avait, lui aussi, décliné les « dangers » de l'arrivée dans les ports libanais de navires français, dont le moindre « serait de conduire à une dégradation d'une situation relativement calme ».

M. Kouchner, qui devait s'entretenir dans la journée avec le général Aoun et M. Hoss, Jomblatt et Berri, risque donc d'être amené à des révisions d'autant plus déchirantes que le pays chrétien, lui, désire cette aide, non pas tant par nécessité que pour montrer qu'il bénéficie de la bienveillance de Paris. Humanitaire dans l'esprit de M. Kouchner, l'aide française est perçue ici avant tout comme politique. Donc, quelle que soit la décision prise, elle ne risque de ne faire que des mécontents.

Pendant ce temps, la trêve larvée a été entrecoupée de bombardements, qui ont encore fait deux morts et vingt blessés, lundi, en plein après-midi au cœur de Beyrouth-Ouest, à majorité musulmane. Cette situation ne peut pas durer : de cela au moins, tous les Libanais sont convaincus.

« La guerre de libération contre l'occupation syrienne », déclarée par le général Aoun, premier ministre du gouvernement militaire chrétien, le 14 mars, marque le pas sans qu'aucune perspective politique répondant à ses vœux n'apparaisse à l'horizon. Pis, pour la stratégie du général Aoun, c'est le discours législatif, élitiste et nationaliste séduisant dans toutes les régions du Liban, le cessez-le-feu décidé par le comité de la Ligue arabe à la suite de la réunion de Damas, d'une part, et l'engagement de la France pour le pays chrétien, d'autre part, ont refait l'union sacrée des alliés de la Syrie, d'abord réticents à se lancer dans la bataille.

L'appel au dialogue du général Aoun lancé aux « partis de l'Ouest » est resté lettre morte, car sans doute beaucoup trop tardif. Aujourd'hui, c'est son maintien à un poste de responsabilité qui, assure-t-on à Beyrouth-Ouest, sans parler bien sûr de Damas, bloque toute solution.

### Réunion à l'ouest

Le pays chrétien s'interroge, et de discrets contacts sont entrepris par des médiateurs auprès du patriarche de l'Eglise maronite, Mgr Sfeir, notamment pour essayer de trouver une solution de compromis dans laquelle on voit mal quel rôle pourrait désormais être réservé au général Aoun.

Après avoir longtemps tergiversé, le Front libanais, coalition des partis et de la milice du pays chrétien, a décidé de se rendre à Koweït, mercredi, pour y rencontrer le comité de

bons offices arabe sur le Liban. Celui-ci clôturera ainsi ses travaux et remettra ensuite son rapport. En décidant de se rendre à Koweït pour ne pas porter la responsabilité d'un retrait, le Front libanais prend, lui aussi, ses distances vis-à-vis de l'objectif affiché du général Aoun.

Le calme relatif qui prévaut au Liban depuis près d'une semaine s'est retourné contre celui-ci dans la mesure où il a entamé le rôle de la Syrie, ramenant au contraire ses alliés libanais sur le devant de la scène. Or, ceux-ci, s'ils avaient été d'accord avec l'objectif final de la « libération », n'entendent pas que celle-ci se fasse avant que, les réformes du système politique dans un sens plus égalitaire, soient accomplies.

En bousculant le jeu traditionnel libanais et en plaçant la barre très haut par son exigence prioritaire d'un retrait de l'armée syrienne, le général Aoun pensait, sans aucun doute, obtenir un soutien beaucoup plus effectif à la fois du côté musulman et de la communauté internationale. Mais, en s'érigeant comme le seul représentant de la légitimité libanaise, et négligeant le gouvernement à majorité musulmane soutenu par Damas de M. Selim Hoss, et en attaquant, de plus, personnellement M. Hoss qu'il a traité « d'agent », ce qui lui est beaucoup reproché à l'Ouest, le général a dressé contre lui tout l'établissement politique allié de Damas.

Pour celui-ci, les choses sont claires : il n'y aura pas de véritable cessez-le-feu avant un retour au *status quo ante*, c'est-à-dire avant la levée du blocus des ports, la création du comité de sécurité libanais (une exigence inacceptable pour le général Aoun) et la reprise du dialogue politique libano-libanais.

### Peu de soutiens

Dans la communauté internationale, mis à part le cas ambigu de la France, les soutiens manquent gravement au général. Le préjugé favorable dont il disposait au sein du comité arabe semble s'être beaucoup atténué tant son action a surpris. Intervenu pour négocier un accord libano-libanais, le comité « dit-on », n'entend pas traiter du retrait de l'armée syrienne, qui relève, selon lui, des négociations à conduire par le futur Etat libanais reconstitué. Les propositions du comité arabe ont donc toutes les chances d'être, avant tout, arçées sur le redémarrage du processus constitutionnel, à savoir l'élection d'un président assortie d'une liste de réformes à entreprendre par un éventuel nouveau gouvernement.

La proposition du président du Parlement, M. Hussein Hussein, de former un comité parlementaire de seize membres, où toutes les parties seraient représentées pour mettre au point un projet de réformes qui

serait voté le jour de l'élection du président, pourrait offrir un compromis pour sortir du cercle vicieux. Le fait même que le processus de l'élection présidentielle revienne dans les coulisses comme un moyen de sortir de l'impasse prouve que les milieux politiques reprennent le dessus après avoir été totalement marginalisés par l'action du général Aoun.

Outre les Arabes, les grands acteurs internationaux n'ont pas véritablement soutenu la thèse ramenant le conflit à un unique affrontement libano-syrien. Certes, les appels au retrait des troupes étrangères du Liban ont été nombreux, mais la Syrie n'a jamais été nominalement mise en cause. Il est de toute façon inconcevable que le monde arabe accepte un retrait syrien avant celui d'Israël.

Politiquement, donc, la marge de manœuvre du général Aoun semble très étroite. Celui-ci compte toujours sur l'appui international pour faire avancer sa cause, mais même l'Irak, dit-on, l'encouragerait à se plier aux décisions du comité arabe, refusant jusqu'à maintenant de s'engager plus avant. Des « pressions » arabes seraient d'ailleurs exercées sur les Irakiens pour qu'ils n'encouragent pas ce que beaucoup appellent ici « la fuite en avant » du général-premier ministre chrétien.

FRANÇOISE CHIPAUX

Le général Michel Aoun

## Un nationaliste intransigeant

BEYROUTH  
de notre correspondant

Sa bonhomie le rend sympathique. Les vérités simples qu'il énonce à longueur de déclarations — il a découvert les médias occidentaux, en use et en abuse, aux qui croient l'utiliser — ne font plus sourire, mais entraînent l'adhésion. Du moins, celle de ses concitoyens du « réduit » chrétien qui se reconnaissent en lui parce qu'il dit aux Syriens ce que personne n'a jamais osé leur dire. Il amuse par ses gaudilles, même si la bonne société à quelque condescendance pour son français rocailleux et populaire. Sa fermeté plaît, même si son jusqu'au-boutisme effraie. Sa sincérité dérange, même s'il inquisite par sa façon de se jeter dans le vide sans filet. Son honnêteté détonne. Sa confiance en soi est contagieuse, bien que teintée d'autosatisfaction. Patriote, populiste, c'est à la fois un homme de bon sens et de démesure. La bien-fondée d'une cause — qu'il définit comme étant celle du Liban face aux ambitions hégémoniques de la Syrie — lui tient lieu de politique.

Aussi carré de tempérament qu'il est trahi de carrière, le général Michel Aoun, cinquante-quatre ans, est le prototype de l'homme dont on dirait qu'il est né pour être militaire.

### Promotion sociale

Issu d'une famille très modeste de la banlieue sud de Beyrouth — à laquelle on accole aujourd'hui automatiquement l'étiquette de « chite », mais qui, à ses origines, surtout habitée par des maronites pauvres au nombre desquels il était — Michel Aoun, enfant, parcourait 3 kilomètres à pied chaque matin pour atteindre le tramway qui l'amenait, à travers Beyrouth, chez les frères des écoles chrétiennes.

L'accès à cet établissement de la petite et moyenne bourgeoisie représente pour lui une véritable promotion sociale. L'école militaire en fut, en 1955, l'aboutissement logique, car sa famille n'avait pas eu les moyens de lui assurer d'autres études. Il se trouve justement que le jeune homme à un fort penchant pour le métier des armes et une forte dose de nationalisme.

Artilleur de formation, il gravit les échelons avec méthode et sérieux, ce qui lui valut un stage en France, à Châlons-sur-Marne, en 1959-1960, un autre aux Etats-Unis, à Fort-Saïte, en 1966, et, enfin, de nouveau en France de 1978 à 1980, à l'école supérieure de guerre. Il devient général de brigade en 1984, après que son nom ait émergé à l'automne précédent, lors de la bataille de Souk-el-Gharb. L'armée libanaise parvient, à l'époque, à contenir dans ce village qui surplombe Beyrouth la

poussée de la milice druze qui, avec l'aide des Syriens et des Palestiniens pro-syriens, risquait de porter l'estocade à l'Etat libanais, fraîchement restauré et déjà de nouveau vacillant. L'artisan du coup d'arrêt est le général Aoun, avec sa huitième brigade. Très proche de ses hommes dont il partage la vie, il sait les motiver et se les attacher.

Le 21 juin 1984, son prédécesseur, le général Tannous, ayant été récusé par l'alle musulmane du gouvernement d'union



nationale constitué après l'éphémère réconciliation intercommunautaire du moment, le général Aoun est nommé, avec l'accord des musulmans qui le récusent à leur tour aujourd'hui, commandant en chef de l'armée. Il prend la tête d'une armée déjà scindée et morcelée, au sein de laquelle il parvient à maintenir des relations — ambiguës, mais utiles — entre les brigades antagonistes.

Ses rapports avec le président Amine Gemayel, qui l'avait pourtant choisi et nommé à la tête de l'armée, n'ont pas toujours été au beau fixe, loin de là. Mais le général Aoun a maintenu la primauté de la fidélité à l'armée aux pouvoirs constitués. Même quand il est « entré en politique » à l'approche de l'élection présidentielle du 22 septembre 1988, qui devait être ratée, il ne s'est pas départi de cette attitude, bien qu'il se considérât déjà comme le plus apte à « sauver la patrie ».

S'il ne devient pas chef de l'Etat, il n'en prend pas moins son envol à cette date, lorsqu'il s'en allait sans successeur, de l'ancien premier ministre et, de facto, quasi-président de la République.

Putsch législatif ou sauvetage in extremis de la légitimité nationale et républicaine, en même temps que du pouvoir maronite ? Les cinq premiers mois de la République de deux Liban se passent à peu près bien. Mais le général Aoun prend sa mission (et ses ambitions) trop au sérieux,

d'abord pour accepter de partager indéfiniment le pouvoir dans le réduit chrétien — là où il l'exerce avec un million, l'occurrence les Forces libanaises, ensuite pour se satisfaire du *status quo* sur le plan national.

### L'assaut aux Forces libanaises

Déjà, au temps où il n'était que commandant de l'armée, les deux forces militaires du réduit chrétien, trop esquis avec ses 800 kilomètres carrés pour qu'elles y cohabitent, avaient eu plus d'un accrochage. Mais elles s'étaient toujours arrêtées à temps pour éviter le grand affrontement, et le chef de la milice, M. Geagea, avait été le principal partisan de l'accession du général Aoun à la quasi-présidence. « C'est une révolution », affirme-t-il. Il ne croyait pas en faire les frais.

C'est le 15 février 1989 que le général Aoun donne l'assaut à la milice, riche et dominatrice, face à son armée, pauvre et longtemps dominée. Il le brise, sans le liquider, au prix de trente morts et lui arrache certaines des privautés dont elle avait spolié l'Etat, notamment l'exploitation des ports. Il doit alors pouvoir transposer ses victoires hors du réduit chrétien et entendre fermer tous les ports illégaux ; mais il se heurte à une partie autrement plus forte : la Syrie, qui ne tolère pas de telles prétentions nationales. Au feu de recul, il fonce et procède à la « guerre de libération ». Au lieu de se défendre, il attaque et s'en prend nominalement au président Hafez-el-Assad, « dictateur, terroriste ».

Il ne peut promettre à son peuple que « du sang, de la sueur et des larmes », mais n'est pas Churchill qui veut et, au début, ses concitoyens-coreligionnaires du réduit chrétien suivent mal ce général un peu fou qui, brusquement, rompt une paix des armes dans laquelle ils ne vivaient pas si mal. Mais il les libère de tant de frustrations et d'humiliations à l'égard de Damas, et les canons syriens en font tant que, progressivement, au lieu de les détacher de lui, le tapis de bombes qui écrasent le pays chrétien les soude autour de cet homme.

Poursuivi à coups d'abus par l'artillerie syrienne à travers le réduit chrétien, comme jadis Arafat par l'aviation israélienne à travers Beyrouth-Ouest assiégée, il en réchappe et rend les coups. Il devient incontrôlable, mais également inacceptable pour « les autres », les musulmans, qui sont au-delà de la ligne de démarcation, et le traitent de « mégalomane ». L'établissement chrétien lui-même, patriarcal en tête, ne le suit d'ailleurs qu'à contrecœur. Mais une fois sa décision prise — et c'est un homme qui prend ses décisions seul, — Michel Aoun fonce tête baissée pour le meilleur et pour le pire.

LUCIEN GEORGE

## Deux manifestations religieuse et humanitaire à Paris

MM. Valéry Giscard d'Estaing, Alain Poirer, Jean-François Deniau — de retour de sa mission à Beyrouth, — Bernard Stasi, Jean Tiberi représentant M. Chirac, et d'autres personnalités politiques ont annoncé leur participation à la veillée de prières eucharistiques, qui devait avoir lieu mardi 11 avril à 20 h 30 à Notre-Dame de Paris.

Une autre manifestation religieuse et humanitaire en faveur du Liban est prévue le lendemain à 19 h 30 à la Mutualité : elle réunira le cheikh Abbas, recteur de la Mosquée de Paris,

Mgr Joseph Duval, vice-président de la conférence épiscopale, le vénérable bouddhiste Huyen Vi, Mgr Jérémie, président du Comité interépiscopal orthodoxe, le grand rabbin de France Joseph Sitruk et le pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France. Une quarantaine d'associations humanitaires participent à ce rassemblement, comme Amnesty International, l'ACAT, la Cimade, la Croix-Rouge, Médecins du monde, Fonds social juif, Secours catholique, CCFD, etc.

### POINT DE VUE

## L'humanité blessée

par Jean-Marie Lustiger  
archevêque de Paris

POURQUOI mourir au Liban paraît-il plus dramatique que mourir au Soudan ? Pourquoi les chrétiens de toutes confessions se réunissent-ils le mardi 11 avril à Notre-Dame de Paris, une dans la prière pour tous les Libanais, chrétiens et musulmans ? Pourquoi le mercredi 12, à la Mutualité, les responsables religieux de France, catholiques, protestants, orthodoxes, juifs, musulmans et bouddhistes, voudront-ils exprimer publiquement prières et paroles pour la paix au Liban avec des dizaines d'associations humanitaires nationales et internationales ? Est-ce une manœuvre politique ultime et désespérée ? Peut-on suspecter ces hommes et ces femmes d'être conduits par l'intérêt ou le ressentiment ? Non.

Ce qui nous touche et nous ramène à la compassion, ce n'est pas seulement le drame de la guerre qui frappe aveuglément, ce n'est pas seulement la cruauté débridée. Nous aussi, nous sommes atteints par la blessure qui s'insinue en cette terre, où s'origine notre civilisation des groupes, des religions, des nations... Nous ne savons nommer ceux qui se combattent. Mais nous savons que la guerre fait rage. Cette guerre atteint toute l'humanité, et spécialement la fragile équilibre entre les communautés chrétiennes et musulmanes partout dans le monde.

Le Liban — la République du Liban — a été reconnu et profondément aimé par la France tout particulièrement. Non seulement comme la prolongation d'un protectorat à l'égard des minorités chrétiennes avacées là-bas depuis deux millénaires. Non seulement parce que les Libanais chrétiens et musulmans — avaient

adopté notre culture et notre langue à égalité avec l'arabe. Mais parce que le Liban a été voulu, comme Etat et comme nation, par les Libanais eux-mêmes, autant par les musulmans que par les chrétiens. Car la France s'honore de respecter le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

La Liban est le lieu d'une double culture, commune aux uns et aux autres. Les Libanais, chrétiens et musulmans, ont illustré la culture française et la culture arabe. Nous n'avons pas à juger les Libanais pour les fautes, les violences ou les injustices commises et subies les uns à l'égard des autres. Mais le Liban a été, grâce à sa double culture, un lieu exemplaire de tolérance et d'accueil mutuels des chrétiens et des musulmans.

Le statut civil d'un Etat de droit — aussi fragile qu'il soit — en est la garantie inamovible. Les heurts et les conflits qui ont ensanglanté le Liban ont été arbitrés par la loi civile. L'art de vivre des Libanais faisait le reste. Les ressentiments plus que millénaires, le souvenir des guerres et des massacres s'étaient peu à peu, en cette terre, comme adoucis, « civilisés », c'est-à-dire

rendus « civils », appartenant à la même cité. Chaque communauté était mise en demeure d'offrir à tous le meilleur de ce qu'elle avait reçu de la providence. Non seulement cohabitation, mais échange. C'est là un signe et une condition des plus hautes réussites de l'humanité.

Pouvons-nous penser que ce qui déchourait au Liban résulterait en Occident ? Comment la mort de ce Liban ne retentirait-elle pas comme un dramatique avertissement pour les chrétiens, les musulmans et les juifs, ainsi que pour tous ceux qui, en Occident comme dans les pays arabes, doivent faire l'apprentissage de la compréhension mutuelle et de l'appartenance à un Etat de droit ? Le Liban sera détruit si les chrétiens en sont chassés. Les plus antiques Eglises seraient condamnées à l'exil. Mais le plus grand perdant serait l'islam. En vérité, l'humanité entière perdrait un exemple singulier de dialogue et de la convivialité nécessaires à sa vie.

Laisser détruire ce lieu d'échange reviendrait à laisser s'abîmer un nouveau « rideau de fer ». Peut-être plus terrible que celui qui a divisé l'Europe. Les hommes d'Etat doivent le savoir. Les croyants prient Dieu de nous épargner cette nouvelle épreuve.

Après l'immense succès de  
"Pi-Yi, le dernier empereur"

EDWARD BEHR  
HIRO-HITO  
L'empereur ambigu

Edward Behr vient de réviser un magnifique travail. Plus de quarante ans après la tragédie d'Hiroshima, il est salubre que le monde sache enfin ce qui s'est passé derrière les murailles du palais impérial de Tokyo.

Eric Roussel / LE FIGARO

ROBERT LAFFONT  
des livres ouverts sur la vie





## Europe

## URSS : les développements de la crise en Géorgie

## La situation reste « extrêmement tendue »

La situation est restée « extrêmement tendue », lundi 10 avril, dans plusieurs villes de Géorgie, a indiqué le comité central du PC géorgien, cité par l'agence Tass, au lendemain de la charge meurtrière des forces de l'ordre contre des manifestants nationalistes à Tbilissi.

Cinq cents personnes sont détenues, selon un journaliste local, pour avoir violé le couvre-feu en vigueur de 23 heures à 6 heures. Un état de siège de facto a été imposé dans la capitale géorgienne : des chars sont stationnés aux points stratégiques, des perquisitions sont opérées et un jeune homme aurait été tué pour avoir refusé de s'arrêter à un barrage.

La situation exige que des mesures urgentes de stabilisation soient prises, mais elle est globalement contrôlée par les organes du parti et les forces de l'ordre, a ajouté le comité central, convoqué par M. Edouard Chevardnadze et Gueorgui Razoumowski, deux membres du bureau politique dépechés par Moscou à Tbilissi. Vu l'urgence de la situation, M. Chevardnadze, qui fut premier secrétaire du PC de Géorgie de 1972 à 1985, poste qu'il a quitté pour devenir ministre des affaires étrangères d'URSS, a fait ajourner une visite officielle prévue à Berlin-Est les 12 et 13 avril. M. Razoumowski, membre suppléant du Politburo et président de la commission des cadres du comité central, est en passe de devenir un habitué des crises nationalistes aigües, puisqu'il avait déjà été envoyé en février 1988 dans le Haut-Karabakh, puis en mai en Azerbaïdjan.

Les deux dirigeants ont également eu des réunions avec des intellectuels et avec les responsables des médias. Au cours d'une réunion dans une usine, à laquelle assistait M. Chevardnadze, et dont fait état l'agence Reuters, le numéro un du PC géorgien, M. Djoumber Patichvili, a implicitement reconnu la responsabilité de la direction locale dans les événements qui se sont soldés par la mort d'au moins dix-huit manifestants. « Pourquoi quelque chose s'est-il produit que personne n'avait prévu ? », a-t-il

demandé, les traits tirés et la voix enrouée. « Etant donné que les soldats n'avaient pas d'armes à feu, mais seulement des matraques et des boucliers, on nous avait dit avant l'opération qu'il n'y aurait pas de morts. Mais c'est ce qui s'est produit, et c'est le tort commun dont nous sommes responsables. » Une commission d'enquête a été créée sous la direction du gouvernement de Géorgie.

## Jour de deuil

La journée de mardi a été déclarée jour de deuil en Géorgie. Alors que l'agence Tass avait donné le chiffre de seize morts dimanche, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Guennadi Guerassimov, a reconnu lundi à Moscou qu'une ou deux femmes « étaient mortes de leurs blessures, confirmant ainsi des informations données de source hospitalière. Ces mêmes sources, citées par un journaliste géorgien interrogé par l'AFP, font état de vingt-deux morts, un chiffre encore jugé optimiste par les milieux nationalistes. Une liste de cent morts serait affichée à la cathédrale. Le ministre de la santé de Géorgie a fait état à la télévision locale de deux cent quarante blessés civils, ajoutant, selon l'AFP, que soixante et onze militaires avaient également été blessés, ce qui tendrait à confirmer les témoignages selon lesquels les miliciens géorgiens, avaient tenté de s'interposer au moment de l'intervention des forces de l'ordre, soviétiques, pour disperser le rassemblement nationaliste.

Au cours d'une conférence de presse, M. Guerassimov a justifié l'intervention des forces de l'ordre en rappelant que « des slogans antisoviétiques et antisoviétiques » avaient été lancés par les manifestants. « Il y a eu des appels à la violence, ceci est considéré comme un crime dans n'importe quel pays », a-t-il dit. Le porte-parole a reconnu que les troupes avaient fait usage de « pelles pour se défendre contre les manifestants qui les avaient atta-

qués avec des couteaux, des bâtons, des barres de fer et des briques ». Tous les témoignages concordent cependant pour dire que ce sont bien les forces de l'ordre qui ont pris l'offensive, et les morts sont d'ailleurs tous du côté des civils.

Le mot d'ordre de grève générale semble avoir été suivi lundi à Tbilissi, notamment dans les transports. Mais selon M. Guerassimov, la plupart des entreprises travaillaient, « bien qu'elles aient ouvert en retard ».

Lundi, un millier de jeunes ont tenté de se rassembler devant l'Université de Tbilissi, avant d'être dispersés au bout d'un quart d'heure à coups de matraque par les troupes du ministère de l'Intérieur.

## M. Chevardnadze : un connaisseur

De retour dans sa ville de Tbilissi, M. Chevardnadze va pouvoir appliquer ses nouvelles talents de diplomate, mais aussi mettre en valeur sa qualité de seul représentant non élève de tout le groupe dirigeant à Moscou, et enfin sa connaissance des problèmes du nationalisme géorgien.

Déjà responsable des jeunes communistes (Komsomol) pendant les graves émeutes « stalinistes » de 1956 (la jeunesse de Tbilissi s'était révoltée contre les révélation de Khrouchchev sur Staline, l'enfant du pays), il eut à se pencher à plusieurs reprises sur ce dossier : d'abord comme chef de la police géorgienne en tant que ministre de l'Intérieur pendant sept ans, puis pendant les treize années qu'il passa à la tête du parti en Géorgie de 1972 à 1985.

En avril 1978, il n'avait pas hésité à aller au-devant des manifestants qui protestaient contre la nouvelle Constitution

Régulièrement troublée par des manifestations nationalistes depuis son intégration mouvementée à l'URSS en 1921, la Géorgie est, avec les pays baltes, la République soviétique qui a le plus mis à profit le glasnost gorbatchévien pour faire entendre ses revendications autonomistes, rapidement teintées d'indépendantisme.

Dès 1956 éclatent de graves émeutes nationalistes dont on parlera peu en dehors des frontières de la République, mais dont les Géorgiens se souviennent douloureusement. La fièvre s'empare à nouveau de Tbilissi plus de vingt ans après, le 14 avril 1978, lorsque des milliers de jeunes manifestent contre la nouvelle Constitution soviétique, qui accorde à la langue russe le même

statut qu'à la géorgienne. Le même année, les Abkhazes, habitants minoritaires — et musulmans — de la République autonome d'Abkhazie, rattachée depuis 1922 à la Géorgie, déclarent aussi la voix : 12 000 d'entre eux se rassemblent à Lykhy pour réclamer leur attachement à la Fédération de Russie, afin d'être séparés de la Géorgie.

En 1988, c'est l'explosion arménienne qui embrase le Caucase. Les Géorgiens restent à distance, préférant ne pas intervenir dans le conflit inter-ethnique de leurs voisins azéris et arméniens. Mais l'atmosphère leur est favorable, d'autant plus que les militants nationalistes, dont plusieurs ont été libérés de détention en 1987, ont commencé à se regrouper. Ainsi, le 31 octobre 1987, l'association Ila Charuchavaze voit le jour, créée par un groupe de « dissidents ». Pour la contrer, les autorités géorgiennes créent quelques mois plus tard la société Roustaveli. D'autres groupes informels vont naître l'année suivante, dont le Parti national démocratique.

## Front populaire d'Abkhazie

Les combats ethniques, culturels et religieux permettent aux nationalistes géorgiens de fournir leurs armes et de ramener des troupes contre le projet de chemin de fer transcaucasien ou contre un polygone d'essai qui menace un monastère de sixième siècle. La première vague d'agitation purement nationaliste se produit en octobre 1988, à Ordjonikidze, dans la région de Marneuli, à la suite du viol d'une jeune fille géorgienne par un Azerbaïdjanais. Le premier secrétaire de Géorgie, Djoumber Patichvili, intervient en vain devant les manifestants, qui préfèrent, selon la presse officielle, « des slogans nationalistes ».

Un mois plus tard, c'est la lutte des Républiques avides d'autonomie contre le projet d'amendements de la Constitution soviétique, qu'elles accusent de renforcer l'emprise de Moscou sur elles. Après les pays

baltes, deux cent mille Géorgiens descendent dans la rue pacifiquement pour réclamer des modifications à ce projet. Le Soviet suprême de Géorgie bascule du côté des manifestants et vote à son tour en faveur des modifications demandées par la communauté géorgienne.

Bien plus tard, en janvier, la Pravda recommandait qu'une centaine de Géorgiens ont dû être alors hospitalisés après avoir observé une grève de la faim à l'appui de leurs revendications. Décembre 1988 voit les premières arrestations à Kostaisi et quatre condamnations de peines de prison avec sursis.

C'est le 18 mars dernier que commence la crise qui a abouti à la sanglante charge des forces de l'ordre, dimanche à Tbilissi. Le 18 mars, plusieurs milliers d'Abkhazes se réunissent à Lykhy, en présence de leur premier secrétaire, Boris Adleibov, à l'initiative d'un front populaire d'Abkhazie. Ils adoptent une déclaration de sécession de la Géorgie, qui sera condamnée par M. Patichvili, le patron du PC géorgien, et coïncidera sa place le 6 avril à M. Adleibov.

Le même jour à Tbilissi, deux mille manifestants nationalistes géorgiens viennent soutenir l'élection de l'un de leurs sympathisants, Aki Bakhradze, membre du PC, à la tête de la société « officielle » Roustaveli. M. Bakhradze est élu et la fusion est faite entre nationalistes et officiels.

Le 1<sup>er</sup> avril, des incidents éclatent à Lesselidze au cours d'une manifestation, avec des jets de pierres et des coups de feu. Le lendemain, une manifestation rassemble dix mille personnes à Soukhoumi. Le 3 avril, des grèves éclatent à Soukhoumi, où des troupes du ministère de l'Intérieur et des blindés sont déployés. Grèves, manifestations, troupes et blindés gagnent Tbilissi les jours suivants, jusqu'au 7 avril où les nationalistes sont quelque cent mille dans la rue. La tension monte, les slogans se radicalisent et, dans la nuit de samedi à dimanche, c'est la massacre.

S. K.

## La montée d'un nationalisme

## Nouvelles victoires des réformateurs au second tour des élections législatives

Les candidats soutenus par les divers « groupes informels » de soutien à la perestroïka ont battu dimanche 9 mars leurs concurrents à Moscou et à Leningrad, lors du second tour d'élections au Congrès des députés du peuple, a-t-on appris lundi de sources officielles.

A Moscou, l'historien ex-dissident Roy Medvedev, un journaliste de l'hebdomadaire de pointe Ogoniok, M. Iouri Tchernitchenko, et un membre du « groupe d'initiative pour un front populaire », M. Sergueï Stankevitch, figurent parmi les six députés élus. Un autre élu est l'ingénieur Iouri Andreïev, un des quinze candidats signataires, la veille du premier tour, d'une lettre de soutien à M. Boris Eltsine, le contestataire du Parti communiste élu triomphalement au premier tour. Au moins onze des quinze signataires ont ainsi déjà été élus députés.

A Leningrad, cinq candidats soutenus par le « Comité élections-89 » ont été élus au second tour, qui concernait six circonscriptions. Il s'agit notamment du journaliste Boris Nikolski, en faveur duquel la loi électorale avait été changée par un décret. Son adversaire s'étant

retiré, il a été décidé qu'il n'aurait besoin pour gagner que de la majorité des voix exprimées et non de celles des électeurs inscrits.

Ce second tour des élections concernait seulement soixante-quatre circonscriptions en URSS sur mille cinq cents.

Les résultats sont plus équilibrés dans les pays baltes. En Lettonie, sur quatre circonscriptions dont les résultats étaient connus lundi, trois sièges sont revenus à des représentants de l'appareil, dont le premier secrétaire du comité de ville de Riga, M. Eveli Klautsens. Un autre candidat du parti, Victor Aukulis, a battu une actrice russe qui avait reçu le soutien du mouvement autonomiste Front populaire, M. Nina Nezamova.

En revanche, c'est un Russe exclu du parti communiste en 1968 pour ses prises de position sur la situation en Tchécoslovaquie, M. Vilen Tolpejnikov, qui a remporté le siège de Riga pour la Chambre des nationalités, battant un représentant du mouvement pro-russe Interfront, M. Nikolai Stakia.

En Lituanie, où un deuxième tour était organisé dans huit circonscriptions, les candidats soutenus par le Front national Sajudis ont remporté cinq sièges, battant notamment un militaire et un secrétaire de l'appareil local, M. Mariounas, a-t-on appris auprès du mouvement nationaliste. En revanche, un secrétaire du mouvement a été battu par un professeur de l'Institut pédagogique de Vilnius, et un membre du Conseil du Sajudis, a été devancé par un Russe, premier vice-président du

comité d'Etat pour l'agriculture de Lituanie. Le premier secrétaire du parti de Vilnius, M. Zilaitas, est lui aussi élu.

En Estonie, le bilan est également équilibré dans les cinq circonscriptions concernées par le deuxième tour. Le leader des Verts, Wello Pohllo, a devancé un candidat du Front populaire et le deuxième secrétaire du parti de Tallinn a été battu par le directeur d'une compagnie maritime, M. Toivo Linas.

## M. Sakharov retenu comme candidat

D'autre part, le prix Nobel de la paix, Andreï Sakharov, a été retenu lundi 10 avril, comme candidat député pour représenter l'Académie des sciences dans le futur Congrès des députés, a annoncé l'agence TASS. La candidature de l'académicien avait été écartée en février par la direction de l'Académie, provoquant des manifestations des scientifiques. Lors des élections du mois dernier, ceux-ci n'avaient élu que huit représentants alors que l'Académie dispose de 20 sièges dans la future assemblée en tant qu'« organisation publique ».

Il a donc fallu désigner de nouveaux candidats pour des élections complémentaires. Vingt-huit personnes ont été retenues lundi parmi lesquelles, outre M. Sakharov, un autre militant de la perestroïka lui aussi écarté en février, M. Roald Sadgeev, conseiller de M. Mikhaïl Gorbatchev sur les questions spatiales.

Une autre personnalité profite de ce tour de rattrapage pour revenir comme candidat, M. Arbatov, directeur de l'Institut d'Amérique-Canada, qui avait été battu aux élections au Comité de défense de la paix. M. Arbatov est fréquemment accusé d'avoir été un ardent défenseur de la politique de « stagnation » de Léonid Brejnev.

Mille trois cents scientifiques doivent maintenant choisir entre le 19 et le 21 avril à l'académie, douze députés parmi ces vingt-huit candidats.

## Un court-circuit est à l'origine du naufrage du sous-marin soviétique

L'incendie qui a provoqué la perte d'un sous-marin nucléaire soviétique, vendredi 7 avril, en mer de Norvège, « a éclaté dans un court-circuit », a indiqué lundi 10 avril le responsable politique de la flotte du Nord, M. Sergueï Vargia, interrogé par les Izvestia. Le sous-marin rentrait en URSS « d'un voyage lointain » et était en plongée au moment du sinistre ; il a fait immédiatement surface, a précisé M. Vargia, en soulignant le courage de l'équipage qui a perdu quarante-deux hommes.

Le ministre de la défense, le général Dimitri Iazov, a précisé

pour sa part que, « si l'incendie s'était limité au septième compartiment, le sous-marin aurait pu demeurer à flot mais le sixième compartiment a été complètement détruit. Deux à trois heures plus tard, l'équipage a entendu plusieurs explosions ». Ces deux compartiments constituaient la salle des machines, avec les turbines, les arbres et les moteurs électriques.

Le général Iazov attribue ces explosions à la montée de la pression dans le navire qui a fait éclater certains « mécanismes spéciaux » sur lesquels il n'a donné aucune précision. « Il est possible

que la coque du sous-marin ait été fendue en plusieurs endroits », a estimé M. Iazov. C'est la première fois que les autorités soviétiques évoquent de possibles brèches dans la coque du bâtiment.

Le ministre de la défense a ajouté que le bâtiment transportait dix torpilles dont deux équipées de têtes nucléaires, mais que leur conception excluait tout danger de contamination de l'environnement. Il a rappelé que le fonctionnement du réacteur avait été coupé selon une procédure normale qui écarte toute pollution nucléaire. — (AFP.)

## LE JOURNAL des ELECTIONS N°27

Avril - Mai 1989

## GORBATCHEV PREND DES RISQUES

Par

Boris Eltsine, Iouri Afanassiev et Vitali Korotitch

Vente en kiosque

**GRAMMAIRE FONCTIONNELLE DE L'ARABE DU CORAN** (arabe littéral) par docteur d'Etat en linguistique Cours complet : inventaire des classes d'unités significatives. Syntaxe. Synthématique. Morphologie. 4 tomes, 1842 p. 20,6x14,4 cm. ISBN 2-9502715-0-2

En librairie et chez l'auteur-éditeur **BAHMANI NEDJAR** Kriegerstr. 194 D-75 KARLSRUHE (RFA) Franco recommandé : 470 FF CFP 559 \$ A LYON

## Le Monde

## INDEX DU MONDE

Le Monde possède maintenant un index courant de toutes les informations qu'il publie. Chaque jour, une équipe de documentalistes expérimentées analyse tous les articles du Monde puis — après avoir sélectionné les indexations pertinentes — les résume de manière concise mais explicite et ajoute date, page et colonne de référence, ce qui facilite leur recherche par l'utilisateur.

Le nouvel index donne à tous ceux qui cherchent, occasionnellement ou professionnellement, une voie d'accès aux faits et chiffres de l'actualité quotidienne ainsi qu'à leurs commentaires ; il met à leur disposition un fonds d'information de première importance.

## L'INDEX DU MONDE OFFRE

- ★ Un classement des articles par ordre alphabétique des mots-clés ;
- ★ des références croisées ;
- ★ les noms de auteurs ;
- ★ l'emplacement des pages et des colonnes.

Depuis janvier 1988, Research Publications publie un index mensuel du Monde. En fin d'année, ces douze publications sont fusionnées en une présentation alphabétique unique et paraissent sous la forme d'un volume annuel cumulé, cartonné, imprimé sur papier pérenniant (p. neutre), qui ne jaunit pas.

Les index des années 1944 à 1951 et de 1965 à 1968 sont disponibles sous la forme de volumes annuels. L'indexation des années manquantes est également prévue.

Pour tout renseignement concernant l'index du Monde veuillez contacter :

**ip research publications**  
P.O. Box 45, Reading RG1 9HF, Grande-Bretagne  
Téléphone : 734-58-32-47 Téléc. 843336 RPL G Fax 734 591325

1501/1502/1503



# Europe

## L'impossible dialogue entre Serbes et Slovènes

### Lézardes yougoslaves

(Suite de la première page.)

Pour contrecarrer la vague de nationalisme serbe animée par M. Slobodan Milosevic, les Slovènes officiels et alternatifs confondus se sont mobilisés pour la cause des Albanais du Kosovo. Ils se sont solidarisés d'abord, en février, avec les mineurs en grève de Trepcia, qui s'étaient retranchés au fond des puits et refusaient de se nourrir. Un Comité de défense des droits de l'homme au Kosovo fut même créé à Ljubljana et plusieurs centaines de milliers de citoyens ont, en l'espace de quelques jours, signé une pétition réclamant notamment « le respect des droits de l'homme dans toutes les parties de la Yougoslavie ainsi que la reconnaissance de l'autonomie politique, économique et culturelle de toutes les nationalités vivant en Yougoslavie ». Ils ont critiqué ensuite les mesures d'exception prises pour réprimer les « nationalistes et séparatistes » et demandé le rappel des unités slovènes incorporées aux milices fédérales au Kosovo. Ils ont constaté, enfin, l'échec de cette politique puisque elle était censée éviter une effusion de sang. Dans certaines réunions publiques, on a entendu des phrases outrancières telles que « les Albanais sont pour les Serbes ce que les juifs étaient pour les nazis ». Il n'en fallait pas plus, bien entendu, pour mettre la Serbie dans tous ses états et la riposte n'a pas tardé.

Les Slovènes se sont vus immédiatement accusés de tous les blaspèmes : défense de la « contre-révolution », velléités séparatistes, offenses à l'armée, atteintes à l'unité de la Yougoslavie, etc. En réponse,

ils ont demandé au parlement de Belgrade une évaluation du coût et du résultat des opérations de maintien de l'ordre au Kosovo. Leur requête a été sèchement rejetée, avec en prime un diplôme de « antimilitarisme ». Une démarche analogue, concernant l'utilisation de l'aide au développement versée au Kosovo par le biais d'un fonds fédéral à raison de plus d'un million de dollars par jour, a connu le même sort. La réponse a fusé : « Cessez de vous comporter comme des néo-colonialistes ! ».

On déplore à Ljubljana que tout débat, « normal » dans un pays européen, soit désormais impossible dans une Yougoslavie aux esprits surchauffés où tout le monde prétend cependant vouloir la démocratisation. « On ne peut plus poser la moindre question, soupire Danilo Slivnik, chef du service politique intérieure à « DELO », sans être délibérément mal interprété ou soupçonné d'intentions malsaines par d'autres républicains ».

Un isolement croissant

Conséquence de ces empoignades : la Slovénie se trouve de plus en plus isolée au sein de la Fédération car les voisins croates sont plutôt discrets depuis la « victoire » de M. Milosevic au Kosovo. Elle sait ce qu'elle veut — une démocratisation accrue et le passage à une véritable économie de marché — mais elle se rend compte qu'elle est trop petite (moins de 2 millions d'habitants) et trop faible pour faire accepter ses idées par les autres.

Dans la phase survoltée et irrationnelle actuelle, elle a le sentiment d'avoir des ennemis partout, tant dans les Républiques que dans les instances fédérales, et que sa position, après les récents événements, s'est affaiblie. Certains ne cachent pas leur inquiétude. L'Union démocratique slovène vient ainsi de proposer au Parlement de Ljubljana de voter un texte sur l'« inviolabilité des frontières de la Slovénie ». Qui sait en effet si la Serbie et les autorités fédérales n'envisageraient pas d'appliquer les mesures extraordinaires prises au Kosovo pour ramener dans le droit chemin les courants démocratiques slovènes ?

Une autre proposition du Parlement de Ljubljana d'inscrire dans la nouvelle constitution slovène le droit à l'autodétermination et à la sécession n'a pas non plus été appréciée.

On estime ici que l'offensive nationaliste serbe a freiné le processus de démocratisation en cours. Les mouvements alternatifs n'osent pas aller « trop loin » de crainte de mettre en difficulté les dirigeants « libéraux » de leur République, à commencer par M.M. Milan Kucan, le populaire numéro un de la Ligue des communistes, et Jozse Smole, le président de l'Alliance socialiste, qui ont progressivement ouvert leurs organisations et ne sont pas hostiles à une « compétition idéologique » avec d'autres mouvements.

Aller trop loin serait peut-être provoquer un retour de bâton. Car, au sein de la direction slovène, tous ne sont pas des partisans de M. Kucan. La vieille garde est toujours présente, notamment dans la police, et le rapport des forces pour



En lachant les régions autonomes.

question du Kosovo. Il porte essentiellement sur l'avenir de la Yougoslavie. Doit-elle s'engager dans la voie de la libéralisation, d'une décentralisation accrue dans le cadre d'une structure « confédérale », comme le demandent la plupart des Slovènes ? Ou, au contraire — c'est le choix serbe — opter pour l'unification, le renforcement du pouvoir fédéral, et une politique de redistribution des revenus de toutes les républiques ?

A Ljubljana, la réponse est claire : on ne peut appliquer le même modèle de développement économique pour le nord du pays (Slovénie et Croatie), relativement prospère, et pour les républiques du

ALAIN DEBOVE.

### Un président de trente-neuf ans pour la fédération

Conformément au principe de la rotation des fonctions officielles entre les six Républiques et les deux provinces autonomes, c'est un Slovène qui assurera pour un an à compter du mois de juin la présidence de la fédération yougoslave. Et, pour la première fois, les Slovènes ont pu élire au suffrage universel leur représentant. Dimanche 2 avril, ils avaient le choix entre deux candidats : M. Marko Bulc — soixante-trois ans, ancien membre du gouvernement fédéral, vieux routier de la politique et personnalité en vue de l'établissement du Parti communiste local — et M. Janez Drnovsek, un économiste de trente-neuf ans pratiquement inconnu jusqu'ici bien qu'il siège au Parlement de Belgrade. Le premier partait largement favori.

Le résultat du scrutin a été une surprise d'abord pour les Slovènes, même dans les milieux contestataires, et aussi pour toute la Yougoslavie. Le

### Dédié à tous les révoltés de la terre

### “Servitude et grandeur militaires”

**ANNEE : 1827**  
**LIEU : les garnisons et les routes de France, saignées par les guerres de Napoléon.**  
**FAITS : un jeune officier est définitivement rayé des cadres de l'Armée.**  
**NOM : ALFRED de VIGNY**

Avec mon édition précieuse de “Servitude et grandeur militaires” d'Alfred de Vigny, découvrez enfin l'adieu aux armes d'un jeune capitaine de 30 ans.

Chers lecteurs, oui, avec ce maître-livre j'ai choisi d'être à contre-courant de l'enthousiasme révolutionnaire.

A l'ère de l'effacement des vertus républicaines, voici les écrits d'un “ci-devant”, élevé dans l'idéalisme et la rigueur de l'ancien ordre social.

Son premier malheur : il est trop beau. “Ce qui m'a fait le plus de tort dans la vie a été d'avoir les cheveux blancs et la taille mince...”

Second handicap : dès sa jeunesse, il se sent irrémédiablement attiré par les valeurs héroïques : le noble, le vrai, le beau...

“L'adieu aux armes”

Son expérience : une longue errance dans la France saignée par les batailles de l'Empire. Une Restauration qui pour lui rime avec déshonneur.

Après 13 années de servitude, c'est l'adieu à l'uniforme.

“Je vis clairement que les événements ne sont rien, que l'homme intérieur est tout.”

Avec “Servitude et grandeur militaires”, Alfred de Vigny nous confie la quintessence d'années de méditation, dans l'action des armes, ou pire l'horrible découverte de la vie de garnison.

**Solidaire de tous les parias.**

Et quel message ! Le capitaine de Vigny, témoin d'émeutes et de massacres a le courage d'écrire : “la guerre est maudite et Dieu et des hommes mêmes qui la font et qui ont d'elle une horreur



Anarchiste et antisocial, il va dénoncer la guerre et ses maux, l'Etat et ses mensonges, la condition du poète, identique à celle du soldat, “autre paria moderne”.



Une œuvre en livrée de la Maison du Roi

Ma réalisation a le prestige des grands uniformes des Gardes Rouges du Roi : qualité, noblesse et splendeur en sont les maîtres mots. Vous serez fier de votre exemplaire qui comporte le papier vergé filigrané “aux canons”, une reliure en véritable cuir taillé d'une seule pièce et rempli à la main comme au XVIII<sup>e</sup> siècle. La dorure or 22 carats est frappée à chaud sur le dos et la tranche supérieure. Les tranches et le signet sont assortis aux pages de gardes.

Ce tirage limité est authentiquement réservé aux seuls souscripteurs.

Les 84 illustrations de L. Dunki, admirablement gravées par C. Bellanger constituent à elles seules une somptueuse parade qui vous réservera d'insépables satisfactions.

Comme à l'accoutumée ma garantie traditionnelle de rachat vous est inconditionnellement acquise.

Le tirage étant limité, je ne saurais trop vous conseiller de retourner sans attendre le titre de réservation ci-dessous.

Cordialement,

Alfred de Bonnot

### SUISSE : le scandale des narco-dollars

### Le procès de la « filière libanaise » s'est ouvert à Bellinzona

BERNE de notre correspondant

Le premier procès de la « filière libanaise », la plus grave affaire de recyclage de narco-dollars jamais démantelée en Suisse, s'est ouvert, lundi 10 avril, devant la cour d'assises de Bellinzona, dans le canton du Tessin. Au banc des accusés trois ressortissants turcs et aux Italiens arrivés après la saisie en février 1987 de 100 kilos de morphine base et d'héroïne dans le donjon d'un camion en provenance d'Istanbul. Menée en étroite coopération avec les services de lutte antidrogue des Etats-Unis et d'Italie, l'enquête avait non seulement permis de remonter une filière aux multiples ramifications internationales mais devait aussi donner lieu à un scandale politique sans précédent qui allait entraîner la démission du ministre helvétique de la justice, M. Elisabeth Kopp.

C'est grâce à l'infestation d'un informateur que le réseau a pu être démantelé. En juin 1986, un agent de change tessinois, M. Dick Marty, était vu proposer par Gaetano Petraglia, un commerçant italien domicilié à Lugano, une transaction portant sur 600 kilos d'héroïne. Petraglia servait d'intermédiaire à un autre Italien né à Istanbul, Nicola Giulietti, bras droit d'un « gros bonnet » turc de la drogue, Hasi Mirza. Corti, dont le nom avait été mentionné dans l'affaire de la « Pizza connection » avant qu'il ne soit blanchi par la justice, l'agent de change devait servir d'appât pendant plusieurs mois.

Prenant la mesure de l'importance du réseau, qui semblait également lié au trafic d'armes, les Suisses appelèrent leurs collègues

italiens et américains à la rescousse. Un agent de ces derniers y fut infiltré, allant jusqu'à monter lui-même un laboratoire. Les carabinieri italiens suivirent à la trace le camion turc, de Trieste à la frontière helvétique, avant son interception à Bellinzona et l'arrestation de ses deux chauffeurs. Le lendemain, le policier arrêté, dans un hôtel de Lugano, Mirza et Giulietti, puis Petraglia. Bientôt, il se confirma que Mirza, qui, lors des premières interrogatoires, prétendait qu'il n'était qu'un respectable marchand de pamplemosses, se trouvait en fait à la tête d'un important trafic de drogue. Etabli à Zurich dans les années 80, il s'y était d'abord consacré au trafic des dévies avec la Turquie avant de se lancer dans l'héroïne. Grâce à un numéro de téléphone repéré dans ses documents, l'enquête aboutissait à l'identification et à l'arrestation de deux Libanais, les frères Jean et Bayghev Magharian, installés comme agents de change à Zurich. A la suite d'enquêtes parallèles menées aux Etats-Unis, il apparaît que les frères Magharian étaient les personnages centraux de cette « filière libanaise ». Le parquet a évalué à plus de 1 milliard de dollars les fonds provenant de la drogue et blanchis par l'intermédiaire de banques ou de sociétés financières établies en Suisse.

Le procès de Bellinzona sera le dernier procès du procureur du Tessin septentrional, M. Dick Marty, qui a mené son enquête avec obstination, s'attirant les critiques de certains milieux financiers qu'il n'a pas hésité à mettre en cause. M. Marty doit devenir membre du gouvernement du canton du Tessin où il représentera le Parti radical.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

**BON OFFRE EXCEPTIONNELLE**

à envoyer à JEAN de BONNOT  
7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08  
Tél. 48.87.47.06

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant “Servitude et grandeur militaires” d'Alfred de Vigny en un fort volume in-octavo, relié plein cuir et doré à l'or fin 22 carats.

Si je vous le retourne dans les dix jours, je ne vous devrai rien.

Si je décide de le garder, j'en réglerai le montant, soit 161 F (+ 15,40 F de frais de port).

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse complète \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Commune \_\_\_\_\_

Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis. Le livre étant envoyé “en confiance”, nous vous remercions de le régler dans les 10 jours suivant sa réception afin d'éviter le recouvrement automatique.



## Europe

RFA

## M. Cohn-Bendit est nommé adjoint au maire de Francfort

BONN  
de notre correspondant

M. Daniel Cohn-Bendit, ancien leader de la révolte étudiante de mai 68 à Paris et nouveau élu au conseil municipal de Francfort, est parvenu à ses fins : il fera partie de la direction de la municipalité dirigée par le social-démocrate Volker Hauff, comme « adjoint aux questions multiculturelles ».

Après trois semaines de négociations menées dans la plus grande discrétion, le SPD et les Verts ont conclu, samedi 8 avril, un accord de coalition pour diriger la ville qu'ils ont prise à la CDU le 12 mars dernier. Les Verts se sont vu confier quatre

postes d'adjoint : environnement et énergie, santé et femmes, éducation et questions culturelles.

Celui-ci, nouvellement créé à la demande de M. Daniel Cohn-Bendit, n'aura pas tout à fait le même statut que les autres : son titulaire ne touchera pas le salaire d'un permanent municipal, mais simplement des défraiements. Néanmoins, M. Daniel Cohn-Bendit aura à sa disposition un bureau et une secrétaire et s'apprête à mettre en place une administration d'une quarantaine de personnes pour son programme visant à faire se rencontrer et mieux se comprendre les diverses communautés ethniques vivant à Francfort.

Il s'agit, pour M. Daniel Cohn-Bendit de faire obstacle au développement de la xénophobie, dans une ville où 20 % de la population est étrangère et où s'est produite la percée d'une formation d'extrême droite, le NPD, qui a obtenu 6,6 % des voix aux dernières élections municipales.

Mais, pour l'avenir, « Dany le rouge » vise beaucoup plus haut qu'une carrière politique municipale. « Mon ambition », a-t-il déclaré récemment au magazine *der Spiegel*, « c'est de devenir le ministre des affaires étrangères d'un gouvernement fédéral dirigé par Oscar Lafontaine (1). Je pourrais ainsi m'offrir une petite vengeance personnelle : faire dévaliser le tapis rouge à Paris pour celui que le gouvernement français avait jadis expulsé ».

LUC ROSENZWEIG.

(1) Vice-président du Parti social-démocrate (SPD).

## ESPAGNE : après la reprise des attentats

## Le gouvernement rompt les pourparlers avec l'ETA militaire

Les conversations d'Alger entre le gouvernement espagnol et l'ETA militaire sont définitivement rompues, a annoncé, lundi 10 avril à Madrid, le ministre de l'Intérieur, M. José Luis Corcuera. Cette décision paraissait inévitable après la reprise, ces jours derniers, des attentats de l'organisation séparatiste.

MADRID  
de notre correspondant

« Le gouvernement s'est efforcé de réaliser un dialogue qui permette la disparition de la violence. L'attitude de l'ETA, qui a mis fin unilatéralement aux espoirs que ces pourparlers avaient suscités au sein de la société, fait que le gouvernement considère désormais terminé le dialogue avec l'ETA. » C'est en ces termes que M. Corcuera a annoncé la rupture des négociations dans la soirée du 10 avril. Auparavant, il avait rencontré les principaux dirigeants de l'opposition, qui, dans cette affaire, ont tous fait front commun avec le gouvernement.

La déclaration de M. Corcuera met fin à deux semaines fertiles en rebondissements, durant lesquelles l'ETA a multiplié les volte-face. L'organisation séparatiste a d'abord prolongé la trêve qu'elle avait décrétée en janvier, menacé ensuite de la rompre en annonçant du gouvernement qu'elle modifierait sa version des conversations d'Alger, puis adressé deux ultimatums successifs aux autorités et... placé à nouveau des bombes. La première d'entre elles a grièvement blessé à l'un de ses voisins, membre de la police nationale. Samedi à l'aube, sept bombes explosaient en Navarre, le long de la voie ferrée reliant Pampelune et Vitoria. Le gouvernement avait tenté une dernière fois de retarder l'inévitable, en affirmant qu'il n'était pas prouvé que l'ETA était à l'origine de cette vague d'attentats.

Cette position est devenue intenable après les attentats de lundi. En début d'après-midi, un paquet piégé explosait grièvement un sergent à l'école militaire de Montagne-de-Jaca, dans les Pyrénées aragonaises. Peu auparavant, la police avait détecté à temps un autre colis piégé, adressé au délégué du gouvernement central au Pays basque, M. Julien

Elgorriaga, qui avait participé, en 1988, à la première phase des conversations d'Alger.

## Consternation à Madrid

La consternation était générale, lundi, dans les milieux politiques, tant à Madrid qu'au Pays basque même. Tout porte à croire qu'une nouvelle tentative de dialogue ne sera pas entreprise de sitôt. Certes, ce n'est pas la première fois qu'une ébauche de conversations avec l'ETA se solde par un échec, mais aucune n'avait suscité autant d'espoirs que celle-ci. Un « scénario » concret, susceptible de permettre un rapprochement progressif entre les interlocuteurs d'Alger, commençait à se faire timidement jour. Certes, les positions des deux parties semblaient encore bien éloignées entre un gouvernement affirmant ne vouloir négocier que la « réinsertion » des activistes prêts à abandonner les armes, et l'ETA exigeant l'acceptation pure et simple de son programme, y compris le droit à l'autodétermination ! Mais l'idée de voir l'ETA céder progressivement la place à son « bras politique », la coalition Herri Batasuna, avec qui les socialistes auraient pu aborder la discussion des thèmes politiques, ne semblait plus cette fois irréalisable.

Ce scénario était cependant fragile. Le succès de l'opération supposait notamment que les membres de l'ETA réellement décidés à parvenir rapidement à une « issue honorable » et à déposer les armes soient à même de faire entendre raison aux « jusqu'au-boutistes ». Les événements ont démontré que ce n'était pas le cas.

En rendant inévitable la rupture des conversations, la direction de l'ETA prend un sérieux risque. La lutte policière contre l'organisation ne peut désormais que redoubler d'intensité, et l'Espagne s'apprête d'ailleurs à demander une coopération sans réserve de la France et de l'Allemagne. Certains dirigeants de l'ETA semblent avoir été « torpillés » par leurs collègues plus intraitables.

THERRY MALINIAK.

## M. Boulmer ambassadeur en Albanie

M. Michel Boulmer a été nommé ambassadeur de France en Albanie, en remplacement de M. Philippe Legrain, a annoncé, lundi 10 avril, le Quai d'Orsay.

[Né en 1927, licencié en droit et breveté de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, M. Boulmer a été notamment chargé de mission au cabinet de M. Michel Debré, premier ministre (1960-1962) et à l'Elysée (1962-1964) pour les affaires africaines et malgaches. Il a été ensuite en poste à Luxembourg, Oslo (1970-1973), Dublin (1975-1978), puis consul général à Amsterdam (1980-1983) et Leningrad (1983-1988).]

**LIVRES**  
**POLONAIS**  
et livres français  
sur la Pologne  
et  
l'Europe de l'Est  
Catalogues sur demande  
**LIBELLA**  
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4  
Tél. : 43-26-51-09

## Les européennes sans l'Europe

(Suite de la première page.)

C'est assez pour qu'on nourrisse les plus grandes doutes quant aux chances de voir le sommet de Madrid, en juin prochain, beaucoup avancer sur la route de l'union monétaire et de la banque centrale. Les Douze ne sont pas non plus prêts à aller bien loin en direction de cette « Europe sociale », sur laquelle insistent tant François Mitterrand et Felipe Gonzalez.

Il y a bien d'autres pierres d'achoppement :  
— La libre circulation des personnes : comment répondre à la légitime ambition, affichée par Edith Cresson, de concilier « un maximum d'ouverture avec un maximum de sécurité », alors que, par exemple, la RFA reconnaît aux réfugiés politiques un droit d'asile dont ils sont nombreux à profiter ?

— Celle des capitaux, qui sera de droit dans un an : comment éviter qu'elle n'entraîne une évasion massive vers les pays où les revenus de l'épargne sont moins — ou pas du tout, comme c'est le cas du Luxembourg — taxés qu'en France ? Il y faudrait une réforme de la fiscalité qu'on voit mal le PS accepter.

— La politique agricole commune : chacun admet qu'au moins sous sa forme actuelle elle a fait son temps. Mais que mettre à la place ?

— L'Europe de la télévision, chère à notre président : ne faudrait-il pas s'occuper d'abord d'arracher notre pauvre PAF à son abrutissante médiocrité ?

## Traitement

— L'Europe de la défense : elle n'est pas de la compétence de la CEE, sauf dans le domaine, déjà important, des armements. Mais on ne cesse, dans les discours, d'en souligner la nécessité. Georges Pompidou, qui en était partisan, avait pourtant constaté qu'on ne le ferait pas tant que n'existerait pas un gouvernement européen. De toute façon, sa réalisation suppose une clarification préalable du rôle que pourrait jouer notre force de dissuasion. Et la candidature à la Communauté de l'Autriche, pays constitutionnellement « libre d'alliance » (Bunlichst) complique encore un peu les choses.

L'acte unique, dans son article 30, engage encore les pays membres de la CEE à s'efforcer « de formuler et de mettre en œuvre une politique étrangère commune ». Un exemple récent montre l'empêchement de la tâche. Les Douze ne se sont entendus sur une réaction commune, d'ailleurs des plus modérées, à l'appel au meurtre de Khmeimny, que pour reprendre leur liberté un mois plus

tard, sous les humiliants quolibets de l'imam. Et qu'ont-ils fait de concret devant le nouveau drame que connaissent les chrétiens du Liban ?

La Communauté, de toute façon, est passablement tiraillée entre l'Ouest et l'Est. Maggie Thatcher a beau éprouver un petit faible pour Gorbatchev, elle privilégie délibérément, comme Churchill, le « grand large » par rapport au continent. « C'est l'OTAN qui est notre bouclier et notre défense la plus sûre », a-t-elle dit, en juillet de l'an dernier à la BBC, pas l'Europe.

Bien qu'il ne se cache guère d'éprouver, à l'occasion, quelque agacement à l'égard de la Dame de fer, Helmut Kohl n'est pas, au fond de son cœur, moins atlantiste qu'elle. Mais il est aux premières loges pour constater les effets de la perestroïka sur la Pologne et la Hongrie, et même sur cette RDA qui, malgré la crispation dogmatique de dirigeants inquiets de l'avenir, vit de plus en plus en osmose économique, culturelle, familiale, avec sa sœur fédérale. Comment ne pousserait-il pas au maximum à la route ?

## Autouts

Son parti vient, d'autre part, de perdre les élections de Berlin-Ouest et de Francfort, où la présence de listes d'extrême droite a assuré le succès de coalitions « rouge-vert ». A en croire un récent sondage, 65 % de ses compatriotes souhaitent son départ. Comment ne redouterait-il pas le rendez-vous des élections européennes et, quoi qu'il en dise, des législatives de l'an prochain ? Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce qu'il juge tout à fait hors de saison la modernisation des armes nucléaires tactiques stationnées en RFA que réclament avec la même ardeur Washington et le premier ministre britannique.

De ce catalogue de contradictions, qui n'est pas exhaustif, faut-il conclure qu'on a trop vite célébré l'an dernier la mort de l'euro-scepticisme ? Doit-on donner raison à Sir John Hoskins, patron de l'Institut britannique des directeurs, qui rassemble trente mille chefs d'entreprise d'outre-Manche, d'avoir déclaré, il y a quelques semaines, à la BBC, que « le marché unique s'achève vers un fiasco complet » ?

Bien sûr que non. Sir John a été désavoué par son gouvernement. La Commission, le Parlement de Strasbourg, la présidence espagnole, font assaut de conviction et de dynamisme. Helmut Kohl ne perd pas une occasion d'affirmer sa foi dans une Europe capable de devenir la première puissance économique du

monde. Et si d'aventure elle devait échouer du fait de Londres, il serait apparemment partisan de lancer sans attendre un projet d'union franco-allemande. François Mitterrand, avec lequel, en dépit de leurs divergences idéologiques, il se sent en parfaite harmonie sur l'Europe, saura bien utiliser, de son côté, à partir du 1<sup>er</sup> juillet, la présidence française, pour marquer le Bicentenaire de quelques initiatives retardées.

Vienne, Ankara, Rabat, frappent à la porte de la CEE, à laquelle Budapest et même Moscou font les yeux doux, et dont la RDA, à bien des égards, fait partie de facto. Loin de la considérer comme moribonde, le Japon et les Etats-Unis redoutent de la voir se transformer en une « force-résistance » fermée à leurs produits.

Souls, dans le monde capitaliste, à disposer d'un marché intérieur aux dimensions comparables à celui de la CEE, ces deux pays sont certes bien placés pour apprécier son rôle dans le développement de leur puissance, comme les pratiques fort restrictives dont s'accommode à l'occasion leur hostilité de principe au protectionnisme. Ils ne sauraient pour autant oublier, qu'à tempérer leurs appréhensions, que ce développement aurait des impacts sans l'aiguillon du protectionnisme qui nourrit leur esprit de compétition.

A une heure où le marché, et donc l'investissement, se « mondialisent » à toute vitesse, la logique économique ne suffit donc pas à garantir à la CEE un poids comparable. Comme l'a très bien dit Michel Noir, il faut lui « donner d'urgence un volet social, éducatif et culturel. Sinon les Français finiront par croire que l'Europe qu'on leur prépare est celle des seuls marchands, assureurs ou banquiers (...), ce qui peut laisser songer à de belles récoltes électorales pour tous ceux qui, en France, font commerce de la peur, le Parti communiste et le Front national » (1).

## « Si c'était à refaire... »

Une entreprise qui marche, aujourd'hui, a besoin d'une culture et d'une ambition. C'est vrai de l'entreprise Europe comme des autres. Jean Monnet ne s'y était pas trompé, à la fin de sa vie, disait : « Si c'était à refaire, je commencerais par la culture ».

L'Europe culturelle n'est pas la moins difficile à construire. « L'Europe était morte, en même temps que se mouraient ses charbons », constate, dans son *Archipel de Vienne*, Françoise Chandernebor. Aujourd'hui, les rangées zurichoises, méditerranéennes ou bruxelloises se chamaillent en

américain » (2). Reste tout de même, au fond des consciences, attesté par les queues aux portes des monuments et des expositions, et le succès, sous toutes ses formes, de la littérature historique, le sentiment d'un héritage commun, où Florence, Coimbra et Tolède côtoient Versailles, Louvain, Heidelberg et Cambridge. Cet héritage doit trop à la diversité pour nous autoriser à nous fonder dans la monotonie d'un « melting pot » de plus en plus ébréché d'ailleurs, du côté américain, par la montée en puissance des « Hispanics ».

A trop songer au passé, cependant, à se cramponner à des attitudes essentiellement défensives, on s'abandonne au présent. On laisse d'autres décider à sa place de l'avenir. Si elle se contente d'être un musée, le plus beau du monde peut-être, l'Europe survivra, elle ne vivra pas. Son sort dépendra de moins en moins d'elle.

Or une occasion, dont personne, il y a quelques mois encore, n'aurait osé rêver, se présente aujourd'hui. Le système de la double hégémonie sous lequel nous vivons depuis quarante ans est en crise. L'URSS, en plein remue-ménage interne, commence à connaître les affres de la décolonisation. La nouvelle présidence américaine a plus de bonne volonté que de vision, de charisme, d'esprit de décision.

Le risque, quand recule l'hégémonie, c'est la balkanisation, la libanisation, en un mot la tribalisation. Il se trouve que si la Communauté a une originalité, c'est d'avoir introduit, entre l'empire et la tribu, un nouveau type de relations, basé sur une démocratie qui n'avait jusqu'alors fonctionné qu'à l'usage interne, et assez efficace pour avoir éliminé, depuis près de quarante ans, tout conflit armé entre ses membres. Ce système, qui a montré son aptitude à protéger et à enrichir l'acquis, ne pourrait-il contribuer à étendre l'espace de la liberté ?

L'Europe des Douze ne peut se limiter à des négociations de marchands de tapis sur le prix des macarons ou la conformité aux règlements de tel ou tel produit. Elle ne trouvera le dynamisme dont ses peuples ont la nostalgie que si leurs aspirations convergent sur une ambition commune. En est-il de plus belle que d'effacer enfin la coupure du continent ?

Ah ! comme on aimerait, mesdames et messieurs les candidats aux européennes, entendre vos idées sur la question...

ANDRÉ FONTAINE.

(1) *Le Figaro* du 23 mars.  
(2) Editions de Fallois.

## AUTRICHE : les meurtres dans un hôpital de Vienne

## La police s'interroge sur le nombre des « initiés »

VIENNE  
de notre correspondante

Le pavillon 5 de l'hôpital de Lainz, où sévissaient les « anges de la mort », a été provisoirement fermé, lundi 10 avril, par les services de santé de Vienne en attendant l'achèvement de l'enquête. Une trentaine de policiers continuent actuellement d'examiner minutieusement les registres de décès du pavillon

pour déceler les cas douteux. Pour le moment, le nombre des victimes s'élève à quarante-neuf.

Après l'arrestation de trois aides-soignantes et d'une infirmière, une autre infirmière, d'origine chilienne, a été mise hors de cause. Les enquêteurs se demandent toutefois si le cercle des « initiés » n'était pas plus large que les quatre personnes connues. Selon le responsable de l'enquête, M. Edelbacher, il paraît

invraisemblable que les activités des meurtriers aient pu totalement échapper au reste du personnel. Quinze médecins et soixante infirmières étaient attachés au pavillon 5, réservé à la gériatrie, où se trouvaient des malades souvent incurables.

Une controverse oppose la police et les médecins de Lainz, en particulier le professeur Franz Eschendorfer, chef de la section médicale à

laquelle est rattaché le pavillon 5, sur les responsabilités dans cette affaire. La police avait été chargée il y a un an d'une enquête concernant une mort suspecte, mais ses investigations n'avaient rien donné. La police reproche aux médecins de l'établissement d'avoir érigé, à l'époque, un mur de silence sur cette affaire.

W. B.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75422 PARIS CEDEX 09Tél. : (1) 42-47-97-27  
Tél. MONDIPAR 850872 F  
Télécopieur : (1) 48-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine,  
directeur de la publicationAnciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauriol (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.Capital social :  
620 000 FPrincipaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.Administrateur général :  
Bernard WozniakRédacteur en chef :  
Daniel VernetCorrespondant en chef :  
Claude SalasABONNEMENTS  
PAR MINITEL  
36-15 - Tapez LEMONDE  
code d'accès ABOReproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administrationCommission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437Hébergement sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 42-47-98-61

Le Monde

TÉLÉMATIQUE  
Composé 36-15 - Tapez LEMONDE  
ou 36-15 - Tapez LM

Le Monde

PUBLCITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS

BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. FRANCE MONDIPAR 850872 F

Tél. MONDIPAR 850872 F

Tél. MONDIPAR 850872 F

Tél. MONDIPAR 850872 F

Tél. MONDIPAR 850872 F

Tél. MONDIPAR 850872 F

Tél. MONDIPAR 850872 F

Tél. MONDIPAR 850872 F

Tél. MONDIPAR 850872 F

Tél. MONDIPAR 850872 F

Tél. MONDIPAR 850872 F

Tél. MONDIPAR 850872 F

Tél. MONDIPAR 850872 F

Tél. MONDIPAR 850872 F

Tél. MONDIPAR 850872 F

Tél. MONDIPAR 850872 F

Tél. MONDIPAR 850872 F

Tél. MONDIPAR 850872 F

Tél. MONDIPAR 850872 F

Tél. MONDIPAR 850872 F

Tél. MONDIPAR 850872 F

Tél. MONDIPAR 850872 F

Tél. MONDIPAR 850872 F

Tél. MONDIPAR 850872 F

Tél. MONDIPAR 850872 F

Tél. MONDIPAR 850872 F

Tél. MONDIPAR 850872 F

## BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐6 mois ☐9 mois ☐1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligation d'écrire  
tous les noms propres en capitalesVeuillez avoir l'obligation d'écrire  
tous les noms propres en capitalesVeuillez avoir l'obligation d'écrire  
tous les noms propres en capitalesVeuillez avoir l'obligation d'écrire  
tous les noms propres en capitalesVeuillez avoir l'obligation d'écrire  
tous les noms propres en capitalesVeuillez avoir l'obligation d'écrire  
tous les noms propres en capitalesVeuillez avoir l'obligation d'écrire  
tous les noms propres en capitalesVeuillez avoir l'obligation d'écrire  
tous les noms propres en capitalesVeuillez avoir l'obligation d'écrire  
tous les noms propres en capitalesVeuillez avoir l'obligation d'écrire  
tous les noms propres en capitalesVeuillez avoir l'obligation d'écrire  
tous les noms propres en capitalesVeuillez avoir l'obligation d'écrire  
tous les noms propres en capitalesVeuillez avoir l'obligation d'écrire  
tous les noms propres en capitalesVeuillez avoir l'obligation d'écrire  
tous les noms propres en capitalesVeuillez avoir l'obligation d'écrire  
tous les noms propres en capitalesVeuillez avoir l'obligation d'écrire  
tous les noms propres en capitalesVeuillez avoir l'obligation d'écrire  
tous les noms propres en capitalesVeuillez avoir l'obligation d'écrire  
tous les noms propres en capitalesVeuillez avoir l'obligation d'écrire  
tous les noms propres en capitales



Asie

# L'islam en fièvre (VIII)

## ASIE DU SUD-EST: tolérance sous les tropiques

Dans l'univers des îles de la Sonde et de la péninsule Malaise, dominé par la délicate cohabitation entre la diaspora chinoise, largement minoritaire mais très influente, et ne forte majorité de musulmans, l'islamisme n'est pas un phénomène récent. Saliman Rushdie passe pour un impérialiste de l'islamisme. Qu'il s'agisse de révéler quelques échos puissants ou qu'il soit considéré, plus simplement, comme une nuisance, son dernier roman, *Les Versets sataniques*, est interdit, sauf aux Philippines.

Le monde musulman forme, en Asie du Sud-Est, un vaste arc de cercle qui s'étale, d'ouest en est, de la Thaïlande péninsulaire aux îles archipélagiques de l'archipel philippin. L'histoire lui a imposé, comme toujours, des frontières arbitraires et, de toute façon, il s'est accommodé des traditions et de croyances locales. Pour prendre un exemple, à l'intérieur d'un même pays, l'Indonésie, il n'y a rien de comparable entre le petit foyer orthodoxe religieux d'Acheh — à la pointe occidentale de Sumatra, où l'islam a été introduit dès le treizième siècle — et la pratique, très décontractée, de la religion à Java. Or, dans cet Etat éminent comme le premier pays musulman du monde, les Javanais représentent au moins les trois cinquièmes d'une population estimée à 75 millions d'habitants.

Sur la grande île de Bornéo, dans le petit et très riche sultanat de Brunei — un quart de million d'habitants, 60 % de musulmans et de abeilles ressources pétrolières, — l'islam est religion d'Etat, cas unique dans la région. Mais, si les conversions y remontent au quatorzième siècle, l'islamisation de l'Etat, due à la colonisation britannique, y est relativement récente. Les musulmans n'y sont majoritaires que depuis les années 30 et l'appartenance religieuse ne figure toujours pas parmi les critères de nationalité (1). L'empire de l'islam y est, cependant, croissant. Mais les rituels qui génèrent cet Etat bien nonolitique se gardent de lâcher la bride à la hiérarchie religieuse et se réfèrent, en particulier, de tout fondamentalisme religieux. La religion doit servir la monarchie, plutôt que le contraire.

Dans le royaume bouddhiste de Thaïlande, où les musulmans de la péninsule forment moins de 5 % d'une population de 55 millions d'habitants, la minorité musulmane du Sud résiste, avec plus ou moins de bonheur, à l'assimilation par un empire fort tolérant mais tout aussi homogène, ce qui ne va pas sans frictions. Par exemple, de récentes, l'histoire récente se résume en une alliance et une intégration croissantes des musulmans.

Après quelques manifestations pacifiques de musulmans, y compris à Bangkok, le gouverne-

ment a interdit les *Versets sataniques* afin de ne pas offenser la communauté religieuse locale, qui n'en demandait pas davantage, et peut-être également des voisins, comme la Malaisie ou l'Indonésie, membres de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), contrainte de prendre beaucoup plus au sérieux la parole de l'intégrisme religieux.

Le cas de figure philippin est bien différent puisque, dans cet archipel christianisé par les Espagnols et qui compte aujourd'hui 85 % de catholiques, la minorité musulmane du Sud est plus forte — 5 millions de personnes sur 59 millions d'habitants — et héritière d'une tradition de rébellion. Au début du siècle, les Américains n'imposèrent leur autorité à Mindanao et à Sulu qu'au prix d'hécatombes. Du temps des Marcos, les affrontements (1972-1978) ont fait plus de 60 000 morts. A l'époque, le principal mouvement séparatiste, le Front moro de libération nationale (MNLF), a bénéficié d'appuis au Proche-Orient, notamment en Libye.

Depuis la fin de 1986, une trêve négociée par le gouvernement de Manuel Aquino persiste sur le terrain, même si elle est émaillée d'incidents. 50 millions de dollars de fonds spéciaux ont été débloqués par Manille pour aider le Sud à combler en partie son handicap. Mais le Congrès philippin a pris du retard dans le vote de la loi d'autonomie promise aux régions à dominante musulmane. Le texte ne sera voté, au mieux, qu'en juin prochain, malgré les assurances répétées par Manille à l'OCI. Cette dernière, qui ne conteste pas les revendications séparatistes du MNLF, a repoussé, pour la deuxième année consécutive, une demande d'affiliation du mouvement moro.

### La peur de l'intégrisme en Indonésie

L'isolement croissant du MNLF s'explique. La Malaisie s'inquiète de l'afflux de réfugiés et d'immigrants illégaux dans l'Etat de Sabah, où ils forment près du tiers de la population. Or la majorité de cette population importée est composée de musulmans philippins. De son côté, l'Indonésie souhaite une stabilisation du régime Aquino, donc la fin des insurrections communistes et musulmanes dans l'archipel voisin.

Les musulmans philippins ont donc eu beau répondre à l'appel de l'imam Khomény — près de cinq mille manifestants ont encore réclaté, le 16 mars dans le Sud, la mise à mort de Saliman Rushdie, — Manille ne s'est pas trouvée de raison de leur céder. M. Raul Manglapus, ministre des affaires étrangères, a même rétorqué que son gouvernement ne pouvait interdire les *Versets*

*sataniques* car une telle mesure serait contraire à la liberté d'expression garantie par la Constitution.

La situation est radicalement différente dans les Etats où les musulmans sont majoritaires, la Malaisie et l'Indonésie, et dans l'Etat sinisé qui les sépare, Singapour. La richesse des 2,5 millions de Singapouriens — dont 17 % de musulmans seulement — dépend avant tout de la stabilité régionale et de leurs bonnes relations avec leurs voisins.



Répondant à un appel du conseil religieux musulman local, les autorités se sont d'autant plus empressées d'interdire le dernier roman de Saliman Rushdie, pour cause de « dénigrement d'une religion majeure et de son prophète », qu'elles répondaient ainsi au vœu de leurs voisins. Les deux cents exemplaires du livre reçus en octobre par un importateur n'ont même jamais été mis en vente.

En Indonésie, la peur de l'intégrisme dicte souvent les réactions d'un Etat qui, s'affirmant ni religieux ni séculier, impose sa propre doctrine, les Pancasila (humanitarisme, croyance et un seul Dieu, justice, progrès social et démocratie). Subarto comme Sukarno — les deux seuls chefs d'Etat depuis l'accession à l'indépendance en 1945 — ont résisté aux pressions et aux révoltes armées en faveur de la proclamation d'un Etat islamique. Jakarta se méfie de l'influence que peuvent avoir les intégristes provinciaux, à telle enseigne que toutes les religions sont interdites de politique depuis 1985, que les mouvements fondamentalistes sont sévé-

rement réprimés et que le pouvoir a pour constante préoccupation d'entretenir les meilleures relations avec le conseil des Ulémas.

Il n'est donc pas question que la fatwa de l'imam Khomény serve de prétexte à manifestation. Le gouvernement y a veillé en interdisant sur-le-champ l'importation et la diffusion des *Versets sataniques*. Comme l'ouvrage circulait déjà, il a également décidé que toute personne trouvée en possession d'un exemplaire ou d'une photocopie du livre



serait passible d'un an de prison. Le *Djakarta Post* devait ainsi résumer le sentiment des autorités : « Nous avons interdit le livre parce qu'il est considéré comme un affront aux sensibilités religieuses de la majorité des Indonésiens. Mais, à coup sûr, l'Indonésie, en tant que pays des Pancasila, n'a rien à voir avec le soutien d'une sentence de mort prononcée contre son auteur. »

### Prudence à Kuala-Lumpur

C'est, sans aucun doute, dans la fédération de Malaisie que les relations entre l'islam et l'Etat sont les plus délicates, car les Malais musulmans y sont tout juste majoritaires et le pouvoir économique y demeure, pour l'essentiel, entre les mains d'une forte communauté chinoise (le tiers de la population). Il y a déjà eu des flammes raciales — plus de mille morts en 1969 — et les autorités fédérales ont toujours été préoccupées par les relations entre communautés, les Indiens formant un troisième groupe important.

Pour que les Malais, qui tiennent l'administration et l'armée, soient également associés au pouvoir économique, des mesures en faveur de ces « fils du sol » (Bumiputras) sont en vigueur depuis des années. Loin d'avoir porté tous ses fruits, ce plan n'en a pas moins provoqué une amertume chez les Chinois et les Indiens, qui se plaignent parfois d'être devenus des « citoyens de seconde zone ».

C'est au milieu du quatorzième siècle que le royaume fraîchement islamisé de Malacca étend son influence à toute la péninsule et au nord de Sumatra. Quand ils s'installent à la fin du dix-huitième siècle, les Britanniques trouveront sur place un ensemble de sultanats qui cohabitent aujourd'hui au sein de la fédération avec deux Etats situés sur l'île de Bornéo, le Sarawak et le Sabah. La Malaisie est une monarchie constitutionnelle dont le trône est occupé, à tour de rôle, par les sultans des sept Etats de la péninsule. L'islam est la religion officielle de la fédération.

En revanche, seuls les Bumiputras, qui sont tenus d'être musulmans, sont justiciables des tribunaux musulmans. L'acquisition de terres leur est pratiquement réservée.

Thaïlande : 55 millions d'habitants, 2.500 000 musulmans (4,5 %).
Philippines : 59 millions d'habitants, 5 millions de musulmans (8 %).
Singapour : 2.500 000 habitants, 425 000 musulmans (17 %).
Indonésie : 175 millions d'habitants, 140 millions de musulmans (80 %).
Malaisie : 17 millions d'habitants, 9 millions de musulmans (53 %).

(Estimations 1989.)

(1) Selon des sources islamiques non chinoises, cette estimation officielle serait largement inférieure à la population musulmane réelle.

FRANCIS DERON.

musulman, ainsi qu'en témoigne, par exemple, l'augmentation des demandes de pèlerinage à La Mecque ou l'aide fournie par des Etats du Proche-Orient à la construction de mosquées. Mais un vieux fonds animiste et le mysticisme ont leur place chez les Javanais.

L'Asie du Sud-Est ignore les lois économiques de l'islam et, à l'exception du Tchad, qui a également fait son apparition dans certaines écoles de Djakarta, les femmes n'y portent jamais le voile. Cependant, pour mieux contrecarrer, entre autres choses, la montée de l'intégrisme religieux, les Etats à majorité musulmane ont tendance à tenir en laisse les masses médias, quand ils ne les contrôlent pas. Ils rejettent les valeurs occidentales même quand, avec l'expansion économique, elles attirent des classes moyennes de plus en plus influentes. En Indonésie, les bouffées d'intolérance religieuse sont parfois interprétées comme la conséquence d'une « démocratie » sous étroite surveillance. Comme il est vrai que toute crise politique ou économique fait généralement l'affaire des mouvements fondamentalistes.

C'est en Malaisie que l'islam militant est le plus sensible. Ces dernières années, y compris dans les universités, un mouvement très net s'est manifesté en faveur du port de tchador pour les femmes, du respect du jeûne pendant le ramadan et, en règle générale, de l'application de la charia. Cette tendance reste plus sensible dans les campagnes que dans les villes. La politique malaysienne recouvre, cependant, des accents anti-occidentaux, comme si la quête d'une identité culturelle venait renforcer le camp des intégristes musulmans.

Dans ce contexte, le pouvoir ne peut être que défensif. Se proclamant bon musulman, il s'efforce de contenir la montée de l'intégrisme. Pour Saliman Rushdie, cela s'est traduit par la condamnation ferme et l'interdiction de son livre jugé blasphématoire. Kuala-Lumpur a même interdit la mise en vente des numéros de deux hebdomadaires anglophones — *Newsweek* et la *Far Eastern Economic Review* — parce qu'ils contenaient des extraits des *Versets sataniques*.

Dans l'ensemble, cependant, l'islam du monde insulindien demeure encore bien tropical, même quand l'intégrisme pose un réel problème en Malaisie et que perdurent des foyers de musulmans orthodoxes. A Java — une centaine de millions de musulmans, donc nettement plus de la moitié de la communauté musulmane de la région, — la tolérance l'emporte encore de loin. Aucune loi n'interdit la consommation d'alcool, le port de vêtements occidentaux ou le non-respect du jeûne du ramadan. Certes, les liens se resserrent avec le monde arabo-

musulman, ainsi qu'en témoigne, par exemple, l'augmentation des demandes de pèlerinage à La Mecque ou l'aide fournie par des Etats du Proche-Orient à la construction de mosquées. Mais un vieux fonds animiste et le mysticisme ont leur place chez les Javanais.

L'Asie du Sud-Est ignore les lois économiques de l'islam et, à l'exception du Tchad, qui a également fait son apparition dans certaines écoles de Djakarta, les femmes n'y portent jamais le voile. Cependant, pour mieux contrecarrer, entre autres choses, la montée de l'intégrisme religieux, les Etats à majorité musulmane ont tendance à tenir en laisse les masses médias, quand ils ne les contrôlent pas. Ils rejettent les valeurs occidentales même quand, avec l'expansion économique, elles attirent des classes moyennes de plus en plus influentes. En Indonésie, les bouffées d'intolérance religieuse sont parfois interprétées comme la conséquence d'une « démocratie » sous étroite surveillance. Comme il est vrai que toute crise politique ou économique fait généralement l'affaire des mouvements fondamentalistes.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(1) De nombreux exemples sont tirés du très riche dossier publié en deux tomes par la revue *Archipel* (L'islam en Indonésie, n° 29 et 30, 54, boulevard Raspail, 75270 Paris Cedex 06. Les deux volumes 148 F), dont le *Monde* a rendu compte dans ses éditions datées 14-15 septembre 1986.

### Demain

L'islamisme en Turquie et en Albanie

- Dans la série « L'islam en fièvre », le *Monde* a publié : - I. - Allah contre Satan (4 avril) ; - II. - Egypte, Soudan, Arabie saoudite, Bahreïn (5 avril) ; - III. - Irak, Syrie, Oman (6 avril) ; - IV. - Israël et les territoires occupés (7 avril) ; - V. - Maghreb : de la clandestinité au légalisme (8 avril) ; - VI. - Saoud : tentations intégristes (9 avril) ; - VII. - Sous-continent indien : toujours, l'éclatement de l'Empire (11 avril).

## La Chine sur ses gardes

PÉKIN de notre correspondant

En surface, les quinze millions de musulmans que compte officiellement la République populaire (1) sont d'un calme quasi complet. Les *Versets sataniques* n'ont pas été diffusés en Chine, et aucune manifestation de condamnation de leur auteur n'a été enregistrée. La presse officielle chinoise a rendu compte largement de l'agitation dans le monde contre le livre, mais plutôt sous l'angle de l'actualité internationale, comme pour évoquer un théâtre dont la Chine serait absente.

Toutefois, la population musulmane chinoise est traversée de courants souterrains qui la relient, même de façon lointaine, à ses coreligionnaires du reste de la planète et qui, de toute évidence, suscitent une attention accrue du régime de Pékin.

L'apparente sérénité des musulmans chinois tient à plusieurs facteurs. D'une part, seule la branche sunnite est représentée en Chine. L'islam chinois se répartit en deux grands sous-groupes ethniques. D'un côté les Hui, certains descendants des marchands arabes et perses venus par la route de la soie auprès de la cour de la dynastie Tang (septième au dixième siècle), qui se fixèrent en Chine et épousèrent des Chinoises. Ce sous-groupe est très fortement assimilé aux Chinois de souche, les Hui, sur le plan linguistique en particulier. L'autre sous-groupe est composé des peuples intégrés récemment par conquêtes militaires à l'univers chinois, une dizaine d'ethnies

d'Asie centrale dont les Ouïgours du Xinjiang. Ils vivent beaucoup plus mal leur assimilation à la « mère patrie » chinoise, qui qu'en dise le régime.

### Unité multiraciale

Le choc psychologique de la révolution culturelle a été, paradoxalement, un autre facteur de calme, pendant les années qui ont suivi le retour progressif à la normale, après la mort de Mao Zedong. Les musulmans ont particulièrement souffert des troubles politiques de l'ère Mao et des persécution religieuses aux débuts de toutes les religions. Des troubles graves ont secoué les provinces de l'Ouest où vivent une grande partie d'entre eux. Le retour à une certaine liberté religieuse avait été naturellement accueilli avec soulagement. Mais, convaincus ou résignés à la suprématie politique des Hui, ces populations n'ont pas immédiatement retrouvé dans la pratique islamique une source d'opposition envers un Etat longtemps perçu comme tout-puissant.

Cette situation commence à évoluer. D'une part, à la faveur de la libéralisation économique. Dans les régions majoritairement chinoises, les musulmans hui commencent à constituer un secteur économique prospère. A Pékin même, les commerces privés ou semi-privés musulmans se distinguent souvent par un certain faste dans leur apparence — devantures rutilantes, néons tapés à l'œil. Il y a là, cela se voit, de l'argent qui circule.

L'ouverture générale de la Chine, qui favorise les contacts

avec le reste du monde islamique, a également contribué à l'accroissement de cette différence, qui avait tenté de nier le malisme. On signale en particulier dans l'Extrême-Ouest chinois une perte très nette du persan, indicatrice d'une plus grande communication avec l'extérieur.

Par ailleurs, le gouvernement de Pékin a semblé s'inquiéter ces derniers temps d'une nouvelle détérioration des relations entre Hui et peuplades non chinoises. Mais les manifestations de cette détérioration, comme par exemple les défilés de protestation de Ouïgours qui ont eu lieu il y a environ deux ans à Shanghai, présentent un caractère essentiellement nationaliste, et la religion n'a pas paru y jouer pour le moment un rôle important.

Quoi qu'il en soit, les autorités chinoises — qui ont à l'occasion dénoncé la main d'agents de l'extérieur dans des troubles locaux — se sont efforcées de prendre des mesures pour freiner ce phénomène, en renforçant en particulier l'accent mis dans sa propagande sur l'unité multiraciale de la Chine. Ce trait est particulièrement sensible dans le traitement de l'information sur les troubles du Tibet à destination des autres minorités nationales. Pékin ne se sent pas encore véritablement menacé d'intégrisme et d'appels à la charia, mais, visiblement, reste sur ses gardes.

FRANCIS DERON.

(1) Selon des sources islamiques non chinoises, cette estimation officielle serait largement inférieure à la population musulmane réelle.

**AUSSEDAT REY**

Leader Européen  
du Papier pour reprographie

**DOUBLE LA CAPACITÉ  
DE SON USINE DE  
SAILLAT**

Et offre, de ce fait, des postes d'avenir  
à de jeunes ingénieurs grande École

Voir les annonces dans la rubrique  
SECTEURS DE POINTE

**l'Organiseur II**

Tout. Dans votre poche.  
Pour 990 F HT (1174 F TTC)

☒ Répertoire électronique  
☒ Agenda  
☒ Horloge-calendrier  
☒ Calculatrice  
☒ Programmable  
☒ Et si facile d'emploi !

En vente dans les magasins  
Frac, Dunod, la Règle à Calcul,  
K.A. informatique et dans  
d'autres points de vente.

Un produit importateur  
**PSION** **Aware**

Tél. : 45.23.21.12

PSION est une marque déposée de PSION Limited, Angleterre. L'Organiseur II est une réplique simplifiée de l'organiseur électronique de PSION Limited. Les caractéristiques techniques sont données à titre indicatif. Les prix sont en francs français hors taxes. Les prix TTC incluent la TVA à 6 %.



## Asie

## JAPON : l'affaire Recruit

## La mémoire défaillante de M. Takeshita

TOKYO  
de notre correspondant

« J'assume la responsabilité politique et morale de l'affaire Recruit, et je veillerai à ce que qu'elle soit éclaircie tant sur le plan pénal que sur le plan politique », a déclaré M. Takeshita, mardi 11 avril, devant la commission des finances de la Chambre basse. Mais les éclaircissements que le premier ministre était supposé donner sur les rapports de son propre clan avec la société Recruit ont paru un peu courts. Il a reconnu que Recruit lui a versé 95 millions de yens, mais nié que les bénéfices (28 millions) réalisés sur la vente des 12 000 actions acquises par ses secrétaires soient allés dans sa poche.

En réponse à une question d'un député socialiste qui l'accusait d'avoir « menti » devant la commission des finances, en octobre dernier, en déclarant qu'il n'avait jamais reçu d'argent de Recruit, le premier ministre s'est contenté de dire : « Je n'ai pas la mémoire d'un dieu, il est possible que j'aie oublié encore quelque chose », laissant entendre qu'il pourrait bien « découvrir » demain de nouvelles lacunes dans sa mémoire...

Avec son air habituel d'enfant pris en faute, M. Takeshita a surtout esquissé les questions embarrassantes. Quelle était la contrepartie des largesses de Recruit ? Les donations politiques sont faites pour le bien d'un

homme politique et du peuple... Je ne m'en suis pas servi comme argent de poche... » « Non, je n'ai pas de reçu des sommes versées, celles-ci étant sur la base d'une confiance mutuelle. »

10 millions par-ci, 5 par-là, 20 qui ont bien été versés mais dont on ne sait pas où ils sont passés, 30 qui relevaient d'autres activités : le débat entre les députés de l'opposition et le premier ministre s'est rapidement enlisé dans une marée de chiffres, de dates, de noms d'organisations reconnues comme comités de soutien de M. Takeshita et d'autres qui ne le sont pas mais contribuent à le financer, ce qui a obscurci plus qu'il n'a éclairci la situation.

En acceptant de venir « s'expliquer », le premier ministre voulait ne pas se dérober, mais aussi inciter son prédécesseur, M. Nakasone, à suivre son exemple. L'opposition bloquera en effet le vote du budget tant que l'ex-premier ministre n'acceptera pas de venir témoigner devant le Parlement.

Il paraît désormais clair que les libéraux-démocrates ne protégeront plus l'ex-premier ministre. Les déclarations faites samedi par l'ancien ministre de l'Éducation, M. Fujio (le Monde du 11 avril), sur les pots-de-vin qu'il aurait été versé à des hommes politiques japonais et américains se situent dans le cadre de ce « lâchage » de M. Nakasone.

PHILIPPE PONS.

## CORÉE DU SUD

## Les relations avec les pays communistes : après l'euphorie, la prudence

TOKYO  
de notre correspondant

Bien que le gouvernement sud-coréen ait décidé de maintenir la réunion avec des représentants de la Corée du Nord prévue mercredi 12 avril à Panmunjom, mais que les Nord-Coréens viennent de reporter sans explication au 26 avril la politique d'ouverture du président Roh Tae-woo tant à l'égard de Pyongyang que des pays socialistes marqués par le pas. Après une période d'euphorie et d'initiatives spectaculaires (reconnaissance diplomatique de la Hongrie, ouverture à Séoul et à Moscou de représentations commerciales, échanges commerciaux embryonnaires avec le Nord), la prudence est désormais à l'ordre du jour.

Le report soudain de la visite à Moscou d'une importante mission du patronat coréen, annoncé lundi, est significatif de ce refroidissement. Selon la presse coréenne citant une source patronale, la mission a été ajournée à la demande du gouvernement. Composée d'une quarantaine d'industriels, elle devait se rendre à Moscou, Vladivostok et

Nakhodka pour examiner des possibilités d'investissements et des projets de développement de la Sibirie.

La récente visite non autorisée du pasteur contestataire Moon Il-hwan à Pyongyang semble avoir été le prétexte attendu par les adversaires de M. Roh pour attaquer sa politique d'ouverture vers le bloc de l'Est. Actuellement à Tokyo, le pasteur Moon sera arrêté pour avoir enfreint les lois sur la sécurité nationale dès qu'il posera le pied sur le sol coréen.

Cette visite, faite à l'invitation du président Kim Il-sung, est en effet contraire à la politique de Séoul qui vise à contrôler les rapports avec le Nord.

Le durcissement de l'attitude des adversaires de M. Roh et sans doute aussi le faible écho qu'a eu à Pyongyang sa politique d'ouverture paraissent avoir contraint celui-ci à la reconsidérer. Cette nouvelle orientation s'est traduite, dimanche, par la saisie de la plupart des publications étrangères, accusées de diffuser l'idéologie nord-coréenne. Neuf maisons d'édition et dix-sept librairies de Séoul ont été perquisitionnées et un millier de livres saisis.

Ph. P.

## Amériques

## HAÏTI : après la tentative de coup d'État

## « Il n'y a ni vainqueurs ni vaincus » déclare le général Avril

PORT-AU-PRINCE  
de notre envoyé spécial

« Nous avons passé le cap difficile. Mais le problème ne sera entièrement résolu que quand toutes les troupes accepteront l'autorité hiérarchique due au commandement des forces armées d'Haïti », a déclaré, lundi 10 avril, le président Prosper Avril, dont le pouvoir a été consacré la semaine dernière par une tentative de coup d'État et la rébellion de deux des principales unités de l'armée haïtienne. Au cours d'une conférence de presse, boycottée par l'Association des journalistes haïtiens - qui protestaient contre la censure et le sabotage de quatre stations de radio - le général Avril a réaffirmé sa volonté de poursuivre le processus de démocratisation.

Le président était entouré du sergent Joseph Hébreux, leader du mouvement des soldats qui l'a porté au pouvoir le 17 septembre dernier, et d'un groupe de militaires de la garde présidentielle en tenue de combat. « C'est précisément parce que le gouvernement a voulu faire des élections qu'il a subi cet assaut, a-t-il expliqué en affirmant ne pas vouloir rester au pouvoir. »

Il a toutefois dit ne pas être en mesure de fixer une date pour ces élections, « ne sachant de quel demain sera fait ». De la salle du palais national - endommagée par les obus - où se déroulait la conférence, on pouvait distinguer les traces de la bataille qui mit fin samedi à la rébellion des casernes

Dessalines. Insistant sur sa volonté d'éviter, tout au long de la crise, que le sang ne coule « entre frères d'armes », le général Avril a souligné que le bilan des combats s'élevait à six morts, dont un civil et soixante-cinq blessés dont trente-deux civils. Les journalistes haïtiens et étrangers estiment, pour leur part, qu'une quarantaine de personnes ont été tuées et cent autres blessées.

Reconnaissant que « de nombreuses armes étaient éparpillées à travers la capitale », le général Avril a appelé les soldats des casernes Dessalines à se présenter au quartier général des forces armées où le haut commandement étudiera la manière de les utiliser. « Dans ce combat, il n'y a ni vainqueurs ni vaincus », a-t-il dit. A propos du sabotage de quatre stations de radio, le général Avril a laissé entendre qu'il n'était pas impossible que cela soit l'œuvre de soldats de la garde présidentielle, étant donné la « grande confusion ». « Tout que je serais là, la liberté de la presse sera respectée », a-t-il ajouté, en présentant ses excuses aux directeurs des radios à qui il a offert une indemnisation. Alors que l'activité a repris normalement lundi à Port-au-Prince, deux soldats des casernes Dessalines, en civil, ont été dénoncés par des missionnaires nord-américains, l'obligeant à se rendre à Miami où ils ont été arrêtés.

JEAN-MICHEL CAROIT.

## CANADA : élection d'un gouvernement « régional »

## Première étape vers l'autonomie des Inuits

MONTRÉAL  
de notre correspondante

Les quelques 6 000 Inuits (autrefois appelés Esquimaux) du Nouveau-Québec, dispersés sur un territoire aussi vaste que la France, au nord du cinquante-cinquième parallèle, ont établi un précédent, lundi 10 avril, en franchissant une première étape vers l'autonomie.

Environ 65 % des 3 524 électeurs inscrits (regroupés dans quatorze villages dispersés le long du littoral de la baie d'Ingonish et de la baie d'Ungavay) se sont rendus aux urnes pour élire six représentants chargés de rédiger, d'ici à 1991, la constitution d'un « gouvernement régional » défini comme une structure intermédiaire entre les municipalités du Grand Nord et le gouvernement de la province du Québec. Le nouveau texte sera soumis à la population Inuit lors d'un référendum.

Le principe d'un certain degré d'autonomie avait déjà été admis au moment de la signature, en 1975, de la convention de la baie James. Les Inuits - tout comme les Indiens Cris et Naskapis - ont alors cédé leurs territoires au gouvernement québécois, qui a ainsi pu réaliser un gigantesque complexe hydroélectrique dans la région. En guise de dédommagement, ils ont reçu environ 93 millions de dollars canadiens (environ 480 millions de francs). Cette manne a littéralement précipité les Inuits dans le vingtième siècle : construction d'écoles, de dispen-

saires, de logements : création de plusieurs entreprises, dont la compagnie d'aviation Air Inuit. Si la classe et la pêche constituent toujours les principales activités de ce peuple, les motoneiges ont remplacé les traîneaux à chiens et la télévision (arrivée en 1981) occupe souvent les soirées. Ces rapides bouleversements ont eu de douloureuses conséquences. L'alcool fait toujours plus de ravages, et les jeunes (près des deux tiers de la population ont moins de vingt-cinq ans) ont découvert les drogues du Sud.

Les Inuits veulent reprendre leur sort en main et désirer plus librement de leur avenir. Ils sont les premiers à tenter de le faire sans contester la légitimité des pouvoirs fédéral et provincial du Canada. Leur marche vers l'autonomie et leurs premières expériences de « démocratie à l'occidentale » sont suivies avec le plus grand intérêt par les autres communautés autochtones du Canada.

MARTINE JACOT.

● BRÉSIL : dix morts lors d'une manifestation. - La police a mis fin lundi 10 avril à la manifestation déclenchée la veille dans la prison de Curitiba (capitale du Mato-Grosso, au centre du pays). 10 personnes ont été tuées, 4 policiers et 6 prisonniers, lors de l'assaut donné par les forces de l'ordre pour déloger 40 insurgés qui retenaient en otage 150 personnes. - (AFP.)

## Afrique

## SOUDAN

## Le Parlement ajourne « sine die » les débats sur l'instauration de la charia

Le Parlement soudanais a adopté lundi 10 avril une motion demandant l'ajournement des débats sur l'application des lois islamiques (charia) en attendant la convocation d'une conférence constitutionnelle chargée de débattre des grands problèmes nationaux. Cette décision a provoqué la démission du président de l'Assemblée constituante, M. Mohamed Yousef Mohamed, membre du Front national islamique (FNI) qui réclame la mise en application immédiate de ces lois. En signe de protestation, tous les membres du groupe parlementaire du FNI ont quitté le Parlement au cri de « la allah ilallah » (« il n'y a pas d'autre dieu qu'Allah ») et « pas d'alternative à la charia ».

La conférence constitutionnelle doit en principe se réunir après l'instauration d'un cessez-le-feu dans le Sud et la levée de l'état d'urgence, selon l'accord d'Addis-Abeba signé en novembre par le Mouvement de libération du peuple du Soudan (MPLS) et le Parti démocratique unioniste (PDU), et approuvé par le nouveau gouvernement de M. Sadek El Mahdi fin mars.

A ce propos, les discussions commencées vendredi à Addis-Abeba entre des représentants du MPLS et des membres du gouvernement soudanais se sont achevées lundi après-midi sans résultat. Selon un communiqué publié à l'issue des discussions, les deux parties sont convenues d'organiser une réunion « dans les délais les plus appropriés » entre le MPLS et le comité ministériel de paix, créé récemment par le premier ministre soudanais, M. Sadek El Mahdi.

A Paris, le Quai d'Orsay a annoncé lundi que « devant l'urgence de la situation alimentaire au sud du Soudan et pour répondre à une demande de M. James Grant directeur général de l'UNICEF, la France et la RFA ont décidé de mettre conjointement à la disposition de l'ONU et du CICR, pour une durée d'au moins quatre semaines, quatre avions Transall ». Le pont aérien qui doit en principe commencer le 14 avril acheminera dans les prochains semaines des secours aux populations du sud du Soudan menacées de famine. (AFP.)

## NAMIBIE : placé sous le contrôle des Nations unies

## Le reflux vers l'Angola des maquisards de la SWAPO durera une dizaine de jours

Depuis lundi 10 avril, dans l'extrême-nord de la Namibie, des appels radio sont lancés toutes les demi-heures à l'adresse des guérilleros de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO), les invitant à se regrouper en vue de leur envoi en Angola (Le Monde du 11 avril). Les messages, diffusés en anglais et en afrikaans, énumèrent un certain nombre de points de rassemblement et précisent que les combattants qui s'y rendront seront escortés jusqu'à la frontière angolaise par les « bêtes bleues » du GANUPT (Groupe d'assistance des Nations unies pour la période de transition), chargés de superviser le processus d'indépendance de la Namibie.

Les appels en anglais sont lancés par M. Marti Amisari, le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU dans ce territoire en voie de décolonisation, tandis que M. Louis Pienaar, l'administrateur général sud-africain, les diffuse en langue afrikaans.

A partir de mardi midi, les points de rassemblement désignés seront bisés le drapeau bleu des Nations unies de façon à pouvoir être clairement identifiés par les guérilleros. Ceux-ci seront alors escortés jusqu'à la frontière par des détachements du GANUPT assistés par les forces de sécurité territoriales (encadrées par les Sud-Africains) et l'armée angolaise.

Selon un porte-parole de l'ONU, les effectifs du GANUPT amenés d'urgence dans cette région nord s'élevaient lundi à quelque cent

trente observateurs militaires, plus un détachement logistique et un « petit » bataillon d'infanterie, soit entre deux cents et trois cents hommes au total.

A partir de la frontière nord de la Namibie, l'escorte angolaise des maquisards de la SWAPO est censée les refouler au-delà du seizième parallèle, situé à 160 kilomètres de l'intérieur de l'Angola, limite qu'ils n'auraient pas autorisés à franchir selon les accords conclus dès l'an dernier.

Le communiqué rendu public dimanche à l'issue de la réunion entre Angolais, Cubains et Sud-Africains, donnait aux mille neuf cents guérilleros de la SWAPO - ou ce qu'il en reste après le bain de sang de la semaine dernière - six jours pour se regrouper en vue de leur expulsion vers l'Angola. Mais lundi, à Windhoek, M. Amisari et Pienaar ont annoncé que « pour des raisons d'ordre pratique », ce délai s'étendrait sur « une période initiale de dix jours ».

D'ici au 15 avril, a estimé un porte-parole de M. Pienaar, on devrait en revenir à la situation qui était censée prévaloir à partir du 1<sup>er</sup> avril. Mais ce retard de quinze jours dans l'application de la résolution 435 « ne nous fera pas dévier de notre objectif initial concernant la date des élections, fixées au 1<sup>er</sup> novembre », a-t-il précisé, avant de conclure : « Nous devons simplement travailler un peu plus dur pour rattraper le temps perdu. » - (AFP.)

## Selon un rapport de l'UNICEF

## La moitié des enfants noirs souffrent de malnutrition

GENÈVE  
de notre correspondante

En Namibie, avant l'indépendance, sur mille enfants, trois cents mouraient avant d'atteindre l'âge de cinq ans. Conséquence de la politique d'apartheid et de la guerre, la différence est immense entre enfants blancs et noirs. Les familles noires végètent au-dessous du seuil de pauvreté absolue, soit avec moins de 450 dollars par an. La moitié des enfants noirs souffrent de malnutrition, alors que le revenu moyen des ménages blancs s'élève à 9 000 dollars par an.

L'UNICEF a mis sur pied des programmes destinés notamment à faire fonctionner un régime de soins de santé primaire dont le coût est estimé à 100 millions de dollars par an. C'est sur la communauté internationale, qui, à son sens, a une lourde dette envers la Namibie, que l'UNICEF compte pour réunir cette somme.

Mais c'est en faveur de tous les enfants qui ont eu le malheur de naître dans les pays dits « de la ligne de front » (Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe, soit soixante-dix millions d'habitants) que l'UNICEF se doit d'œuvrer sur les plans tant nutritionnel et sanitaire qu'éducatif.

Un rapport qui vient d'être rendu public indique que la mortalité infantile ne cesse d'augmenter. Ainsi dénombre-t-on dans le seul Mozambique plus de cinq cent mille enfants errants, traumatisés, orphelins.

En Angola, le taux d'analphabétisme atteint la moitié de la population. Les combats ont fait depuis 1980 plus d'un million de morts. Ils ont contraint onze millions d'Angolais et de Mozambicains à quitter leurs villages. Pour agir dans les pays de la ligne de front, l'UNICEF a besoin de 1 milliard de dollars par an.

ISABELLE VICHNIAC.

## A TRAVERS LE MONDE

## Djibouti

## Retour progressif à la normale après les inondations

Djibouti, où le soleil est revenu lundi 10 avril, panse ses plaies après des pluies torrentielles qui se sont abattues sur le pays, trois jours durant. (Le Monde du 11 avril). Dans la capitale, la situation se normalise progressivement. Mais les tâches sont nombreuses : réparer les routes, remettre en état de marche les liaisons téléphoniques urbaines et assurer les quartiers populaires dont les habitations traditionnelles en planches ont énormément souffert.

Dix sapeurs-pompiers de la région parisienne et dix marins-pompiers de Marseille sont venus prêter main forte aux Djiboutiens pour une dizaine de jours. Des aides proviennent des grands commerçants et des particuliers ne cessent de parvenir à la cellule de crise chargée de coordonner les secours.

La France a envoyé, lundi, par avion, 30 tonnes de nourriture, a annoncé un communiqué du ministre de la coopération et du développement. Des médicaments destinés notamment à la stérilisation de l'eau ainsi que des antibiotiques compléteront ce dispositif. De son côté, la

mairie de Paris a décidé une aide immédiate de 500 000 francs. - (AFP, AP.)

★ Des dons peuvent être envoyés au Secours populaire français, 9-11, rue Froissart - 75003 Paris ; CCP 23 33 S Paris ; référence : « Djibouti ».

## États-Unis

## Plan anti-drogue à Washington

Le responsable américain de la lutte anti-drogue, M. William Bennett, a présenté lundi 10 avril un plan d'urgence destiné à la capitale fédérale. Accompagné par l'attorney général (ministre de la justice), M. Dick Thornburgh, par le secrétaire d'État au logement, M. Jack F. Kemp, et en l'absence remarquée du maire de Washington, Marion Barry, de plus en plus critiqué, M. Bennett a détaillé les mesures prises en soulignant l'échec de la municipalité. Une force spéciale anti-drogue de cinquante-sept personnes sera créée, à laquelle participeront des agents du FBI (la sûreté fédérale) et du DEA (principal organisme de lutte anti-drogue) ; deux nouvelles prisons seront construites, l'une de 500 places pour les détenus préventifs, l'autre de 700 places pour les condamnés. Un projet de développement du sport sera aussi mis en

place. Les fonds alloués à ce programme représentent une somme globale de 80 millions de dollars (environ 480 millions de francs). - (AFP, Reuters, UPI.)

## Israël

## Un extrémiste juif soupçonné du meurtre d'un Palestinien

La police israélienne poursuivait ses recherches, mardi 11 avril, pour retrouver l'homme qui a tué, lundi, un Palestinien et en a blessé trois autres près de la porte de Jaffa, une des entrées de la vieille ville de Jérusalem. Cet homme, que l'on croit être un extrémiste juif, portait un uniforme de l'armée israélienne et était armé d'un pistolet-mitrailleur Uzi, habituellement confié aux réservistes.

La radio nationale israélienne et celle de l'armée ont reçu des appels téléphoniques d'interlocuteurs anonymes se réclamant d'un groupe-culte d'extrême droite, les Sicari, et revendiquant cette attaque, « menée en représailles contre des agressions commises par des Arabes ». Vendredi, des manifestants palestiniens à la mosquée El-Aqsa avaient jeté des pierres contre des juifs qui priaient au Mur des lamentations, en contrebas. Le commandant de la

police de Jérusalem n'a cependant pas exclu que l'attaque de la porte de Jaffa ait eu pour origine des motifs crapuleux, les quatre hommes visés étant connus, selon lui, pour des délit liés à la drogue.

D'autre part, un Palestinien a été tué lundi soir par des tirs de soldats israéliens à Hébron, en Cisjordanie. - (Reuters, AFP.)

## Sri Lanka

## Colombo décrète un cessez-le-feu

Les troupes srilankaises et indiennes observent un cessez-le-feu d'une semaine à partir du mercredi 12 avril pour tenter de mettre fin à la violence politique dans l'île, a annoncé lundi à Colombo le vice-ministre de la défense. Une amnistie sera accordée aux rebelles nationalistes tamouls du LTTE (ou Tigres) et aux extrémistes cinghalais du JVP (Front de libération du peuple) qui se rendront aux autorités pendant ce temps. Ils seront reçus dans 228 « centres d'accueil » ouverts dans tout le pays, où ils seront aidés « pour s'intégrer aux activités sociales, économiques et politiques normales du pays », seront protégés, nourris, vêtus et recevront une formation professionnelle, a précisé le ministre. - (AFP, Reuters.)

Je m'inscris



# Politique

Le débat sur les élections européennes au sein de l'opposition

## Mme Veil refuse toute participation à une liste commune UDF-RPR

Tous les efforts affichés depuis quelques jours, tant du côté des états-majors que de celui des « rénovateurs », pour réaliser une liste d'union de toute l'opposition, que tous proclament souhaiter, seraient-ils voués à l'échec ? Mme Veil, invitée mardi matin 11 avril par Europe 1, a été catégorique : « Je n'ai pas l'intention d'aller sur une liste UDF-RPR parce qu'elle ne correspond pas à mes convictions ». L'union de l'opposition, selon elle, « n'est pas une stratégie, n'est pas la bonne démarche ». « Ce qui est le plus important, a-t-elle ajouté, est que le centre et la droite existent dans l'opposition et qu'ils ne se présentent pas séparément ». L'ancien ministre de la Santé a également estimé que « l'UDF a de plus en plus dérivé vers la droite » et qu'elle ne constitue pas « une véritable force de centre ». Elle a précisé que la déclaration commune RPR-UDF sur l'Europe — également signée par le CDS — est pour elle « inacceptable en ce qu'elle concerne l'Europe et les institutions européennes ».

Ces déclarations, à l'avant-veille de la réunion du conseil national de l'UDF, dont Mme Veil est membre, peuvent être de nature à bloquer le processus malaisé de l'union et à aboutir à la constitution d'une liste centriste autonome à côté de la liste d'union RPR-UDF, souhaitée à la fois par MM. Chirac et Giscard d'Estaing.

M. Baudis n'était pas naïf au point de croire que sa supplique quelque peu théâtrale à M. Giscard d'Estaing, dimanche soir, suffirait pour que celui-ci obtienne aussitôt et se retire. L'ancien chef de l'Etat, qui s'adressera à tous les dirigeants de l'UDF jeudi 13 avril, compte les convier à participer à cette liste d'union qu'ils appellent eux aussi de leurs vœux. M. Juppé,

secrétaire général du RPR, s'est, lui aussi, engagé à conserver aux « rénovateurs » de son parti des places sur le contingent RPR de la liste d'union. Mais il apparaît de plus en plus nettement que tout ce remue-ménage au sein de l'opposition n'a pas pour unique objet sa représentation à l'Assemblée de Strasbourg. Il s'agit, en réalité, de l'esquisse d'une vaste manœuvre tendant à recomposer cette partie du paysage politique, comme le révèle crûment M. Baudis qui s'en attribue même la paternité dans l'interview qu'il a accordée au « Monde ». Révélant d'un « Epinay de l'opposition » le maire de Toulouse annonce son intention de créer un « grand mouvement » politique à la place des clivages actuels qu'il juge « archaïques ». Cette reconstruction a une finalité : désigner le candidat unique de l'opposition à l'élection présidentielle future. Il précise aussi que si lui-même ni aucun autre « rénovateur » ne sera candidat sur l'une ou l'autre liste de l'opposition le 18 juin s'il n'y a pas de liste commune conforme aux vœux des « rénovateurs ». Car, en raison notamment de la loi sur le cumul et aussi peut-être de leurs ambitions concurrentes, les « rénovateurs » ne semblent pas prêts à s'engager personnellement en figurant sur une éventuelle liste centriste, puisqu'ils affirment souhaiter une liste beaucoup plus large, incluant même le CNL, comme le propose M. d'Anibert, député UDF. Lui aussi parle d'ailleurs de la constitution ultérieure d'un « grand parti de centre droit non assujéti des centristes ».

M. Noir, qui refuse de se « résigner à la fatalité de la division et de l'échec », donne comme certaine la constitution d'une liste Veil si M. Giscard d'Estaing en dirige une autre. Mais lui, non plus, ne semble pas décidé à participer à l'une ou à l'autre. Et M. Juppé, de son côté, annonce qu'au lendemain du scrutin l'opposition devra se réorganiser, se réinventer, c'est-à-dire se confédérer en respectant les sensibilités propres de ses formations mais en coordonnant mieux son action.

Il y a plusieurs mois déjà, MM. Pasqua (RPR), Mestre et Longuet (UDF) ont lancé l'idée d'une sélection des candidats à l'élection présidentielle pour aboutir à une unité, ce qui correspond aux préoccupations des « rénovateurs ». Il existe ainsi, au sein de l'opposition, un bouillonnement un peu déordonné mais qui correspond au besoin manifestement ressenti de lutter contre les fermentations de division et qui n'a pas encore permis de dégager une recette infallible.

L'entreprise des « rénovateurs », si elle reçoit des encouragements plus nombreux de la part d'élus — non seulement des députés centristes mais aussi de M. Rossinat, ancien président du Parti radical, — n'enregistre cependant aucun engagement formel de figurer sur une liste groupant la totalité de l'opposition, c'est-à-dire supposant le problème résolu. Or celui-ci est loin de l'être. M. Giscard d'Estaing, en faisant dire qu'il prendrait jeudi une « initiative d'explication et de communication », devrait tout à la fois convier Mme Veil à le rejoindre, faire leur place aux « rénovateurs » et promettre la constitution d'un groupe unique des opposants français à Strasbourg. Ses partisans, comme MM. Lamassoure, Madelin, Longuet, se font plus pressants alors que M. Juppé s'étonne des « excommunications » personnelles lancées contre lui par ceux qui, dans le même temps, prônent l'union. M. Giscard

d'Estaing se sent-il assez sûr de lui pour se soumettre par avance au vote qu'émettra le conseil national de l'UDF ?

Aux proclamations et aux suppliques de ses contestataires, il est prêt à opposer la règle démocratique, c'est-à-dire le verdict d'un scrutin à bulletin secret. Il a reçu la confirmation du soutien du RPR, lundi soir 10 avril, par la voix de M. Juppé. Invité de « L'heure de vérité », sur Antenne 2, le secrétaire général du RPR s'est employé à reprendre à son compte les thèmes « rénovateurs » qui sont populaires dans l'opinion et, si l'on en croit l'analyse de la Soifres faite durant l'émission, il n'a pas déployé en vain la force de ses convictions puisque, progressant de treize points, il a réalisé une performance médiatique qui l'a placé à un meilleur niveau — selon ce baromètre — que MM. Toubon et Pasqua.

Il n'a prononcé aucune parole blessante, aucune condamnation, aucune exclusive. Et lui qui est âgé de quarante-trois ans a même adressé à ses contemporains de tout bord un clin d'œil en portant sur le livre d'or de l'émission une citation de Joseph Conrad : « La jeunesse est une belle chose aussi longtemps qu'on n'y pense pas ». Car M. Juppé n'a pas seulement pensé aux « rénovateurs » tout au long de l'émission. La situation au Liban, la défense de l'environnement, l'éducation, la Corse, l'économie ont été abordées davantage sur le ton de la conversation que sur celui de l'exposé dogmatique. Ces diversions bienvenues s'imposaient d'autant plus que la situation politique de l'opposition sur la question européenne est pour quelques jours encore bloquée.

ANDRÉ PASSERON.

Un entretien avec le maire de Toulouse

## M. Baudis : « Notre initiative vise à la création d'un grand mouvement politique »

Le maire de Toulouse, M. Dominique Baudis, député UDF de Haute-Garonne, résume les objectifs à court et long terme du « groupe des Douze » constitué par les parlementaires de l'UDF, de l'UDF et du RPR qui sont à l'origine du mouvement des « rénovateurs » de l'opposition (« Le Monde » du 12 avril).

« Vous faites partie du groupe des douze. On peut supposer qu'il y a longtemps que vous vous préparez individuellement ou collectivement et que ce groupe ne s'est pas formé en quelques jours... »

« Moi, il y a longtemps que j'y pense dans mon coin et chacun d'entre nous faisait de même. Il y avait eu, il est vrai de façon complètement informelle, des discussions entre nous, mais pas à douze. J'avais parlé de cette initiative en novembre et décembre avec quelques-uns : Alain Carignon, Bernard Bosson, Charles Millon... Pour ma part j'ai eu deux rencontres informelles avec cinq ou six membres de notre groupe. Mais je dois dire qu'à l'époque cette initiative nous paraissait à la fois urgente et impossible. Puis il y a eu une espèce de réaction chimique, largement favorisée par les dernières élections... »

« L'échec de l'opposition aux municipales vous a donc conduit à « sortir du bois »... »

« Incontestablement les dernières municipales, le message de ce scrutin, ont agi comme un électrochoc. L'opposition attendait tout tranquillement que la gauche, étant au pouvoir, le balancier revienne vers elle et que, sous l'effet mécanique des différents mécontentements, elle gagne les municipales. Ce n'est pas comme ça que ça se passe, on l'a vu l'Après, il y a eu une étincelle, une initiative et celui qui l'a prise ne

mesurait pas ce qu'il allait déclencher et tout le monde s'est passé la balle dans le cadre d'un jeu qui n'était pas préparé d'avance. Il n'y avait pas de scénario... »

« Il reste cependant qu'on peut se demander si votre démarche ne conduit pas à opposer deux légitimités : celle des élus locaux, jeunes et décomplexés, à celle des partis ? »

« Notre initiative est celle des vainqueurs des municipales, d'une pratique nouvelle de la vie publique. Cette légitimité électorale nous donne le droit à la parole, mais il ne s'agit pas d'opposer les élus aux militants. Si à moyen terme notre initiative aboutit, à savoir la création d'un grand mouvement, il faudra bien des militants, sans lesquels on ne peut espérer gagner quoi que ce soit... »

« L'opposition actuelle divisée en différentes formations ne vous paraît donc plus répondre à l'attente de vos électeurs ? »

« En ce moment, l'opposition est soumise à la loi de la jungle parce qu'il n'y a pas de règle de vie commune pour un grand mouvement. Il faut dépasser la situation actuelle : les partis politiques qui ne se sentent pas durablement liés les uns aux autres, ce que Jean-Louis Bourlangue appelle « un agrégat instable de bandes rivales ». Il n'y a pas, pour l'instant, d'alternative crédible au pouvoir socialiste qui peut donc espérer rester en place longtemps, si rien ne se passe. Il faut que nous réalisions l'Epinay de l'opposition, non pas à partir d'un homme mais à partir de la base. Les appareils politiques de l'opposition ne sont plus en phase avec la réalité européenne, les clivages actuels sont archaïques, hérités, pour l'essentiel, de l'après-guerre, on ne peut pas refaire en 1993 ce qui s'est passé en 1981 ou en 1988... »



M. Dominique Baudis, député UDF de Haute-Garonne.

« L'objectif à terme serait donc l'élection présidentielle de 1995 et la désignation de porte-drapeau de l'opposition ? »

« Parmi les douze, il n'y a pas de chef. Personne ne cherche à dominer qui que ce soit. Notre problème n'est donc pas de désigner aujourd'hui celui qui, le jour venu, et qui, c'est évident, ne fait pas nécessairement partie des douze, sera le candidat. Certes, il faudra, le jour venu, trouver le mécanisme qui permettra de désigner M. X... comme on disait en 1965, en espérant que ce sera le meilleur. Mais cela n'est pas pour tout de suite. Il faut d'abord construire le mouvement et établir les procédures qui permettront, le moment venu, de désigner un candidat et un seul. Lequel ? Je n'en sais rien. On verra dans six ans. Ce qui est sûr, c'est qu'il faut s'attaquer à cette tâche maintenant car au lendemain de l'élection présidentielle personne dans l'opposition ne peut dire :

« Je suis investi d'une sorte de droit à être candidat dans six ans... Il faut donc profiter de ce vide pour créer le mécanisme qui permettra d'éviter le trop-plein... »

« Vous aviez jusqu'à présent pris soin de vous tenir à l'écart de la vie politique. Qu'est-ce qui vous a poussé à vous engager dans ce groupe des douze ? »

« Je suis d'abord maire de Toulouse, mais je suis aussi un citoyen. Et si j'ai le sentiment, à un moment donné, que je peux contribuer à l'aboutissement d'une initiative politique qui me paraît portuse d'avenir pour le pays, je ne vois pas pourquoi je me tiendrais en retrait. Je pense que le pays se trouve un peu à la croisée des chemins et je ne serais pas très fier de moi si je disais : « Que les autres fassent le travail mais qu'ils ne comptent pas sur moi pour un coup de main ». Et moi qui n'ai pas l'habitude de m'impliquer dans le jeu politique national, j'ai pensé que ce ne serait pas très courageux de me part de rester de côté... »

« Si deux listes sont en présence nous ne participerons à aucune »

« Dans tout cela quelles sont vos ambitions ? Être responsable de la nouvelle formation ? »

« Si notre initiative aboutit l'estimerai avoir rendu service à mes idées et à l'assainissement des mœurs politiques de mon pays. Alors je reprendrai un peu de recul. Ce n'est pas parce que je suis partie prenante dans une initiative qui vise à la création d'un grand mouvement politique que j'ambitionne d'en devenir le secrétaire général. Je ne devrais pas à piloter la machine... »

« Revenons aux élections européennes : serez-vous candidat sur une éventuelle liste de l'opposition unie, telle que vous l'appellez de vos vœux ? Et cela ne risque-t-il pas de vous poser un sérieux problème de choix entre vos mandats ? »

« Si l'on se pose, c'est bon signe : ça veut dire qu'on aura réussi. Je ne demande rien pour moi. De toute façon il est prématuré de se poser des maintenant des problèmes qui, peut-être, ne se poseront pas du tout... »

« Vous voulez dire que le problème ne se posera pas si vous ne parvenez pas à rassembler l'opposition sur votre démarche collective ? »

« Nous ne nourrirons pas la division de l'opposition. C'est clair entre nous : si deux listes sont en présence nous ne participerons à aucune d'entre elles. Si nous perdions cette première manche, ce qui n'est pas à exclure, nous prendrions les Français à témoin en espérant que ce sera la dernière fois que cela se produira. Nous prendrions date pour le 19 juin ce qui n'empêchera pas chacun de nous, à titre personnel, de soutenir la liste de son choix, car on ne veut pas se mettre en situation d'être exclu par les appareils, comme ils en auraient peut-être la tentation. On se mettra au travail dans le silence et la discrétion pendant les deux mois qui viennent et le 19 juin nous prendrons une initiative politique... »

« Laquelle ? »

« Elle n'est pas arrêtée. On va y travailler... »

Propos recueillis par GÉRARD VALLES

Les déclarations du secrétaire général du RPR sur Antenne 2

## M. Juppé invite les contestataires à « rentrer au bercail »

Invité, lundi 10 avril, de l'émission « L'heure de vérité » sur Antenne 2, M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a appelé les « contestataires » de son parti à « rentrer au bercail ». Affirmant qu'il ne serait « jamais le secrétaire général de l'exclusion », M. Juppé a annoncé qu'il allait commencer dès mardi la préparation de listes de candidats aux élections européennes avec la commission d'investiture du RPR. « Jusqu'au dépôt des listes, je garderai une place pour nos contestataires... Ils pourront venir siéger jusqu'au dernier moment s'ils se décident. Je ne peux pas faire mieux », a ajouté M. Juppé, précisant que 12 % des places leur seront réservées.

Soucieux de dédramatiser la situation, M. Juppé a rappelé que « plus de 30 % de l'opposition » et « dix-huit des dix-neuf présidents de région appartenant à l'opposition » s'étaient prononcés en faveur d'une liste d'union UDF-RPR conduite par M. Valéry Giscard d'Estaing. « Il reste 20 % de l'opposition qui n'est pas encore rentrée dans la maison commune », a constaté M. Juppé, qui s'est également déclaré prêt à « accueillir » les centristes et Simone Veil sur cette liste d'union.

Quant au choix de la tête de liste aux élections européennes qui soulève l'hostilité des « novateurs » au sein de chaque formation de droite, M. Juppé ne voit pas pourquoi « on excommunierait telle personnalité plutôt que telle autre » et pour quelles raisons l'opposition se priverait « d'un homme qui a été président de la République française, qui sait de quoi il parle quand il parle ».

de l'Europe et qui, au Parlement de Strasbourg, aura naturellement un prestige, une notoriété que je n'ai pas, moi, et qu'aucun de mes amis n'aurait... » Il ne faut pas se tromper d'élection, a précisé le secrétaire général du RPR, et pour une élection comme celle-là c'est un atout... »

M. Juppé a mis en garde ses amis sur la confusion des genres entre élections : « Je le dis clairement : nous ne préparons pas les élections présidentielles. Le choix que nous faisons aujourd'hui ne préjuge nullement de ce que nous ferons aux présidentielles. Nous préparons les européennes, et aux européennes, il n'y a pas un candidat, il y en a 81... alors, on peut faire du renouvellement... »

M. Juppé, qui figure en seconde position sur la liste d'union UDF-RPR derrière M. Giscard d'Estaing, s'est personnellement engagé à siéger au Parlement de Strasbourg s'il est élu, sans pour autant préciser lequel de ses mandats actuels il serait prêt à abandonner.

Le secrétaire général du RPR, qui ne désespère pas de parvenir à l'union de l'opposition pour l'échéance du 18 juin, a réaffirmé sa volonté de voir se créer « une vaste confédération » entre les différentes composantes de la droite. Une confédération qui ne serait pas une fusion, mais « un ensemble qui discute, qui travaille en commun, et où chacun peut garder sa personnalité ». Si l'union de l'opposition n'est pas possible aux européennes, cette confédération, a précisé M. Juppé, empruntera « la voie longue » et se fera d'abord avec « ceux qui nous auront rejoints sur cette liste ».

## M. Lamassoure (UDF) :

« Il est temps qu'on revienne à la raison »

Le porte-parole de l'UDF, M. Alain Lamassoure, a indiqué, lundi 10 avril, sur Europe 1, en réponse aux rénovateurs de l'opposition : « M. Giscard d'Estaing se soumettra à la décision qui sera prise démocratiquement par l'UDF », lors de son conseil national du jeudi 13 avril. Voyant « ambiguïté » et « paradoxe » dans l'argumentation de ceux qui demandent au président de l'UDF de renoncer à revendiquer la conduite d'une liste commune de l'opposition, M. Lamassoure a ajouté : « On dit qu'il faut que Giscard passe le flambeau, mais l'on n'est pas capable de dire quel flambeau et à qui ? Au bout de quinze jours, ces rénovateurs ne proposent toujours pas de tête de liste et ne sont même pas capables de définir lesquels d'entre

eux iraient siéger éventuellement à Strasbourg... » Il y a manifestement chez les rénovateurs une contradiction. Les uns veulent la plus large union possible de l'opposition, je suis avec eux. Les autres sont pour une liste centriste qui se présenterait contre une liste du reste de l'opposition. Il est temps qu'on revienne à la raison... » La grande faiblesse de l'opposition, à la grande différence du PS, c'est qu'elle n'a pas un véritable grand parti commun, structuré, pleinement démocratique. La question fondamentale est, si nous sommes d'accord pour l'union, quelle est la meilleure équipe que nous pouvons constituer et quel est le mieux placé pour la diriger. Si VGE n'est pas le meilleur rassembleur, quel est-il ? »

● Nomination à l'hôtel Matignon. — Mme Jacqueline Chabridon, qui était conseiller technique, chef du service de presse du premier ministre, vient de quitter le cabinet de M. Michel Rocard et a repris ses fonctions antérieures à la direction de la communication du Crédit lyonnais. Mme Chabridon est remplacée par M. Denis Delbourg, ancien élève de l'ENA, qui était jusqu'à maintenant membre de la cellule diplomatique de l'hôtel Matignon. Un communiqué du premier ministre, diffusé lundi 10 avril, précise que M. Delbourg « animera la cellule de presse sous la

responsabilité de Guy Carcassonne ». M. Carcassonne, l'un des conseillers politiques de M. Rocard, est conseiller au cabinet du premier ministre pour les relations avec le Parlement.

D'autre part, M. Gérard Encrevé, professeur d'université, a été nommé chargé de mission au cabinet du premier ministre par un arrêté du 4 avril. Linguiste, M. Encrevé faisait déjà partie, à titre officieux, du cabinet de M. Rocard depuis plusieurs mois. Il s'occupe notamment de la préparation du Bicentenaire de la Révolution.

## DÉFENSE

### Les Pays-Bas vont commander des missiles antiaériens à la France

Les Pays-Bas ont décidé d'acheter à la France quatorze systèmes d'armes sol-air Crotale (de nouvelle génération) pour protéger sept de leurs bases aériennes. Le secrétaire d'Etat néerlandais à la défense, M. Jan Van Houwelingen, l'a annoncé, lundi 10 avril, dans une lettre adressée à la Chambre, qui a deux semaines pour donner son avis.

Conclue avec le groupe français Thomson-CSF, qui a déjà vendu un système comparable à la Finlande, la commande néerlandaise porte sur 284 millions de florins (environ 850 millions de francs). Les livraisons devraient intervenir entre 1991 et 1993. Le contrat prévoit des compensations industrielles puisque deux sociétés néerlandaises, le constructeur aéronautique Fokker et la filiale HSA du groupe électrotechnique Philips, participent à la réalisation des Crotale qui sont des missiles extrêmement rapides pouvant atteindre des avions ou des hélicoptères en altitude jusqu'à des distances de 15 kilomètres.

Les missiles sol-air Hawk d'origine américaine, que les bases aériennes, serviront désormais à la

protection des ports néerlandais. Le Crotale a été choisi de préférence à des concurrents américains (une nouvelle version du Stinger), helvético-canadiens (l'Adats) et franco-allemands (le système Roland).

### Les missions du nouveau secrétaire d'Etat

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, vient de fixer les missions attribuées au nouveau secrétaire d'Etat à la défense, M. Gérard Rimon. Trois dossiers lui sont plus spécialement confiés : la gendarmerie, la défense opérationnelle du territoire et la politique des réserves ; la protection et l'assistance des populations civiles, notamment en matière nucléaire ; et les questions d'exportation de matériels militaires, ainsi que la coopération scientifique, technique et industrielle dans le domaine des armements, avec des partenaires étrangers.

### Le PS rappelle à l'ordre le PCF

Le porte-parole du PS, M. Jean-Jack Queyranne, s'est élevé lundi 10 avril contre les déclarations des dirigeants communistes sur le vote éventuel d'une motion de censure par les députés du PCF. M. Queyranne a estimé que l'accord du 12 janvier entre les deux partis, signé par M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, et par M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, excluait une telle initiative.

Ce texte stipule que les deux formations s'engagent à ne « pas favoriser le retour de la droite au pouvoir ». M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du PCF (« Le Monde du 11 avril »), après M. Jean-Claude Goyssot, membre du secrétariat du comité central, avait indiqué, dimanche, que son parti « n'exclut pas la possibilité de la censure » contre le gouvernement. M. Queyranne a jugé que ces propos du chef de file du PCF aux élections européennes ne constitueraient, toutefois, qu'une « mise en jambe » dans le cadre de cette campagne, en ajoutant néanmoins : « Si le PCF avait une telle intention, cette « politique du pire » serait gravement sanctionnée sur le plan électoral... »



## Politique

Après les élections municipales

## La fausse conversion de l'Alsace au socialisme

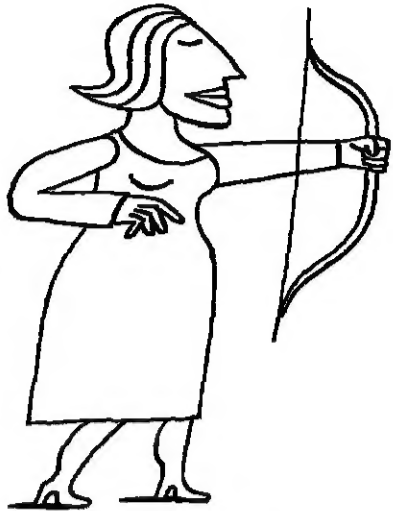
(Suite de la première page.)

Les Alsaciens refont l'histoire des grandes marées et finissent par se demander si tout ce remue-ménage des éléments n'était pas, au fond, inscrit lisiblement depuis longtemps dans leur ciel.

Que cette victoire ait été celle de la jeunesse, on l'a dit et répété ; c'est vrai ici comme ailleurs. Le nouveau couple de la Strasbourg-Strasbourg : Jean-Marie Bockel le Mulhousien, soixante-dix ans à eux deux ! M. Gilbert Estève, le nouvel échelon de Sélestat, a quarante et un ans. M. Jean-Pierre Beaumier, le vainqueur de Thann, quarante ans. Tous de la génération de mai 68 !

En face, des notables centristes fiers de l'être, qui n'avaient qu'une ambition : le rester, se montrant préoccupés de faire marcher au pas les jeunes qui, étouffant derrière eux, pouvaient prétendre aller plus vite que leur musique. Malgré son titre d'ancien ministre, M. Adrien Zeller, redevant député de Saverne, a fini par se réfugier, de guerre lasse, dans sa circonscription. Il a quarante-neuf ans. « Depuis quinze ans, ironise-t-il, je suis le plus jeune député du Bas-Rhin ». Son collègue strasbourgeois, M. Marc Reynaud, cinquante et un ans, est député depuis 1986. Il n'eût droit dans l'équipe Rudolf qu'à un poste d'adjoint à l'état-civil et... aux cimetières. A trente-trois ans, le jeune conseiller général de Strasbourg, Hervé Bussé pouvait symboliser la relève centriste ? Recalé de la liste Rudolf pour crime de jeunesse ! M. Emile Koehl, soixante-sept ans, le tireur local des ficelles centristes avait parlé... Exécution !

Autant d'exemples qui pourraient être multipliés par dix mais qui font passer pour extraordinaire la démission, à l'automne dernier, du sénateur Henri Goetschy, qui avait abandonné de son plein gré, nonobstant ses soixante-deux ans, son fauteuil de président du conseil général du Haut-Rhin au profit du nouveau député



centriste Jean-Jacques Weber, de vingt-deux ans son cadet.

Personne ne conteste plus que cette victoire ait été également l'image d'un socialisme nouveau sur des centristes qui ne donnaient aux Alsaciens que l'image de leurs propres certitudes. La victoire d'un parti de militants sur un parti de gestionnaires, celle du dynamisme et de l'enthousiasme sur un camp sans âme et sans message. « Il était fatal, admet le président du CDS, M. Pierre Moisaigrie, que l'affaiblissement des convictions conduise au dépeuplement. » Un mal que pourtant la direction de ce parti n'a jamais pu ou osé enrayer.

Les caciques du centriste alsacien étaient fiers. Quoi ! Un maire de Strasbourg recevait la leçon du maire de Vitry ! Ils étaient sûrs, aussi, de leur bon droit puisqu'ils avaient beaucoup d'argent et que, bons princes, ils reversaient régulièrement leurs deniers à Paris. Leur système était au point. Des cartes mais plus de militants. En 1986, à Metz, au sixième congrès national du CDS, le Bas-Rhin, faute d'investiture de ses adhésions, n'avait pu prendre part aux votes. Des moyens mais plus d'ambitions. Les centristes alsaciens se sont endormis, vivant comme au bon temps de la période florissante du MRP, pensant, fiers de leur histoire, que confortablement installés dans leurs rentes rien de préjudiciable ne pouvait véritablement les ébranler. Le siège du CDS de Strasbourg est sans doute le plus coquet de France : 250 mètres carrés en plein centre ville, place du Temple-Neuf. Vaste mais vide. Personne ne se souvient non plus de la dernière réunion départementale de la fédération CDS du Bas-Rhin.

Faillite des hommes, faillite d'un système, dilapidation d'un héritage social. Ce qui devait arriver est arrivé. Ce centriste-là semble avoir définitivement vécu au soir du second tour des élections municipales, et un autre a tout naturellement pris sa place. Car personne ne soutiendra non plus que l'Alsace est devenue du jour au lendemain socia-

liste. Non, l'Alsace n'a pas changé. C'est le centriste qui a changé.

Plus que la délimitation d'un terrain de chasse politique, le centriste alsacien a toujours été en réalité avant tout un état d'esprit, un comportement marqué dans ses gènes par une volonté de modération. « Historiquement, relève un observateur de la vie politique locale, le centriste regroupe les gens qui n'étaient ni des patriotes tricolores, comme les gaullistes, ni des séparatistes, ni des gens de gauche. Etre centriste, en Alsace, c'est aussi une volonté d'être français avec un caractère alsacien qui ne veut pas se cacher. »

C'est tout le mérite, sans doute, des socialistes alsaciens d'avoir assimilé ce fait essentiel. L'Alsace n'a jamais été terre de droite. Avant-guerre, les sociaux-démocrates ont régné en maîtres. Après la guerre un MRP à vocation européenne et sociale a pris le relais.

L'Alsace n'a jamais été non plus terre de gauche. Si Mulhouse a échappé pendant longtemps au centre traditionnel, c'est parce que se trouvaient à sa tête M. Emile Muller, qui avait claqué la porte de la SFIO, et son héritier naturel, M. Joseph Klifa, étiqueté PSD.

## La fibre de la légitimité

Qu'est-ce qui distinguait jadis un centriste alsacien d'un socialiste alsacien ? Qu'est-ce qui rendait « impensable » la prise de pouvoir socialiste ? L'économie bien sûr, dans cette région imprégnée par le modèle libéral allemand. Le tournant de 1983 fit sauter ce verrou. La culture longtemps jacobine du PS, mal perçue dans cette région farouchement accrochée à son identité. Ce verrou-là aussi a sauté après 1981 avec les lois de décentralisation de Gaston Defferre. Enfin, tout naturellement dans cette région très chrétienne, la laïcité. Ce troisième verrou est tombé en 1984 avec la fin de la guerre sociale. Dès lors, le terrain idéologique s'est trouvé soudainement dégagé. La réélection, l'an dernier, de M. François Mitterrand a fait vibrer

la fibre de la légitimité, solide chez l'Alsacien. Les hommes ont ensuite fait le reste.

Par un curieux phénomène de vases communicants, on a vu les notables centristes préoccupés de satisfaire sur leur droite le RPR, et dans le Bas-Rhin le PR. On a vu aussi les trois députés centristes de ce département refuser d'adhérer au nouveau groupe parlementaire de l'UDC. Tandis qu'en face les socialistes se mettaient, au contraire, à l'heure du rattachement et du socialisme d'ouverture. Le dynamisme, l'authenticité, l'esprit social, l'ouverture ont changé de camp.

Une évolution parfaitement symbolisée par les parcours de M. Catherine Trautmann et de M. Jean-Marie Bockel. Elle est protestante ; il est catholique. Tous deux, au début de leur vie militante, ont tenté d'approcher les rangs centristes, ont compris qu'il n'y avait pas de place pour les jeunes dans ce système retenu, du coup, tout ce qu'il ne fallait pas faire. Tous deux se disent aujourd'hui parfaitement à l'aise au centre. Pour M. Catherine Trautmann, « l'Alsace est une terre propice à l'application du rattachement ».

M. Jean-Marie Bockel s'accroche, lui, à son postulat, « le socialisme central », ce qui est bien en soi tout un programme. Il n'hésite pas à se présenter comme un héritier naturel du MRP. Qu'est-ce qui pourrait alors le distinguer des vrais centristes alsaciens ? Rien ou si peu. « Il est clair, répond M. Daniel Hoefel, qui sans doute est le plus lucide sur la dégénérescence politique de ses amis centristes, que la formation centriste n'a plus le monopole de l'expression du centriste en Alsace. » M. Marcel Rudolf déjà, avant sa défaite, voyait lui une différence « de style de vie, de manière de parler, de génération et de formation. La seule différence, concédait encore un autre responsable centriste, « ce sont les motivations ».

Peu de choses en tous cas, puisque les électeurs ne s'en sont guère souciés. A Strasbourg comme à

Mulhouse, ce sont les bourgeois et les commerçants qui ont aussi basculé. Voter socialiste ne fait plus peur. Ce vote s'est banalisé au centre. Les socialistes, qui pendant des décennies étaient assimilés par l'Alsacien au parti de l'étranger, font désormais partie, comme les cigognes, du décor régional. Ceux qui ont hésité à franchir le pas aux municipales ont voté pour les Verts, ce qui explique dans cette région. Un dernier vote d'attente.

Un homme aussi n'aura pas pu contribuer à cet acte de contrition générale : M. Théo Braun, centriste historique, patron d'un influent réseau de mutuelles, incarnation du centriste pragmatique, social et tolérant. Son entrée au gouvernement, le printemps dernier — on l'avait mal mesuré à l'époque, — a été comprise sur place comme l'ultime preuve que les socialistes étaient définitivement devenus fréquents.

De ce point de vue, ce qui s'est passé en Alsace est sur beaucoup de points comparable à l'évolution politique de la Bretagne.

## Condamnés à l'ouverture

De quoi sera fait l'avenir politique de cette région en passe de devenir ainsi le laboratoire politique de l'Hexagone, le parfait réceptacle des épreuves de l'ouverture ? « S'ils ne font pas de bêtises », comme disait jadis M. Alain Peyrefitte à propos des gaullistes, M. Catherine Trautmann, M. Jean-Marie Bockel et les autres quadragénaires socialistes sont en place pour un certain nombre d'années. Mais ils vont devoir agir, et tout le monde les attend au tournant. En étant, par leurs scores aux élections municipales, condamnés à l'ouverture. Laquelle ?

Avant le rendez-vous municipal, M. Jean-Marie Bockel avait tenté de dérouler le tapis rouge devant le CDS mulhousien en sollicitant des ralliements personnels, façon Mitterrand. Cela a failli marcher. Si les centristes ne résistent pas, s'ils ne tentent pas de surmonter au plus vite leur échec, ils seront fatalement livrés à un phénomène de pompage vers la gauche. M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, en convient : « Il faudra de la part de nos amis une volonté politique forte. Après une défaite comme celle-là, soit on se met à l'abri, soit on ressort avec son pavillon. Dans les difficultés, il faut réaffirmer ses convictions. Plus facile à dire qu'à faire. »

Dans l'immédiat, ces centristes préfèrent tabler sur les erreurs des nouveaux gouvernements. Car comment, après des années de démission, retrouver du nerf sans pouvoir faire valoir des différences essentielles avec les socialistes ? Comment maintenir des barrières qui finissent par apparaître de plus en plus artificielles aux yeux des électeurs ? Le CDS, dans le Bas-Rhin, sort de l'épreuve dans un piteux état. Il a mieux résisté dans le

Haut-Rhin, autour du président du conseil général, M. Jean-Jacques Weber.

Avec le concours de son ami Adrien Zeller, celui-ci veut tenter de relancer la machine de l'opposition en créant un mouvement de coordination : « Alsace en marche ». But : redonner cohésion et dynamisme à chaque composante de l'opposition traditionnelle. Une démarche classique qui apparaît plutôt comme un cuplisme sur une jambe de bois. Le risque est grand, en réalité, pour ces centristes de se voir déposés totalement de leurs fiefs de commerce traditionnel pour aboutir à une situation « à l'espagnole » avec un centre extrêmement large et puissant, à côté d'une opposition dure prise en main par le Front national, qui s'est incrusté dans les terres alsaciennes.

Pour M. Théo Braun, le CDS alsacien n'est pas près de se relever. Selon lui, les Alsaciens ont définitivement compris que la compétence et le dynamisme sont passés de l'autre côté. « Qu'importe, dit-il. Que les gens du centre adhèrent au PS ! Tout le reste, à ses yeux, ne doit viser « qu'à la victoire des compétences ». Sur les grands projets d'avenir de la région, au moment où vont sonner les coups de l'Europe de 1993, il pense qu'une nouvelle stratégie alsacienne peut être construite, regroupant socialistes et centristes autour de la même table de travail. Il est prêt à lancer prochainement « un centre de recherche et d'application » regroupant tous les Alsaciens de bonne volonté pour traiter de ces réalités concrètes.

M. Daniel Hoefel, croit-on savoir, est dans la confiance. « Aujourd'hui, plaide le sage Théo Braun, il ne s'agit pas de faire que du bien ni de créer une nouvelle tendance au PS, mais de faire quelque chose. L'Alsace une avant la France une : ce laboratoire-là peut receler quelques nouveaux secrets politiques. »

DANIEL CARTON.

## M. Antoine Waechter refuse un poste d'adjoint à Mulhouse

Chief de file de la liste des Verts aux élections municipales à Mulhouse (Haut-Rhin), M. Antoine Waechter a refusé, lundi 10 avril, un poste d'adjoint à l'environnement dans cette ville mais l'a accepté pour M. André Hassler, deuxième de la liste écologiste. Le 19 mars, la liste des Verts avait obtenu 9,61 % des voix et deux élus, alors que M. Jean-Marie Bockel (PS) avait conquis la mairie. Ancien candidat des Verts à l'élection présidentielle, conseiller régional d'Alsace, M. Waechter, qui conduira une liste des écologistes aux élections européennes, a décliné l'offre de M. Bockel pour « ne pas cumuler les mandats électifs ».

## M. Raymond Janot (UDF) nouveau président du conseil régional de Bourgogne

M. Raymond Janot, soixante-deux ans, membre honoraire du Conseil d'Etat, conseiller général de l'Yonne, a été élu, lundi 10 avril, président du conseil régional de Bourgogne, en remplacement de M. Marcel Lucotte (UDF-PR), vice-président du Sénat, réélu en mars maire d'Auxerre (Saône-et-Loire), qui n'est ensuite démis de son mandat régional en application de la loi anticumul. Il a recueilli, au premier tour du scrutin, 29 voix contre 20 au candidat du PS, M. Eugène Teissière (Nièvre), et 5 à M. Marcel Yaneff (PCF, Côte-d'Or).

[Né le 9 mars 1917, à Paris, licencié en droit et lettres, diplômé de l'Ecole libre de sciences politiques, M. Janot a fait l'essentiel de sa carrière au Conseil d'Etat où il entra comme auditeur en 1949. Il fut successivement conseiller juridique de la présidence de la République (1947-1951), conseiller aux affaires économiques du haut-commissariat de France en Indochine (1951-1952), directeur du ministère des relations avec les Etats associés (1952-1953), secrétaire général du Conseil d'Etat (1956-1959).]

En 1958, il avait été appelé au cabinet du général de Gaulle, alors président du conseil, pour participer à l'élaboration de la Constitution de la V<sup>e</sup> République.

M. Janot fut également directeur général de la RIF de 1960 à 1962, puis, de 1967 à 1975, député général et vice-président délégué de la Chambre syndicale nationale des fabricants de produits pharmaceutiques.

Après avoir présidé le conseil administratif supérieur de la commune et du département de Paris, il a pris sa retraite de conseiller régional en 1986.

Elu municipal de Serboreme, localité proche de Sens (Yonne), il est conseiller général de Sens depuis 1959.]

## A Sélestat

## Gilbert Estève, ou la fin d'une habitude

SÉLESTAT de notre envoyé spécial

En 1983, déjà, à Sélestat, pour les élections municipales, ce ne s'est pas « bien » passé. Entendez : comme d'habitude, comme dans cette Alsace qui avait encouru l'air « éternelle » quand tant d'autres provinces jouaient sérieusement depuis longtemps à la région-qui-bouge. Ces traumatismes-là ne sont jamais sans conséquence.

C'est la faute à Léotard (Francois). Au lieu de laisser faire Hansi, Erckmann-Chatrian, le courtois, les gens, voilà notre politicien vaillant qui décide qu'après « le » Maurice Kubler, maire pendant dix-huit ans, et sous prétexte qu'il avait été un peu RI puis giscardien bon teint, il fallait à Sélestat, encore, toujours, pour changer l'affaire en perpétuité et la ville en bastion léotardien, un maire PR pur sucre.

Ce sera là docteur François Kretz, qui, bravant la colère de centristes alors sûrs d'eux (et déjà un peu présomptueux), s'imposera, en dépit d'une triangulaire — une spécialité localement très appréciée — plutôt rude.

Ce sera aussi, pour cette « majorité alsacienne » réputée aussi solide que le vieux château du Haut-Koenigsbourg, le commencement de la fin. La zizanie ne cessera plus. Le docteur Kretz, réputé cassant avec tous et méprisé par les anciens, déplaît

dans son camp. Il meurt brusquement, à la fin de 1987, et le fausse bonne idée léotardienne se répète en se caricaturant : l'Eugène Griesmar est peut-être RPR (gaulliste), en vérité, autant qu'on peut l'être en Alsace), mais c'est le plus ancien dans le grade municipal le plus élevé : la mairie lui revient de droit.

Un oukase d'appareil en décide autrement : après le PR, le PR. Ainsi Robert Weber devient-il maire en janvier 1988, non sans acheter en hâte la carte du parti qu'il n'a pas encore. Ainsi tombera-t-il un an plus tard lorsqu'il prétendra renouveau sérieusement le bail, pour six pleines années.

Car Sélestat, comme le reste de l'Alsace, a bougé, tout doucement, sans le dire, entre-temps. En sa sagesse, le socialiste local (et presque le seul de son espèce pendant longtemps), Louis Boltz, sentant qu'il n'y arrivera jamais, s'est souvenu d'un jeune du pays qui a réussi à Paris, dans la politique qui plus est.

Il le fait venir, l'adopte : Gilbert Estève, quarante et un ans aujourd'hui, va en six ans graver la rampe qui mène à la mairie, pendant que la droite descend l'autre versant. L'enfant assagi et méthodique du PSU et de Sélestat pose ses jalons, se fait connaître, fait habilement valoir sur place sa situation : chef du cabinet de Jack Lang de 1981 à 1986, puis secrétaire général de l'association Allons z'idées de son paton,

chargé de mission auprès du médiateur de la République.

Robert Weber ne verra pas venir ce Sélestatien mal intentionné, bientôt conseiller régional, qui le bat en 1988 aux élections cantonales, qui arpent la ville en tout sens et se fane de 6 000 interventions en un an, pendant que le maire en place, aujourd'hui bien dépit, ne cherche pas à surmonter son « horreur du porte-à-porte. »

## La vengeance du pompier Hihn

Les mérites de Gilbert Estève, amplifiés par la vague « rose alsacien », ont suffi à le faire élire, à rendre inévitables le cours des choses ? L'un des nouveaux adjoints, l'ancien pompier Camille Hihn pas un sou de vernis socialiste sur la vieille carapace de catholisme social et de vague centriste « apolitique », ne se risquerait pas à évoquer un tel sujet. C'est trop de modestie.

Car il est une part — une courte part peut-être, mais Gilbert Estève a emporté la mairie avec 203 voix d'avance, — qui n'appartient ni au PS ni vraiment du nouveau maire, mais à son habile récupération de la vengeance du commandant Hihn.

Une fameuse vengeance, en vérité. Quand on s'appelle Camille Hihn, quand on a fait le pompier puis été le chef des pompiers, et par surcroît quand on a préparé les mixtures pharmaceutiques de tout un chacun pendant trois

décennies et demie, on n'a pas besoin de carte de visite auprès de 16 000 sélestatiens.

En 1986 pourtant, bien que tout cela sautât aux yeux, le docteur Kretz a commis l'erreur de sa vie : à pompiers Hihn, devenu pompier professionnel sur le tard il a refusé deux ans de carrière supplémentaires. C'était dit : le Camille Hihn lui ferait payer cela.

Mais le docteur Kretz mourut et Robert Weber, pour lui succéder, passa sur le ventre de l'Eugène Griesmar, ami de toujours de Camille Hihn, héritant du même coup de la malédiction.

En février 1988, Camille Hihn, présent aux deux tours d'une élection cantonale partielle, détenteur d'un bon quart des suffrages, fera battre Robert Weber... et dire Gilbert Estève. Ce n'est pas assez : il se laissera plus tard facilement convaincre de figurer sur la liste « ouverte » de Gilbert Estève.

O combien judicieusement ouvert ! La ferme du pasteur (une maison très égliseuse, surtout dans le domaine caritatif) est là. Le président du foyer Saint-Georges et d'autres représentants du catholicisme associatif et social sont là, tout comme le fils de l'ancien député centriste Georges Klein.

Voilà comment, le 19 mars, à Sélestat, on s'est encore moins passé comme d'habitude, une habitude qui, ici, s'était installée il y a plus de cinquante ans.

MICHEL KAJMAN.

Handwritten signature and date: 12/04/1989



## ÉDUCATION

### M. Chapuis annonce des mesures pour l'enseignement technique aux Antilles

M. Robert Chapuis, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique, a annoncé une série de mesures destinées à améliorer la situation de ce secteur aux Antilles, lors d'une visite en Guadeloupe et en Martinique, du 5 au 10 avril. Il a constaté que l'enseignement technique, qui est fréquenté par plus de la moitié des lycéens antillais (contre un tiers environ en métropole), souffre de nombreux maux, comme la saturation de la capacité d'accueil des établissements, la vétusté des locaux, le retard dans les travaux et

la formation très insuffisante de certains professeurs. Le secrétaire d'Etat a décidé la mise en place d'un plan de formation initiale et continue des enseignants, le développement de l'enseignement de la technologie dans les collèges, l'équipement de machines à commande numérique de deux lycées professionnels, l'attribution d'un poste de conseiller en formation continue pour l'académie des Antilles-Guyane, et la création d'une filière de classe préparatoire menant au diplôme d'expertise comptable. — (Correspondance.)

## POINT DE VUE

### Le ravaudage de la « loi Pasqua »

par Dominique Tricaud  
avocat, membre de SOS-Racisme

Il existe un singulier décalage entre la communication du conseil des ministres du 23 mars 1989 annonçant l'abrogation de la loi du 9 septembre 1986 dite Pasqua et l'avant-projet présenté par M. Pierre Joxe qui abroge tout au plus quatre articles de la loi pour les remplacer par des dispositions rarement satisfaisantes. On ne saurait donc parler d'abrogation mais de simple ravaudage.

François Mitterrand avait notamment dit à l'occasion du colloque récemment organisé à la Sorbonne sur le thème des « nouvelles solidarités » : « Il faut qu'il y ait un certain nombre d'étrangers qui — en raison du temps passé parmi nous, des raisons pour lesquelles ils sont venus vivre parmi nous — ne soient pas expulsables. Je veux dire qu'ils soient traités comme s'ils étaient des citoyens français même s'ils ne le sont pas... » et ceux qui commettraient la faute, par voie de conséquence, de s'écarter des intérêts de notre pays doivent subir la loi que subiraient tout Français dans la même situation mais non point avec une exclusion supplémentaire.

Le président a précisé les catégories d'étrangers auxquels il voulait ainsi conférer une protection absolue : les étrangers arrivés très jeunes en France (ce qui sont venus à cinq ans, six ans et sept ans) ; les étrangers qui ont séjourné un grand nombre d'années en France (ce qui est le cas de ceux qui sont venus en France avant d'être expulsés) ; les étrangers qui sont venus plus tard et qui ont obtenu un titre de séjour ou son renouvellement.

Or, l'ordonnance telle qu'elle ressortirait des modifications apportées par l'avant-projet ne confère de véritable droit au séjour à aucune catégorie d'étrangers.

Certes l'article 15 prévoit que la carte de résident est délivrée de plein droit aux différentes catégories d'étrangers dont il est désormais admis qu'ils doivent faire l'objet d'une protection particulière ; mais il subordonne ce droit à l'absence de menace éventuelle pour l'ordre public, c'est-à-dire qu'il le soumet, en fait, à la discrétion de l'administration. En outre, les difficultés rencontrées dans l'application de ce texte au cours des dernières années montrent que l'automatisme apparent est toute théorique.

L'administration refuse de prendre en compte des situations de fait et tire argument de la situation administrative des personnes concernées pour limiter le nombre des bénéficiaires d'une carte de résident. Par exemple, il est spécieux d'écrire que la carte de résident est délivrée de plein droit aux conjoints étrangers d'un ressortissant français lorsque l'on sait que l'administration refuse la délivrance d'un tel titre au conjoint étranger qui a pénétré irrégulièrement en France ou qui n'était pas en situation régulière au jour de sa

demande de titre de séjour, et que cette position a été confirmée par la jurisprudence du Conseil d'Etat. La protection accordée par l'article 15 est d'autant plus illusoire que la nouvelle combinaison des articles 25 et 26 permet l'expulsion de tous les étrangers hormis les mineurs, quelle que soit l'ancienneté de leur séjour en France.

On observera à ce propos que les nouvelles dispositions sont en recul par rapport à celles de la loi du 9 septembre 1986 : la loi dite Pasqua exigeait, pour que puisse être prononcée une expulsion dérogatoire aux articles 23 et 25, que soient réunies simultanément une situation d'urgence absolue et une menace pour l'ordre public d'une particulière gravité.

Le nouveau texte prévoit que la sûreté de l'Etat ou la sûreté publique doivent être compromises mais l'urgence absolue, en l'absence de tout autre facteur, suffit à permettre l'application de l'article 26.

Il faut par ailleurs observer qu'une condamnation pénale à une peine d'une durée supérieure ou égale à un an suffit à éliminer toute protection, quelle que soit l'ancienneté du séjour de l'étranger concerné. Cette disposition est particulièrement contradictoire avec les propos du président de la République.

L'expérience des permanences juridiques des mouvements anti-racistes permet de constater qu'un grand nombre d'étrangers appartenant aux catégories protégées rencontrent en fait des difficultés pour obtenir un titre de séjour ou son renouvellement.

Les principales causes en sont les suivantes : défaut de demande d'un titre de séjour au 16<sup>e</sup> anniversaire ; condamnation pénale ; étranger rentré en France au cours de sa minorité sans qu'il ait été respecté le principe de regroupement familial ; absence de territoire français pendant plus de douze mois.

Force est de constater que le nouveau texte n'apporte aucune amélioration notable à ces différentes situations.

Il faudrait ajouter un titre à l'ordonnance du 2 novembre 1945 qui pourrait être intitulé « Du droit au séjour de certaines catégories d'étrangers ».

La liste fixée par l'article 15 modifiée par l'avant-projet semble satisfaisante. Il pourrait toutefois être ajouté à cette liste la catégorie des étrangers qui ont résidé dans les conditions de durée prévues à l'article 15-12 de l'ordonnance dans notre pays pour éviter que l'échec d'un retour au pays n'entraîne l'impossibilité de revenir en France. Les catégories d'étrangers susceptibles de bénéficier d'un titre valable sans limitation de durée et ne pourraient faire l'objet d'aucune mesure d'expulsion fondée sur les articles 23 à 26 de l'ordonnance.

Ces étrangers ne pourraient pas non plus faire l'objet d'une peine d'interdiction du territoire, qu'elle soit fondée sur l'article L. 630-1 du code de la santé publique (stupéfiants), ou sur tout autre motif.

Dans ces conditions seulement, le texte du gouvernement pourrait traduire la volonté d'intégration des jeunes issus de l'immigration manifestée par le président de la République.

## PUBLICATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu le 7 juillet 1987, par le Tribunal de Grande Instance de Paris, confirmé par arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 24 mars 1988, M. Jimmy GOLDSMITH et M. Michel LEGRIS ont été déclarés coupables du délit de diffamation publique envers M. Pierre Laval, conseiller maître à la Cour des comptes, alors président de l'ORSTOM, commis lors de la parution dans le numéro 1844 de l'hebdomadaire « L'EXPRESS » daté du 7 au 13 novembre 1986, d'un article intitulé « Dévoilement de mission ». Ils ont été condamnés à payer une amende de 3 000 F chacun et, sur l'action civile, ils ont été condamnés solidairement à payer à M. Pierre LAVAL, partie civile, 15 000 F à titre de dommages et intérêts. POUR EXTRAIT Jean Jacques LETU, avocat à la Cour.

## RELIGIONS

### Le malaise entre les théologiens catholiques et le Vatican

### Quand l'Eglise ferme ses volets...

Le malaise semble s'étendre entre des théologiens contestataires et le Vatican. Un « Appel au dialogue dans l'Eglise catholique », lancé par l'hebdomadaire *Témoignage chrétien*, a recueilli en quinze jours quatre mille signatures de prêtres et de laïcs. En outre, après les réactions de l'archevêque de Bourges et du Père Congar (le Monde du 31 mars et du 7 avril), douze directeurs de revues dominicaines viennent d'exprimer leur solidarité avec le Père Paul Valadier, jésuite, récemment écarté de la direction de la revue *Études* (le Monde du 29 mars).

Les lampions du dixième anniversaire du pontificat de Jean-Paul II étaient à peine éteints, l'automne dernier, que commençait dans l'Eglise catholique l'une de ces vagues de turbulence qui, à intervalles réguliers, font languir le navire. Celle-ci est érudite. Sans préjuger de sa durée, elle ébranle le consensus qu'avait semblé réaliser un pape médiatique qui, sans cesse, se réclamait de la justice et des droits de l'homme, plus soucieux du grand large que des bruits de la soute.

Pour en rester au cas de la France, la crise qui vient d'éclater dans la Compagnie de Jésus et à la revue *Études* n'est pas la première. Le Père Valadier, son directeur, n'est pas non plus le premier théologien désavoué par sa hiérarchie. Mais, ajoutée à la contestation montante de clercs, de religieux, de professeurs d'université, de laïcs ordinairement discrets, la sanction qui vient de le frapper (mise par ses supérieurs) est symptomatique de la dégradation d'un climat où refléuraient les chapelles, les divisions, les pétitions.

L'épiscopat français pouvait invoquer des raisons extérieures et involontaires dans le cumul de ses inter-

ventions qui, en plein hiver, avaient rallumé une petite flamme d'anticonformisme dans une France laïque endormie. Cette fois, les accusations d'intransigence, d'autoritarisme, de sectarisme, surgissent des rangs mêmes de l'Eglise. Déjà, des observateurs impartiaux rappellent la fin du règne de Pie XII, marquée par la condamnation de l'expérience des prêtres-ouvriers et la mise à l'écart de théologiens d'avant-garde comme les Pères de Lubac, Congar et Chenu, qui peu de temps après, pourtant, allaient devenir les coqueluches du concile Vatican II.

Crise interne à la Compagnie de Jésus ou crise plus large ? Certains ont fait peser sur le Père Valadier et la revue *Études*, accusés de partialité, la responsabilité d'un déclin du dynamisme de la Compagnie en France. Or si les jésuites n'échappent pas au vieillissement général des ordres religieux, ils sont loin de l'effondrement. Les entrées au noviciat se sont stabilisées depuis une dizaine d'années (1). Les *Études* sont depuis longtemps une sorte de fleuron de la pensée catholique française, et l'orthodoxie de son directeur n'a jamais pu être suspectée.

## Deux lectures de la société

Le nord est donc ailleurs. Plus que l'affaire Gaillot, qui touchait au droit d'un évêque d'exprimer des opinions personnelles sur des sujets de société, l'affaire Valadier ramène au vieux débat qui, à nouveau, divise l'Eglise, comme au siècle dernier sur les rapports du catholicisme avec le monde moderne, sur la place du fait religieux dans la société, et sur la compatibilité possible entre la foi et la raison.

En fait, la querelle entre les « traditionalistes » et les « progressistes », les pro-conciliaires et les anticonciliaires, a fait son temps. Le fossé de l'incompréhension, qui se creuse

avec la démission contrainte d'un Paul Valadier oppose deux lectures du concile et des événements qui l'ont suivi.

La tendance actuellement dominante, qui s'exprime dans la revue *Communio*, fondée dans les années 70 par le cardinal Ratzinger, ou dans le *Choix de Dieu* du cardinal Lustiger, s'inspire d'une vision plutôt pessimiste des sociétés libérales et du monde moderne. Celui-ci a perdu ses points de repère, ses modes de régulation traditionnelle, que n'a pas remplacés la philosophie des Lumières. Face à la sécularisation croissante, l'Eglise a d'abord à accomplir sa mission spirituelle et morale et à enseigner la société.

## Centralisme

L'autre considère qu'il s'agit là d'un retour à une sorte d'utopie chrétienne, inadaptable aux sociétés libérales d'Occident. Pour Paul Valadier, par exemple, l'Eglise est par nature toujours « en procès » avec son temps (2). Mais procès veut dire délibération et non condamnation. Un dialogue est possible, sans supériorité ni conformisme béat, entre l'Eglise et la société. Pour y parvenir, le modèle doit être celui d'une Eglise qui cherche mais ne sanctionne pas, d'une Eglise qui énonce sa vérité, mais pas les certitudes toutes faites des groupes charismatiques et conservateurs, actuellement en poise.

Voilà un beau débat, mais qui, en fait, sauf par livres, articles, interviews et conférences interposés, n'a jamais été officiellement ouvert dans l'Eglise. La disparition de grandes tribunes en France comme les Semaines sociales, la Semaine des intellectuels catholiques, ou des laïcs prenaient la parole, aujourd'hui monopolisée par les clercs (évêques et théologiens), est-elle l'effet du temps ou d'une volonté d'étouffer les éventuelles fausses notes ?

Le désaveu du Père Valadier conforte ceux qui pensent que

l'Eglise a peine à sortir d'un modèle de contre-société, méfiant des lieux de recherche, de dialogue, de liberté. A dire vrai, le procès intenté à Jean-Paul II, et plus exactement à la Curie romaine, de « centralisme » et d'« autoritarisme » ne date pas d'aujourd'hui. La marge de manœuvre des théologiens, des ordres religieux, des évêques, a fait depuis longtemps l'objet de corrections.

Qu'on se souvienne de la mise au pas de théologiens comme Hans Küng, Edward Schillebeeckx, Leonardo Boff, Charles Curran. Dès le début du pontificat, le pape était directement intervenu dans le fonctionnement de la Compagnie de Jésus lors de la succession du Père général Arrupe, ouvrant une crise sérieuse avec ses plus fidèles lieutenants. La responsabilité personnelle des évêques avait été aussi rappelée énergiquement lors du synode extraordinaire de Rome en 1985, au détriment des conférences épiscopales, toujours suspectes, comme au Brésil, aux Etats-Unis, hier en France, de vouloir faire cavalier seul.

Si la crise éclate au grand jour, c'est parce que pendant longtemps elle avait été masquée par la séduction personnelle de Jean-Paul II. L'effet d'accoutumance va désormais jouer à ses dépens. En outre, la réaffirmation de cette autorité n'a jamais été aussi explicite qu'aujourd'hui. Le changement imposé par le Vatican au chapitre de Cologne des règles du scrutin pour la désignation, comme archevêque, du candidat pape a choqué beaucoup de catholiques en Allemagne fédérale et en France, de même que les compromis passés avec les intégristes ex-lefbévristes.

Dès 1985, le tournant du pontificat avait été marqué par la mise en cause des « dévies » du concile Vatican II, justifiant selon le cardinal Ratzinger une certaine « restauration » dans l'Eglise. Depuis, la ligne n'a cessé de s'affermir, jusqu'à la dénonciation de la « rébellion gravissime » des théologiens catholiques, universalistes et praticiens, récalcitrants malgré l'interdiction par le Vatican, de toute forme de procréation médicalement assistée ; jusqu'à la rédaction d'un « serment de fidélité » qui devra être prêt désormais par tous les enseignants de théologie et même de philosophie dans les séminaires, et par les recteurs d'universités catholiques (le Monde du 6 avril) ; jusqu'à la rétroaction récente du cardinal Ratzinger, quelques jours avant la mise à l'écart du Père Valadier, visant des théologiens « qui se substituent aux évêques dans leur rôle de maîtres de doctrine ».

On a souvent comparé la grande masse des catholiques français « conciliaires » à une sorte de vent mou, coincé entre des extrêmes démonstratifs et bruyants (les « chrétiens de gauche » hier, les traditionalistes ou les charismatiques aujourd'hui). Le reclassement idéologique et politique qui s'opère en France va sans doute libérer dans le catholicisme une sensibilité militante — hier disqualifiée — associative, soucieuse de débat, de démocratie et d'autonomie, la même qui vient de s'exprimer sur le terrain municipal. Se reconnaissent volontiers dans les idées d'un Paul Valadier, elle est aux antipodes des courants dominants aujourd'hui dans l'Eglise. Sa réaction dans la crise actuelle pourrait bien signifier le réveil d'une force du catholicisme qu'on croyait assoupi.

HENRI TIMCO.

(1) La Compagnie de Jésus a compté huit entrées au noviciat en 1988, pour une moyenne de six chaque année depuis dix ans.

(2) « L'Eglise en procès : catholicisme et société moderne », écrit par le Père Valadier (le Monde du 21 novembre 1987).

● Le monastère du Barroux réintègre l'ordre bénédictin. — Le monastère traditionaliste Sainte-Madeleine du Barroux (Vaucluse), rattaché à Rome le 25 juillet dernier après sa rupture avec Mgr Lefebvre, a régularisé sa situation à l'égard de l'ordre des Bénédictins, dont il avait été exclu en 1975. Dom Gérard Calvet, prieur du Barroux, a en effet reçu, samedi 8 avril, la bénédiction abbatiale, en présence du supérieur général de l'ordre, Dom Victor Damerz, et de l'évêque d'Avignon, Mgr Bouchet, avec l'accord du cardinal Malter, chargé au Vatican de l'accueil des intégristes repentis, lui-même bénédictin et qui avait exclu les moines du Barroux il y a treize ans.

## EN BREF

● Un cyclone en Nouvelle-Calédonie. — Pour la troisième fois depuis le début de l'année, la Nouvelle-Calédonie — notamment la côte est et les îles Loyauté — a été soumise aux assauts d'un cyclone dans la nuit du lundi 10 au mardi 11 avril. Le vent soufflant en rafales, à près de 150 kilomètres à l'heure, a totalement paralysé l'île durant une douzaine d'heures, déracinant des arbres et arrachant des toitures. En outre, les routes ont été coupées par de très fortes pluies, mais on ne déplore aucune victime. — (AFP.)

● La marée noire en Alaska. — Un navire soviétique va se joindre à la flottille qui tente depuis deux semaines de récupérer une partie du pétrole répandu par le tanker *Exxon-Valdez* sur les côtes de l'Alaska. L'Union soviétique vient d'annoncer cet acte de coopération écologique alors que le bilan de la catastrophe s'alourdit. Une baleine grise de douze mètres a été retrouvée morte dans la zone souillée par la marée noire. Celle-ci a déjà tué des milliers d'animaux dont plus d'une centaine de loutres de mer. — (AP.)

**Le Monde**  
de la  
**Révolution française**

au sommaire du n° 4

**L'ALMANACH DE 1789 :**  
Avril 1789, au jour le jour. Société : l'émeute Réveillon fait plus de 300 morts. Le peuple affamé par la guerre des farines. Politique : les élections à Paris. L'homme du jour : le Père Gérard, cultivateur et député du Tiers breton.

**LE JOURNAL DES DROITS DE L'HOMME :**  
La terre et la propriété. Le droit de propriété : ses origines, la vente des biens nationaux, la propriété paysanne. Portrait : Gracchus Babeuf, l'homme qui exige l'abolition de la propriété particulière.

**LA GAZETTE DU BICENTENAIRE :**  
Débat : les dissonances de la commémoration. Entretien avec Mona Ozouf et Pierre Chaunu. Le Bicentenaire en Amérique latine. Les livres du mois et toutes les manifestations culturelles à Paris et en Province.

**AVRIL 1989**  
30 F — Mensuel

**EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX**



## Société

« Bavures », immobilisme, revendications

## Inquiétudes policières

Il arrive encore que, dans des commissariats français, des personnes interpellées « tombent dans l'escalier ». Sans doute trop éculé, le scénario a parfois même été amélioré. Ainsi un jeune avocat parisien commis d'office a pu lire récemment, dans le procès-verbal d'interrogatoire d'un voleur à main armée, ce passage : « L... est pris d'un violent accès de violence lors duquel ses ébats l'amènent à renverser une machine à écrire. Assisté de nos collègues, nous maîtrisons le prévenu par l'usage de la force strictement nécessaire. »

Selon le rapport médical, les dégâts causés par la machine à écrire sont variés : ecchymoses à la face, plaie non suturée au dos d'un pied ainsi que sur un doigt de pied. Quelques instants plus tard, au cours du même interrogatoire, l'aura l'élégance de déclarer souhaiter « rembourser la machine que j'ai renversée ce matin », ajoutant : « J'espère que ça jouera en ma faveur. » Et, évidemment, il signera...

Le jeune avocat qui confie cette histoire en connaît bien d'autres. Certes, ses clients ne sont pas des enfants de chœur. Certes, quand ils se plaignent d'avoir été « tabassés » après leur arrestation — en général mouvementée mais, dans ce cas précis, le client y a mis volontiers du sien, — quand ils montrent des dents cassées ou réclament des examens médicaux, il faut y regarder à deux fois. Certes, comment oublier que les policiers qui les ont arrêtés travaillent pour la « bonne cause », dans des conditions souvent artisanales, sans recueillir sur leur peine : ne dit-on pas qu'en « planque » les inspecteurs de la BRB (brigade anti-terrorisme de la police judiciaire parisienne) doivent « pisser dans des bouteilles » afin de ne pas donner l'alerte par des mouvements suspects ?

## Derniers disciplinaires en hausse

Néanmoins, ce jeune avocat ne comprend toujours pas pourquoi il a tant de mal à obtenir de ses interlocuteurs magistral qu'ils instruisent aussi ces faits-là : « Le plus souvent, ils font comme si ce qui s'est passé après l'arrestation ne les concernait pas. Alors que cela a évidemment pesé sur les procès-verbaux, sur les aveux, et que cela pèsera sur le comportement de certains témoins. La justice ne bouge vraiment que si on se constitue partie civile, que si le client, qui évidemment a des délits à se reprocher, est prêt à se bagarrer aussi sur le terrain des violences policières. »

Les « bavures » existent toujours. Pas seulement des erreurs, commises par des policiers maladroits ou novices, mais des excès, commis par des policiers oubliant toute déontologie. Les statistiques de l'Inspection

générale des services (IGS, la police des polices parisiennes) témoignent d'une augmentation des dossiers disciplinaires : en 1987, année la plus récente pour laquelle les chiffres sont disponibles, 1 217 dossiers ont été ouverts et 1 306 ont été réglés (parmi lesquels des dossiers antérieurs). Ce sont, à quelques unités près, les chiffres de... 1982 : 1 285 et 1 323. Durant la période qui sépare ces deux années, la baisse avait été très nette, jusqu'à atteindre des chiffres exceptionnellement bas en 1984 (737 et 833) et en 1985 (873 et 613). En moyenne, un quart de ces dossiers concernent les comportements hors service. De plus, l'IGS souligne que le taux de saisine directe par des particuliers « va croissant » (20,3 % en 1987 contre 13,9 % en 1984), alors que les enquêtes diligentées sur la demande de la justice ont diminué (29 % en 1987 contre 38,8 % en 1984).

## Le discours et les actes

1982-1987. Entre ces deux dates, un paradoxe : c'est justement durant cette période que le discours des politiques sur la police a changé et, surtout, que celui des policiers eux-mêmes sur leur métier a évolué. Les polémiques électoralistes sur la sécurité se sont apaisées, la nécessité de la prévention est devenue une référence obligée, un code de déontologie a été édicté en mars 1986, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen a été affichée dans tous les locaux de police et placée en évidence du Mémento du gardien de la paix. Symbole, en quelque sorte, d'une police qui ne serait plus l'arrière-salle bousculée de la République, certes nécessaire mais peu fréquentable.

Durant la même période, les responsables du ministère de l'Intérieur mais aussi les principaux syndicats de police ont commencé à réfléchir sur les critères professionnels — de compétence, de formation, de maîtrise de soi, etc. — requis par un métier sans cesse bousculé par l'évolution, ballotté d'un imprévu à l'autre, multiforme et insaisissable. Charte de la formation, plan de modernisation, loi de programmation 1986-1990 étalant sur cinq ans un effort notable de l'Etat : le sous-développement matériel, technique, humain de la police nationale allait désormais régresser à bon train.

Or, il faut en convenir, entre les discours et les actes, entre les intentions et la réalisation, entre les textes de loi et la pratique sur le terrain, la distorsion reste encore énorme. C'est ce qu'a voulu souligner de manière spectaculaire Jean-Michel Belorgey, député (PS) de l'Allier, en faisant, à tort ou à raison, de la mésaventure vécue par l'un de ses amis un cas exemplaire (le

Monsieur des 8 et 11 avril). M. Belorgey peut se permettre de parler d'autorité : en janvier 1982, son « pré-rapport sur les réformes de la police », qui fit pratiquement l'annulation des personnels, fut fondatrice d'une démarche nouvelle.

On sortait enfin du lien commun déjà épinglé par Gustave Flaubert dans son *Dictionnaire des idées reçues* : « Police : a toujours tort. » On discutait d'un métier, de ses risques et de ses contradictions. La bonne conscience et l'hygiène de la police, sur sa professionnalisation, etc.

A propos des « incidents de police », par exemple, le rapport Belorgey, tout en reconnaissant le « droit à l'erreur » dans une profession « reposant, pour une large part, sur l'exercice d'un pouvoir de contrainte », plaide pour la création d'une « Commission d'information sur les activités des services de police », qui, par son indépendance, garantirait une relative transparence et répondrait à la demande d'information du public.

Sur ce point, comme sur d'autres, M. Belorgey dit sa déception. Celle-ci est partagée par certains hauts responsables policiers. L'immobilisme de l'institution, ses résistances au changement, les pesanteurs hiérarchiques, seraient généraux de régression. « Les « bavures », confie l'un d'eux, c'est simple : quand les gardiens sont mécontents de leur boulot, ils se payent sur la bête. Et c'est le client qui déguste. » Selon eux, ces incidents sont les voyants rouges d'un malaise plus général.

## Charge accrue de travail

Ces derniers mois, la charge de travail des policiers, notamment à Paris, s'est accrue. Centres de tri des PTT, dépôts du RER, grèves du nettoyage dans le métro, manifestations corvées : à nouveau, les mouvements sociaux ont entraîné une mobilisation policière dont le dynamisme inquiète les syndicalistes, soucieux de ne pas donner l'image d'une police « brisée de grèves ». Les festivités du Bicentenaire et le sommet des pays industrialisés de Paris en juillet obligent à maintenir l'effort : durant cette période, le pourcentage de congés autorisés passe de 40 % à 10 %. Les tâches indues — certes réduites ces dernières années — et surtout les gardes statiques — notamment depuis l'affaire Rushdie — continuent de démoraliser des policiers qui, aujourd'hui de plus en plus diplômés, ont le sentiment d'être employés à des activités dénuées d'intérêt et quelque peu vaines.

Enfin, les problèmes d'affectation géographique sont toujours présents, les provinciaux affectés en région parisienne multipliant les demandes de mutation, qui s'accroissent.

Très sensibles aux pulsions de leur base, les syndicats de police sentent monter cette exaspération. Toutes tendances confondues, de manifestation d'inspecteurs en meeting de policiers en tenue, ils commencent à monter au créneau. Ils le font d'autant plus que l'exemple de la fonction publique est contagieux : les policiers, qui depuis leur statut spécial de 1947, n'ont pas le droit de grève, ont été habitués par les ministres de l'Intérieur successifs à ce que cette « infirmité » soit compensée par des avantages obtenus avant d'être accordés à d'autres catégories de fonctionnaires.

Pour le budget 1989, ils ont à nouveau joué ce jeu, obtenant des mesures catégorielles lors d'une négociation préalable « à froid ». Or voilà qu'à chaud, infirmières, médecins, éducateurs, gardiens de prison, enseignants, fonctionnaires corvées font, s'ils ne font pas céder le gouvernement, l'abandon du moins à réviser son credo d'austérité. Pourquoi ne seraient-ils pas tentés de faire de même, surtout quand ils s'aperçoivent que la « mise en muséum » réglementaire des avantages obtenus au budget 1989 est toujours au point mort ?

Car l'autre voyant rouge se situe au ministère de l'Intérieur lui-même. La popularité de Pierre Joxe, qui a associé son nom au plan de modernisation adopté en 1985, semble toujours intacte. Mais, depuis son retour place Beauvau, le ministre de l'Intérieur a paru privilégier la dimension politique du poste plutôt que son aspect professionnel. Or la police exige, au plus haut niveau, une thérapie de tous les instants. Les prédécesseurs de M. Joxe, MM. Pasqua et Pandraud, avaient résolu la contradiction par une division du travail. Mais M. Joxe, qui n'a pas voulu rééditer le biphéisme, est venu à découvrir par l'impopularité croissante du directeur général de la police nationale, Ivan Barbot, nommé en janvier 1987, auquel les syndicalistes reprochent de se consacrer en priorité à ses activités internationales de président d'Interpol plutôt qu'aux états d'âme de la police française.

M. Joxe aurait-il mangé son pain blanc ? Pourtant les policiers espèrent encore de lui une ambition réformatrice qui, en s'attaquant au dédale des divisions catégorielles, à l'imbroglio des structures territoriales, au conservatisme d'une partie de la hiérarchie et à l'opacité de l'institution, réduise le fossé qui se creuse à nouveau entre eux et la société. Le plus tôt sera le mieux.

EDWY FLENEL

## Le Carnet du Monde

## Naissances

— Marie-Dominique et Michel BERDAH-DETERRE ont la joie d'annoncer la naissance de Clément,

le 6 avril 1989.  
27, rue Mertens,  
92270 Bois-Colombes.

## Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de

Henri CADOU,  
créateur du groupe Tronche-Tail-églais,  
vice-président du Salon Comparaisons  
et du Salon du dessin.

survenu dans son atelier de la Cité fleurie, à Paris, le 6 avril 1989.

— Le président  
Et les membres de l'Association française des experts scientifiques du tourisme,  
ont la douleur de faire part du décès de

Pierre DEFERT,  
fondateur  
et président d'honneur de l'AFEST.

survenu brutalement, à Ouzargues, le 8 avril 1989.

— Socaux.

M<sup>me</sup> Jacques Dochtermann,  
Ermannuelle, Olivier,  
ses enfants,  
Gilbert et Tatienne,  
M. et M<sup>me</sup> Jacques Foisier,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Jean Dochtermann,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Jacques Thopier,  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> André Dochtermann,  
et leur fils,  
ont la douleur de faire part du décès de

Jacques DOCHTERMANN,

survenu le 8 avril 1989.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 12 avril, à 15 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Socaux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, avenue de Verdun,  
92330 Socaux.

— Le Cressot.

M<sup>me</sup> Louis Faure,  
Ses enfants,  
Petits-enfants,  
Parents  
Et amis,  
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Louis FAURE,  
croix de guerre 1914-1918,  
titulaire de la médaille Bene Merenti,  
chevalier du Mérite social,  
ancien communiste social.

retré à la maison du Père, le 9 avril 1989, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques seront célébrées le mercredi 12 avril, à 15 h 30, en l'église Saint-Eugène du Cressot.

Priez avec lui.

143 a, rue du Maréchal-Foch,  
71200 Le Cressot.

— Bente et Serge Klarfeld  
Et l'association Les Fils et Filles des  
déportés juifs de France (FFDJF),  
ont l'honneur de faire part du  
décès, le 9 avril 1989, dans sa soixante  
et onzième année, de

M<sup>me</sup> Léa FELDBLUM,  
veuve Klarfeld.

Les obsèques ont eu lieu le 10 avril,  
en Israël.

[M<sup>me</sup> Feldblum était la seule survivante des sept enfants et des quatre-quatre enfants  
arrivés par le Ghetto de Lodz, au foyer  
d'enfants juifs d'Israël, le 6 avril 1944. Au camp  
de Drancy, quand elle apprit que les enfants  
allaient être déportés le 13 avril, M<sup>me</sup> Feldblum  
arrêta sous la fausse identité de Marie-Louise  
Dante, révéla son vrai nom et se porta volontaire  
pour être déportée avec les enfants (pour  
elle était à leur mort). Elle survécut.  
Elle avait perdu le plus grand des enfants de  
sa famille à Auschwitz et son mari s'était tué en  
Israël pendant la guerre de 1948. La déposition  
de M<sup>me</sup> Feldblum avait été particulièrement  
émouvante lors du procès de Klaus Barbie à  
Lyon.]

— M<sup>me</sup> et Roland Formentelli,  
Lise et André Marchal,  
Eliane Formentelli-Ferrari et Achille  
Formentelli,  
Jean, Evelyn, Pierre, Serge, Hélène,  
ont la douleur d'annoncer la mort de

Désiré FORMENTELLI,

leur père, beau-père, grand-père.

Les obsèques ont eu lieu à Agen, le 8 avril 1989.

17, rue Véron,  
75018 Paris.

25, Via per Piazza,  
Vicoforte (Cuneo), Italie.

— Jeanne Leleu,  
Ses enfants,  
Et petits-enfants,  
ont la douleur de faire part du décès, le 3 avril 1989, de

René LELEU,  
écrivain, journaliste,  
lecteur-traducteur  
aux Editions Gallimard.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Dominique GRIMALDI,  
ancien directeur  
des postes et télécommunications,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'Ordre national du Mérite,  
médaille de la Résistance  
« Libé-Nord ».

L'incinération a eu lieu le mardi 11 avril 1989, à Mérygnac, dans la plus stricte intimité.

De la part de  
M<sup>me</sup> Lucienne Grimaldi,  
son épouse  
et de ses enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Nicolas Grimaldi,  
M. et M<sup>me</sup> Pierre Rouchette,  
M. et M<sup>me</sup> André Grimaldi.

— Geneviève Schneggenburger,  
Françoise Schneggenburger,  
ses proches cousins,  
Claire Lesage,  
Françoise Chadenier,  
petites-filles de M<sup>me</sup> Charles Rattion,  
ont la grande douleur d'annoncer que

Jeanne MARLAND

s'est éteinte dans la paix du Seigneur, le 8 avril 1989, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques religieuses auront lieu le 12 avril, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-de-Lorette, Paris-9<sup>e</sup>.

«... et la lumière luit dans les ténèbres et les ténèbres n'ont pu l'atteindre. »  
Prologue de l'Evangile  
selon saint Jean.

48, boulevard de Strasbourg,  
94130 Nogent-sur-Marne.

— Jeanne OLIVIER

nous a quittés le 21 mars 1989.

Elle a été incinérée dans la plus stricte intimité à Orange et repose auprès de Jacques, son mari, décédé le 26 mars 1987.

De la part de  
ses enfants,  
Yann et Jérôme,  
Et de toute sa famille.

Les Sables,  
Arthenonay, 26260 Saint-Donat.

— M<sup>me</sup> Jacques Pozoz,  
son épouse,  
M. et M<sup>me</sup> Nabil,  
Tudor Morgane,  
Valérie, Raphaël, Florence,  
M. et M<sup>me</sup> Philippe Pozoz,  
Christophe, Olivier,  
M. et M<sup>me</sup> Daniel Pozoz,  
Andrew, Alizair,  
M. et M<sup>me</sup> Gilles Pozoz,  
Gregory,  
ses enfants et petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Paule Chenderovitch,  
M<sup>me</sup> Pierre Pozoz  
et ses enfants,  
Les familles Haulot, Ando et Pozoz,  
font part du décès de

Jacques POZOZ,  
ingénieur chimiste ICL,  
chevalier de l'Ordre national du Mérite,

décédé le 10 avril 1989, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 13 avril 1989, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue Achille-Poret, suivie de l'inhumation au cimetière ancien de Neuilly.

36, avenue Charles-de-Gaulle,  
92200 Neuilly-sur-Seine.

— Le président

Pierre-Etienne FLANDIN

aurait cent ans aujourd'hui.

A tous ceux qui l'ont connu, il est demandé une pensée ou une prière.

— Le président

Pierre-Etienne FLANDIN

aurait cent ans aujourd'hui.

A tous ceux qui l'ont connu, il est demandé une pensée ou une prière.

— Le président

Pierre-Etienne FLANDIN

aurait cent ans aujourd'hui.

A tous ceux qui l'ont connu, il est demandé une pensée ou une prière.

— Le président

Pierre-Etienne FLANDIN

aurait cent ans aujourd'hui.

A tous ceux qui l'ont connu, il est demandé une pensée ou une prière.

— Le président

Pierre-Etienne FLANDIN

aurait cent ans aujourd'hui.

A tous ceux qui l'ont connu, il est demandé une pensée ou une prière.

— Le président

Pierre-Etienne FLANDIN

aurait cent ans aujourd'hui.

A tous ceux qui l'ont connu, il est demandé une pensée ou une prière.

— Le président

Pierre-Etienne FLANDIN

aurait cent ans aujourd'hui.

A tous ceux qui l'ont connu, il est demandé une pensée ou une prière.

— Le président

Pierre-Etienne FLANDIN

aurait cent ans aujourd'hui.

A tous ceux qui l'ont connu, il est demandé une pensée ou une prière.

## FAITS DIVERS

## Dans la Drôme

## Vingt-deux morts dans l'accident d'un Fokker-27

Un bi-turbopropulseur Fokker-27 de la compagnie EAS, affrété par la compagnie EAS, de provenance de Paris-Orly, s'est écrasé, dans la soirée du 10 avril, sur les contreforts du Vercors alors qu'il était en approche de l'aérodrome de Valence-Chabeuil. Il n'y a aucun survivant parmi les dix-neuf passagers et les trois membres d'équipage, dont les corps ont été placés dans une chapelle ardente à l'église de la commune de Léoncel (Drôme).

## En gare de Cassis

## Mort de cinq militaires happés par un train

Alors qu'ils descendaient à contrevoile, cinq militaires ont trouvé la mort, happés par un train, dans la nuit du lundi 10 au mardi 11 avril en gare de Cassis (Bouches-du-Rhône).

Les victimes, des appelés basés au centre d'instruction des armes blindées et de cavalerie (CIABC) de Carpiagne (entre Cassis et Marseille) revenaient vraisemblablement d'une permission à Marseille. L'accident s'est produit vers une heure au moment où les permissionnaires descendaient de l'omnibus Marseille-Toulon. Au lieu d'emprunter le passage souterrain, ceux-ci, pour gagner du temps, ont tenté de franchir les voies lorsque le Vintimille-Marseille est entré en gare lancé en pleine vitesse. Trois des militaires sont morts sur le coup, les deux autres, grièvement blessés, sont décédés dans les minutes qui ont suivi l'accident.

AL. F.

## Après son internement dans un hôpital psychiatrique

## La vieille dame de Voiron est de retour sur « la terre de ses ancêtres »

Internée contre son gré à l'hôpital psychiatrique de Sainte-Egrève (Isère) après une tentative de suicide (le *Monde* du 6 avril), Mme Madeleine Falque, soixante-seize ans, agricultrice à la retraite, est rentrée chez elle, samedi 8 avril, dans sa propriété installée sur les hauteurs de la ville de Voiron.

Le 22 mars, elle avait tenté de se donner la mort en absorbant des comprimés de barbituriques et ouvrant le robinet à gaz de son habitation parce qu'elle ne voulait pas céder à la municipalité de Voiron 2 hectares de terrain sur lesquels la ville souhaitait étendre le plateau d'accueil pour les industries et les services de la région.

Une rame du RER A (Saint-Germain-en-Laye-Boissy-Saint-Leger), qui circulait à vide, est entrée en collision avec une autre rame qui stationnait à la gare de Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne). Sept blessés légers ont été dénombrés dans le train tamponné, dont quatre ont été conduits à l'hôpital Henri-Mondor. Le conducteur de la rame tamponnée a déclenché le freinage d'urgence et sauté de sa cabine avant le choc.

## Collision entre deux rames

## Sept blessés légers dans le RER à Fontenay-sous-Bois

On ignore si cet accident est dû à un mauvais fonctionnement des signaux, à un freinage défectueux ou à une erreur d'appréciation du conducteur.

L'un des trains ayant déraillé, la circulation est fortement perturbée sur la ligne car le trafic s'effectue sur une seule voie. La RATP pensait rétablir un fonctionnement normal en direction de Boissy-Saint-Leger en milieu de journée.

1301 1301 1301



## ARCHITECTURE

Richard Hunt et la tradition française à l'hôtel de Sully

### Un piédestal pour les beaux-arts

Premier architecte américain à avoir été formé en France, Richard Hunt est aussi l'un des grands noms de la construction américaine au dix-neuvième siècle. Une exposition à l'hôtel de Sully présente l'œuvre de cet artiste éclectique mais puissant.

Une bonne nouvelle ne vient jamais seule. Tandis que s'achève l'exposition Claude Perrault, portait épatant de l'auteur présumé de la colonnade du Louvre, la Caisse nationale des monuments historiques vient d'ouvrir une deuxième exposition, moins ambitieuse en termes d'espace, mais bigrement instructive, sur l'architecte américain Richard Morris Hunt (1827-1895). Hunt est, en effet, l'un des maîtres historiques de l'architecture aux États-Unis, même s'il n'a pas la stature héroïque d'un Sullivan ou d'un Wright, pour s'en tenir aux deux plus célèbres personnalités de Chicago. C'est d'ailleurs à l'image envahissante de Chicago (1) et à sa fameuse école, qu'il doit, comme la plupart des maîtres d'œuvre new-yorkais, d'avoir été passablement éclipsé de l'histoire de l'architecture, du moins telle que se la représentent les Européens. Étrange paradoxe.

Car Hunt, qu'il ne faut pas confondre avec son homonyme et presque exact contemporain, le peintre William Holman Hunt (1827-1910), mérite notre reconnaissance à plus d'un titre. On lui doit d'avoir imaginé et construit, en 1886, le socle et le piédestal monumental de la statue de la Liberté. Certes, le Musée des arts décoratifs (2) ne l'a pas oublié lorsqu'on a fêté, il y a trois ans, le centenaire de ce volumineux cadeau de la France aux États-Unis. Mais le malheureux piédestal n'a pas vraiment fait le poids à côté de notre illustre et national Bartholdi.

On doit surtout à Hunt d'avoir, pour le meilleur et pour le pire, exporté de France aux États-Unis ce fameux style beaux-arts qui est un classicisme ce que la gonfiotte est au sport et qui, ne trouvant guère la place pour s'exprimer dans l'espace resserré des vieilles villes européennes, allait trouver sa pleine expression, sa magnificence et sa grandiloquence sur le sol américain.

Hunt naît à Brattleboro, ville du Vermont, en Nouvelle-Angleterre,

dans une famille des plus prospères. Pas précisément le Far-West. Son père est avocat et membre du Congrès. C'est donc à Paris que le jeune homme de bonne famille part, en 1846, faire ses études d'architecture, et, pendant près de dix ans, il « planchera » à l'École des beaux-arts, dans l'atelier de Lefuel, Lefuel,

Deux ans plus tard, il construit sa première maison pour le peintre Thomas Rosseter. Passons sur la maison. Mais non sur ses conséquences : elle va en effet donner à Hunt l'occasion de connaître la justice américaine autrement que par son père, et de défendre avec succès la rétribution des architectes améri-

che, et soit chargé du bâtiment de l'administration, la plus visible des constructions. Pourtant, l'œuvre et la carrière de Hunt sont nettement moins bêtes que ce qu'un tel enregistrement pourrait laisser supposer.

L'homme est intelligent, cultivé, et même savant. Il est en outre généreux. En attendant d'en découvrir l'humanité dans un catalogue qui, aux dernières nouvelles, n'est toujours pas paru, on se pliera à la lecture exclusive mais passionnante de l'œuvre, telle que nous la propose l'exposition, un peu à l'écart dans une salle de l'hôtel de Sully. Il est vrai que ce n'est pas tout à fait du sur-mesure puisqu'elle nous vient de l'Octagon Museum - merveilleux petit musée de l'architecture américaine qu'il ne faut pas oublier lors d'un séjour à Washington - et du Metropolitan Museum de New York - dont il convient de souligner qu'il est, tout au moins pour son noyau central, signé Richard Hunt.



L'un des projets de Hunt concernant le socle de la statue de la Liberté.

#### Un archétype de la maison américaine

L'œuvre de Richard Hunt est sans doute une transcription de son esprit : imaginative, complexe, et même parfois bisoculaire. Mais elle est aussi, comme lui, généreuse, voire dispendieuse. Au début de sa carrière, on le voit transporter un franc succès mondain dans un genre qui fera date : le Stick style, dont Hunt coupe l'histoire à la base dans le New York, et dont on retrouvera d'assez exacts équivalents sur les côtes normandes. Un type, pardon un archétype de la maison américaine, normalement asymétrique, plein de toits pointus, de vérandas, de tours et de « chimées assis », tirailé entre le colombage normand, le gothique, l'air du large et les vertus du ballon-franc (3).

La guerre de Sécession passée, Hunt continue dans le genre « maison individuelle ». Mais, le portefeuille de sa clientèle ayant singulièrement évolué, cette unité se rapproche désormais de la « collection » ordinaire des châteaux, 225 pièces à Biltmore House (1895), construit pour George Vanderbilt à Asheville dans le style Renaissance française... Renaissance, on le voit, méditerranéenne ou victorienne, le style Hunt est, lui, impossible à fixer. Éclectique, à l'image de ce qu'il invente au même moment l'Europe, mais avec la dimension américaine, avec la liberté que procure l'éloignement du modèle, avec une singulière habileté à marier les genres les plus éloignés.

Hunt, bien sûr, participe à l'aventure fixe et des grands immeubles de bureaux : le Tribune building, construit en 1876, fut un moment le plus haut immeuble commercial de New-York. Mais, comme le triomphe du style beaux-arts allait être l'exposition de Chicago, c'est à Chicago, dans le bureau de William Jenney que se trame dès alors la véritable aventure des gratte-ciel et les bases techniques de l'architecture « moderne ». Hunt, qui meurt en 1895, n'était pas un précurseur, et c'est bien ainsi : il faut aussi des génies pour clore les époques.

FREDÉRIC EDELMANN.

\* La Tradition française en Amérique : Richard Morris Hunt, architecte (1827-1895), Caisse nationale des monuments historiques et des sites, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, 75004 Paris. Commissaire pour la version française de l'exposition : François Loyer. Catalogue à paraître.

(1) On s'en tiendra à rappeler : « Chicago, 150 ans d'architecture, 1833-1983 », ensemble de huit expositions organisées à Paris en 1983 par le Paris Art Center et le Musée-galerie de la SEITA.

(2) « Chicago Architecture, 1872-1922 », exposition initialement organisée par l'Art Institute de Chicago, et présentée par le Musée d'Orsay en 1987.

(3) « La Statue de la Liberté », Musée des Arts décoratifs, 1986. Un chapitre exhaustif sur le travail de Hunt et la construction du piédestal, chapitre écrit par Susan R. Stein, reste consultable dans le catalogue de cette exposition.

(4) « Considérations techniques » : Il s'agit ici de l'Eastern Stick Style, dont le vogue dure de 1860 à 1890 pour être alors relayée sur la côte californienne par le Western Stick Style, plus horizontal, plus calmes, plus protecteur et ombragé.

Le « Balloon frame » est une méthode de construction rapide à base de planches clouées.

## ARTS

Les œuvres récentes de François Bouillon

### « Se ipsum pinxit... »

D'un artiste peu connu encore, des travaux elliptiques, qui cachent la densité sous la dérision.

François Bouillon se montre peu. Et quand il se montre, il ne joue ni la facilité ni la séduction. Ses dessins et peintures sur carton et papier récents peuvent déconcerter, ne serait-ce que par leur variété. Il y a là une suite d'images de femmes - plus signes que figures, - une autre qui prétend représenter sept limaces de taille décroissante et des séries de dessins intitulés *Se ipsum pinxit* martelant son ombre, qui sont et ne sont pas des autoportraits. La technique est assez simple, ou du moins le paraît : du crayon, des tâches de couleur brune posées avec le doigt, quelques rares rehauts de gouache ou d'aquarelle sur des cartons rigides ou des feuilles de papier de petite qualité. Pauvreté avouée, prudence de qui se méfie de la couleur et du métier, souvenir de primitivisme ? Sans doute.

Cette simplicité de moyens n'est point cependant purement critique, même si certaines œuvres, dont celle aux limaces, relèvent d'un goût de la dérision et du jeu de mots qui a beaucoup servi en peinture depuis le début du siècle. Elle doit aussi, quelquefois, assurer à l'œuvre sa densité en la garantissant contre tout soupçon de maniérisme et de séduction. L'efficacité est à ce prix, et les sacrifices parfois récompensés. Grâce à

ce dépouillement, les formes et les « objets » que Bouillon dessine en gris sur blanc ont de la force. Ils existent, ils imposent leur volume et leur poids. Ils pourraient même passer pour des esquisses de sculpteur, ce qui ne surprendrait pas de la part de Bouillon.

Les « *Se ipsum...* » témoignent de l'équilibre de l'œuvre. A l'origine de chaque série, il y a une plaque de métal martelée assez grossièrement. L'artiste, en frottant son crayon sur une feuille posée sur la plaque, obtient une forme vaguement ovale qui ressemble à un visage sommairement résumé. De cette tête imparfaite, il déduit ses variations en gommant, en ajoutant des formes et des symboles. L'autoportrait, qu'annonce le titre, est plus juste, étant multiple, dérisoire s'il le faut, ironique, à peine allusif et changeant, que ne le serait une effigie unique et posée.

Que Bouillon « bricole » avec un genre noble sans respect ni méthode visible ne l'empêche pas de suggérer à demi-mot la mortalité, le vieillissement et la fragilité de l'auteur, de lui-même. Il se pourrait qu'il y ait dans ces œuvres une méditation intime et peut-être une crainte qui se fassent jour peu à peu et leur donnent une qualité expressive inattendue. Et que François Bouillon se soit engagé dans une évolution remarquable.

PHILIPPE DAGEN.

\* Galerie de France, 52, rue de la Verrerie, jusqu'au 6 mai.

Enrico Donati à Paris

### Nostalgie du surréalisme

Tardive découverte : celle des œuvres surréalistes d'un Italien de New-York dont Breton saluait le « message d'harmonie ».

« La crise à peu près totale de l'esprit critique qui caractérise au mental le temps de guerre n'est pas sans affecter au premier chef le développement des arts et le jeu des idées qu'il entraîne... » Ainsi commence la préface par laquelle André Breton présentait, en janvier 1944, un peintre nommé Enrico Donati, Milanais de trente-cinq ans. Cela se passait à New-York, refuge et seconde capitale du surréalisme chassé d'Europe par le nazisme. Le texte tout entier est puissant et net, du meilleur Breton, péroratoire et éloquent, style légèrement rhétorique et pensée tranchante. Il y a en 1944, suggère le poète, deux peintures en lutte, l'une qui maintient « le contact direct avec le monde extérieur » et l'autre qui y renonce. Autrement dit, d'une part, le surréalisme « classique » des héritiers d'Ernst et Tanguy et, de l'autre, l'abstraction encore incertaine de Gorky et de Kooning, inspirée de Masson et Miró.

Dans cette querelle, Donati a choisi de ne pas épouser une cause. S'il se range plutôt parmi les fidèles de la figuration onirique, il lui arrive d'accorder quelques concessions aux infidèles. « Message d'harmonie », en conclut Breton. On s'attendrait en être d'accord et découvrir dans les toiles de Donati des années 40, à peu

près inconnues à Paris jusqu'ici, une œuvre singulière et poétique. Mais l'harmonie s'obtient ici un peu trop par juxtaposition de procédés, additions et non fusions. Que l'artiste soit habile, nul doute là-dessus. Qu'il mérite de figurer dans les anthologies du surréalisme, nul doute non plus. Reste que la *Médiasance de l'air et les Cordes du vent* renvoient à leurs modèles avec une franchise presque excessive.

Ces perspectives fuyantes, n'est-ce pas Dali qui les mit à la mode ? Ces monnaies végétales humanisées et mollesques minérales, est-on bien sûr que Bosch, Redon, Tanguy et Ernst ne les avaient pas suscités auparavant ? Et les parallélogrammes et trapèzes de couleur flottant dans l'espace dont Donati se servait pour construire ses compositions et les circonscrire, Matta n'en avait-il pas montré toute l'efficacité précédemment ? Tout cela n'aurait pas d'importance - tout peintre est sans prédécesseur ? - si la généalogie surréaliste n'était chez Donati si visible qu'elle laisse peu de place à l'invention. On peut donc admirer la facture et la légèreté de ces variations rêveuses, mais leur thème vient d'ailleurs.

L'artiste lui-même, en dépit des éloges de Breton, l'en est vite lassé : dès la fin des années 40, il expérimentait calligraphie et gestualité dans un esprit proche de l'expressionnisme abstrait.

P.D.

\* Galerie Zabriskie, 37, rue Quincampoix, jusqu'au 13 mai.

## ARCHÉOLOGIE

### La nécropole et l'autoroute

Colère à Allichamps (Cher) : le « champ des morts » - un site mérovingien - est condamné par la construction de l'A 71.

Célébre pour sa borne militaire, qui marque, dit-on, le centre de la France, le petit village de Bruère-Aillichamps (Cher), six cent trente-huit habitants, s'oppose à la destruction d'une nécropole mérovingienne située sur la commune.

Les archéologues sont en train de procéder à une fouille de sauvetage, avant de livrer le site, le 24 avril, à un carrier. La construction de l'autoroute A 71 reliant Orléans à Clermont-Ferrand, toute proche, nécessite des matériaux. Un exploitant de carrière, travaillant à proximité, a jeté son dévolu sur ce site archéologique qui recèle de mille à trois mille tombes. Les archéologues restent froids sur la densité du gisement. Néanmoins, cinquante sarcophages ont été répertoriés. Le préfet du Cher devrait prendre dans les tout prochains jours un arrêté permettant à l'exploitant d'engloutir le « champ des morts », comme on l'appelle dans la commune.

Le site d'Allichamps (traduction en langue d'oïl d'Alyscamps) est

connu depuis le dix-huitième siècle. Il fut même étudié par celui qui est considéré comme le premier archéologue de France, le savant Du Caylus, qui fut informé de la découverte de la borne militaire en 1757. Des traces d'occupation néolithique ont été relevées. En 1983, une nécropole gallo-romaine avait déjà disparu sous les coups de pelleuse de la même entreprise de matériaux.

Depuis le mois de février, les archéologues, aidés par des bénévoles de l'armée, livrent une course contre la montre, déblayant une dizaine de sépultures par jour qui sont acheminées dans un dépôt à Bourges.

Venu sur le site, le directeur des Antiquités historiques de la région Centre a dû faire face à cent vingt Berichons en colère. Lors du dernier scrutin municipal, après avoir déposé leur bulletin dans l'urne, les habitants de la commune ont signé une pétition déposée à proximité de l'isolat. Deux lettres ont été adressées à François Mitterrand et à Jack Lang. La commune pleure sur ses projets de tourisme culturel autour du priuré roman d'Allichamps, proche du site, qu'elle vient de restaurer. Instigateur de la « révolte » des habitants de Bruère, M. Jean-Yves Hugoniot, conservateur du Musée de Saint-Amand-Montrond, estime que le rôle des services de l'archéologie « est certes de fouiller mais

aussi de protéger et de mettre en réserve des sites, surtout quand ils sont aussi notoire ».

Directeur des Antiquités historiques du Centre, M. Michel Clément, est catégorique : « Le site est intéressant, mais pas exceptionnel. Toutes les précautions sont prises sur le plan scientifique. La préservation des vestiges in situ ne se justifie pas. Sous prétexte d'une émotion locale légitime... et nous recommandons un manque d'information, nous ne pouvons remettre en question une politique basée sur la prévention. » Un accord extemporaire, en effet, a été signé entre la Direction régionale des antiquités historiques (DRAH) du Centre et le maître d'œuvre de l'autoroute A 71. Précédant les scrupules sur le tracé, les archéologues ont fait une abondante moisson.

Plus de 400 000 F ont été « arrachés » par la DRAH pour mener cette seule fouille d'Allichamps à l'entreprise de matériaux. Aujourd'hui montrée du doigt par la population d'Allichamps, « Chaque négociation est une partie de bras de fer », plaide Michel Clément. « C'est là le danger », répond J.-Y. Hugoniot. Certes, c'est le destructeur qui paye. Mais du coup, l'Etat se désengage. N'assistait-on pas alors à une privatisation de l'archéologie ?

RÉGIS GUYOTAT.

**ATHENÉE LOUIS JOUVET**

PROLONGATION JUSQU'AU 15 AVRIL

**"Callas"**

par Elisabeth Macocco

La Macocco, superbe tragédienne, s'immole en Callas comme Callas en Ophélie, THERESA

Il faut bien que Callas devienne un personnage de théâtre et dise le meilleur du triomphe ! LE MONDE

47 42 67 27

AGENCES FNAC CROUS 3616 BILLET

BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE 20 h 30

En raison du succès, PROLONGATION

**BOULEVARD PARISIENS**

LA PRESSE UNANIME

Il y a bien longtemps que l'on attendait un moment si tonique au théâtre. A. Heiot

**LE FOYER**

Jacques André François

ANNE DE SCÈNE: Régis SANCHEZ

Cl. Beau - L'Espresso Cl. Il faut absolument voir le Foyer. Pour le plaisir d'une soirée tonique. Elle Cl. Ennui au travail. Elle Cl. Superbement étonnante. Télérama Cl. Un merveilleux, décapant. VSD Cl. Une excellente soirée. Télé 7 Jours Cl. Un coup de maître. Le Monde Cl. Tout est appelé le succès. Le Figaro.

LOCATION: 42 96 60 24

Locations: OLYMPIA, 3 FNAC, TOUTES AGENCES NUGGETS, VIRGIN MEGASTORE, BILLETTEL.

Par téléphone: 47 42 25 49

Collectivités: 47 42 82 45

Par Minitel: 36 15 - COM 21

**REGGIANI**

A AL OLYMPIA BRUNO COQUATRIX

DU 14 AU 23 AVRIL

France inter

20 ans tremas



CALENDRIER  
DES ADMINISTRATEURS  
DE CONCERTS

CHATELET Mardi 18 avril 20 h 30 (p.a. Valais, Grigions)	De la continuité dans la musique du XX <sup>e</sup> s. Solistes de l'ensemble INTERCONTEMPORAIN Sol. ANNA STEIGER soprano MOZART, WEBER, SCHUBERT
CHATELET Lundi 17 avril 20 h 45 (p.a. Valais)	LES MIDIS MUSICAUX ELEANOR OLDHAM soprano IRINA KATARYA soprano BRITTEN, DEBUSSY, POULENC
Théâtre ATHÈNES Lundi 17 avril 20 h 30 (p.a. Valais, Grigions, O. et C.)	Hermann PREY Philippe BIANCONI SCHUBERT
CHATELET Lundi 17 avril 20 h 30 (p.a. Valais, Grigions, O. et C.)	GUSTAV MAHLER Le Chant de la Terre SCHOENBERG La Nuit transfigurée LONDON SYMPH. ORCH. Dir. Pierre BOULEZ Sol. : Brigitte FASSBAENDER Françoise ARAIZA
NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD 73, r. Mouffetard 75006 Lac. 43-31-11-88 Mardi 18 avril 20 h 30 (p.a. Valais, Grigions, O. et C.)	Françoise POLLET soprano LIEDER et MÉLODIES FRANÇAISES
CHATELET Mardi 18 avril 20 h 30 (p.a. Valais)	ILEANA COTRUBAS soprano THÉÂTRE PARASKIVESCO DEBUSSY, RAVEL, BERG, ENESCO
THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES Mardi 18 avril 20 h 30 (p.a. Valais, Grigions, O. et C.)	LES MOMENTS MUSICAUX de l'ATHÈNE SHIRLEY VERRETT soprano WARREN GEORGE WILSON piano SCHUMANN, J. MEN DIAMOND, S. BARBER D.W. GLUCK, VERDI
ÉGLISE ST-SEVERIN Mardi 18 avril 20 h 30 (p.a. Valais, Grigions, O. et C.)	ORCHESTRE ET CHORALE KUENTZ BACH Passion selon SAINT MATTHIEU K. BECKER, G. POHL, H. HANDEL P. LANGSTADT, P. LUKA
THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES Mardi 18 avril 20 h 30 (p.a. Valais)	Maria-José PIRES MOZART, BEETHOVEN SCHUBERT

GERARD  
**CAUSSÉ**  
JACQUES  
**MERCIER**  
**ORCHESTRE NATIONAL D'ÎLE DE FRANCE**  
LI D'ORS VAL  
**BEETHOVEN**  
OUVERTURE D'EGMONT  
ROA  
**BARTOK**  
CONCERTO POUR ALTO  
MIRA  
**BERLIOZ**  
HAROLD EN ITALIE  
■ **SALLE PLEYEL**  
■ **SAMEDI 15 AVRIL 1989 20 h 30**  
■ **EN ÎLE DE FRANCE**  
■ **FONTENAY LE FLEURY (78)**  
MARDI 18 AVRIL 21H00  
■ **SAINT GERMAIN EN LAYE (78)**  
MERCREDI 19 AVRIL 21H00

**Le Monde**  
PUBLI-TOURISME-GASTRONOMIE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4344

## PHOTO

Bernard Birsinger  
au CAC de BelfortHommage  
aux monumentsA la fois jeu de piste,  
constat topographique  
et enquête documentaire,  
un relevé méthodique  
des lieux de la mémoire.

Le sculpteur alsacien Frédéric Auguste Bartholdi, l'auteur de la statue de la Liberté, savait ce qu'il faisait lorsqu'il choisit comme décor la falaise qui surplombe Belfort pour son Lion, symbole de la défense héroïque de la ville. Posé sur la hauteur, ce fauve monumental de vingt-deux mètres de haut tire sa superbe d'avoir été conçu en harmonie avec la majesté du site.

Bernard Birsinger ne disposait pas de tels atouts lorsque Alain Buttard, directeur du Centre d'art contemporain local, lui proposa de dresser un inventaire photographique de toutes les formes de monuments commémoratifs qui peuplent les cent une communes du territoire de Belfort.

Originaire de la région, Birsinger a relevé le défi. En un an, il a accompli un périple de 7 000 kilomètres, en se pliant à la règle qui lui était imposée : montrer au moins un mémorial par commune. Pas plus qu'il ne s'adonne à une critique du paysage social, le photographe ne vise à commémorer l'histoire. Le monument, cadré sans affectation, est présenté à un recensement dénué d'émotion.

L'auteur inventorie une à une ces stèles anonymes qui jalonnent et ponctuent la campagne. Le monument, repéré sur la carte, contraind le photographe à choisir un point de vue. Il l'oblige à comprendre sa signification, et plus encore sa position au sein du paysage. Ainsi l'absence de « vrais, grands et nobles monuments » se mue-t-elle contre toute attente en atout. Figure spatiale et temporelle, le monument restitué dans son cadre transforme le sol le plus ingrat en contrée archéologique.

Les héros figés de ce théâtre de pierre, anges, vierges, madones et troupiers acquiescent une majesté royale. A force d'objectivité, ces vus planes et descriptives finissent par paraître irréelles, inventées, presque rêvées. Livrés des tourments de l'histoire, elles se tiennent d'une étrange poésie qui échappe à l'intention de celui qui les a prises.

Birsinger a réalisé ce reportage comme on fait l'école buissonnière. Avec malice et gravité, il montre sans démontrer. La solidité de ce travail s'inscrit dans l'action menée en faveur de la photographie par le CAC de Belfort.

\* « Monuments », photographies de Bernard Birsinger, Grati-CAC. Nouveau Théâtre de Belfort, Maison des arts, 3, Faubourg-de-Montbéliard, à Belfort. Jusqu'au 17 mai.

■ **RECTIFICATIF.** — Dans l'enquête sur les jeunes chorégraphes (Le Monde du 7 avril), il fallait lire que la subvention de 75 000 francs, que reçoit Charles Cré-Ange, représente 5 % de son budget et non 1/5<sup>e</sup>, comme il a été indiqué par erreur.

New-York, 1982

## Portrait du bonheur

A soixante-six ans, Boudat se flatte de n'avoir rien appris. C'est oublier que le bonheur a rarement été si bien photographié. Palpitant, évanescant, instantané, et pourtant aussi peu saisissable que la lumière elle-même est changeante.

Les éditions Contrejour ont la bonne idée de rééditer sa monographie complète parue en 1983 qui réunit en cent soixante-quatre images noir et blanc quarante années de son travail.

\* Pousser d'Edmond Boudat, textes de l'auteur et de Claude Nori, 183 p., 350 F.

## Rasi au Studio 666

## Un architecte de l'ombre

La plongée  
dans les ténèbres  
d'un opérateur  
attachant et discret.

Brague déclarait que l'obsession de la toile blanche était un mirage pour le peintre puisque aussi bien le tableau était déjà peint lorsqu'il s'installait devant son chevalet, le travail de l'artiste consistant à faire ressortir les couleurs, les volumes et les formes qui s'y trouvent enfouies.

C'est exactement le point de vue qu'épouse, avec de plus en plus de rigueur et d'émotion, le Laotien Rasi. Réfugié en France depuis 1972, ce photographe de cinquante et un ans poursuit ses recherches sur la lumière. Fouillant l'obscurité au plus profond, il guette dans le sable, la vase ou le goudron les traces et les empreintes d'une calligraphie sauvage. Rasi y détecte les cicatrices de sa propre histoire. A l'image du corps d'un oiseau mort, aux ailes déployées, tournoyant dans la glu, sa méditation sur la mort et le mouvement est marquée au cœur par le dessin de l'œil.

Entre Twombly et Paul Klee, Rasi se livre à un compte rendu minimaliste sur la perception. Confiant dans l'extrême subtilité de ses tirages, il en élimine toute sorte de figuration. De gris dégradés en gris cendré, la valeur abstraite du noir devient la matière même de l'image. La lumière est une sensation pure dont l'œil explore à l'infini les nuances.

Rasi utilise à plein cette vertu propre à la photographie qui consiste à

faire surgir de l'obscurité l'image des choses. A force de tailler la noirceur, la perte de vue qui s'opère au premier abord se transforme en clarté. Celle-là même qui faisait dire à Bredin, devenu quasiment aveugle sur la fin de sa vie, qu'il voyait plus clair et plus net qu'il n'avait jamais vu.

\* Rasi et Francis Richard, Studio 666, 6, rue Maître-Albert, Paris (9<sup>e</sup>), jusqu'au 6 mai.

## VENTES

## « Ma Tante » fait peau neuve

Le monde des ventes publiques en France n'en finit plus de prévoir la date fatidique de 1993. Après deux siècles d'existence, le Crédit municipal essaye à son tour de se placer sur un marché de l'art en pleine expansion. Son but : développer ses ventes publiques tout en préservant sa spécificité, le prêt sur gage.

Il aura fallu le succès de la vente des bijoux de Roberto Polo en juillet dernier pour finalement convaincre l'administration que les ventes du 55, rue des Francs-Bourgeois pouvaient devenir aussi profitables que le secteur bancaire. Les pierres fines « au clou » contre un prêt de 12,5 millions de francs ont été vendues pour 21 millions de francs. « A l'époque, nous avions encore des complexes pour disperser des objets de qualité internationale. Nous avons préféré louer une salle à Drouot car à Taiwan ou au Japon personne ne connaît le Crédit municipal », se souvient M. Alain Vinard, directeur des prêts sur gage.

Aujourd'hui, les doutes ont fait place aux certitudes. Et, même si la valeur moyenne d'un objet vendu tourne toujours autour de 3 800 francs, le Crédit municipal a désormais des ambitions plus élevées. Même si ses 50 millions de francs de chiffre d'affaires pour les ventes de l'année dernière paraissent bien modestes en comparaison des trois milliards de francs de Drouot. Depuis le mois de janvier dernier, « Ma Tante », outre ses deux cents ventes annuelles, organise une fois par mois une vente où sont regroupés ses plus beaux objets. Fait

## OPÉRA

Création d'« Annapurna » à Tours

## La chair de l'émotion

Un opéra de femme  
rend hommage  
aux héros de l'Himalaya  
et s'interroge  
sur le sens  
de leur action.Près de quarante ans plus tard, la conquête de l'Annapurna, « premier 8 000 » de l'histoire de l'alpinisme, a revêtu sur la scène du Grand Théâtre de Tours, en présence de Maurice Herzog, très ému. C'est une femme, Adrienne Clostre, le compositeur de *Julien l'Apostat* et de *Nietzsche* entre autres, qui a voulu ressusciter cette aventure à la gloire de la montagne et de l'homme. Et, plus que dans un film peut-être, cette action poignante a réellement pris chair sur cette scène étroite, en quelques tableaux qui ne dépassaient pas une heure et demie, parce que c'étaient des hommes qui, devant nous, vivaient, triomphaient, souffraient horriblement.

Force du théâtre pour retracer une aventure bien réelle, alors même que les voix des chanteurs rappelaient les actualités cinématographiques de l'époque, dans un scénario d'images d'Épinal. Mais l'adaptation du livre si intense de Maurice Herzog (1) par Adrienne Clostre tenait parfaitement la distance, dans des décors schématiques mais suggestifs de Jean-Baptiste Maessier, avec de beaux éclairages de Richard Créveœur.

L'ascétisme et le dramatique de la partition conviennent assez bien à cette rude épopée où la trompette exalte la pureté de la montagne, tandis que toutes les péripéties de l'expédition, la marche d'approche, le train-train des corvées, l'ascension de plus en plus pénible, la victoire, la tempête, l'avalanche, utilisent les ressources d'un petit orchestre de vingt solistes, des voix qui fouaillent des cordes qui gémissent, une per-

cussion qui flagelle et un piano d'excitation ou d'épouvante...

La difficulté, comme toujours en pareil cas, est de faire chanter aux personnages des mots de tous les jours, et le style saccadé, atonal, de ce « récit » n'est guère convaincant en général. Au contraire, le quatuor très lyrique des alpinistes pris dans la glace et la présence assez constante d'un petit chœur qui « ruse une action spirituelle parallèlement à l'action des hommes » ont une réelle force et une musicalité pressante, comme la voix d'un haut-contre-ténoriste (Jean Mirouet), bien qu'on ne comprenne rien des paroles.

Adrienne Clostre a voulu ainsi confronter discrètement valeurs d'Orient et d'Occident : « Pourquoi aller jusqu'au sommet de la montagne », disent les moines tibétains, puisque nous sommes la montagne ? Deux scènes, au début et à la fin, la présence silencieuse d'un lama et celle, trop fugitive, des sherpas, symbolisent cette antinomie, tandis que quelques sonorités orientales colorent délicatement l'atmosphère du drame.

Ivan Mathiak (Lachenal), Bernard Delétré (Terry), Christophe Montagne (Rébuffat) et surtout Jacques Bona, Herzog saisissant, ont eu le mérite de nous faire croire à leurs personnages, fortement caractérisés par la mise en scène de Michel Jarry ; ce dernier, directeur du Théâtre de Tours, se montre ainsi fidèle à la création lyrique qu'il est un des seuls à soutenir avec tant de ténacité. Les chœurs et l'orchestre ont fort bien joué leur rôle dans cette première, sous la direction de Daniel Chabrun, tout dévoué à la musique contemporaine.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) *Annapurna*, premier 8 000, Ed. Arthaud, livre de poche.Le conflit  
au Centre BeaubourgL'ensemble des personnels du Centre Pompidou a décidé lundi de ne se prononcer sur une éventuelle reconduction de la grève que le mercredi 12 avril. Les personnels qui observent lundi un arrêt de travail de vingt-quatre heures en solidarité avec les agents de la sécurité, en grève depuis deux semaines (Le Monde du 9 avril), attendent les résultats de l'enquête que la présidence du Centre Beaubourg, M<sup>me</sup> Hélène Abreiller, devait avoir mardi avec un représentant du ministère de la culture.Sursis  
pour la Boule d'or  
de Versailles

La plus ancienne auberge versaillaise, la ribisterie de la Boule d'Or, sera peut-être prochainement classée. M. Jack Lang, ministre de la culture, en effet, signé, le 5 avril dernier, une instance de classement en sa faveur. Cette décision, dont le restaurant parisien Fouquet's avait déjà bénéficié il y a quelques mois, vise à protéger ce haut lieu de la gastronomie, témoin de la période révolutionnaire, contre une éventuelle réaffectation envisagée par le nouveau propriétaire.

L'instance de classement est une mesure d'urgence qui permet à tout immeuble de jouir, pendant un an, de tous les effets du classement au même titre qu'un monument historique. Ce sursis permet de consulter les diverses commissions avant de prendre une décision définitive sur son avenir.

## MUSÉE BOURDELLE

16, rue Antoine-Bourdelle, 75015 Paris  
ouvert tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 40  
Métro : Montparnasse-Bienvenue

## NOUVELLE FORMULE

**Le Monde**  
ARTS-SPECTACLESCHAQUE MERCREDI  
(NUMÉRO DATÉ JEUDI)

RÉCITAL EXCEPTIONNEL 19 AVRIL 1989  
**MONTSEBRAT CARALLE**  
accompagné au piano par MICHEL ZARATI  
MERCREDI 19 AVRIL à 21 h  
ESPACE MICHEL-ONJIN - MONTSEBRAT  
36, avenue de la République  
751 - 48-31-42-42  
PRIX DES PLACES : 220 F.

MARDI 18 AVRIL  
SALLE GAVEAU 20 h 30  
**ORCHESTRAL**  
DE PARIS  
ENSEMBLE  
LOCATION  
ET RENSEIGNEMENTS  
NUMÉRO VERT 06-43-67-67  
JERZY MAKSYMUK  
direction  
JEAN-YVES THIBAUDET  
piano  
HAYDN  
MENDELSSOHN  
PROKOFIEV

**SALLE PLEYEL**  
Un événement à ne pas manquer  
ALBERT SARFATI  
présente  
**L'ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE LENINGRAD**  
"Cet orchestre ne peut se comparer qu'aux Philharmonies de Berlin ou de Vienne."  
LE MONDE  
vendredi 28 avril 20 h 30  
direction soliste  
**MARISS JANSONS / NIKOLAI PETROV**  
ROSSINI : La Pie voleuse "ouverture"  
PROKOFIEV : Concerto N° 3 - TCHAIKOWSKY : Symphonie N° 4  
samedi 29 avril 20 h 30  
direction avec le concours de  
**YOURI TEMIRKANOV / VLADIMIR SPIVAKOV**  
MOUSSORGSKY : La Khovantchina "ouverture"  
TCHAIKOWSKY : Concerto pour violon  
MOUSSORGSKY / RAVEL : Tableaux d'une exposition  
LOCATION OUVERTE  
Salle Pleyel, Agences FNAC et par tel. 45 63 88 73 / 45 61 06 30



# Communication

Mondadori lance une OPA sur le groupe Espresso

## M. De Benedetti devient le premier éditeur de la presse italienne

Les éditions Mondadori ont pris le contrôle du groupe de presse Espresso en rachetant les parts détenues par M. Carlo Caracciolo (35 %) et Eugenio Scalfari (10,6 %). M. Carlo De Benedetti, qui contrôle Mondadori et possédait déjà 18,3 % du groupe Espresso, devient, par cette opération, le premier éditeur de presse en Italie. Le nouveau groupe ainsi constitué devrait afficher un chiffre d'affaires consolidé de 2 400 milliards de lire (près de 10 milliards de francs) et rassembler, entre autres publications, le quotidien *la Repubblica* et les hebdomadaires *Espresso* et *Panorama*.

L'accord annoncé par les deux partenaires, lundi 10 avril, a mis fin à plusieurs semaines de rumeurs et de spéculations. Le communiqué précise que Mondadori lancera une offre publique d'achat pour tous les autres actionnaires du groupe Espresso. Quelques heures avant, la Consob, équivalent italien de la Commission des opérations de Bourse, avait suspendu la cotation des titres des deux groupes. Le montant de l'opération n'a pas été divulgué, mais on estime, en Italie, que M. De Benedetti devra trouver plus de 400 milliards de lire pour la mener à bien et qu'il lui faudra, pour cela, vendre une partie des papeteries Carriera di Ascoli.

M. Caracciolo et Scalfari devraient réinvestir le montant de la vente de leurs actions en achetant 10 % des actions de Mondadori, ce qui leur permettrait de siéger au conseil d'administration du futur groupe. Le rachat a été mal accueilli par les journalistes de *la Repubblica*, contrôlée jusqu'à présent à égalité

par Mondadori et le groupe Espresso. La rédaction du quotidien (trois cents journalistes) s'est mise en grève à partir de mardi pour obtenir des garanties. M. Scalfari, fondateur et directeur de *la Repubblica*, a tenté de rassurer les journalistes en affirmant que le quotidien conserverait son indépendance. Selon lui, M. Caracciolo, président du conseil d'administration de l'*Espresso*, deviendrait, pour les six ans à venir, président de Mondadori.

M. Carlo De Benedetti avait profité l'an dernier des discussions au sein de la famille Mondadori pour prendre le contrôle de la société d'édition milanaise. Sa société holding CIR contrôle 33,3 % du capital de Mondadori aux côtés des héritiers de M. Silvio Berlusconi. M. De Benedetti n'avait pas caché son intention de réunir sous son contrôle les groupes Mondadori et Espresso pour former une grande société de taille européenne.

Outre une partie de l'influent quotidien romain *la Repubblica*, les éditions Mondadori contrôlent de nombreux magazines dont *Epoca* (180 000 exemplaires diffusés), *Guida TV* (475 000), *Panorama* (374 000), des magazines féminins comme *Confidenze* (363 000), *Grazia* (360 000), *Dolce* (198 000) ou des journaux pour enfants comme *Topolino* (480 000).

Le groupe Espresso contrôle pour sa part, outre l'hebdomadaire *l'Espresso* (400 000 exemplaires environ), une quinzaine de quotidiens locaux comme la *Nuova Sardegna*, de Sassari (21 000), *Il Tirreno*, de

Libourne (24 100), trois quotidiens de Venétie (*la Nuova Venezia*, *Il Mattino*, *la Tribuna*, qui vendent environ 20 000 exemplaires), *Il Centro*, à Pescara (5 300), *Alto Adige*, de Bolzano, *Il Lavoro*, de Gênes, *la Provincia Pave*, de Pavie, etc. Le groupe Espresso avait racheté il y a deux mois les cinq quotidiens locaux des éditions Mondadori (*la Gazzetta di Carpi*, *la Nuova Ferrara*, *la Gazzetta di Mantova*, *la Nuova Gazzetta di Modena*, et *la Gazzetta di Reggio*, 16 700 exemplaires au total).

Grâce à l'opération de rachat de l'*Espresso* lancée par Mondadori, ces titres reviennent dans le giron de la maison d'édition.

J.-F. L. et Y.-M. L.

## Société des lecteurs du « Monde »

La direction du Théâtre de Chaillot ayant dû annuler les représentations du *Bourgeois gentilhomme*, la Société des lecteurs du Monde est contrainte d'annuler les invitations adressées à ses actionnaires des Hauts-de-Seine et du seizième arrondissement de Paris pour le 11 avril.

Elle les prie de bien vouloir excuser de ne pouvoir, étant donné les délais, les prévenir individuellement.

Un entretien avec Patrick Poivre d'Arvor

## « La concurrence a donné une vraie liberté à l'information »

Patrick Poivre d'Arvor a fêté la semaine dernière sur TF1 ses dix ans d'information télévisée. Autocélébration du présentateur-vedette orchestrée par la logique commerciale d'une télévision privée ? Sans doute. Mais l'événement consacre aussi un talent qui a su résister aux alternances politi-

ques, aux bouleversements du paysage audiovisuel et qui règne sur le journal le plus populaire de France. Aux yeux de Patrick Poivre d'Arvor, la privatisation de TF1 et la concurrence entre les chaînes ont plus apporté à l'indépendance de l'information qu'à la qualité des programmes.

« En dix ans, le journalisme à la télévision a-t-il changé ?

— Beaucoup. La première évolution est d'ordre technique : le tournage en vidéo, la transmission par satellite, ont accéléré le rythme de l'information, amélioré sa fraîcheur. Autrefois, il fallait attendre des jours les images des événements du Congo. Aujourd'hui, nos correspondants en Alaska ou à Beyrouth nous envoient instantanément leurs reportages, qui peuvent être intégrés dans le journal quelques minutes à peine avant 20 heures. Le deuxième changement fondamental, c'est la rupture du lien structurel entre la télévision et le pouvoir. Ne plus avoir de PDG nommé en conseil des ministres nous a donné une vraie liberté. Une liberté de ton incontestable et, dans le cas spécifique de TF1, une liberté économique puisque la privatisation a sensiblement accru les moyens dont dispose l'information.

— De quand datez-vous cette rupture avec le pouvoir ?

— Elle s'est faite par étapes. Je garde un souvenir très mitigé de 1981 : une époque de coups de

têtes où, comme toujours, les machettes ont volé d'importance et ont atteint des gens de qualité. La liberté a fait des progrès en 1982 avec la création de la Haute Autorité. On a été soulagé de voir que 1986 n'aurait pas un retour radical en arrière, encore plus soulagé de voir que 1988 n'a eu pratiquement aucune conséquence sur les responsables et les journalistes de l'audiovisuel. Le balancier étant à chaque fois allé un peu moins loin, il me semble qu'on ne peut plus revenir en arrière.

— Grâce à CSA ?

— Bouclier ou édreton, les commissions indépendantes nous protègent des tentations du pouvoir. Mais la meilleure garantie, c'est la concurrence entre les chaînes. Que le gouvernement essaie de reprendre en main l'information sur les télévisions publiques, et cette fantastique régression serait immédiatement sanctionnée par les téléspectateurs qui se tourneraient vers les télévisions privées.

— Vous vous sentez plus libre sur une chaîne privée ?

— J'ai connu trois élections présidentielles : en 1974, sur France-Inter, en 1981, sur Antenne 2, en 1988, à TF1. La dernière était de loin la plus facile à vivre. Savoir que votre patron restera quel que soit le résultat du vote, que votre avenir personnel n'est pas engagé, apporte beaucoup de liberté et de sérénité. Nous sommes passés d'un gouvernement de droite à un gouvernement de gauche, et aucun journaliste de TF1 n'a été victime d'une chasse aux sorcières. C'est un formidable progrès.

— Est-ce à dire que les pressions n'existent plus ?

— Le pouvoir peut encore avoir des tentations, mais nous avons la possibilité d'y résister. Naguère, lorsque l'un d'eux voulait passer à l'antenne, sa proposition amicale avait toujours une nuance menaçante : « N'oubliez pas que je suis un peu votre patron... ». Il y a moins d'une heure, un ministre m'a téléphoné pour proposer une intervention dans le journal de ce soir. J'ai bien vu son intérêt ; je n'ai pas vu le mien. J'ai refusé, et cela n'aura pas de conséquences sur nos relations futures. Même dans les situations critiques, la pression du pouvoir a quasiment disparu. Nous avons traversé la crise des otages et l'affaire Pechiney sans l'ombre d'une difficulté avec Matignon ou l'Elysée.

## Pas de pression de la direction

— La logique commerciale, la recherche de l'audience maximale pèsent-elles sur la conception de l'information ?

— Pour le moment non. Personne ne m'a demandé d'ouvrir le journal avec le météo et le tiercé plutôt qu'avec le Liban ou une interview de M. Bulo en anglais. Il est absurde de croire qu'un choix de sujets racoleurs peut garantir l'audience. La direction de TF1 n'a pas ce type de raisonnement. Je n'aimerais pas non plus qu'on épiluche mon journal minute par minute à l'aide de l'ordinateur en me faisant remarquer que la présence à l'écran de M. Le Pen attire davantage le public que celle

de M. Marchais ou le contraire. Je n'imagine pas qu'on puisse un jour en arriver là.

— Et les interventions des annonceurs publicitaires ?

— Il n'y en a jamais eu. Si cela devait arriver un jour, on m'entendrait. J'avais une seule inquiétude en arrivant dans une chaîne commerciale : quelle serait l'attitude de Francis Bouygues sur l'information concernant ses propres activités ? Or nous n'avons jamais eu de problèmes pour parler des travaux publics, du pont de l'île de Ré ou même de la situation en Algérie où notre actionnaire principal a pourtant de gros chantiers. Je n'ai sollicité qu'une seule fois l'avis de la direction. Il s'agissait de l'envoie en Bourse des cours de l'action Bouygues. Patrick Lelay m'a confié ce qu'il avait dit et ajouté : « Tu traites cela comme tu le veux, tu es le patron de ton journal ».

— A vous entendre, c'est le paradis !

— Je ne suis pas angélique. Je sais très bien que rien n'est définitivement acquis. L'indépendance du ton, la liberté des moyens se gagnent par un combat quotidien. J'ai la chance d'avoir, avec Michèle Cortis et Jean-Claude Paris à la tête de la rédaction, une équipe qui sait se battre pour nous donner ce confort de travail.

## 75 % des téléspectateurs choisissent l'information

— Si tout se passe bien c'est sans doute parce que les propriétaires de TF1 ont compris que la qualité de l'information avait une part importante dans l'image et l'audience d'une chaîne de télévision. Chaque soir à 20 heures, les Français ont le choix entre trois programmes d'information et trois programmes de divertissement. 75 % d'entre eux choisissent l'information. C'est rassurant, non ? S'il devait nous arriver d'être battu par un feuilleton ou un jeu, il faudrait alors sérieusement commencer à s'inquiéter.

— Le vedettariat qui entoure les présentateurs a parfois quelque chose d'irritant...

— Sans doute mais c'est un phénomène incontournable. Le public et une bonne partie de la presse écrite reportent sur les gens de télévision l'intérêt qu'ils portent aux stars de la politique ou du cinéma. A nous d'éviter les dérapages, de rester le simple porte-parole d'une rédaction, d'éviter la confusion entre la nouvelle et le porteur de nouvelles.

— Les hommes politiques en profitent parfois pour jouer avec vous des rapports de star à star. Comment réagissez-vous quand on vous donne du « mon cher Patrick » à l'antenne ?

— Je préfère encore cette complaisance à l'effrayante déférence que nous avions, il y a quelques années, vis-à-vis des personnalités politiques et qui limitait plus gravement notre indépendance. Aujourd'hui, je peux dire à Chirac : « Alors, tous ces jeunes, ça vous donne un sacré coup de vieux » ou confronter Rocard à une séquence du *Bébé Show* qui le ridiculise.

Propos recueillis par JEAN-FRANÇOIS LACAN

## DIGRESSIONS, par Bernard Frank

### « Entrez dans « la Pléiade » et nous nous occuperons du reste »

#### 1 Du communisme à Breton

Pour qui ne connaissait pas la « vie » de Gracq, ce qui frappe dans la chronologie de Bole-la Pléiade, c'est l'époque 1934-août 1939, d'ailleurs mise en évidence par l'éditeur. Après avoir été reçu, à vingt-quatre ans, cinquième à l'agrégation d'histoire et de géographie, Louis Poirier fait son service militaire à l'école de Saint-Maixent avec le grade de sous-lieutenant. Il retrouve Georges Pompidou et René Billères. « Au printemps 1935, un télégramme du ministre de la guerre l'expédie brusquement au Prytanée militaire de La Flèche pour y remplacer le professeur d'histoire Pierre George, mort à cause de ses engagements au Parti communiste. » Ce ministre de la guerre énergique qui bouscule l'avancement du futur Gracq, c'était le maréchal Pétain. La mutation de Pierre George au printemps 1935 est vraiment une question de date. A un ou deux mois près, elle n'aurait pas eu lieu. Effectivement, Pierre Poirier, qui remplace Pétain, signe avec l'URSS le pacte d'assistance mutuelle. Aussi, la nécessité d'une armée française forte apparaît comme une évidence pour tout bon militant du PC, un gage de paix.

A l'issue de son service militaire, Louis Poirier, qui a été nommé professeur d'histoire au lycée de Nantes, où il enseigna d'octobre 1935 à juillet 1936, c'est-à-dire sous Laval et sous Blum, participe dans cette ville à des réunions électorales en faveur du Front populaire. « Il nous des rapports d'amitié avec un collègue historien, Jean Bruhat, militant actif du Parti communiste. A la fin de l'année, au moment de quitter Nantes, il achève au Parti communiste. » C'est avec conviction que ce jeune homme de vingt-six ans s'engage le pas. Par amour pour l'Union soviétique, il songe à préparer une thèse de géographie physique sur la Crimée. Son maître Emmanuel de Martonne, qui s'est occupé de l'Europe centrale dans la rédaction de la *Géographie universelle* — pas la mienne, celle de Vidal de La Blache, — accepte de la diriger. Pour mieux préparer sa thèse, il semble que le camarade Poirier veuille aller sur place. Et, pour ce faire, il demande avec un certain aplomb « un congé pour convenances personnelles », qu'il obtient. Il part pour Paris étudier la russe à l'Ecole des langues orientales de la rue de Lille. Elle était charmante, cette école, en 1949 ; qu'est-ce que ça devait être en 1936 !

Dans le même temps, il demande un visa d'entrée pour l'URSS, 1936-1937, ce sont des années saignantes là-bas. Procès, purges, exécutions se succèdent, et quand on ne s'appelle pas Gide, ou Malraux ou Aragon, les étrangers qui pensent ou qui regardent, on ne tient pas tellement à les accueillir. L'URSS n'est pas M. Jean Zay, le ministre de l'Instruction publique du Front populaire. Tant mieux pour son visa à Louis Poirier. Tant mieux pour tant pis : c'est été curieux d'avoir les impressions de Crimée de Julien Gracq.

Pendant ses trois ans de Parti communiste (de vingt-six à vingt-neuf ans), Louis Poirier n'est pas un militant pour rien. Il participe aux meetings, aux réunions de section, à la mise en page du journal local, la *Bretagne*. Au lycée de Quimper, il est secrétaire du syndicat CGT. En décembre 1938, « il participe, seul au lycée, à la grève illégale, ce qui est sanctionné d'une suspension de travail temporaire ».

Ce ne manque pas d'intérêt. Louis Poirier n'est pas Julien Gracq. Quand il prend des risques, il n'est pas soutenu par une renommée

même vague. Il n'avait pas du tout la position du jeune Malraux quand ce dernier, pour se refaire un peu d'argent de poche après avoir joyeusement dilapidé celui de Clara, son épouse, prélevait quelques fragments d'un temple à Bantei-Srey, à la grande fureur des fonctionnaires de l'Ecole française d'Extrême-Orient, qui n'aimaient pas que l'on touchât à leurs réserves ; même s'ils n'en faisaient rien. Poirier ne pouvait compter que sur ses camarades du parti, ce qui n'était pas négligeable, d'ailleurs.

Ce qui va interrompre définitivement cette activité politique, et désormais toute activité politique de quelque nature que ce soit, on le sait, c'est l'annonce à la fin du mois d'août 1939 du pacte germano-soviétique. Poirier, déjà Gracq, renvoie sa carte (je ne crois pas qu'on puisse dire que l'on démissionne du parti, ce n'est pas prévu dans le contrat de mariage en même temps qu'il est mobilisé comme lieutenant du 137<sup>e</sup> régiment d'infanterie. Rappelons aussi que deux ans auparavant, mécontent de son service militaire, il avait écrit un roman qui n'était pas dans le sens du « réalisme socialiste », qu'en janvier 1939 son livre paraît chez Corti muni de sa nouvelle identité. Julien n'est pas Louis et Gracq n'a rien d'un Poirier. Le ravalement de façade change son homme. Demain élément et non des moindres pour expliquer cette rupture, Gracq a envoyé *Au château d'Argol* à Breton, qui lui écrit une lettre qui compte dans la vie d'un jeune auteur : « J'ai lu d'un seul trait, sans pouvoir une seconde m'en détacher, *Au château d'Argol*, et votre livre m'a laissé sous l'impression d'une communication d'un ordre absolument essentiel. »

#### 2 Une vie d'intérieur

Le Parti communiste et André Breton, voilà ce qui frappe dans la vie du jeune Gracq, du Gracq qui n'a pas encore trente ans. André Breton, il le rencontrera pour la première fois au mois d'août 1939 à l'Hôtel de Vendée à Nantes, qui existe toujours. Dans le *Michelin* 1989, avec ses deux maisons, il est considéré comme un hôtel de bon confort. Il y a quatre-vingt-quatre chambres dont les prix varient entre 215 et 300 F. L'ascenseur, bien sûr, la télévision et le téléphone dans les chambres, avec une ligne directe avec l'extérieur. Pas de restaurant, ce qui est parfois un avantage. L'hôtel est situé près de la gare, du canal Saint-Félix, du Jardin des plantes, du château ducal, de la cathédrale Saint-Pierre et des musées. Tant que j'y suis, je vous donne l'adresse : 8, allée du Commandant Charcot, tél. : 40-74-14-54. J'espère que le syndicat d'initiative, l'office du tourisme m'en seront reconnaissants. Dans la même allée Charcot, vous pourrez aller vous restaurer au *Coq Hardi* sans changer de trottoir.

Dans le recueil de préfaces, de conférences, d'homages et d'émissions radiophoniques qui fut publié chez Corti en 1961 sous le titre *Préférences* et qui figure dans notre « Pléiade », cette rencontre est évoquée avec beaucoup de simplicité dans la préface à une édition de *Béatrix* de Balzac (on peut la trouver par exemple dans l'édition Garnier-Flammarion de ce roman). Elle date de 1951. *Béatrix* est l'un des romans de Balzac les moins « Vautrin » qui soient. Par *Béatrix*,

*Sérapius*, *Ursule Mirouet*, Balzac aurait pu être considéré comme un surréaliste d'honneur au sens où l'entendait Breton. Mais c'était une Légion d'honneur dont il pouvait se passer, et Vautrin n'avait pas besoin de porter le domino de Fantomas pour avoir ses entrées dans notre vingtième siècle.

« Au mois d'août 1939, à Nantes, je rencontrai pour la première fois André Breton, nous dit Gracq. Presque dès les premiers mots, j'étais amené, je ne sais pourquoi, à faire allusion à *Béatrix*, que Breton n'avait pas lu. Assez intrigué, il tira de sa poche un anneau de clé qu'il avait quelques jours auparavant ramassé sur une plage, tout frais abandonné par la mer. Un nom s'y lisait, à demi rongé : *Béatrice ou Béatrix*. L'admiration, l'émotion pour Breton durera jusqu'à la mort de ce dernier (le 28 septembre 1966), et au-delà bien sûr. C'est dans le *Monde* daté du 30 septembre qu'on pourra lire l'article de Gracq « Après la mort d'André Breton : « Un recours obscurément disponible ». On notera le mot « recours » avec sa connotation galiléenne qui aurait sans doute enchanté Breton !

Hors le communisme et Breton, je retiendrais du Gracq d'avant Gracq l'intimité d'une lecture, *Le Rouge et le Noir*. En octobre 1921, Louis Poirier entre en sixième au lycée Clemenceau à Nantes comme interne, et interne il le restera jusqu'à l'été 1935. Ses cahiers après Clemenceau s'appelleront successivement *Henri-IV*, *Normale Sup* et *Saint-Maixent*. Il n'est pas donné à tout le monde de vivre de l'âge de onze ans à l'âge de vingt-cinq ans sous les drapeaux de la discipline. L'uniforme, Gracq ne le quittera pour ainsi dire jamais. Il y aura la guerre, les camps de prisonniers, le lycée Claude-Bernard où il restera professeur de janvier 1947 à sa retraite le 29 juin 1970. Et dès le lendemain, comme si le liou lui manquait, il s'envole vers les Etats-Unis où, à l'université de Madison dans le Wisconsin, il donne comme *visiting professor* un cours sur le roman français après 1945 et dirige un séminaire sur André Breton. Après, c'est une cavalcade de conférences dans le monde entier, d'entretiens les plus divers, d'émissions à France-Culture. Il assiste souvent au tournage de films tirés de ses récits. Et, depuis qu'en 1956 il s'est acheté une voiture, ses voyages ont pris une dimension importante. Je me demande si, dans le nombre de kilomètres avalés, il n'a pas battu Simone de Beauvoir, qui pourtant dans ce domaine ne craignait personne. (A suivre.)

#### 3 Le gris-caviar

« La Pléiade » sera donc l'ultime uniforme de cet écrivain attachant qui toute sa vie aura vécu avec l'internet et la caserne. A propos de cette collection, j'ai reçu un mot très gentil de Simone Gallimard : « Cela m'enlève de penser que les couleurs que tu aimes sont déjà prises. Il serait bien que tu prennes tes précautions en indiquant tes préférences pour le vingt et unième siècle. Décide-toi entre le rouge, le noir ou le gris ? » Oh ! c'est le gris. Le gris-caviar. Mais il faudra que les Gallimard aillent chez Petrossian (1) chercher quelques boîtes pour que je leur indique la nuance exacte.

(1) Epicerie de luxe du 7<sup>e</sup>, où l'on trouve les meilleurs caviars russes de Paris.

SUP. DE. CO. LILLE

VOUS INVITE A UN GRAND DÉBAT PUBLIC sur :

## LE POUVOIR DES JOURNALISTES

INFORMATION - DÉFORMATION - ETHIQUE - MANIPULATION

Animé par Claude BEAUFORT  
Avec la participation de :  
Paul LEFEVRE  
• Alain DENVERS  
• Laurent JOFFRIN  
• Philippe ALEXANDRE

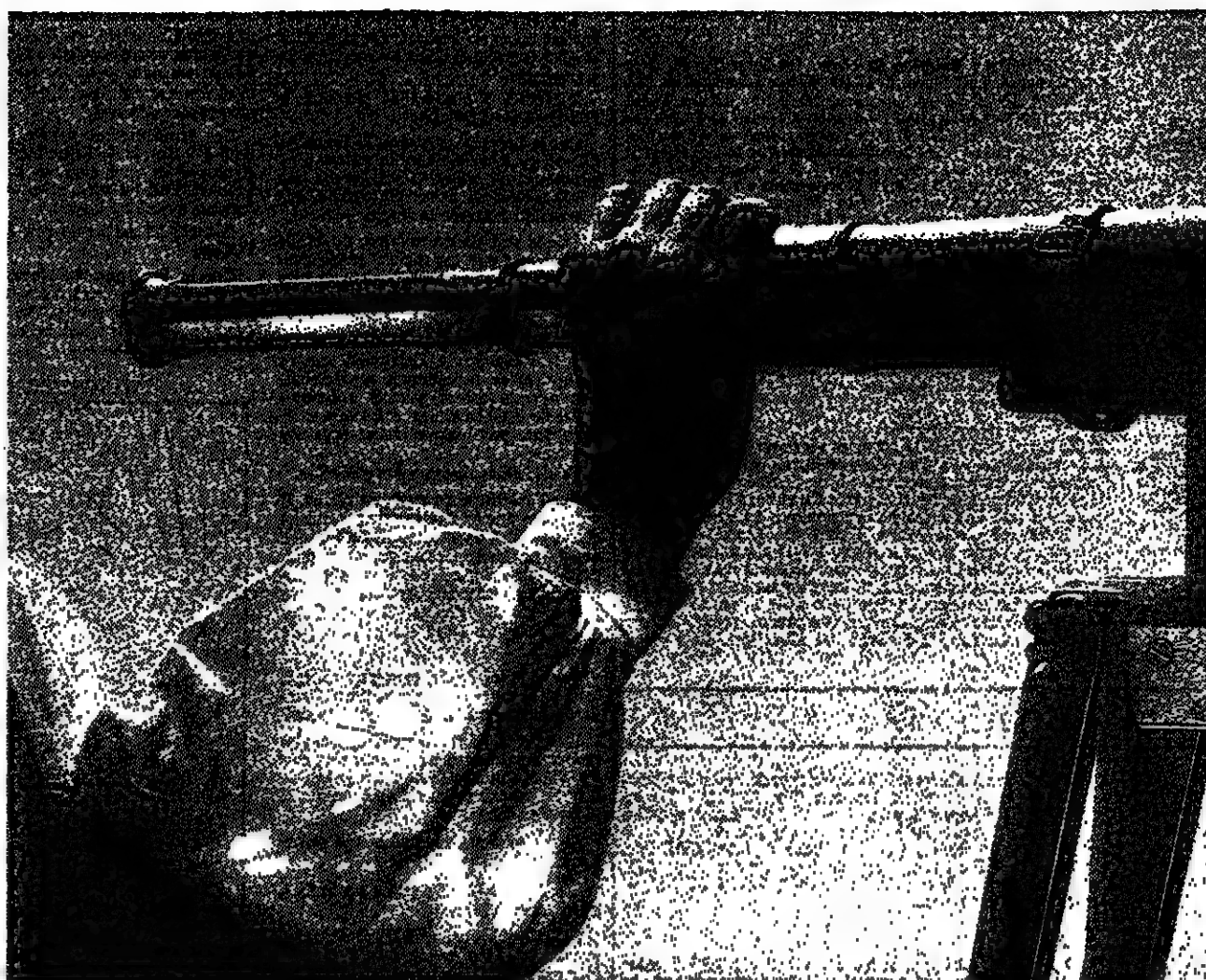
Le 12 avril, 19 h.  
LILLE Palais des Congrès.







## SLIGOS, LA DOUBLE COMPÉTENCE INFORMATIQUE



*Galilée, inventeur de la lunette et astronome*

### SLIGOS, CONCEPTEUR ET EXPLOITANT DE SYSTÈMES

*"On n'excelle jamais que dans ce qu'on pratique": la maxime de Montaigne est toujours d'actualité. Et dans l'informatique plus qu'ailleurs. Bien concevoir un système informatique, c'est aussi prendre des options techniques qui auront un effet déterminant sur son exploitation, donc sur son efficacité. On le fait mieux quand on a l'expérience de l'exploitation. De même pour être un bon exploitant de services informatiques, il faut aussi avoir une expérience étendue de concepteur. Concepteur et exploitant, SLIGOS réalise la synthèse de l'ingénierie de haut niveau et de l'exploitation de moyens informatiques à la pointe de la technologie. Cette double compétence apporte à ses clients une inégalable garantie d'efficacité.*

**S SLIGOS**







# Le Monde

## SCIENCES ET MEDECINE

### Les excès de « l'autre » ozone

S'il s'amenuise à haute altitude, l'ozone apparaît trop abondant dans les basses couches de l'atmosphère. Avec, peut-être, des conséquences plus graves encore pour l'avenir de la planète.

LES spécialistes de l'ozone n'ont pas fini de se tourmenter. Pour réduire la déchirure observée, depuis quelques années, à plusieurs dizaines de kilomètres au-dessus de l'Antarctique, dans ce bouclier protecteur qui préserve la Terre de l'agression des rayons ultraviolets, des centaines de scientifiques et d'industriels sont aujourd'hui mobilisés dans le monde. Et l'on peut penser, sans être trop optimiste, que le problème, s'il est encore loin d'être réglé, est du moins considéré à sa juste valeur. Il n'en est pas de même, en revanche, pour l'"autre" ozone : celui de la troposphère, la couche inférieure de l'atmosphère, dont dépend également la survie de la planète, et qui commence elle aussi à inquiéter sérieusement la communauté scientifique.

#### Laboratoire volant

Jusqu'au début des années 80, la plupart des spécialistes pensaient que l'ozone troposphérique — soit 10 % de l'ozone total, situé entre 0 et 12 kilomètres d'altitude — provenait de simples échanges avec la stratosphère. Aujourd'hui, tandis que l'on se penche avec une inquiétude croissante sur l'augmentation de la teneur de l'air en gaz carbonique émis par nos activités industrielles, les chimistes de l'atmosphère découvrent que tous ces composés polluants, oxydes de carbone, d'azote et autres hydrocarbures, participent activement à la formation de l'ozone troposphérique. Et que l'augmentation régulière de ce « super-oxygène » (1) pourrait avoir des conséquences plus graves encore que le trou d'ozone observé au-dessus de l'Antarctique, quelques kilomètres plus haut.

Au début du siècle, la teneur en ozone troposphérique, mesurée au

parc Montsouris, à Paris, était de 15 ppb (parties par milliard). Aujourd'hui elle atteint 50 ppb. Aux Etats-Unis, les mesures effectuées par l'Agence pour la protection de l'environnement

du CNRS à l'université Paul-Sabatier de Toulouse, ce spécialiste des basses couches atmosphériques sait de quoi il parle. Depuis quelques années, son laboratoire est en effet au carrefour d'une série d'études sans précédent visant à cerner le phénomène à l'échelle planétaire, qui fournissent à la communauté scientifique internationale l'ensemble de mesures le plus cohérent, le plus complet... et le plus alarmant jamais réalisés sur le cycle de l'ozone troposphérique.

« Dès le début des années 80

pour permettre de confirmer véritablement cette théorie.

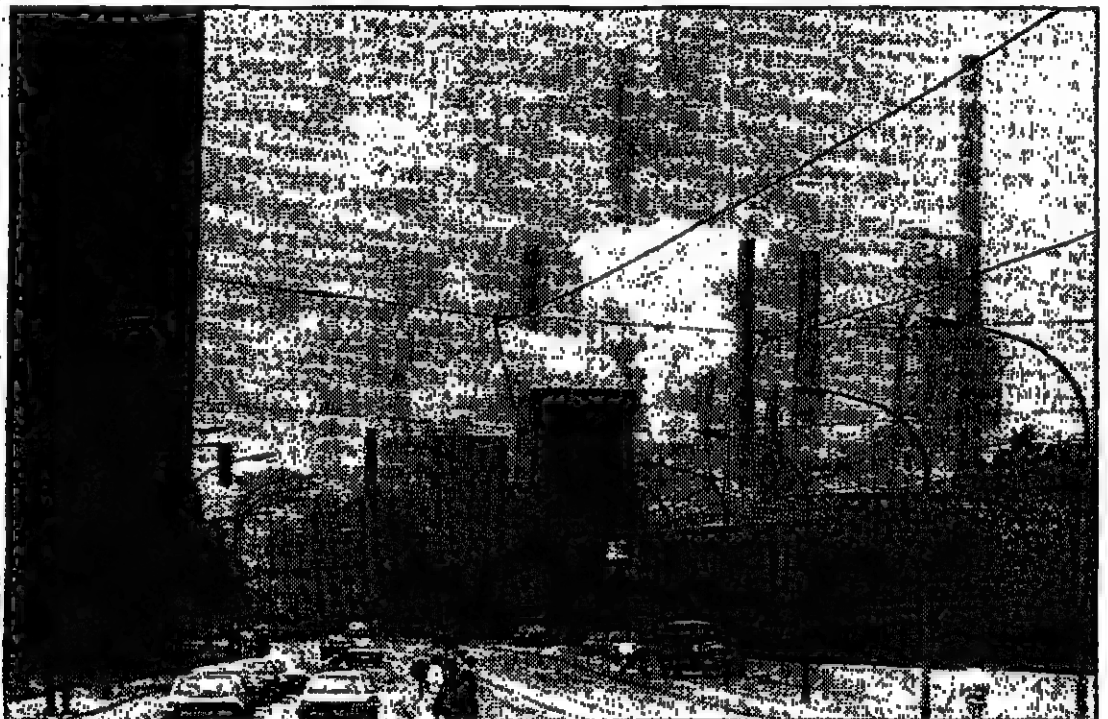
En juin 1984, une première campagne d'exploration par avion est organisée par le laboratoire d'aérodynamique de Toulouse, en collaboration avec la Météorologie nationale et les laboratoires allemands de chimie de l'atmosphère de Jülich et de Francfort. Baptisée *Stratos*, l'expédition se déroule dans une Caravelle 116 du centre d'essais en vol de Brétigny-sur-Orge. Un véritable laboratoire volant équipé de tous les appareils nécessaires à la

de l'Afrique : vingt et une étapes au total, soit des milliers de données chimiques enregistrées entre 0 et 12 km d'altitude. « Dès les premières analyses des résultats, nous avons constaté que les teneurs en ozone troposphérique étaient nettement plus élevées dans l'hémisphère Nord, résumé M. Marengo. A peu près le double aux latitudes moyennes, correspondant aux régions les plus peuplées et industrialisées. » Preuve supplémentaire de la prépondérance des réactions photo-

chimiques, les « avions renifleurs » des scientifiques ont aussi permis de mettre en évidence d'autres phénomènes, plus ponctuels. En Afrique, notamment, où les feux de brousse constituent une source locale importante de pollution.

CATHERINE VINCENT  
(Suite page 21.)

(1) L'ozone est une molécule formée de trois atomes d'oxygène.  
(2) Les spécialistes parlent alors de réactions « photochimiques ».



montrent que le taux d'ozone a augmenté de 5 % de 1986 à 1987, et de 15 % supplémentaires l'année dernière. Au point qu'une liste de 120 propositions visant à réduire le taux de pollution vient d'être énoncée par la ville de Los Angeles, capitale américaine de la pollution.

« L'évolution de l'ozone dans la troposphère est sans aucun doute, aujourd'hui, le problème le plus important de tous ceux posés en chimie troposphérique », affirme M. Alain Marengo. Responsable du laboratoire d'aérodynamique

des mesures effectuées à partir de l'observatoire du pic du Midi (Hautes-Pyrénées), à 3 000 mètres d'altitude, sur la concentration en ozone et en oxyde de carbone dans l'atmosphère libre, laissent penser que les polluants d'origine naturelle et humaine, combinés à l'action de la lumière (2), interviennent pour une large part dans la formation de l'ozone troposphérique », précise M. Alain Marengo. Mais les études restent pendant plusieurs années encore trop dispersées et de portée trop limitée

mesure en continu de l'ozone et de ses précurseurs, à bord duquel les chercheurs font en trois semaines le tour du monde, du Groenland à la Terre de Feu. Objectif : comparer la répartition de l'ozone troposphérique dans les deux hémisphères et estimer ainsi la participation de l'activité humaine dans ce bilan. L'hémisphère Nord ayant, à lui seul, le triste privilège de concentrer 90 % de la pollution industrielle.

Nord-Canada, Antilles, côte ouest de l'Amérique du Sud, Patagonie, retour par la côte ouest

### SAUVER L'AMAZONIE

VEU plus destiné à apaiser l'opinion ou réelle volonté politique ? A l'heure où la pression des Verts s'accroît un peu partout dans le monde et où vingt-quatre Etats appellent à la mise en place d'une autorité mondiale pour la protection de l'atmosphère du globe (le Monde du 14 mai), le président brésilien José Sarney vient en tout cas d'annoncer la mise en œuvre d'un programme sans précédent. Nossa natureza (Notre nature), destiné à sauvegarder la forêt amazonienne.

Qualifiant les accusations de destruction des écosystèmes de « cruelles et injustes », le président Sarney, lors de la présentation de ce projet, a affirmé haut et fort que la préservation de la forêt tropicale, « patrimoine souverain du Brésil », figure désormais parmi les priorités de son pays.

#### Mercurio

Les chiffres, pourtant, parlent d'eux-mêmes : sur les quelque 4 millions de kilomètres carrés que recouvre le plus grand « poumon » de la planète, plus de 10 millions d'hectares — soit un cinquième du territoire français — disparaissent chaque année, au profit des surfaces cultivées et des pâturages. A tel point que les plus pessimistes prédisent, si ce rythme devait se maintenir, la disparition pure et simple de la plus grande surface boisée du monde d'ici à un demi-siècle.

Avec dix-sept décrets présidentiels et sept projets de loi prochainement présentés au Parlement, le programme Nossa natureza ne manque pas d'ambition.

tion. Outre la création de nouvelles réserves forestières et le maintien des interdictions sur l'exportation de bois, il prévoit notamment le contrôle de la vente et de l'utilisation par les chercheurs d'or du mercure, dangereux polluant employé pour extraire le précieux métal ; la création d'une unité de police pour la surveillance des incendies de forêt ; la détermination de zones « agro-écologiques », susceptibles d'être exploitées commercialement sans pour autant menacer l'environnement. Ainsi, bien sûr, que le maintien de la suspension des incitations fiscales à l'élevage décidées en octobre 1988, ces dernières étant considérées comme le principal facteur de déforestation de la ceinture verte amazonienne au cours des dix dernières années.

Reste l'essentiel, sur lequel s'accrochent aujourd'hui tous les experts : dans un pays où l'inflation dispute le premier rôle à la dette extérieure, aucun projet écologique, aussi drastique soit-il, n'est actuellement à même de sauver la forêt amazonienne s'il ne s'accompagne d'importantes mesures économiques. Des solutions existent, que d'autres pays d'Amérique latine se sont résolus à accepter. Ainsi, les pays créanciers de la Colombie ou de l'Equateur utilisent-ils une partie de l'argent qui leur est dû dans des actions ponctuelles de sauvegarde. Estimant qu'il en va de sa « souveraineté nationale », le Brésil, jusqu'alors, s'est toujours refusé à ce type de compromis. Poursuivra-t-il soutenir longtemps une telle intransigeance ?

Ca. V.

### Pollution à domicile

A l'intérieur des locaux, la pollution est souvent plus forte qu'à l'extérieur. Des mesures de prévention sont à l'étude.

LA pollution n'est plus ce qu'elle était. Longtemps considérée comme la plus dangereuse des sources de pollution, l'atmosphère urbaine est aujourd'hui reléguée au second plan des nuisances atmosphériques. Alertés par les mesures qui montrent l'importance des polluants à l'intérieur des locaux professionnels et des habitations, les spécialistes tirent aujourd'hui le signal d'alarme et mettent en garde contre leurs éventuelles conséquences sur la santé.

Il n'existe pas une mais des pollutions atmosphériques. Un ensemble complexe de toxiques qui se combinent au gré du temps, des lieux et des conditions météorologiques et dont il est bien difficile d'apprécier les effets biologiques sur l'homme tant les études épidémiologiques sont longues et compliquées. Avec la crise de l'énergie qui, par souci d'économie, a progressivement incité les constructeurs et les usagers à limiter la ventilation et à renforcer l'isolation, la pollution des locaux, où une grande partie de la

population passe souvent plus de vingt heures par jour, est devenue inquiétante. A la suite des auteurs nord-américains et canadiens, contraints par la rigueur de leur climat à une prise de conscience rapide de ces problèmes, les spécialistes français commencent enfin, non sans un certain retard, à se préoccuper du phénomène.

#### Tabagisme passif

Trois sources essentielles — les polluants venus de l'extérieur, ceux qui résultent de l'activité des occupants et les nuisances engendrées par les matériaux de construction des locaux — contribuent à la pollution intérieure. Dans l'atmosphère confinée des habitations et des bureaux, on retrouve à une concentration supérieure la quasi-totalité des polluants extérieurs. Les gaz et les particules d'impuretés en suspension dans l'air s'infiltrent dans les locaux et s'ajoutent aux sources intérieures de ces mêmes polluants : le dioxyde de soufre, le monoxyde de carbone qui pro-

vient des appareils de chauffage, des cuisinières et du tabac, le plomb apporté de l'extérieur sur les vêtements et les chaussures et retrouvé dans l'alimentation, les oxydes d'azote et l'ensemble des particules en suspension dans l'air ambiant. Cet air, dont nous respirons 15 mètres cubes par jour sur une surface pulmonaire de 80 mètres carrés, menace en premier lieu l'appareil respiratoire et, pour certains toxiques comme l'oxyde de carbone responsable de quatre-vingts décès par an en France, le système nerveux central, ou, pour d'autres, comme le plomb, les cellules sanguines et les reins.

Avec ses trois mille composants identifiés à ce jour et ses cinq milliards de particules par cigarette, la fumée du tabac est incontestablement la plus redoutable des polluants liés à l'activité humaine. Alors que ni les effets cancérigènes reconnus du tabac ni les maladies chroniques ou les bronchites cardio-vasculaires liées au tabagisme ne parviennent à dissuader les fumeurs, le problème de la pollution tabagique se pose aujourd'hui en termes de tabagisme passif. Les études s'attachent à reconnaître chez les non-fumeurs un risque objectif inhérent à l'atmosphère tabagique. « Il faut distinguer les enfants et les adultes, explique le professeur Stéphane Fréchet (ser-

vice d'écologie respiratoire à l'hôpital Cochin de Paris). Chez les enfants des gros fumeurs comme chez les allergiques et les asthmatiques évoluant dans une atmosphère tabagique, on constate une augmentation certaine des maladies pulmonaires et des infections respiratoires. En revanche, les études sur le risque cancérigène lié au tabagisme passif sont contradictoires et l'ampleur de ce risque doit être précisée. » D'autre part, la fumée du tabac joue un rôle de catalyseur sur l'ensemble des autres polluants.

#### Les enfants particulièrement touchés

Parmi ceux-ci, les nuisances relevant des travaux de bricolage et d'entretien des habitations occupent une place grandissante. Ces activités conduisent à introduire dans les habitations des produits ou des matériaux générateurs de gaz, de vapeurs ou de particules susceptibles de polluer l'air ambiant. Cette forme de pollution atmosphérique constitue, avec le monoxyde de carbone, la principale cause d'intoxication par voie respiratoire en milieu domestique.

BÉATRICE BANTMAN.  
(Lire la suite page 21.)



DU 8 AU 16 AVRIL  
ON NE FERA JAMAIS  
ASSEZ DE PLACE  
AU NOUVEAU MONDE  
ELECTRONIQUE.

Toutes les nouveautés Hi-Fi Technics et vidéo Panasonic sont présentées en exclusivité au Virgin Megastore, 52-60 avenue des Champs-Élysées, Paris.



Panasonic et Technics sont les marques commerciales du groupe Matsushita.



# Les hôpitaux en mal d'urgences

Six millions de personnes sont, chaque année en France, admises en urgence dans les hôpitaux publics. Un rapport officiel dénonce l'aspect « kafkaïen » de ce système et plaide pour une politique nationale.

Un rapport du Conseil économique et social rédigé sous l'autorité du professeur Adolphe Steg (CHU de Toulouse), et rendu public mardi 11 avril (1), fournit une radiographie précise et particulièrement accablante du fonctionnement des services d'urgence en milieu hospitalier. Il vient fort utilement compléter un récent document de la Commission nationale d'anesthésiologie, présidée par le professeur Louis Lareng (CHU de Toulouse), qui dressait aussi un constat sans complaisance de la situation des services hospitaliers spécialisés dans l'accueil des malades admis en urgence (Le Monde du 10 août 1988).

A la différence des cliniques privées, les hôpitaux publics garantissent l'accès aux soins de tous. « Le recours à l'hôpital en cas d'urgence médicale est, de nos jours, peut-on lire dans le rapport, considéré comme allant de soi et est devenu un véritable réflexe. C'est vers l'hôpital que convergent les ambulances des SAMU, des SMUR, les véhicules de la police, de la gendarmerie, des pompiers, de la Croix-Rouge, etc., lui amenant blessés, accidentés et grands états de détresse. Mais c'est aussi à l'hôpital que choisissent de se rendre, ou sont adressés par leur médecin, la plupart des patients qui se trouvent, ou qui ont le sentiment de se trouver, dans une situation d'urgence. Cette préférence est le meilleur témoignage de la confiance que la population place dans les hôpitaux publics tant pour le traitement des affections urgentes graves que pour l'accueil permanent vingt-quatre heures sur vingt-quatre ».

## « Kafkaïen »

Or, il y a ici un important paradoxe. Car si, effectivement, tout le monde reconnaît l'efficacité du système dès lors qu'il prend en charge des malades ou des accidentés en danger de mort, c'est aussi l'accueil des urgences qui pose, d'une manière générale, le plus de problèmes, et qui soulève le plus de critiques dans l'ensemble du fonctionnement hospitalier. « Des très nombreuses enquêtes qui portent sur les services d'urgence, qu'elles aient été effectuées auprès des usagers, des médecins, des infirmières ou des directeurs d'hôpitaux, se dégage une insatisfaction quasi unanime sur l'état et le fonctionnement actuel de ces services, dont on souligne parfois des défaillances sérieuses, explique le rapport. Certes, des progrès indiscutables ont été accomplis dans l'organisation et l'humanisation de l'accueil, mais celui-ci apparaît comme globalement insatisfaisant ».

On estime que, chaque année, en France, plus de six millions de malades se présentent ou sont traités dans ces services. Qui sont-ils ? Selon le rapport du professeur Steg, 600 000 d'entre eux sont seulement des « urgences extrêmes », c'est-à-dire des situations qui exigent une réanimation immédiate, ou des urgences « lourdes », qui mettent en jeu la vie même du malade (polytraumatisés ou brûlés graves, par exemple). Mais le plus grand nombre des malades vus dans les urgences ne présentent, en réalité, que des troubles banals qui n'exigent qu'un contact médical, un rapide bilan, un traitement simple et un apaisement psychologique. Beaucoup d'entre eux auraient pu être traités par les praticiens en dehors de l'hôpital et, souvent même, en dehors du contexte d'urgence.

Autre chiffre important : 25 % des urgences médicales sont d'origine psychiatrique ou sociale. Selon le rapport, « 60 % à 70 % des malades vus aux urgences ne nécessitent pas d'hospitalisation : ils sont soignés et non admis à l'hôpital. Beaucoup de malades n'ont d'autre motif d'admission que leur vieillesse et leur solitude. A Paris, 30 % des patients

vus aux urgences ont plus de soixante-dix ans ». Constat accablant : « Les couches les plus défavorisées de la population, faute souvent de pouvoir accéder aux consultations médicales, se présentent plus fréquemment aux urgences ». Près d'un tiers des malades ne restent hospitalisés que moins de vingt-quatre heures.

Face à ce constat général, le rapport propose une analyse et une classification des critiques dont font l'objet, parfois de manière très virulente, ces services. Ces critiques sont de trois ordres :

• L'insuffisante médicalisation des urgences

Il s'agit à la fois d'une insuffisance quantitative concernant les effectifs du personnel de garde et d'une insuffisance qualitative, du fait de l'hétérogénéité de ce personnel. « Il n'est pas rare que le petit nombre de médecins inscrits sur le tableau de garde rende très difficile, voire impossible, malgré un rythme de garde déraisonnable, d'assurer la permanence et la disponibilité vingt-quatre heures sur vingt-quatre ».

• L'insuffisante qualité de l'accueil

Le reproche majeur est l'attente excessive, note le rapport. De fait, celle-ci se compte en heures, elle est très mal vécue et prend parfois un côté kafkaïen quand, en l'absence d'explication et d'apaisement, le malade attend et ne sait ni qui, ni quoi, ni pourquoi, ni pour combien de temps... 7 % à 13 % des hôpitaux ne disposent pas de locaux individualisés pour l'urgence. Surtout, un hôpital sur deux ne dispose pas d'installations radiologiques aux urgences ! De façon plus précise, les malades déplorent l'inconfort des installations, la promiscuité entre blessés et malades, l'absence d'insonorisation et aussi les lourdeurs, et parfois le caractère déshumanisé, des formalités administratives. Les transferts entre hôpitaux, par manque de constat ou par absence dans l'établissement d'une discipline dont relève le malade, sont toujours très mal vécus. Enfin, il convient de souligner qu'on observe actuellement une tendance à l'accroissement des plaintes ayant trait aux soins médicaux et paramédicaux.

• L'insatisfaction des personnels médicaux et paramédicaux

Celle-ci n'est certes pas spécifique aux services d'urgence. Elle porte toutefois plus particulièrement sur les mauvaises conditions de travail, l'insuffisance des rémunérations des gardes, la disparité entre les centres hospitaliers généraux et les centres hospitalo-universitaires, ces derniers attirant la quasi-totalité des internes nommés au concours.

## La pénurie de chirurgiens

Afin d'améliorer une situation aussi critique que critique et tout en prenant en compte « l'extraordinaire diversité » des structures en cause, le rapport du professeur Steg formule un certain nombre de propositions qui, comme l'a montré le récent rapport du professeur Lareng, ne manqueront pas de susciter de nombreuses réactions. En particulier, tout comme ce dernier document, celui du Conseil économique et social estime indispensable la participation des médecins libéraux aux urgences des hôpitaux publics. Cette participation devrait concerner à la fois les chirurgiens et les médecins généralistes. « Il n'est pas rare en effet, indique le rapport, que, dans bien des villes où une équipe hospitalière réduite a de la peine à assurer la permanence des gardes dans des conditions satisfaisantes, existent plusieurs praticiens libéraux, tous issus des hôpitaux publics, qui pourraient être associés aux soins de garde ».

Cette formule originale, mais souvent très critiquée, imposerait

des compensations financières avec des adaptations statutaires permettant d'intégrer les chirurgiens libéraux dans les équipes hospitalières. Sur ce point, le Conseil économique et social tient à attirer l'attention sur la redoutable crise du recrutement chirurgical : actuellement 30 % des postes de chirurgie ne sont pas pourvus par des titulaires et, au terme des récents concours d'interne, un pourcentage très faible des postes mis au concours ont été choisis par de futurs chirurgiens. Les besoins sont très insuffisamment couverts, en particulier en chirurgie orthopédique et en gynécologie-obstétrique. Les généralistes aussi devraient, selon le rapport, être étroitement associés à l'activité hospitalière. Pour intéressante qu'elle soit, on peut penser que cette proposition est quelque peu paradoxale, sinon irréalisable, dans la mesure où, bien souvent, ce sont précisément des médecins généralistes qui adressent leurs patients aux services d'urgence.

Une autre série de propositions concerne les internes (création de stages de formation, comme le fait l'Assistance publique, sélectivité accrue concernant le diplôme universitaire de spécialité), les gardes et les astreintes (poursuite de l'amélioration des indemnités), les « médecins seniors » (effectifs insuffisants, revalorisation de leur rémunération) ainsi que le personnel paramédical. Une grande partie du rapport Steg est aussi consacrée aux divers moyens permettant d'améliorer l'accueil du malade, qu'il s'agisse de l'environnement matériel ou humain (amélioration de l'information du malade, de sa famille, ainsi que de la formation du personnel, amélioration des formalités d'admission qui devraient être brèves, personnalisées, discrètes et informatisées).

## Menaces

L'objectif prioritaire dans ce domaine vise à réduire les délais d'attente. « Les expériences réalisées dans un certain nombre d'hôpitaux, peut-on lire dans le rapport, démontrent que cet objectif peut être atteint, certes en étoffant l'équipe de garde mais aussi par un effort d'organisation. La présence d'un médecin sur place, libéré de toute autre activité, est indispensable, en particulier pour la chirurgie : pendant qu'un interne opère, il est nécessaire qu'un de ses collègues soit disponible sur place ».

Enfin, au chapitre de l'organisation et du financement, le rapport Steg demande l'individualisation du fonctionnement des services dans le budget global hospitalier. Il considère « que, devant le grave problème de santé publique que pose le fonctionnement actuel de beaucoup de services, et devant la véritable transformation que suppose sa réforme avec les importants investissements humains et matériels qu'elle implique, il n'est pas envisageable que son financement puisse être assuré par un simple redéploiement interne. En conséquence, c'est une véritable politique nationale des urgences qu'il convient de mettre en œuvre. Elle devrait se traduire par des dotations budgétaires spécifiques aux établissements auxquels serait demandé en priorité un effort particulier dans l'accueil des malades ».

Au total, ce document important ne fait qu'illustrer deux des menaces graves qui pèsent sur l'hôpital public : la sous-médicalisation en raison de la désaffection des médecins pour les hôpitaux publics, et la dégradation des conditions de travail médical. Deux menaces réelles que l'on retrouve, sous-jacentes, dans l'ensemble des mouvements sociaux qui agitent le monde hospitalier et qui justifient pleinement que le prochain conseil des ministres du 12 avril soit consacré à l'hôpital et à la santé. Deux menaces qui ne disparaîtront pas tant que l'on n'aura pas clairement défini la part du budget national que la collectivité entend consacrer à la santé de ses membres.

JEAN-TYRES NAUL

(1) L'avant-projet d'avis sur « L'urgence à l'hôpital », rédigé sous la direction du professeur Adolphe Steg, doit être rendu public en présence de M. Claude Evin, ministre de la santé, le mardi 11 avril, avant d'être voté par le Conseil économique et social.

# Controverse spatiale à Moscou

L'échec de la mission Phobos amène un chercheur soviétique à contester, dans la « Pravda », la politique spatiale de son pays. Voici le texte.

Le double échec de la mission soviétique Phobos, destinée notamment à l'étude du fameux satellite de la planète Mars, vient rappeler que l'exploration du système solaire n'est pas une entreprise facile. Mais, au-delà de cette évidence, la communauté scientifique soviétique se demande si ce douloureux échec n'est pas la conséquence d'un désintérêt prolongé des pouvoirs publics qui, comme le montrent certains extraits de cette tribune libre signée d'un chercheur de l'Institut des recherches spatiales (IKI) et parue dans le Pravda du 25 mars (\*), de porter un coup fatal aux missions interplanétaires soviétiques.

DES doutes sont apparus, ces temps derniers, dans l'opinion, quant au bien-fondé des dépenses consacrées à l'espace. On peut dire avec assurance que les appels à économiser « sur les projets spatiaux » touchent (et ils frappent déjà) précisément cet aspect de la science.

Voilà une quinzaine d'années, afin d'étudier « l'espace proche » (autrement dit à des altitudes variant entre 220 et quelques milliers de kilomètres), des satellites de la série A ou OS ont été élaborés. Les chercheurs soviétiques (conjointement, dans certains cas, avec leurs collègues des pays socialistes et de France) ont procédé, grâce à ces satellites, à toute une série d'expériences physiques. Mais les caractéristiques de ces satellites sont devenues obsolètes, ou le Glavkosmos (l'organisme soviétique chargé de la promotion et de la commercialisation des activités spatiales soviétiques) ne prévoit pas, bien que les scientifiques en aient besoin, d'étudier des projets de nouveaux satellites de cette classe, plus modernes.

Si, il y a une vingtaine d'années, les caractéristiques du fameux satellite Phobos satisfaisaient les exigences de la recherche scientifique, apparaissent aujourd'hui comme de parfaits anachronismes. Et, malgré tout, le Glavkosmos considère qu'il est toujours possible de proposer des

Prognostic à l'Académie des sciences responsable des programmes spatiaux scientifiques et refuse de mettre au point un satellite de la Terre plus performant pour des buts analogues. Naturellement, ces propositions sont inacceptables.

(...) Pour de nombreuses raisons (notamment économiques et politiques), la recherche spatiale moderne revêt de plus en plus un caractère international. Afin que l'étude de l'espace dans la banlieue de la Terre ne soit pas totalement interrompue, et que puisse être mise en œuvre une coopération internationale dans ce domaine, l'Institut de recherches spatiales de l'Académie des sciences de l'URSS a pris, dirai-je, une mesure audacieuse : il a tenté de créer un satellite — un petit laboratoire spatial — avec ses propres forces, au sein d'une coopérative, sans la participation des entreprises du Glavkosmos.

## Les défauts de Phobos

Le seul et unique nouveau type d'engin spatial élaboré ces dernières années par l'industrie pour l'étude planétaire est la sonde Phobos, dont deux exemplaires ont été lancés l'année dernière à destination de Mars. Mais du point de vue de la disposition des expériences scientifiques, la sonde Phobos présente une série de défauts : il est difficile d'y installer comme il le faudrait les appareils scientifiques ; le volume de l'information scientifique transmissible est faible, de même que le poids des appareils scientifiques, comparativement à celui de l'ensemble de la construction. Ces défauts sont liés aux relations fausses existant entre l'Académie des sciences et l'industrie spatiale. (...)

Durant les années de stagnation, tout cela s'est progressivement modifié. Aujourd'hui, l'IKI se trouve dans la position d'un partenaire de rang inférieur (et presque privé de droits). Les constructeurs de l'industrie déterminent eux-mêmes la configuration des engins spatiaux, les

caractéristiques de leurs systèmes auxiliaires, le poids et la consommation énergétique de leurs appareils scientifiques, puis, les proposent à l'IKI : si vous en voulez, utilisez-les ; si vous n'en voulez pas, vous n'aurez rien d'autre. On a l'impression que les constructeurs sont d'autant plus satisfaits que les expériences envisagées par les chercheurs sont moins nombreuses ; la situation est ainsi plus facile à gérer pour eux.

Notons au passage que la perte de la première sonde Phobos (1) est à placer sur le même rang et s'explique par les mêmes raisons que le naufrage du paquebot *Andriak-Nakhimov*. Autrement dit, elle est due au manque de compétence et d'esprit de responsabilité des hommes, et non à ce qu'on ne sait trop quels défauts techniques. L'Académie des sciences doit s'accommoder de cette situation, car elle ne dispose pas de moyens d'action sur l'industrie fabriquant les sondes spatiales. Dans le monde entier, les instituts sont les commanditaires, et les entreprises industrielles les fournisseurs, les premiers paient et commandent aux seconds exactement ce dont ils ont besoin. Chez nous, l'Académie des sciences ne dispose pas de crédits pour élaborer et fabriquer des sondes spatiales : elles les reçoivent gratuitement. Naturellement, dans ces conditions, c'est le fabricant qui dicte ses volontés. Si ces crédits étaient accordés à l'Académie des sciences et si le bureau d'études du Glavkosmos était financièrement intéressé à l'exécution des commandes, le niveau technique des sondes spatiales soviétiques et de leur réalisation au sol augmenterait, sans aucun doute, sensiblement.

## Des économies discutables

Les sommes totales engagées pour la recherche fondamentale dans l'espace sont relativement faibles, comparées aux dépenses globales de l'industrie spatiale, et économiser sur les missions spatiales automatiques ne contribuerait guère à enrichir les étalages de nos magasins.

Dans ce domaine, l'élaboration et la réalisation du système lanceur lourd-navette Energia-Bourane ont conduit à surmonter d'énormes difficultés et constituent un succès technique qui soulève l'enthousiasme. Mais je dis bien : technique. Il n'y a aucune raison d'inscrire ces dépenses au chapitre de celles allant à la recherche scientifique fondamentale menée dans notre pays. Et il n'est guère facile d'expliquer pourquoi nous avons besoin, précisément maintenant, de ce système.

Il n'est pas exclu, selon moi, que la principale raison ayant présidé à la création du système Energia-Bourane ait été l'aspiration d'une branche à s'auto-affirmer, et non les besoins réels du pays et de la science. Car lors du Symposium international de Moscou consacré au trentième anniversaire du lancement du premier Spoutnik, a été annoncé pour la prochaine décennie une impressionnante programme soviétique de recherches concernant Mars au moyen de sondes automatiques. Mais sa mise en œuvre s'est engagée avec une incroyable lenteur. (...) Le temps perdu pour le projet Mars-94, qui débouchera sur un affaiblissement de la qualité de la recherche, préoccupe visiblement tout aussi peu l'industrie que le président de l'Académie des sciences.

Tout ce qui vient d'être dit permet de considérer que la poursuite de la recherche fondamentale dans l'espace, entreprise avec éclat dans notre pays, suscite aujourd'hui une profonde inquiétude. (...) Aux Etats-Unis, le budget et les programmes de la recherche spatiale sont débattus publiquement et ratifiés par le Sénat. Ce serait une excellente chose que les mêmes dispositions soient introduites par le nouveau Soviet suprême de l'URSS, qui sera élu cette année.

G. GRINGAUZ.

(\*) Texte traduit et diffusé par le Bureau soviétique d'information.

(1) La deuxième sonde Phobos a également échoué dans sa mission (NDLR).

Le premier Dictionnaire clinique des thérapies familiales systémiques... Ce n'est pas du luxe, à une époque où ces techniques se répandent comme une traînée de poudre dans l'Hexagone. Il était temps que paraisse ce dictionnaire, écrit dans un code socio-culturel familier.

Madame et hygiène... un élargissement, un renouvellement, une complémentarité qui faisaient défaut.

Bulletin critique du livre français... Comptant plus de 900 articles, cet ouvrage est immédiatement utilisable en pratique thérapeutique.

Un ouvrage de référence... Vie et Santé... Important ouvrage... C'est aussi une nouvelle approche de toute situation de souffrance.

Ouvrage remarquable de précision et de rigueur... le Dictionnaire clinique des thérapies familiales et systémiques répond, en 1988, à un besoin...

L'inter Courrier... adresse avant... des pédagogues, des juges, des travailleurs sociaux ou des médecins généralistes.

Soins psychiatrie... conçu pour aider, dans leur pratique et leur réflexion, les thérapeutes et tout acteur médico-social, éducatif ou social.

les questions abordées sont... au plus près de nos préoccupations quotidiennes... Psychologie.

**DICTIONNAIRE CLINIQUE DES THÉRAPIES FAMILIALES SYSTÉMIQUES**  
JEAN-CLAUDE BENOIT, JACQUES-ANTOINE MALAREWICZ  
LES EDITIONS ESF

ne bull  
de toutes pa  
vrait en vase  
américain  
le projet  
es exc  
36 20  
L'APP en accès direct  
leur diffusion, en tant  
formation indispensable  
Pulsez l'information



# Une bulle verte dans le désert

**Peut-on créer de toutes pièces un milieu « naturel » où l'homme vivrait en vase clos ? Des chercheurs américains en font l'expérience en Arizona avec le projet Biosphère 2.**

La mise en scène, le lundi 13 mars, valait une sortie de capsule spatiale : vêtue d'une combinaison rouge vif — l'uniforme adopté pour le projet Biosphère 2 — Abigail Alling, une biologiste de vingt-neuf ans, surgissait de son module en faisant le V de la victoire. Quelle victoire ? Abigail venait seulement de passer cinq jours confinée en milieu complètement clos, avec quelques légumes en terre, deux poissons en bassin et une batterie de capteurs chargés d'enregistrer toutes les données de l'expérience. C'était la première expérimentation en vraie grandeur du projet Biosphère 2, commencé il y a cinq ans dans le désert de l'Arizona.

Cet ambitieux projet, qui doit déboucher le 21 septembre 1990 sur le confinement « sous cloche » de huit hommes et femmes, capables de vivre pendant deux ans en circuit totalement fermé, n'en est encore qu'aux préparatifs. Biosphère 2, qui se veut la réplique miniature de Biosphère 1, c'est-à-dire de la planète Terre, n'est encore qu'un vaste chantier au pied des monts Catalina, à une cinquantaine de kilomètres au nord de Tucson (Arizona). Dans ces collines hérissées de cactus et de buissons épineux commence à sortir de terre ce qui deviendra la plus grande serre du monde, ou plus exactement le plus grand terrarium.

Qu'on imagine : sur 1 hectare au sol entièrement étanche — deux couches de béton enveloppant une feuille d'acier inoxydable — va être posée une immense voûte de verre et d'acier, sorte de Pyramide du Louvre haute de 25 mètres, élargie sur une longueur totale de 170 mètres. A l'intérieur de ce vivarium géant, sept milieux vont devoir coexister. Tout en haut, à l'extrémité, une forêt tropicale humide de type amazo-

nien ; juste à côté, une savane tropicale accrochée à une falaise, puis, en contrebas, un marais d'eau saumâtre, débouchant sur un lagon avec récif corallien et finissant dans un bras de mer de plus de 7 mètres de fond ; enfin, tout à l'aval, bordé par une savane épineuse, un désert comme on en trouve en Basse-Californie, c'est-à-dire humidifié par l'air marin. Ces sept milieux « naturels » tels qu'on les trouve à l'état sauvage sur le continent américain abriteront une flore et une faune qui ne comptent pas moins de 3 800 espèces, de la mousse à l'arbre de haute futaie et depuis le moustique jusqu'au daim — nain, tout de même.

## Animaux nains

Tous les animaux « de ferme », également, seront nains. Mais les cultures agricoles, pratiquées dans le sixième « biome », selon la terminologie biosphérique, produiront des plantes de belle taille, enrichies aux engrais naturels et dopées par l'effet de serre. Ces plantes et animaux, auxquels il faut adjoindre les poissons du genre tilapia, originaires des lacs de l'Est africain, serviront à l'alimentation des huit habitants du septième « biome », logés dans un immeuble attenant, doté de tout le confort moderne.

Mais pourquoi diable une telle expérience, qui nécessite un investissement de 30 millions de dollars (1) ? « L'opération Biosphère 2 a trois objectifs », explique Kathleen Dylar, nutritionniste de formation, qui dirige aujourd'hui l'information. Premièrement, créer des écosystèmes clos : afin de les étudier ; deuxièmement, constituer des réserves biologiques pour espèces menacées ; enfin, mettre sur pied des habitats où l'homme puisse vivre en vase clos, que ce soit pour des

missions spatiales ou la colonisation d'autres planètes.

L'initiateur de l'opération est un nommé Carl Hodges, mathématicien et physicien aujourd'hui converti à l'agronomie tropicale. Comme directeur du laboratoire d'énergie solaire de l'université d'Arizona, depuis 1962, Carl Hodges s'est progressivement intéressé à la culture en zone désertique, notamment aux possi-

produits naturels (céréales, fruits, légumes et poisson).

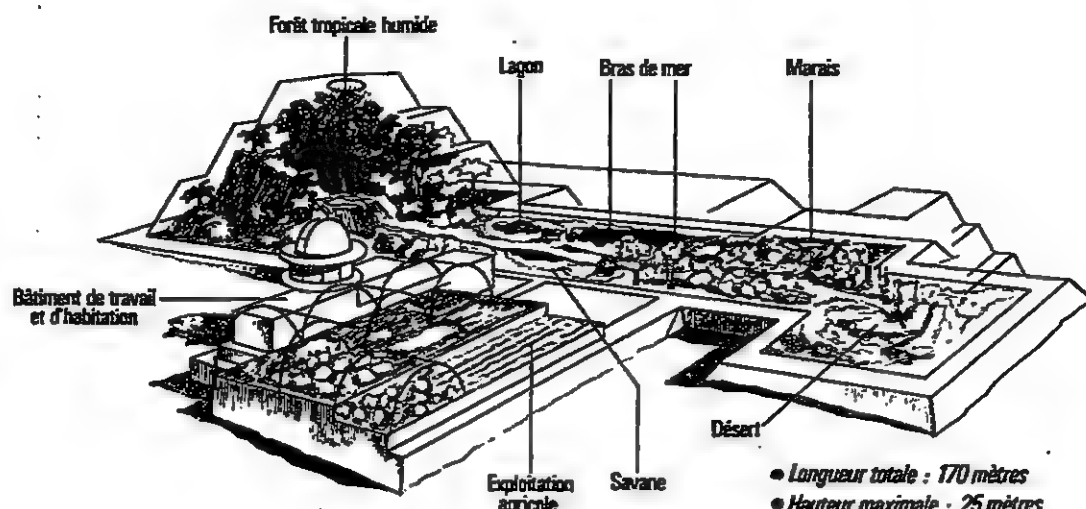
Tout est fait, dans cette unité, pour étudier la chaîne complète de l'écosystème. Les tilapias, dans leurs bassins, se nourrissent des algues produites par la lumière et la chaleur. A leur tour, ils enrichissent l'eau de leurs déjections, ce qui permet de cultiver des plantes aquatiques comme le riz. Au lieu de déverser des engrais

lement oxygéné par les plantes et filtré par les bactéries du sol. Et ils devront boire l'eau qui aura servi aux poissons ou à leur toilette...

Le plus difficile, cependant, ne semble pas la survie des hommes, dont on connaît parfaitement les besoins alimentaires (2 500 calories par jour dans la bulle) et les exigences en matière d'espace

pour éviter de mettre en danger les feuillages.

Ce dosage constitue l'obstacle majeur de l'expérience Biosphère 2. Si l'on veut que, pendant deux ans, cohabitent en vase clos, et en milieu entièrement reconstitué, des hommes, des animaux et des plantes, il faut mettre en équation toutes les données biologiques, botaniques, zoologiques, éthologiques et même sociologiques. Redoutable défi, qui suppose de longues recherches préalables — d'où le retard pris par l'expérience de confinement, qui devait à l'origine démarrer cette année.



• Longueur totale : 170 mètres  
• Hauteur maximale : 25 mètres

## Mille insectes

Il faut choisir aujourd'hui les matériaux capables de résister à la corrosion pendant un siècle — c'est la durée de vie assignée au vivarium.

Pour l'heure, l'activité la plus fébrile a lieu dans les bâtiments annexes déjà construits, le centre de recherche et de développement biosphérique — qui comprend le module d'essai de confinement, testé en mars dernier, — un insectarium où sont élevés quelque 250 espèces appelées à coloniser la bulle, des serres où sont entreposés les arbres de la future forêt tropicale et une station d'épuration écologique où sont testés les divers procédés possibles. Dispersés dans les collines du Sunspace-Ranch — un terrain de 1 000 hectares acquis par la société Space Biospheres Ventures, qui pilote le projet, — le centre de recherches évoque Sophia-Antipolis, près de Nice. Les chercheurs du futur ont besoin d'une nature calme, apaisée, même si c'est pour en fabriquer une autre, entièrement artificielle, qui sera peut-être un jour catapultée dans l'espace pour accompagner les colons de Mars.

ROGER CANS.

chimiques azotés pour augmenter le rendement du riz, on cultive une sorte de lentille d'eau (*Azolla pinnata*) qui fournit l'azote dont elle regorge, comme beaucoup de légumineuses. « L'air vicié, chargé de gaz carbonique, est réinjecté à la base des bacs de culture », explique Abed Anouci, un botaniste libanais assistant de recherche. On observe alors comment les bactéries du sol, à travers 1 mètre d'épaisseur, absorbent ce gaz carbonique et les autres polluants de l'air.

## Vivarium

Grâce au système clos, on peut suivre à la trace la moindre parcelle d'humidité, le déplacement des gaz et de tous les éléments chimiques. Dans le vivarium de Biosphère 2, les reclus devront respirer toujours le même air, seu-

vial. Les difficultés commencent avec les plantes et surtout la faune sauvage. Combien faut-il introduire de grenouilles, de chauves-souris ou d'oiseaux pour obtenir un équilibre durable sous le cloche ? « Pour nourrir un seul couple de colibris, il faut compter trois mille fleurs écloses par jour », observe Margret Augustine, l'architecte canadienne directrice du projet Biosphère 2. Il nous faut donc prévoir une réserve d'eau sucrée au cas où la ressource en nectar viendrait à tarir. Les futurs biosphériques préfèrent cohabiter avec des papillons plutôt qu'avec des moustiques. Les biologistes ont tranché : les moustiques sont utiles à l'alimentation des poissons, par leurs larves. On en mettra donc. Les papillons, en revanche, ont des larves — les chenilles — très gourmandes en chlorophylle. On limitera donc les lépidoptères

(1) Le projet Biosphère 2, lancé en 1984, est financé par Edward Bass, fils d'un milliardaire texan du pétrole. C'est la société SBV (Space Biospheres Ventures) qui est chargée de gérer toute l'opération pendant sept ans, durée supposée de rentabilité. SBV est une société commerciale à but lucratif, qui entend bien vendre ses innovations, en particulier à la NASA.

## Les excès de l'ozone

(Suite de la page 19.)

« Contrairement à ce que l'on pouvait croire il y a une dizaine d'années, l'Afrique n'est pas la mémoire de la planète, une seconde Amazonie, naturelle et exempte d'impuretés. C'est au contraire un continent très pollué, où le bois est la principale source d'énergie et où les feux de brousse se pratiquent sur des dizaines de milliers de kilomètres carrés », explique M. Marengo. En décembre 1987, une campagne aéroportée effectuée au-dessus de l'Afrique de l'Ouest (Congo, Gabon, Cameroun, Côte d'Ivoire et Sénégal) confirme l'importance des émissions de feux de brousse dans la formation d'ozone troposphérique, « démontrant ainsi l'intérêt des expériences régionales en Afrique de l'Ouest en tant que bancs d'essais pour l'étude des formations photochimiques à grande échelle à partir de la pollution ».

La prochaine campagne, dont le départ est prévu en décembre 1990, devrait couvrir le même trajet que la campagne Stratos effectuée en juin 1984, mais elle se déroulera cette fois en hiver. « Le principal intérêt de ces études est de disposer de deux hémisphères dissymétriques, à la fois par les conditions chimiques (pollution localisée dans l'hémisphère Nord) et saisonnières », soulignent les chercheurs du laboratoire de Toulouse. Les réactions de photochimie sont en effet

maximales en été, lorsque les jours sont les plus longs. Pour faire la part des variations saisonnières et de la pollution, l'expérience complète nécessiterait donc l'étude simultanée des deux hémisphères dans leurs conditions extrêmes de photochimie. Proposée dans le cadre de l'appel d'offres relatif au programme de recherche international d'étude de la géosphère et de la biosphère, Global Change, cette mission rassemblera six laboratoires français et allemands spécialistes de l'atmosphère.

Reste que ces recherches, aussi nécessaires soient-elles pour la compréhension des équilibres atmosphériques, ne laissent guère entrevoir de solution pour tenter d'enrayer le phénomène. Au rythme actuel, soit une augmentation de 1 % à 2 % par an, les spécialistes prévoient que le taux d'ozone dans les basses couches de l'atmosphère doublera dans les cinquante ans à venir. Quand on sait que la concentration dans les pays industrialisés atteint déjà de 40 à 60 ppb, soit près de la moitié des teneurs maximales admissibles (120 ppb), on mesure sans peine les risques encourus.

Risqué, l'ozone contribuant avec le gaz carbonique à retenir le rayonnement infrarouge émis par la Terre, d'un effet de serre accru, ce fameux réchauffement de la planète, auquel les scientifiques attribuent, dès le prochain demi-

siècle, une élévation globale de température de plusieurs degrés au sol (le Monde du 28 décembre 1988). Risqués, également, pour la santé humaine et animale, mais aussi pour les végétaux. Effetueuses dans plusieurs laboratoires dans le monde, toutes les études concourent en effet à démontrer que, si les teneurs en ozone venaient à doubler, le rendement de la plupart des céréales diminuerait d'environ 30 %. Et il est fort probable que l'ozone, au côté des pluies acides, intervient également dans le dépérissement des forêts observé au cours de la dernière décennie.

« Le problème de l'ozone troposphérique pourrait devenir d'autant plus crucial que l'on voit mal, contrairement aux accords de réduction des chlorofluorocarbones (CFC) en faveur de l'ozone stratosphérique, quelles mesures prendre pour supprimer à la fois la production de gaz carbonique, de méthane et d'oxyde de carbone », estime M. Marengo. « A moins d'imaginer une nouvelle révolution technologique et énergétique... » La prise de conscience mondiale, illustrée par les trois réunions internationales qui se sont tenues au mois de mars à Paris, à Londres et à La Haye sur la protection de l'atmosphère (le Monde daté 12-13 mars), permettra-t-elle d'accélérer ce processus ?

CATHERINE VINCENT.

## Pollution à domicile

(Suite de la page 19.)

Les matériaux comme les hydrocarbures benzéniques et les pigments de peinture tels que le plomb, le cadmium, le chrome, sont une source de toxicité immédiate pour le système nerveux central, les muqueuses oculaires et respiratoires, d'autant qu'ils sont utilisés sans les précautions recommandées en milieu professionnel et en l'absence de surveillance médicale.

A long terme, leurs effets sont plus incertains, mais ils justifient les limites imposées par les organismes internationaux concernant l'exposition au plomb, au cadmium et au chrome. Quant aux vapeurs de solvants utilisés pour le bricolage ou l'entretien, elles peuvent, à long terme, provoquer des polyneuropathies, même lorsque leurs concentrations ne sont pas très élevées. Des études ponctuelles ont d'ailleurs montré, dans les pavillons de banlieue et leur jardin, où les habitants s'adonnent au bricolage, des taux de polluants supérieurs à ceux mesurés dans des appartements situés en plein cœur de Paris.

A l'intérieur des habitations, la cuisine et la salle de bains sont des hauts lieux de la pollution. Les nombreux aérosols de cosmétiques ou de produits d'entretien,

dont on connaît l'effet désastreux sur l'environnement, sont d'autant plus toxiques que les pièces sont souvent très mal aérées. Les minuscules particules de ces aérosols ont la fâcheuse habitude de pénétrer à l'intérieur de l'arbre respiratoire, d'y détruire le revêtement protecteur et de provoquer ainsi, notamment chez les personnes les plus sensibles, des infections respiratoires et des bronchites chroniques. La dernière source de pollution intérieure est liée aux matériaux de construction. Il s'agit du radon, un gaz radioactif émis dans l'air à partir de certains sous-sols ou du gaz naturel et dont certains pensent qu'il pourrait contribuer au développement des cancers pul-

monaires. Il faut également citer les formaldéhydes provenant des bois agglomérés et l'amiante qui peuvent à long terme être à l'origine d'une pathologie pulmonaire grave. Enfin, à cette liste exhaustive des polluants domestiques, il convient d'ajouter les maladies respiratoires infectieuses et allergiques en rapport avec la climatisation des locaux.

En 1987, l'Organisation mondiale de la santé publiait pour l'Europe un recueil de recommandations relatives à la qualité de l'air. La pollution intérieure ne peut plus être méconnue et il est temps que les responsables se préoccupent de ses effets sur la santé auxquels les enfants sont particulièrement sensibles.

BÉATRICE BANTMAN.

Notre Métier  
le Recrutement Financier

**ERIC BEAUMONT CONSULTANT**  
8, rue Guépin - 75016 PARIS - Tél. 45.25.60.83+

# 36 29 36 19, C'EST L'AFP SUR MINITEL.

L'AFP en accès direct sur votre Minitel, sans abonnement ni mot de passe, c'est 700 dépêches quotidiennes dès le lendemain de leur diffusion, en texte intégral, provenant du service général et économique de l'AFP, et remontant jusqu'à 6 mois. Un outil d'information indispensable au développement de l'entreprise. Puisse l'information à la source en tapant le 36.29.36.19. Les professionnels de l'information le font déjà.

**Telesystemes**  
Questel

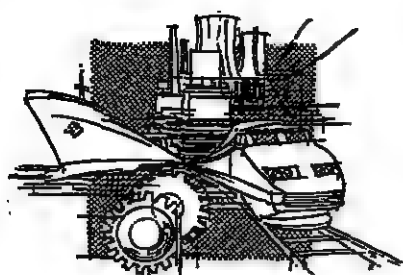


# SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

## JEUNE INGENIEUR B.E.

CENTRALE, ENSTA, IDN, A.M., ENSI MECANIQUE, INSA, ...



Il prend dans le Service Technique TURBINES, la responsabilité d'une section "Contrôle commandes, Automatismes et Installations" occupant une quinzaine de Techniciens.

Ce poste est particulièrement motivant pour un jeune Ingénieur de fort potentiel "concerné" par la Mécanique, l'Electro-Mécanique, les Automatismes et ayant le goût des responsabilités. Déplacements courts et assez fréquents à l'étranger. Anglais indispensable. (Réf. 7755-M)

## ALSTHOM

DIVISION ELECTROMECHANIQUE

LE PREMIER CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE TURBO MACHINES recherche pour l'un de ses Etablissements en Région Parisienne (RATEAU)



CIGIE

## 2 JEUNES INGENIEURS CHANTIERS INTERNATIONAUX

CENTRALE, ENSTA, IDN, A.M., ENSI MECANIQUE, INSA, ...

Débutants ou avec une première expérience chantiers appréciée pour l'un des deux postes.

Après formation sur les matériels conçus et produits par ALSTHOM-RATEAU, ils en assurent le montage et la mise en service tant en EUROPE qu'en ASIE ou AMERIQUES. L'initiative, l'esprit d'entreprise et naturellement une grande mobilité internationale sont indispensables. (Réf. 7756-M)

Pour ces postes intéressantes possibilités d'évolution et de promotion dans l'ensemble du Groupe ALSTHOM.

Merci d'écrire avec CV, détaillé, sous référence du poste à Mamrègès, 3, rue d'Hauterville, 75010 Paris, qui transmettra.

## La passion de la conquête...

La Division ENGINES TACTIQUES d'aérospatiale, avec son expérience unique dans le domaine des missiles, a su tirer parti des technologies les plus modernes (mises en œuvre pour l'EXOCET, ASTER, ROLAND, AS 30 LASER) et affirme ainsi son premier rang européen parmi les constructeurs. Avec 6 000 personnes, un Centre pour les prototypes, pré-séries et petites séries à CHATILLON et un centre grandes séries à BOURGES, nous mettons en œuvre tous les moyens industriels indispensables à notre tradition de qualité et de savoir-faire.

### Rejoignez-nous !

Au sein de nos équipes de CHATILLON, vous pourrez participer à l'un des projets suivants :

- conception des systèmes d'armes,
- autoguides électromagnétiques et infrarouges,
- guidage inertiel, gyroscopes,
- calculateurs à base de micro-processeurs,
- simulation de vol en temps réel,
- reconnaissance de formes,
- micro-électronique hybride,
- CAO, éléments finis,
- informatique scientifique en temps réel,
- télémesures.

Faites part de vos motivations sous référence ANDE au Service EMPLOI FORMATION DIVISION ENGINES TACTIQUES 2 rue Béronger - BP 84 - 92322 CHATILLON Cedex.

AEROSPATIALE : L'ENTREPRISE QUI DEPASSE L'IMAGINATION



aerospatiale

## LE CHOIX DECISIF



Construire ensemble l'entreprise de services informatiques du 21<sup>ème</sup> siècle, c'est ce que vous propose CISI, l'une des toutes premières SSI. Spécialisée dans les prestations intellectuelles de haut niveau, CISI est réputée pour la qualité de ses prestations et l'étendue des techniques qu'elle maîtrise.

CISI TELEMATIQUE et sa filiale CISI TM CONSEIL, spécialisées dans les domaines SYSTEMES ET RESEAUX : conseil, développements et exploitation, recherchent :

### Débutants ou première expérience

Diplômés Grandes Ecoles ou équivalent

La diversité des techniques que vous mettrez en œuvre, complétée par une formation dans les domaines de pointe, vous permettra de connaître une véritable évolution au sein de notre groupe.

Envoyez dossier de candidature (CV, photo et prétentions), en indiquant la référence TMM 114 à notre Conseil Amy Boulade Partners - 33/37, avenue Joffre - 94169 Saint Mandé - Tél. (1) 43.65.09.09.

*Amy Boulade Partners*



Filiale de Transpac, groupe France Télécom recrute

## Ingénieur commercial HF

Rejoignez un secteur de pointe : Les télécommunications internationales : un domaine en pleine expansion avec la perspective de 1992, dans un environnement compétitif.

Interpac : une société dynamique à taille humaine qui connaît un très fort développement depuis sa création en 1985.

Votre mission : Vous participerez au développement de notre base de clientèle et aurez la responsabilité du suivi de comptes clients, dont beaucoup de "grands comptes".

Vous avez : Une formation supérieure commerciale ou informatique, débutant ou première expérience, un réel tempérament commercial et une motivation pour la vente de services.

Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable pour assurer la coordination avec nos correspondants présents aujourd'hui dans 32 pays.

Env. C.V., photo, prétentions et lettre indiquant vos motivations à Interpac, Tour Neptune - cedex 20 - 92086 Paris La Défense.

Association Française de Normalisation.

Dans le cadre d'un projet d'avenir visant à l'information de l'information contenue dans les normes, l'AFNOR recherche

## Ingénieur Produits Logiciels

De formation Ingénieur généraliste avec option informatique vous avez acquis une expérience de 2 ans minimum de la conception d'outils de Génie Logiciel.

Vous aurez la responsabilité de recenser les besoins (pratique d'une méthodologie), créer et réaliser des logiciels adaptés depuis la rédaction du cahier des charges jusqu'au suivi des applications.

Vous assurerez l'interface entre les Services Marketing, Informatique et les Services Normalisation.

Au-delà de la phase d'expérimentation le poste pourra évoluer vers la prise en charge complète de l'animation et de la gestion de cette nouvelle ligne de Produits.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. NR/40 à notre Consultante



Nicole Roger  
Lysel Rondet  
80, rue de Miromesnil  
75008 PARIS

Rejoignez des équipes performantes au sein de notre Direction des Services Télématiques

## INGENIEURS DEVELOPPEMENT DEBUTANTS OU 1<sup>ère</sup> EXPERIENCE

Dans un environnement IBM grands systèmes (MVS, CICS, DB2), nous développons, sur notre Centre Serveur, des projets importants mettant en œuvre des applications interactives et des systèmes de Bases de données.

Après une période de formation pendant laquelle vous serez intégrés à une équipe de réalisation, vous prendrez vous-même la responsabilité de projets télématiques professionnels.

Votre formation Miage ou Ecoles d'Ingénieurs, votre personnalité ouverte et dynamique nous intéressent.

Postes basés à Paris La Défense.

Envoyez votre CV + lettre manuscrite sous référence 3510 à notre Conseil



FMI RECRUTEMENT  
11, rue Liancourt 75014 Paris  
Tél. 43.20.69.29

Lyon

Notre société, spécialisée dans le développement de systèmes de sécurité et la maintenance de systèmes monétiques et informatiques recherche un

## Ingénieur électronicien

Rattaché au Responsable "Etudes et Développement", vous serez Chef de Projet du Département "électronique".

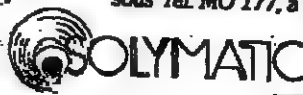
Votre mission :

- étude, conception et réalisation de prototypes,
- étude, test et adaptation des produits existants sur le marché,
- assistance technique aux autres services,
- encadrement de 4 techniciens supérieurs et assistants.

Des connaissances en informatique sont souhaitées. Vous avez un diplôme d'Ingénieur électronique et de préférence, une première expérience professionnelle.

Déplacements ponctuels à prévoir.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. MO 177, à Michel Bouly, Solymatic,



5, quai du Commerce,  
69336 Lyon Cedex 09.  
Tél. 78.83.03.66.

Qui fait  
chez M

Ingénieur  
"Marine/

Ingénieur  
"Défense

Le Monde

ES RENDEZ

SPECIAL

LI  
INFORM

lundi 17 do

JP 11/15/89



**SECTEURS  
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

# Qui fait bouger le profil d'un ingénieur commercial chez Merlin Gerin ? ... le client !

Lorsque notre Direction Commerciale France répond aux besoins émis par la Direction Générale de l'armement en matière d'équipement de bâtiments militaires ; lorsqu'elle soumissionne aux organismes étatiques ou privés, nationaux en Europe, ses ingénieurs d'affaires connaissent ces marchés spécialisés.

Pour renforcer notre équipe, nous recherchons :

## Ingénieur affaires "Marine/sous-marin"

Vous prendrez en charge la responsabilité commerciale de cette activité :

— Après avoir recueilli, analysé, synthétisé des informations d'origines diverses, vous élaborerez notre politique commerciale propre à cette activité.  
— Vous négociez avec des interlocuteurs de haut niveau dans des situations évolutives à long terme.

Votre formation d'ingénieur Grande Ecole : ENSTA, SUPELEC (Électrotechnique, Electronique, Informatique), une solide expérience de 5 à 10 ans dans le milieu de la Marine, une grande mobilité seront vos principaux atouts.

Bien entendu vous parlez anglais.

Poste basé à PARIS.

Réf. 1 MOND 158

## Ingénieur commercial "Défense Exportation"

Vous serez le responsable de nos actions commerciales auprès de l'ensemble des organismes étatiques et privés français impliqués dans les programmes étrangers et à l'exportation. Vous contribuerez ainsi au développement à l'export de notre activité "Défense" ainsi que les activités exportations de notre Département Marine Militaire.

Vous avez une formation d'ingénieur Grande Ecole ENSTA, SUPELEC, en électrotechnique, électronique, informatique ; vous avez acquis une expérience de 5 à 10 ans dans le montage commercial, technique, financier, industriel, de telles affaires.

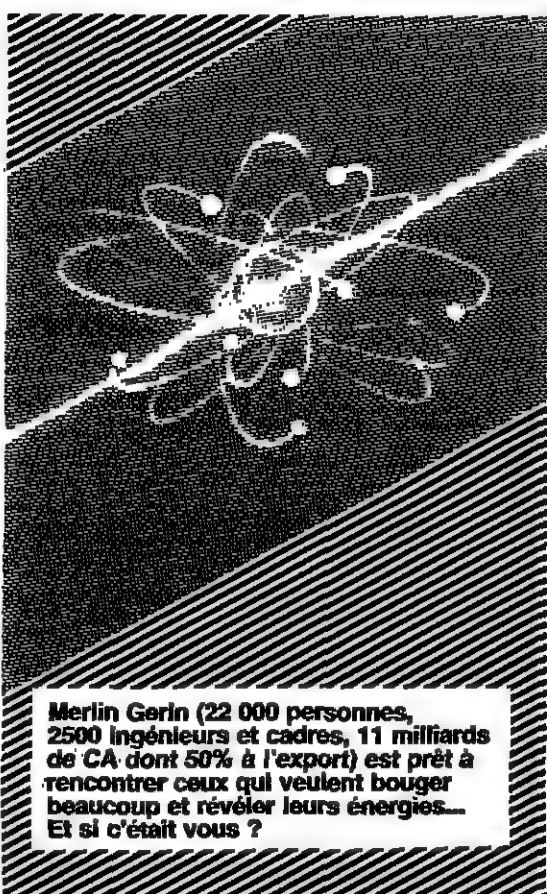
Vous parlez parfaitement l'anglais et êtes disponible pour de nombreux déplacements.

Poste basé à PARIS.

Réf. 1 MOND 159

Issu d'une grande école d'ingénieurs, vous souhaitez :

- participer aux évolutions technologiques et commerciales de Merlin Gerin
- évoluer dans un groupe international.



Merlin Gerin (22 000 personnes, 2500 ingénieurs et cadres, 11 milliards de CA dont 50% à l'export) est prêt à rencontrer ceux qui veulent bouger beaucoup et révéler leurs énergies... Et si c'était vous ?

Sur le marché des systèmes de protection "nucléaire civil", notre filiale de Lamanon occupe une place de tout premier plan.

## Ingénieur commercial radioprotection

Vous aurez en charge l'identification des besoins de nos clients, l'anticipation des besoins du marché français, le suivi de l'exploitation de nos matériels et le développement de nos ventes.

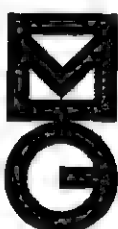
Ingénieur de formation électronique et instrumentation, vous possédez une expérience significative de la négociation commerciale. Votre connaissance du secteur nucléaire et de cette activité constitue un atout. Vous êtes disponible, impliqué et possédez de réelles aptitudes aux relations humaines, au travail en équipe ainsi que des capacités d'analyse et de synthèse.

Poste basé à PARIS.

Réf. 1 MOND 160

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, sous référence correspondante, à Merlin Gerin - Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres - 38050 Grenoble Cedex.

la maîtrise  
de l'énergie électrique



MERLIN GERIN

GRUPE SCHNIDER

Le Monde

**ES RENDEZ-VOUS EMPLOI**

OPERATION  
SPECIALE

SPECIAL SICOB :

**LES  
INFORMATIENS**

lundi 17 daté 18 avril 89

LE MONDE, POINT DE RENCONTRE DES GRANDES AMBITIONS

**Schlumberger**

Développement et animation d'un réseau de distribution de périphériques graphiques de hautes performances.

**DES  
INGENIEURS  
COMMERCIAUX  
POUR DES  
MARCHES  
DE POINTE**

**Technologies**

SCHLUMBERGER TECHNOLOGIES conçoit, fabrique et commercialise des instruments électroniques de mesure, des équipements de test automatique, des périphériques graphiques, des systèmes de CAO et FAO.

La Division Graphique, au premier rang mondial dans le domaine des périphériques graphiques, souhaite confier le développement et l'animation d'importants secteurs commerciaux (grands comptes et distributeurs) à de

## JEUNES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Débutants ou ayant une première expérience, vous êtes attirés par des responsabilités commerciales liées aux évolutions techniques en CAO, DAO, PAO...

Vous aimez le terrain et les contacts avec des interlocuteurs de haut niveau, vous êtes capables de vendre et de faire vendre.

Au sein de petites équipes commerciales maîtrisant bien les structures et les besoins d'un marché en pleine expansion, vous soutiendrez et vous orienterez les activités de distributeurs importants. Vous leur apporterez les atouts d'une politique marketing et promotionnelle efficace.

Les évolutions professionnelles au sein de SCHLUMBERGER sont très ouvertes à partir de ces postes, vers des responsabilités de management aussi bien commercial que technique. Une bonne mobilité géographique et une pratique courante de l'anglais sont des atouts importants.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous référence 89/06, à la Direction du Personnel.

SCHLUMBERGER TECHNOLOGIES  
Division Graphique  
Z.I. Les Petites Haies  
1, rue Jean-Lemoine  
94015 Créteil

AD'COM



# SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

à la saison du recrutement...

**SYSECA**  
Paris - Grenoble  
Parcours à grande vitesse  
pour deux jeunes  
**INFORMATIENS**  
diplômés des grandes écoles  
ENSIMAG, ENSEEIHT, ECP, ESE...

Nous proposons à deux jeunes ingénieurs de participer à des travaux d'études sur les systèmes avancés de gestion de l'information.

Dépendant de l'agence de Grenoble où nous avons constitué la plus importante équipe européenne travaillant sur les bases de données, vous êtes détachés dix-huit mois environ à Paris-Ouest auprès d'équipes universitaires et scientifiques de haut niveau à qui vous apporterez votre concours sur des projets de recherche financés par la Communauté (ESPRIT...).

Vous viendrez ensuite prendre vos fonctions définitives à Grenoble-Meylan où nous vous attendons dans un cadre de travail attractif.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 436  
315, Bureau de la Colline - 92213 SAINT CLOUD Cedex

**SYSECA  
SELECTION**

**SCETAUROUTE**  
Etablissement de la route  
Premier Bureau d'Etudes et de Conception  
Routes et Infrastructures de Transport  
Régionales et Nationales

des Maîtres d'Ouvre en conception et réalisation  
d'infrastructures de transport.

**INGENIEURS TRAVAUX**  
R.N. 5525

**INGENIEURS ETUDES**  
R.N. 5528

**INGENIEURS  
CHEFS DE PROJETS**  
R.N. 5529

Diplômé d'une grande école (ENPC, MINES, ESTP ou équivalent), vous êtes débutant (réf. 5525 et 5528) ou bien vous justifiez d'une expérience similaire d'environ 10 ans - organisation et suivi d'études générales lors des différentes phases de conception, maîtrise d'oeuvre, travaux... (réf. 5529).

Vous parlez anglais ou espagnol et souhaitez aujourd'hui rejoindre un groupe ambitieux et riche en opportunités de développement.

Ces postes sont à pourvoir dans toutes les régions de France.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite + prétentions sous référence choisie à notre Conseil ou transmettez-le par Minitel en composant le 3616 Code CV PLUS.

**Ressources  
& Développement**

Spécialisée dans les  
EQUIPEMENTS AERONAU-  
TIQUES ET DE DEFENSE, la  
SFIM depuis plus de 40 ans  
maintient le cap de la perfor-  
mance et de la compétence.

Dans le cadre  
de son évolution, la Direction  
de la Production recrute :

**INGENIEUR RESPONSABLE DE PROJETS**

De formation supérieure  
(ENSICA ou équivalent), vous  
avez une bonne connaissance  
en logiciel Temps Réel.

Après une période d'intégra-  
tion, vous prendrez en charge  
une équipe pluridisciplinaire  
de développement dans les  
pilotes automatiques  
de nouvelle génération.

L'anglais est obligatoire,  
l'allemand souhaité.

Que vous soyez  
débutant ou fort d'une  
première expérience,  
nous vous remercions  
d'adresser CV + photo  
sous la référence RFP/04

**sfim**  
LA  
COMPETENCE

à Françoise HENNEQUIN, SFIM,  
Direction des Affaires Sociales,  
91344 Massy Cedex  
Tél. 69.20.88.90

**Tioxide France** \*

Même débutant, si vous acceptez un challenge pour  
Plus de 200.000 F/an  
Ne lisez pas ce qui suit!

Nous n'avons à vous offrir que des PLUS :

- Une entreprise HYPERPERFORMANTE utilisant des techniques de pointe.
- Des ouvertures au sein d'un Groupe International, leader sur son marché : les pigments d'oxyde de titane.
- Des avantages sociaux.
- Travailler à CALAIS, la plus grande zone de développement en France, L'Angleterre et la Belgique à moins d'une heure !

**INGENIEURS**  
pour  
**ENTRETIEN - TRAVAUX NEUFS**  
gestionnaires d'hommes, de matériel moderne et de budgets importants.

*Ça vous intéresse ?*

Alors écrivez-nous pour discuter de tout cela : Direction des  
Relations Sociales, TIOXIDE FRANCE, BP 89 - 62102 CALAIS

**CLUB  
GAGNANTS**

Société d'Ingénierie en électronique industrielle  
recherche

**Ingénieurs  
électroniciens**

Ils seront chargés, au sein d'une équipe motivée, de la réalisation de projets dans des domaines de pointe tels que le Médical, les Télécommunications, l'Aéronautique...

Les candidats auront une bonne connaissance des microprocesseurs, de l'électronique analogique ou de l'électronique de puissance.

Merci d'envoyer votre candidature, à Gilles RENUCCI  
165, avenue Charles de Gaulle  
92321 Neuilly sur Seine Cedex.

**SINFOR  
ELECTRONIQUE**

COMITE フランス-日本工業技術協会  
**FORME** SOCIÉTÉ FRANCO-JAPONAISE  
DES TECHNIQUES INDUSTRIELLES

STAGES JAPON, pour sa cinquième année d'activité, le COMITÉ FORME propose huit stages de longue durée aux jeunes ingénieurs et chercheurs salariés d'entreprises françaises dans des entreprises et des centres de recherche japonais.

Deux stages sont réservés à des ingénieurs de PME-PMI pour lesquels sont prévus des subventions de l'État.

PROFIL : Ingénieurs ou chercheurs de haut niveau ayant une première expérience industrielle.

DOMAINE : Sciences et technique appliquées à l'industrie.

DURÉE : 24 à 27 mois. - DÉPART : AUTOMNE 89.

CONTACTER : MARIE-AGNÈS BERG - COMITÉ FORME  
11, rue Hemelin, 75783 PARIS CEDEX  
Tél. : 47-27-21-67. Téléc. : 611-0456.

**intel**

Leader mondial des microprocesseurs, nous sommes également solidement implantés sur le marché des systèmes et renforçons notre équipe dans les fonctions suivantes :

**INGENIEUR SYSTEME**

Spécialisé en informatique temps réel, vous avez 4 à 6 ans d'expérience dans les environnements RMC/Microprocesseurs 80286 - 80386/réseau. Vous avez déjà participé à la réalisation de projets complexes en informatique industrielle ou embarquée. Vous intervenirez en équipe ou seul pour l'assistance conseil auprès de nos clients.

La connaissance de VMS est un atout supplémentaire.

**INGENIEURS  
FORMATION CLIENTS**

Débutants ou pouvant justifier d'une première expérience notamment sur les microprocesseurs INTEL ou OS/2 ou UNIX, vous formerez une audience de concepteurs et développeurs confirmés. Vous saurez répondre aux demandes de formation "à la carte" en adaptant les supports existants et participerez à l'élaboration des supports de cours et travaux pratiques sur nos nouveaux produits.

Pour tous ces postes, un sens développé des communications et une bonne pratique de l'anglais sont indispensables.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 1104 à la Direction des Ressources Humaines, Intel Corporation, 1 rue Edison, BP 303, 78054 Saint-Quentin en Yvelines.

Chapman & Co



**SECTEURS  
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

...les oiseaux rares suivent leur instinct



**JEUNES INGENIEURS LOGICIELS**

Si vous allez d'instinct au plus pointu, si vous avez besoin d'espace et de liberté de mouvement, si vous vous faites une haute idée de la communication, si vos exigences sont élevées...vous faites partie des oiseaux rares qu'il nous faut.

**MATRA COMMUNICATION**, 2<sup>ème</sup> pôle français en communication d'entreprise (6.500 personnes, plus de 4 milliards de CA) vous offre la double dynamique d'un groupe pionnier et d'un environnement en pleine mutation technologique : télécommunication, radiotéléphonie, terminaux télématiques... Le terrain n'a jamais été aussi favorable à l'envol. Nous vous proposons de débiter dans la réalisation de logiciels communication pour la radiotéléphonie, les transmissions de données, la commutation temporelle et ses nouvelles fonctionnalités (RNIS, Réseau large bande...).

Nous vous offrons une stratégie : l'excellence technologique. Nous vous offrons surtout de réelles opportunités de développement personnel puisque les passerelles et filières d'évolution sont nombreuses dans notre groupe. Pour ces postes, il est nécessaire de maîtriser l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence JIL/LM à MATRA COMMUNICATION, Nicole Kamezac, D.E.F., BP 26, rue J.P. Timbaud, 78392 Bois-D'Arcy Cedex.

La réalité pour RENAULT VEHICULES INDUSTRIELS - 34 000 personnes, CA 34 milliards - ce sont des 40 tonnes qui sillonnent l'Europe, des autocars qui rallient Paris ou Rome en toute sécurité car ils sont l'œuvre d'experts. Dans notre groupe, la fonction PRODUCTION est au cœur de la réalité.

Un stage ouvrier, un poste de maîtrise puis de Chef d'atelier en fabrication mécanique ou carrosserie vous le feront comprendre. Là, vous animerez des équipes de 50 à 200 personnes. Là, vous intégrerez nos méthodes d'avant-garde et nos technologies de pointe.

Cette première étape, nous vous la proposons à CABN, en Normandie. Après, le voyage continuera, ailleurs, de responsabilités en responsabilités, vous développerez vos compétences techniques et humaines, évoluant dans la direction qui vous offrira le plus.

Pour entreprendre le voyage avec nous, adressez votre candidature sous réf. TS 25 à Thierry SCHAFF - Service Recrutement Cadres 129, rue Servient 69003 LYON.

**MATRA COMMUNICATION**

**PAIEMENT ELECTRONIQUE**

Notre Division Terminaux et Systèmes conçoit et fabrique, en moyenne série, des équipements performants en particulier dans le domaine de la Monétique. Nous renforçons nos équipes d'études et nous recherchons des

**Ingénieurs électroniciens**

Vous êtes responsable de la conception de sous ensembles électroniques à base de microprocesseurs. Vous avez une première expérience en micro-informatique industrielle de grande série et des compétences affirmées en électronique numérique et analogique.

(réf. TPE/EL)

**Ingénieurs informaticiens**

Grâce à votre expérience de quelques années, vous assurez avec maîtrise les spécifications, la conception et la réalisation de logiciels temps réel dans un environnement de micro-informatique industrielle.

Des connaissances particulières en système et réseau seraient appréciées.

(réf. TPE/IN)

**Ingénieurs mécaniciens**

Débutant ou avec une première expérience, vous participez au sein d'équipes projet pluridisciplinaires, à la conception d'équipements complets de type terminaux.

Pragmatique et ouvert, vous recherchez un poste opérationnel dans un environnement technique de haut niveau.

(réf. TPE/ME)

**LES POSTES SONT A POURVOIR A VALENCE.**

**CROUZET** : une Société de 3600 personnes qui maîtrise des technologies de pointe dans un environnement international diversifié.

Envoyez votre dossier de candidature sous la référence concernée au Responsable du Recrutement - CROUZET S.A. - 25, rue Jules Védines - 26027 VALENCE cedex.



**Des compétences  
pointues pour que  
ça tourne encore  
plus rond !**

**INGENIEUR METHODES**

LEA 3M, société basée à Abondant (28), à 70 km de Paris, fabrique de l'instrumentation de mesure électronique très performante. Vous participerez à l'industrialisation des nouveaux produits et metrez en application les plans d'amélioration de notre production (qualité/rentabilité). Jeune ingénieur généraliste, vous avez acquis une expérience professionnelle d'environ 3 à 5 ans.

Des connaissances en technique de la Qualité sont nécessaires. Vous possédez les qualités relationnelles indispensables pour encadrer une petite équipe, le sens de l'organisation et un esprit méthodique.

Pour un premier contact, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) à Mr Renot, LEA 3M, rue de l'Ormette, 28570 Abondant.

l'enthousiasme



**D'ETAPES EN  
ETAPES, VOTRE  
VOYAGE DANS  
L'UNIVERS DE LA  
PRODUCTION VOUS  
OUVRIRA TOUS LES  
HORIZONS**

Vous êtes diplômé d'ingénieur généraliste pour tout bagage, les yeux grands ouverts sur l'avenir, la tête pleine de projets mais les pieds bien sur terre, vous êtes prêts à vous engager dans la vie professionnelle.

La réalité pour RENAULT VEHICULES INDUSTRIELS - 34 000 personnes, CA 34 milliards - ce sont des 40 tonnes qui sillonnent l'Europe, des autocars qui rallient Paris ou Rome en toute sécurité car ils sont l'œuvre d'experts. Dans notre groupe, la fonction PRODUCTION est au cœur de la réalité.

Un stage ouvrier, un poste de maîtrise puis de Chef d'atelier en fabrication mécanique ou carrosserie vous le feront comprendre. Là, vous animerez des équipes de 50 à 200 personnes. Là, vous intégrerez nos méthodes d'avant-garde et nos technologies de pointe.

Cette première étape, nous vous la proposons à CABN, en Normandie. Après, le voyage continuera, ailleurs, de responsabilités en responsabilités, vous développerez vos compétences techniques et humaines, évoluant dans la direction qui vous offrira le plus.

Pour entreprendre le voyage avec nous, adressez votre candidature sous réf. TS 25 à Thierry SCHAFF - Service Recrutement Cadres 129, rue Servient 69003 LYON.



**ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT  
ESD AUTOMATISMES**

A l'avant-garde de l'étude, du développement des technologies de pointe dans les domaines :

- Télécommunications
- Informatique distribuée
- Informatique bancaire
- Gestion des transports

recherche

pour son département

**TRANSACTIONS BANCAIRES et POSTALES**

**INGENIEURS INFORMATIENS**

diplômés Grandes Ecoles d'ingénieurs ou Universitaires - bonnes connaissances de l'environnement PC appréciées, langues Anglaise et/ou Allemande souhaitées.

Dans le cadre du développement des activités bancaires et postales en France et à l'étranger, ils seront chargés de la conception et du développement des logiciels destinés aux automates bancaires.

Réf. 3651 M

Lieu de travail : banlieue Ouest.

Les dossiers de candidature lettre + C.V. - ss réf. choisie à préciser sur l'env - seront traités confidentiellement par DEVELOPPEMENT (qui transmettra)

**DEVELOPPEMENT**  
10, rue de la Paix - 75002 Paris

pour son département

**TRANSPORTS (Systèmes de billetterie)**

**INGENIEUR D'AFFAIRES**

diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieurs, ayant plusieurs années d'expérience en Etudes et Développement d'Automates. Il aura la responsabilité, en collaboration avec l'équipe technique assurant les études mécaniques, électroniques et de logiciels, du développement et de la gestion d'une ligne de produits, jusqu'à la mise en œuvre chez le client. Son sens et son goût de la compétition lui permettront de réussir et d'évoluer dans un secteur en plein essor tant en France qu'à l'étranger.

Réf. 3652 M



**STEIN INDUSTRIE  
groupe ALSTOM**

Etude et Construction de grands matériels thermiques industriels, chaudières pour centrales thermiques, tuyauterie nucléaires, recherche

**INGENIEUR CALCULS**

pour son Département BROYAGE et COMBUSTION

Votre mission : l'étude technique des équipements de Broyage et Combustion, avec présentation auprès des clients. Des déplacements occasionnels sont à prévoir.

Débutant ou avec quelques années d'expérience, vous êtes diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieur : ENSAM, INSA, EN ou équivalent.

- ANGLAIS indispensable.

- ALLEMAND apprécié.

Merci de nous adresser votre lettre de candidature avec CV, photo et présentations sous référence BC3 à : STEIN INDUSTRIE, Direction des Ressources Humaines 19/21 Avenue Morane Saulnier 78141 VELIZY VILLACOUBLAY.



Nous sommes la filiale française performante (progression de 20% par an) d'un important Groupe International fabricant des produits pharmaceutiques de haute technologie. Un très important programme d'investissements est planifié sur les 4 prochaines années pour faire face au développement d'activités propres et au transfert d'activités nouvelles. Dans ce contexte, nous recherchons un :

**CHEF DE PROJET ENGINEERING**

Rattaché au Responsable Engineering, il prendra en charge la responsabilité complète d'un important projet d'investissements : conception et coordination de la réalisation, planning, chantiers, etc... Il intervient tant en Génie Civil qu'en Process ou matériel.

Jeune ingénieur (29 ans environ) de type A&M, TP, Mines, Centrale Lyon, etc. Il a impérativement 3 ans d'expérience en tant qu'ingénieur Projet au sein d'une société d'Engineering ou industrielle proche (cosmétique, agro-alimentaire...). Il a une bonne pratique de l'anglais.

**NOUS RECHERCHONS UN CANDIDAT A FORTE PERSONNALITE ET POTENTIEL POUR EVOLUER VERS DES FONCTIONS ELARGIES.**

Le poste est situé à 60 km au Sud-Ouest de Paris (proximité Rambouillet). Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et présentations) sous référence SPE/14 à KEY MEN - 2, avenue de Paris - 45000 ORLEANS.





# SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

## JEUNE INGÉNIEUR G<sup>de</sup> ÉCOLE

Ayant 3 à 5 ans d'expérience ÉTUDES & RÉALISATIONS TRAVAUX NEUFS

DANS UNE INDUSTRIE LOURDE À FEU CONTINU  
(Type Pétrochimie, Raffinerie, Papeterie, Verre, Cimenterie, Sucrerie, etc...)  
OU dans une INGÉNIEURIE réalisant ou modernisant ce type d'usines  
AVEC OBLIGATION DE RÉSULTAT

Voulant valoriser sa polyvalence et ses capacités d'initiative  
en participant activement à des travaux d'envergure

Peut trouver un poste évolutif avec responsabilités (Techniques, Humaines, Financières)

Chez **AUSSEDAT REY**

En secondant le **CHEF DE SERVICE ÉTUDES TRAVAUX NEUFS**

De l'usine de **SAILLAT : LEADER EUROPÉEN** du Papier pour **REPROGRAPHIE**

**QUI VA DOUBLER SA CAPACITÉ DE PRODUCTION**

Si vous voulez compléter votre information sur la Société et le poste offert  
AVANT MEME D'ÊTRE CANDIDAT

Demandez une documentation à **F. DOZOL** (16)-1-45 31 42 42

## RHÔNE-ALPES

Société à taille humaine (200 personnes, 100 MF de CA dont 30 % à l'export), nous concevons, produisons des composants, des sous-ensembles électroniques de pointe, des interfaces d'automatismes numériques et analogiques et des appareillages électriques de forte puissance, nous recherchons un

### INGÉNIEUR ELECTRONICIEN RESPONSABLE ETUDES ET DEVELOPPEMENT

Vous dirigez l'activité de nos BE (18 personnes + CAO), définissez les priorités, répartissez les charges et suivez l'activité de nos sous-traitants. A l'écoute de nos commerciaux, vous supervisez développements, mises au point et tests des produits de nos futurs marchés.  
Ingénieur diplômé (Sup Elec, ISEP, ISEN, Sup Télécom, etc...), votre expérience d'études, d'encadrement d'équipes vous permet de prendre en charge cette fonction très opérationnelle, porteuse de notre développement et de votre carrière (référence 703 L 169 M).

### INGÉNIEUR ELECTROTECHNICIEN ETUDES

Interlocuteur privilégié des clients de notre département électrotechnique (40 pers. - 30 MF de CA), vous managez le bureau d'études (6 personnes), définissez les procédures de réponses aux appels d'offres et aidez à la conclusion des affaires, puis fournissez des dossiers opérationnels à la fabrication que vous superviserez à terme.  
Ingénieur (ISE, INSA, ENSAS, ESIM, IEC, ESME, ENM, etc...) après une première expérience acquise en BE ou en tant qu'ingénieur d'affaires, venez élargir vos compétences en participant à notre informatisation (calculs et DAC) et en prenant en charge la diversification de cette ligne de produits (référence 703 L 170 M).

Notre conseil **JOËL BERNARD** traitera votre dossier adressé sous référence choisie en toute confidentialité.

**centor** 17, rue Louis Collet  
69626 VILLEURBANNE CEDEX

PARIS 42 65 15 53 • LYON 76 69 97 16 • MULHOUSE 69 66 55 00

## INGÉNIEURS RECHERCHE MOTEURS

### GRANDES ECOLES

De formation, plus particulièrement orientée vers la mécanique, vous participerez aux études théoriques et réalisations de prototypes en collaboration avec l'industrie automobile.

Dotés d'outils performants (logiciels de calculs et moyens d'essais), vous assurerez le suivi et l'interprétation d'expérimentations sur bancs d'essais moteurs et sur véhicules.

Un goût marqué pour la recherche appliquée et le sens de l'innovation seront particulièrement appréciés.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à D. Lacabane - Service Recrutement - FP - 1/4 avenue du Bois Préau - 92506 RUEIL MALMAISON.

**Institut Français du Pétrole**



## LE LABORATOIRE NATIONAL D'ESSAIS

recherche

### ingénieur en métrologie (H/F) débutant accepté

Pour assurer le développement des moyens et des essais en métrologie des forces, il conduit l'étude et la réalisation des moyens de références, leur automatisation, leur qualification et la mise en œuvre des procédures d'étalonnage des capteurs de force et des machines d'essais.

Des connaissances en mécanique, mesures physiques, automatisation et anglais sont indispensables.

Lieu de travail : **PARIS** réf. 89/542

Merci de nous envoyer un dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à :  
**LNE - SRH, 1, rue Gaston Boissier - 75015 PARIS.**

### ingénieur mécanicien (H/F) débutant accepté

(INSA, ENSI, ENSAM ou équivalent)  
Il a en charge la définition, la réalisation et la conduite d'essais dans le domaine de la fatigue des matériaux et structures.

Connaissances nécessaires en hydraulique, systèmes asservis et résistance des matériaux.

Ses qualités d'autonomie et son aptitude à la relation lui permettront d'animer et de gérer son équipe.

Lieu de travail : **TRAPPES** réf. 89/564

## Un jeune chef de projet informatique pour les ressources humaines

La Société Française **EXXON CHEMICAL** (1300 personnes, dont 370 cadres) recherche un(e) jeune ingénieur informaticien pour sa Direction des Ressources Humaines.

Dans un contexte industriel et international très motivant, il devra prendre en main de façon autonome plusieurs projets de pointe en coordination avec l'informatique de la Société et les prestataires de service.

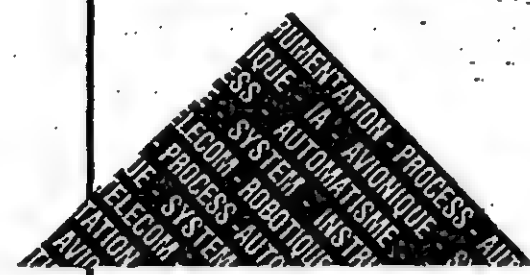
Diplômé d'une Grande Ecole ou titulaire d'une Maîtrise d'Informatique, il aura eu l'occasion de

mettre en pratique, dans le cadre d'un projet d'envergure, une méthode d'analyse, un système de gestion de base de données et un langage de programmation. Pour réussir dans ce poste, de réelles qualités de communication sont exigées ainsi qu'une bonne maîtrise de l'anglais. Poste basé à Notre-Dame-de-Gravenchon, à 40 km du Havre.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) à Olivier Giraud, S.F. EXXON CHEMICAL, BP 52, 76330 NOTRE-DAME-DE-GRAVENCHON.

**EXXON  
CHEMICAL**

## LA PASSION



## DES DEFIS

Nous vous attendons. Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) à **DEFITEC**, 94 rue La Fayette 75010 Paris.

## INGÉNIEURS GRANDES ECOLES CONFIRMES

Société de services en informatique, spécialisée dans les Techniques de Pointe appliquées à l'industrie, nous recherchons pour nos Centres de Compétence **TEMPS REEL ET TELECOMMUNICATION**

### 2 INGÉNIEURS CONCEPTEURS

- C, ASM 68020 et 68030
- VAX, SUN SOUS UNIX
- ETHERNET

Votre haute technicité ainsi que votre expérience d'environ 3 ans vous permettront d'intervenir sur des projets industriels importants. A terme des possibilités d'évolution comme Chefs de Projets pourront être proposées.

**DEFITEC**  
LA PASSION DES DEFIS

Nous sommes un des leaders des services à Valeur ajoutée en France. Notre forte croissance nous amène à étoffer notre Direction des Services Télématiques

## JEUNES CHEFS DE PROJETS

Rejoignez-nous

Dans le cadre du développement des activités sectorielles (grande distribution, assurance, industrie chimique), vous prendrez en charge, la globalité des projets de télématique professionnelle qui vous seront confiés, (de la définition des besoins, au management d'équipes de réalisation et au suivi des clients).

Pour ces projets souvent stratégiques pour nos clients (systèmes d'information, gestion commerciale), vous utiliserez notre centre serveur et son réseau qui comporte plusieurs milliers d'accès.

Votre formation supérieure (Ecole d'Ingénieur, MIAGE) et votre expérience du développement de projets de gestion dans un environnement IBM grands systèmes (MVS, CICS, DB2) vous permettront de manager avec autonomie des groupes de projets.

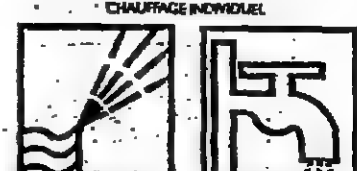
Vous aurez ainsi tous les atouts pour évoluer dans une structure conviviale et performante. Postes basés à Paris La Défense.

**FMI**

Envoyez votre CV + lettre manuscrite sous réf. n 3515 à notre Conseil

**FMI RECRUTEMENT**  
11, rue Liancourt 75014 Paris. Tél. 43.20.69.29

## Pompes Salmson



- 650 personnes
- CA 88 : 460 millions
- CA export : 40%
- Usine à Laval
- 1 250 000 prod/an

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous encourage de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 904 665 LM

## RESPONSABLE PLATE-FORME D'ESSAI

Une large autonomie opérationnelle au sein du Service Recherche et Développement, des contacts nombreux tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'entreprise, un vaste champ d'expérimentation technologique (électro-technique de petite puissance, asservissement, régulation, acoustique, mécanique et hydraulique) et des travaux variés (recherche appliquée, homologation, investissements d'équipements d'essais), telles sont les perspectives que nous proposons à un jeune ingénieur diplômé d'école d'ingénieur (Ecole d'Ingénieur, MIAGE) et votre expérience du développement de projets de gestion dans un environnement IBM grands systèmes (MVS, CICS, DB2) vous permettront de manager avec autonomie des groupes de projets.

Vous aurez ainsi tous les atouts pour évoluer dans une structure conviviale et performante. Postes basés à Laval.

**ORION**  
l'homme et l'entreprise

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.



**SECTEURS  
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**JEUNE INGÉNIEUR**

Electricien  
Electronicien  
Instrumentiste

Ayant 3 à 5 ans d'expérience de l'automatisation des fabrications dans  
**L'INDUSTRIE LOURDE À FEU CONTINU**  
(Chimie, Raffineries, Cimenteries, Centrales Thermiques, Papeteries, Verres, Sidérurgie, etc...)  
Ayant acquis cette expérience dans :

- Le service TRAVAUX NEUFS d'une telle usine
- Une Ingénierie à service complet (obligation de résultat)
- Le département Ingénierie d'un constructeur

Peut trouver poste évolutif avec responsabilités (Techniques, Humaines, Financières)

Chez : **AUSSEDAT REY**

En secondant le CHEF DE SERVICE ÉLECTRICITÉ/INSTRUMENTATION

De l'Usine de SAILLAT Leader Européen du papier pour reprographie qui double sa capacité de production

Si vous voulez compléter votre information sur la Société et le poste offert  
AVANT MEME D'ÊTRE CANDIDAT

Demandez une documentation à F. DOZOL ☎ (16)-1-45 31 42 42

**JEUNE INGÉNIEUR Gde ÉCOLE**

Ayant 3 à 5 ans d'expérience de la PRODUCTION  
DANS UNE USINE À FEU CONTINU

L'ayant amené à participer à des programmes d'investissement de productivité (ou à les conduire) ainsi qu'à des études de réduction des coûts, d'optimisation ou automatisation des fabrications, etc.....

Peut valoriser cet acquis dans le contexte particulièrement favorable du poste d'INGÉNIEUR PROCÉDÉ que lui propose :

**AUSSEDAT REY**

pour son usine de SAILLAT leader Européen du papier de qualité en ramettes pour la reprographie

Si vous voulez compléter votre information sur la Société et le poste offert  
AVANT MEME D'ÊTRE CANDIDAT

Demandez une documentation à F. DOZOL ☎ (1) 45 31 42 42

**bip**

BANQUE INTERNATIONALE DE PLACEMENT  
PREMIERE BANQUE D'ARBITRAGE FRANCAISE

**Ingénieur Economiste confirmé**

Réf. MIDVED

(ENSAE, CENTRALE...)

**Mission :** Chargé de suivre et d'analyser l'évolution des grands marchés financiers, vous réaliserez en particulier des études prévisionnelles directement appliquées par l'équipe opérationnelle à laquelle vous serez intégré.

**Profil :** Passionné par l'analyse macro-économique, vous avez conservé de votre formation en grande école scientifique le goût de l'analyse quantitative. Vous maîtrisez parfaitement les techniques de l'analyse conjoncturelle et les méthodes de prévision les plus avancées. Vous disposez impérativement d'une expérience professionnelle minimale de 2 ans acquise de préférence dans un établissement financier.

Vous avez le goût des contacts, une bonne aisance rédactionnelle, vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

**Notes vous offrons :**

Une rémunération motivante et de fortes possibilités d'évolution. Dans un contexte performant, vous aurez la possibilité d'exprimer pleinement votre potentiel.

Merci d'adresser votre lettre de candidature manuscrite

et votre CV, + photo à :  
BIP - Direction Des Ressources Humaines & de la Communication  
108, Boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

**Ingénieurs électroniciens,  
décollez avec le leader  
des calculateurs embarqués**

SFENA, filiale de l'Aérospatiale, a doublé ses résultats en un an et devance largement ses concurrents. Elle met son avance technologique, sa maîtrise de l'avionique et des tests automatiques au service des plus grands projets : Lanceur Ariane V, électronique de bord AIRBUS A340...

**RESPONSABLES  
CALCULATEURS  
EMBARQUES**

En charge du développement d'un calculateur, vous êtes expert en conception électronique numérique et analogique. Vous définissez l'architecture du matériel, en spécifiez les sous-ensembles et êtes responsable de l'intégration et de la validation. Votre rôle de coordinateur sera déterminant. Réf. E1

**CONCEPTEURS CARTES  
ELECTRONIQUES**

Chargé de l'étude et du développement des fonctions électroniques dans les calculateurs embarqués, vous êtes spécialiste en conception de matériel

numérique et analogique. Votre dynamisme, votre goût pour le travail en équipe et votre esprit de synthèse seront primordiaux et vous permettront d'animer une équipe d'ingénieurs de techniciens. Réf. E2.

**INGENIEURS  
ELECTRONICIENS HW/SW**

En charge de la spécification des tests du matériel de nos calculateurs embarqués, vous participez au développement des logiciels de tests et coordonnez les activités de nos sous-traitants. Réf. E3  
Sur ces postes, votre expérience de conception en environnement IAO et votre maîtrise de la langue anglaise seront appréciées.

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence du poste choisi à SFENA, Gestion des Cadres, Aéroport de Villacoublay, BP 59, 78141 Vélizy Villacoublay Cedex.

**Assistant Support Système**

De formation BAC + 4 informatique complétée par une expérience professionnelle d'environ 2 ans, nous vous proposons de valoriser votre connaissance de l'univers micro-informatique en rejoignant notre Direction Production.

Vous serez chargé d'assurer l'interface et la connexion de nouveaux produits bureautiques avec les univers mini/micro-informatiques et vidéo, tant au niveau matériels que logiciels (DAO/CAO). Vous serez également responsable des liaisons avec les fabricants de matériels et développeurs de logiciels.

Enfin, vous assurerez une mission de formation auprès de nos cadres commerciaux et techniques.

Votre bonne connaissance des périphériques, votre esprit d'analyse et de synthèse et votre excellent sens du contact vous permettront de réussir pleinement dans cette fonction et d'allier informatique et marketing en toute compatibilité. Poste basé au siège.

Merci d'adresser votre candidature sous Référence AS/M.11 à CANON FRANCE, Direction des Ressources Humaines, Service Ressources et Développement, 93154 Le Blanc-Mesnil Cedex.

**Canon**

**INGENIEUR DE PROJET**

Chargé de mener à bien un projet industriel dans ses différentes phases : évaluation technique, devis, planning, dimensionnement global, coordination et gestion de la réalisation du projet (coût, délai).

Nous recherchons un ingénieur diplômé d'une grande école, parlant anglais débutant ou ayant une première expérience en conception, mise en service de machines tournantes. Des connaissances en électronique numérique et une appréhension des phénomènes mécaniques seraient de précieux atouts.

**INGENIEUR DE  
MISE AU POINT**

Chargé d'assurer la mise au point d'une suspension aux paliers magnétiques actifs (vérifications, réglages, modifications) pour permettre le bon fonctionnement et l'obtention des performances.

Nous recherchons un ingénieur diplômé d'une grande école, débutant ou ayant une première expérience en recherche et développement en électronique, conception et réalisation d'installations, dépannage.

Les postes sont basés à Vernon (27).  
Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet de candidature en précisant le poste de votre choix à :  
Z.L. Vernon-Saint-Maurice, R.P. 2382, 27930 Saint-Maurice.  
Leader mondial du palier magnétique actif

**SZM**

Leader mondial du palier magnétique actif

**elf aquitaine**

RECHERCHE POUR SA DIRECTION EXPLORATION-PRODUCTION  
ETABLISSEMENT DE PAU

**INGENIEURS EN SIMULATION NUMERIQUE H/F**

Issus d'une Grande Ecole d'ingénieur, ayant une formation ou une première expérience en analyse numérique.

Vous aurez à conduire des actions de modélisation mathématique dans le domaine de l'Exploration, Production pétrolière (propagation des ondes, écoulements polyphasiques en milieu poreux, calcul de structures...).

Ces fonctions vous ouvrent de nombreuses opportunités d'évolution de carrière dans un grand groupe international.

Les postes nécessitent une bonne pratique de l'anglais.

Envoyez votre candidature (lettre, CV, photo et prêt) à :  
SNEA (P) DPIS - Carrières Recrutement - 28 avenue des Lias - 64000 PAU.



# SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Depuis 1983, FRAMENEC, leader européen dans les applications de l'intelligence Artificielle, réalise des systèmes experts clés en main pour l'industrie et les services, développe des générateurs de systèmes experts, participe activement aux programmes européens de recherche, et propose une activité conseil et méthodologie.

## Développez un générateur de systèmes experts

Le Département Outils constitue son équipe de développement pour son nouveau générateur de systèmes experts et souhaite y intégrer un Ingénieur Développement.

Vous évoluerez dans notre environnement de stations de travail UNIX en réseau (Sun, Apollo, Siemens, Mips...) et utiliserez C et X-Windows. Ingénieur grande école avec option informatique, DESS informatique, DEA de génie logiciel, vous êtes débutant ou expérimenté. Vous manipulez C et UNIX et parlez anglais. Organisation, créativité, curiosité, esprit d'équipe font de vous notre candidat idéal.

**FRAMENEC**

Alain Stajman, Chef du Département Outils, attend votre dossier de candidature. Tour Fiat, Cedex 16, 92084 Paris-La Défense.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE APPLIQUEE

Nous sommes un grand de l'ingénierie informatique et notre développement nous conduit à renforcer nos équipes par

### un chef de projet rôdé à la GPAO

Attaché au responsable du département GPAO, venez prendre en main avec autonomie, de l'élaboration du devis jusqu'à l'implantation, de vastes chantiers en vous appuyant sur nos produits.

Ingénieur, vous avez acquis en 4 à 6 ans une première expérience sérieuse en conduite de projets dans le monde industriel, avez trempé dans la gestion de production et, si possible, avez la pratique du DPS7. Devenez un "pro" de la GPAO ! (réf. 5426 LM)

### un consultant, spécialiste de l'informatisation des directions financières

Interlocuteur privilégié de nos clients en matière de gestion administrative et comptable, vous les conseillez à haut niveau sur leur système d'information et leur proposez des scénarios et des solutions en vous appuyant sur notre large gamme de produits. Puis vous élaborerez et piloterez leur mise en place.

Sup de Co ou Ingénieur, vous avez acquis en 5 ans au moins, en entreprise ou en SSII, une solide expérience d'informatisation en matière de gestion administrative et comptable. Le contrôle de gestion, pour vous, n'est pas un vain mot.

Si vous souhaitez gagner en autonomie et en responsabilités dans une affaire solide, alors

Ecrivez à notre consultante, Mlle S. BLAIN, ss réf. cor. à "Carrières de l'informatique".



**ALEXANDRE TIC S.A.**  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
Lyon - Grenoble - Lille - Nantes - Toulouse - Strasbourg

MEMBRE DE SYNTec

### Jeunes Ingénieurs Diplômés : démarrez une nouvelle ligne de production

Notre entreprise en France (CA 1,1 milliard - 1500 personnes) filiale d'un important groupe multinational chimique mène une politique active de diversification tant sur le plan de ses produits que sur le plan de ses marchés.

Elle recherche pour son unité de LOUVIERS (27) - 200 personnes, un futur

### CHEF DE PRODUCTION

qui aura à mettre en place, organiser et gérer des productions à partir d'équipements de conception novatrice.

Le succès de sa mission qui constitue un "test" pour l'ensemble du groupe ouvre des perspectives attractives d'évolution sous 3-4 ans environ.

Vous êtes ingénieur mécanicien de type AM - INSA - ENI ou équivalent et avez déjà démontré vos capacités d'homme de terrain à travers quelques stages significatifs en milieu industriel. Vous avez en outre, une bonne connaissance de l'Anglais parlé.

Merci de nous adresser votre dossier sous Réf. 2123 D/M ou transmettez-le à CV CADRE en composant le 3615 code JCM sur votre minitel.



JEAN-CLAUDE MAURICE CONSEIL - 12, RUE DE PONTTHIEU - 75008 PARIS

PARIS - LYON - NANTES - RENNES - TOULOUSE - VOIRON - BARCELONE

**INGENIEURS**  
CONFIRMES ou 1 à 5 ans d'expérience

Pour participer à notre nouvelle expansion dans l'un des domaines :

- TRAITEMENTS D'IMAGES
- SYSTEME TEMPS REEL
- TRAITEMENT DU SIGNAL
- RESEAU

Nous vous proposons de vous intégrer dans notre équipe d'INGENIEURS SPECIALISES.

Merci d'adresser CV et prétentions au 9, Bd. Jean Jaurès, 92100 BOULOGNE.

**telsa**  
informatique

### TOURNAI Jeune ingénieur Projet

Nous sommes une importante entreprise industrielle (CA 500 MF - 900 personnes), filiale d'un puissant groupe français. Nous réorganisons notre processus de fabrication et recherchons aujourd'hui l'ingénieur qui dirigera ce projet.

Nous confions cette mission à un jeune ingénieur (28-30 ans) en mécanique ou fondée. Rattaché au Responsable Méthodes, il se consacrera exclusivement, pendant une durée de 3 ans, et après une prise de connaissance de l'usine, à la conduite du projet : établissement du cahier des charges, en relation avec la fabrication, la maintenance, les services administratifs et financiers, négociation avec les fournisseurs, animation de la mise en œuvre de l'ensemble avec les différents services et les fournisseurs.

Ce poste-emploi à une carrière très évolutive conviendrait bien à un jeune ingénieur motivé par la conduite d'un grand projet et désireux d'évoluer dans un groupe industriel de premier ordre. Les candidats de plus grande expérience ne seront pas écartés.

Adressez votre dossier de candidature sous réf. P/MC/1059 à notre conseil : PG CONSULTANTS, 21 rue Emile Zola, 37000 TOURS.

**PG Consultants**

ANGERS BORDEAUX NANTES PARIS TOULOUSE TOURS

### JAPY HERMES

Filiale du premier constructeur européen de Bureautique et d'Informatique, est implantée en Europe et dans plus de 40 villes en France. Elle emploie près de 700 collaborateurs et réalise un C.A. supérieur à 600 MF. Elle connaît aujourd'hui sur l'ensemble de ses lignes de produits (Bureautique - Micro Informatique - Périphérique), une expansion rapide.

### INGENIEURS COMMERCIAUX

Pour faire face à cette croissance, qui s'est traduite par un doublement du C.A. en trois ans, JAPY HERMES recherche de Jeunes Commerciaux (diplômés de l'Enseignement Supérieur), désireux d'évoluer au sein d'un univers très professionnel, tant au plan des Techniques de vente, que celui de la haute technologie, dont sont issus les produits qu'elle fabrique et distribue. Elle recherche donc des talents, de fortes capacités de travail, des Commerciaux aptes à progresser au sein du Groupe, ce dernier offrant de grandes possibilités de développement de carrière vers des fonctions de management et/ou de marketing. Près de 30 postes sont à pourvoir à Paris, Marseille, Lyon, Toulouse, Bordeaux, Lille, Strasbourg, Nantes, Tours, Rouen, Grenoble, Nice, Nancy, Rennes, Montpellier. Nous vous proposons d'adresser un C.V. sous la référence JPH à Mme DESSAGNE 29, rue des Pyramides 75001 Paris ou bien encore de lui téléphoner au (1) 42.61.68.08 de 9 h à 19 h en semaine ou le samedi de 10 h à 12 h. La plus grande discrétion dans l'examen des candidatures est assurée.

**JAPY HERMES**

### Signez votre réussite...

Aujourd'hui vous souhaitez exprimer à plein vos talents et vos capacités d'innovation. La Division SEMICONDUCTEURS de TEXAS INSTRUMENTS, à travers des activités de conception, de fabrication et de commercialisation, vous offre une structure particulièrement développée sur le marché européen.

### CHEFS DE PRODUITS

A Villeneuve Loubet (près de Nice), vous intégrez notre centre européen de produits programmables et assurez le marketing de ces produits sur votre secteur géographique : Angleterre, Italie.

Vous identifiez et développez les marchés, élaborez, contrôlez votre gamme de produits, définissez les politiques de prix et de support, assurez la promotion, la communication et la formation sur votre ligne de produits.

Ingénieur Electronicien, vous avez acquis 3 années d'expérience dans la fonction marketing, éventuellement commerciale.

Ces postes nécessitent une excellente mobilité et une pratique professionnelle de l'anglais ou de l'italien.

Bernard TISON vous remercie de lui adresser votre candidature (photo jointe) sous réf. SCPME/0489/11M, à TEXAS INSTRUMENTS FRANCE, 8/10 avenue Morane Saulnier, 78141 Velry Villacoublay Cedex.

**TEXAS  
INSTRUMENTS**

### CENTRE OUEST

Notre société qui a une réputation d'innovateur technique dans la fabrication de produits de pointe pour l'industrie automobile, recherche pour faire face à son expansion son

### DIRECTEUR DE LA QUALITE 300.000 F

En collaboration étroite avec le Directeur Général, dont vous dépendrez, vous élaborerez et vous animerez la politique de Qualité Totale de l'entreprise. Interlocuteur privilégié des Directions de la Qualité, des clients, constructeurs et équipementiers, vos actions visent à améliorer constamment la qualité tant au niveau des produits qu'au niveau des services. Vous superviserez évidemment le service contrôle-qualité.

Agé de 35 ans environ, vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieurs, vous avez déjà une expérience de 3 à 5 ans dans un service qualité d'une unité de production obtenue dans une industrie de grandes séries (secteur automobile de préférence). La connaissance de l'anglais constitue un plus.

Ce poste, situé dans le Centre Ouest de la France, proche d'une grande ville universitaire, permet une évolution de carrière dans une société en plein développement.



Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) en précisant la référence 938 ainsi qu'un numéro de téléphone à Guy POSTEL, Conseil, BP 19, 06480 LA COLLE SUR LOUP. Vous serez contacté rapidement et confidentiellement.

**Guy Postel**

### EQUIPEMENTIER AUTOMOBILE 500 PERSONNES

**Man  
GROUPE**

Ingénieur

Ingénieur

Ingénieur

Ingénieur

Ingénieur

Ingénieur

Ingénieur

Ingénieur

Ingénieur

Ingénieur

Ingénieur

Ingénieur

Ingénieur

Ingénieur

Ingénieur

Ingénieur

Ingénieur

Ingénieur

Ingénieur

Ingénieur

Ingénieur

Ingénieur

Ingénieur

Ingénieur



مكتبة الدكتور

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 12 avril 1989 29

## SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**Martin**  
GROUPE BOBST

800 p. - 700 MF de CA, à Lyon.

Leader mondial incontesté en conception et en fabrication de machines pour l'industrie du carton ondulé, nous voulons optimiser la fiabilité de nos machines et créons dans notre BE mécanique la poste de :

### jeune ingénieur calculs-mesures

Venez mettre en place des systèmes de mesure de vibration, de bruit et réaliser des calculs de résistances des matériaux, vibrations.

Ingénieur A&M ou équivalent, vous disposez d'une première expérience de la fonction acquise en entreprise industrielle ou en laboratoire de recherche et maîtrisez donc l'utilisation d'instruments de mesure et, si possible, un langage de programmation. Devenez notre spécialiste en la matière pour, prendre en charge d'autres responsabilités, dans quelques années.

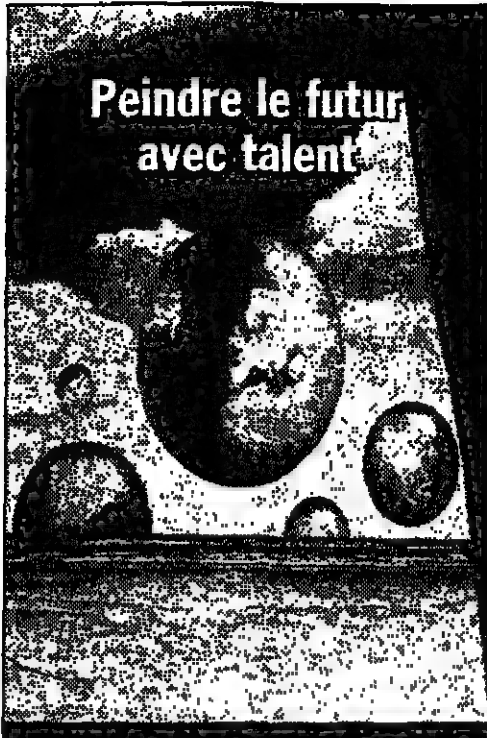
Notre consultante, Mme F. JOUISHOMME, vous remercie de lui écrire (réf. 1435 LM).



**ALEXANDRE TIC S.A.**  
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON

PARIS - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

Peindre le futur  
avec talent



### Jeunes ingénieurs généralistes

FRAMATOME vous propose de rejoindre sa Direction des Services Nucléaires à un moment où son activité Maintenance connaît un nouvel essor. Vous pourrez valoriser vos compétences dans de grands programmes d'intervention en centrales, fondés sur de nouveaux défis technologiques.

Votre mission : Conduire des opérations de maintenance spécialisée et diriger des équipes opérationnelles.

Vous planifiez, coordonnez les interventions, vous êtes l'interlocuteur du client. Les maîtres-mots de votre activité sont : sécurité, qualité.

Vous êtes ingénieur généraliste à dominante mécanique, vous avez moins de 30 ans et une bonne pratique de l'anglais. Nous offrons une rémunération particulièrement attractive pour cette fonction qui exige mobilité.

Merci d'adresser CV et lettre manuscrite à FRAMATOME, 10 rue Juliette Récamier, 69006 LYON, en précisant la référence SB/4499.



**FRAMATOME**

LE FUTUR EN TÊTE

### INGENIEUR ROUEN CONSEIL QUALITE

Important prestataire de services techniques, nous recherchons un INGENIEUR CONSEIL QUALITE.

Ingénieur diplômé d'une grande école, vous avez 5 à 10 ans d'expérience dans la Direction d'un établissement industriel ou dans le conseil en organisation et management. Vous êtes autonome, persuasif et convaincu de l'importance de la qualité dans l'organisation des entreprises.

Vous serez chargé de développer l'activité conseil en organisation d'entreprise, en gestion de production et en qualité totale.

Ce poste basé à Rouen nécessite une grande disponibilité et des déplacements fréquents. Rémunération motivante pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo récent 6956 à



53, avenue Victor Hugo - 75116 PARIS qui transmettra



**QUAKER FRANCE**

QUAKER  
OATS  
FRUIT  
FLAKES  
Criselli  
MIDDEL  
Cap'n  
CORN  
FLAKES  
Delikat  
FIDO  
Costello  
félix

Filiale d'un important groupe américain en France, nous sommes présents sur des marchés porteurs de l'alimentation animale et des céréales pour petits déjeuners (1 milliard de francs de CA). Notre développement ambitieux nous amène à rechercher pour le département industriel, un

### Responsable Assurance Qualité

Quimperlé  
Finistère Sud

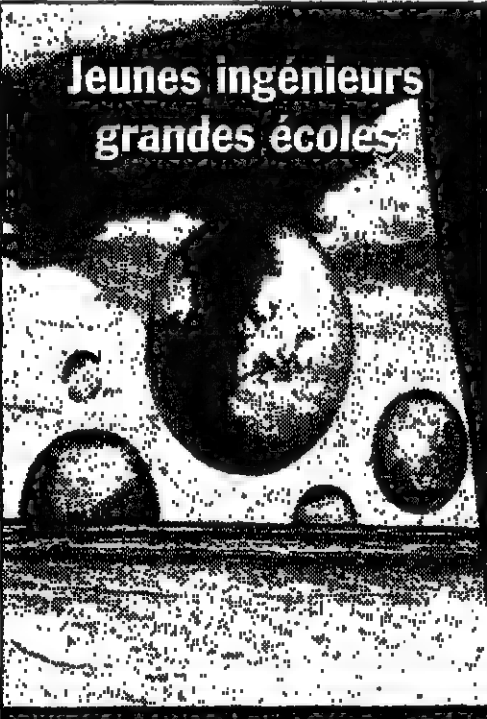
Il est le garant de la mise en œuvre et du respect des procédures - Assurance Qualité - intégrées dans les différentes fonctions : recherche et développement, marketing, process, logistique, fournisseurs. Il est en relation avec ses homologues étrangers pour toutes les fabrications confiées aux filiales européennes ou réalisées pour leur compte.

Profil : Ingénieur agro-alimentaire + 5 ans d'expérience dans un département Qualité. Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) en précisant la référence 91832 LM à :

QUAKER FRANCE - André TURINI - 40, Bd de Dunkerque. 13002 MARSEILLE.

Jeunes ingénieurs  
grandes écoles



### Des projets d'envergure internationale

Nous sommes leader mondial dans un secteur de pointe. Grâce aux moyens les plus performants, nos équipes Lyonnaises développent des projets de grande envergure, au sein d'unités souples et autonomes.

Jeune ingénieur Grande Ecole généraliste ou à dominante mécanique, vous êtes attiré par des fonctions d'études ou de conception, alliant haute technologie et travail d'équipe.

Vous souhaitez valoriser votre potentiel en profitant des nombreuses opportunités de carrière qu'offre un groupe de dimension internationale.

Merci d'adresser CV et lettre de motivation à FRAMATOME, 10 rue Juliette Récamier, 69006 LYON, sous la référence BC04.



**FRAMATOME**

LE FUTUR EN TÊTE

Le groupe GTI INFORMATIQUE, spécialisé en prestations intellectuelles auprès de grands comptes recherche pour sa filiale GTI INGENIERIE son :

### DIRECTEUR TECHNIQUE

Vous aurez principalement à développer la stratégie de développement de cette activité, en organisant des actions de marketing (sectoriels et produits) en apportant vos solides compétences techniques en informatique et gestion pour renforcer l'équipe commerciale et également à participer au recrutement des informaticiens et à leur suivi en clientèle.

De formation supérieure (ingénieur informaticien), âgé de 35 ans environ, vous avez une expérience réussie dans l'encadrement, le conseil et le suivi de grands projets en environnement IBM - BULL - VAX. Votre goût pour les contacts, associé à rigueur et créativité, sont des qualités indispensables pour aborder les aspects techniques et financiers des projets.

Béatrice BIENVENU étudiera votre candidature en toute confidentialité et vous remercie d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. D 102 à :

GTI INFORMATIQUE  
32, boulevard de Vaugirard  
75015 PARIS



L'informatique en action



CISI INGENIERIE

CISI INGENIERIE réalise des études, du logiciel et des systèmes dans les secteurs scientifique, technique et industriel. Pour participer à notre expansion dans les domaines armement, aéronautique, espace, nucléaire, nous recherchons :

### Ingénieur Commercial

Bordeaux

Mission : Dans un environnement lié aux technologies de pointe :  
• Prospecter et développer la clientèle sur la région Aquitaine.  
• A terme évolution vers une responsabilité d'agence.

Profil :

- Fort tempérament commercial
- 5 ans d'expérience minimum de vente de services
- Connaissances en informatique générale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence CIB 1104 à ANY BOULADE PARTNERS - 35/37, avenue Joffre 94169 SAINT-MANDE. Tél. (1) 43.65.09.09.

ABP

Any Boulade Partners



Venez renforcer l'expertise de notre Equipe...

Partenaire des secteurs de pointe (aéronautique, espace, télécom, informatique...), SAIT occupe une position de tout premier plan dans le domaine de l'électrochimie et des systèmes associés.

Nous développons ainsi les meilleures adéquations de nos produits aux besoins des intégrateurs de sources d'énergie.

Nous recherchons pour notre Branche «GENERATEURS SPECIAUX», située à ROMAINVILLE (93)



CIGIE

### INGENIEUR ASSURANCE QUALITE

Sous l'autorité directe du Chef de Service, nous vous confierons la responsabilité de la qualité d'un groupe de produits. Dans ce cadre, vous établirez, mettez en place et suivez les méthodologies et procédures de développement et d'amélioration des produits. Vous serez le garant de notre qualité jusqu'à la livraison, dans un souci constant de sécurité.

De formation Ingénieur (A.M. ou Chimie), vous avez acquis une expérience confirmée de 3 à 5 ans de l'assurance qualité dans le domaine de la chimie, de la mécanique, de l'électricité ou de l'électronique. De plus votre sens relationnel vous permet d'établir de bons contacts tant externes (clients, fournisseurs) qu'internes (études, production, achats).

La maîtrise de l'anglais technique et courant est nécessaire.

La dimension de notre groupe permet d'envisager de réelles possibilités d'évolution.



Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) sous référence IALM à notre Conseil SOCCORMA - BP 229 - 6 avenue Gustave Eiffel - 78051 SAINT QUENTIN EN YVELINES CEDEX qui vous garantira une totale confidentialité.







**SECTEURS  
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**Jeune ingénieur  
productique**

Paris. Le Bureau informatique de la Direction des Constructions Navales (DCN) a un rôle pilote en informatique pour ses différents établissements industriels. Il recherche un jeune ingénieur productique.

Il prendra en charge des études en CFAO et GFAO dans le cadre du schéma directeur et selon la stratégie productique. Il assurera des missions de conseil auprès des utilisateurs (établissements industriels) et les assistera afin de valider les choix techniques. Le candidat, de formation Bac + 5 (école d'ingénieur ou université), a une première expérience en méthodes d'analyse et de conception appliquées à la productique. Si nécessaire, un complément de formation sera assuré. Ce poste requiert de la disponibilité, le goût de l'autonomie et des qualités d'analyse et de synthèse.

Merci d'adresser votre C.V. avec lettre manus., photo et prêt sous réf. L. 119/M, à Bernard BEAUNOIR, SEMA-SELECTION, 16 rue Barbès, 92128 MONTRouGE CEDEX.

**SEMA SELECTION**  
Paris - Lyon - Toulouse

**Peindre le futur  
avec talent**



**Jeunes ingénieurs qualité  
mécaniciens, électromécaniciens, instrumentistes**

La qualité FRAMATOME ? C'est la clé de voûte de l'ensemble de nos activités.

En intégrant la Direction Qualité, et après formation alternée, théorique et pratique durant les premiers mois, vous serez chargé en tant qu'inspecteur :

■ Soit de surveiller la fabrication et les contrôles effectués dans les usines de nos fournisseurs.

■ Soit de surveiller les montages, contrôles et essais sur les sites.

Débutant ou riche d'une première expérience, en fonction de vos intérêts, vous serez affecté dans un des établissements de Paris, Lyon ou du Nord, ou sur un des sites nucléaires.

Vous serez amené à vous déplacer en France ou à l'étranger : l'anglais est indispensable.

Votre dynamisme, votre sens des responsabilités, votre goût pour les contacts humains, vous permettront de réussir pleinement dans votre fonction et d'évoluer au sein du groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV) sous réf. BS, à FRAMATOME, Département Gestion Prévisionnelle et Recrutement, Tour Fiat Cedex, 92084 Paris-La Défense.

**FRAMATOME**

LE FUTUR EN TÊTE

**Ingénieurs  
Informaticiens**

**EXPRIMEZ VOS  
TALENTS dans des  
techniques de pointe**

**TEMPS REEL**  
Aéronautique, télécom, RNIS...

**CALCUL SCIENTIFIQUE**  
Analyse numérique, automatique...

Ecrire à S31 - Immeuble International, 2 rue Stephenson  
78181 SAINT QUENTIN EN YVELINES CEDEX

**CISI**

CISI INGENIERIE réalise des études, du logiciel et des systèmes dans les secteurs scientifique, technique et industriel. Pour participer à notre expansion dans les domaines armement, aéronautique, espace, nucléaire, nous recherchons :

**Ingénieurs Grande Ecoles**

Région Parisienne

**Missions :**  
Développer et valider des méthodes numériques dans des codes de calcul de mécanique des fluides.

**Profil :**

- Ingénieurs Grandes Ecoles ou équivalent
- Connaissances FORTRAN et Analyse Numérique (différences finies, éléments finis)
- Méthodes de résolution des équations de la mécanique des fluides
- Débutant à deux ans d'expérience.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence C.I.1104 à ANY BOULADE PARTNERS - 33/37, avenue Joffre 94169 SAINT-MANDE TEL (1) 43.65.09.09.

*Any Boulade Partners*

**CRAY**  
RESEARCH FRANCE

recherche :

- **UN ANALYSTE SYSTÈME** ayant une bonne expérience du système d'exploitation CDC NOS/VE.  
Lieu de travail : région parisienne.
- **UN ANALYSTE SYSTÈME** maîtrisant le système d'exploitation UNIX.  
Lieu de travail : région Rhône-Alpes dans un premier temps.
- **UN INGÉNIEUR APPLICATION** connaissant bien les problèmes d'analyse numérique et de vectorisation.  
Lieu de travail : région parisienne.

**CES POSTES NECESSITENT :**

- une formation supérieure,
- 2 à 5 ans d'expérience,
- une pratique de l'anglais.

Adresser lettre + curriculum vitae à :

**CRAY RESEARCH FRANCE**  
7, rue de Tilsitt, 75017 PARIS.

A TOULON, le Centre d'études et de recherche d'un organisme de 8000 personnes intègre un

**JEUNE DIPLOME  
ENSTB-ESE-ENSI-ISEP-INT**

Option électronique ou transmissions  
(Diplôme de Docteur Ingénieur apprécié)

A la tête d'une équipe projet (2 pers.), vous serez chargé pour le compte de la Marine Nationale, d'études et d'expérimentations de systèmes de protection aux champs électro-magnétiques.

Débutant ou première expérience, inventif, fortement motivé par la recherche, les expériences scientifiques et le travail d'équipe, venez nous rejoindre en adressant votre dossier de candidature et prétentions sous réf. DC2 à notre conseil.

LGP - 38, rue Marboul - 75008 Paris.

LE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES recherche un

**Chef de groupe  
informatique**

- chargé de l'informatisation d'une des grandes directions du Ministère.
- responsable des études réalisées par une vingtaine d'informaticiens sur DPS7 et systèmes UNIX ou MS-DOS.

Poste basé à Paris avec missions occasionnelles à l'étranger.  
Salaire IHT proche du secteur privé (contrats de 2 ans renouvelables).

Ingénieur ou maîtrise avec 10 ans d'expérience.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions au Service MFI/SAC - 23, rue La Pérouse 75775 PARIS CEDEX 16.

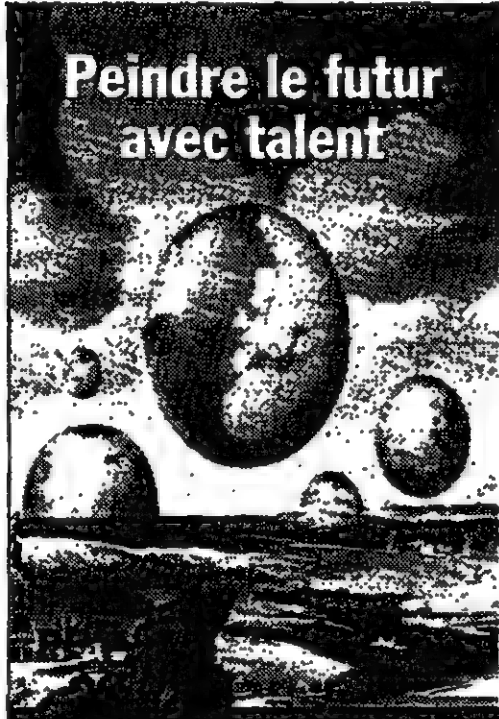
**ALFARMA**  
PRODUITS CHIMIQUES A USAGE PHARMACEUTIQUE  
ALTIRCH (Haut-Rhin) - (35 personnes)  
recherche

**INGENIEUR CHIMISTE**

- minimum 30 ans.
- Ayant une expérience d'au moins 5 années de la production dans la chimie organique fine.
- Allemand souhaité.
- Résidence souhaitée à ALTIRCH.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la réf. MO à ALFARMA - B.P. 5 - 68130 ALTIRCH

**Peindre le futur  
avec talent**



**Ingénieur fabrication**

Les établissements industriels de Framatome situés en Bourgogne développent la fabrication de composants lourds pour centrales nucléaires. Aujourd'hui, notre présence sur les marchés étrangers nous amène à mettre en oeuvre une organisation de production plus performante.

Ingénieur généraliste débutant ou 1<sup>re</sup> expérience, vous souhaitez mettre en pratique vos connaissances en soudage et mécanique.

Assurer la globalité de l'assistance technique en atelier, réduire le coût de la non-qualité en chaudronnerie, soudage et usinage, seront vos deux principaux domaines d'activité. A cette fin, vous détecterez des axes d'amélioration, définirez les plans d'actions en découplant et assurerez leur mise en oeuvre.

Vous encadrerez une équipe d'une dizaine de techniciens d'atelier. Homme de contact, dynamique et rigoureux votre esprit d'ouverture vous permettra de vivre une carrière riche et passionnante et d'évoluer au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) sous réf. FAB à Valentine TRABUT, FRAMATOME, Département Gestion Prévisionnelle et Recrutement, Tour Fiat Cedex 16, 92084 Paris La Défense.

**FRAMATOME**

LE FUTUR EN TÊTE

**BP CHEMICALS**

Important Groupe Chimique spécialisé dans la fabrication de matières plastiques, recherche pour l'un de ses Centres de Production situé dans le Nord de la France (à proximité de LILLE)

**INGENIEUR  
DIPLOME  
D'ECOLE  
SUPERIEURE**

de formation Automotricien, mais une candidature disposant d'une formation Génie Chimique avec une expérience de 2 à 3 ans en conduite de procédés sera également étudiée.

Il participera aux projets d'automatisation des unités de fabrication et aux projets d'informatisation des services.

Anglais courant nécessaire.

Merci d'envoyer votre candidature, CV, photo et prêt s/réf. 28614 à Conlisse Publicité - 6-8, rue des Jardins - 59800 LILLE, qui transmettra.

**INGENIEUR  
PROJETS**

En synergie avec le groupe KONE d'envergure internationale, VERLINDE a créé une division autonome pour la fabrication et la commercialisation de ponts roulants. Fabrication qui, chez nous bénéficie de l'apport de hautes technologies.

Dans ce contexte novateur et motivant nous recherchons un jeune ingénieur généraliste de formation ou d'expérience, capable d'assumer toutes les tâches techniques afférentes à l'aboutissement d'un projet (coordination des études et de la sous-traitance, organisation du montage, de l'après-vente, etc.).

Responsable de projets importants (1 à 10 millions de francs) vous travaillerez en collaboration étroite avec l'ensemble des services techniques du groupe et notre centre de production. Une grande facilité de contact et une parfaite maîtrise de la langue anglaise sont donc nécessaires. Ce poste est basé en Métropole Lilloise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V. et photo) à Mr. Etienne POLLET - VERLINDE SA - 19, rue Danton - B.P. 19 - 59374 LOOS cedex.

**KONE PONTES ROULANTS**



# SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**STERNICE**

Intégré à VISHAY (Groupe International, 10 000 personnes) STERNICE SA (1000 personnes, 300 MF), leader européen des composants résistifs recherche pour une de ses divisions situées à NICE (06).

**Chef de production**

Votre mission sera d'être directement responsable de l'organisation de la production (25 millions de pièces/an), du personnel (120 personnes), de la qualité et de la gestion de votre centre de coût. Ce poste évolutif s'adresse à un ingénieur diplômé, de 30 ans minimum ayant une expérience réussie en production de composants grande série et en atelier hautement automatisé. La maîtrise de l'anglais est indispensable. Merci d'envoyer votre dossier (lettre + CV) en précisant vos prétentions et la référence 3 C.J.O.S LM à notre conseil J.L. PERRON, A.I.C.P. 44, La Canbière 13001 MARSEILLE. Télécopie 91.54.05.38. Tél. 91.33.68.97.

Dans le cadre du renforcement des effectifs de sa direction informatique

**LE CONSEIL RÉGIONAL DE LA RÉUNION**

recherche

**TROIS INGÉNIEURS**

Grande école, ayant une expérience professionnelle d'au moins deux ans acquise dans l'un des domaines suivants : télécom, bureautique, informatique de gestion. Le poste est basé à Saint-Denis (Réunion), une connaissance du milieu réunionnais serait appréciée.

Ils seront amenés à participer aux projets de l'informatique interne du conseil régional de la Réunion ou aux projets de développement informatique supervisés par la région.

Ecrire personnellement à M. FIAT à l'adresse suivante : 63 bis, avenue du Général-Leclerc, 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

**Débutants, et si vous pensiez carrière informatique ?**

Groupe parisien de sociétés de services et d'ingénierie en informatique, nous avons su depuis près de vingt ans conquérir une excellente réputation auprès de grands organismes (au secteur public et privé) et sur des marchés très vastes et diversifiés, tout en maintenant des entreprises à dimension humaine.

Aujourd'hui, nous recherchons de jeunes collaborateurs « possédant plusieurs années d'études supérieures scientifiques ou en gestion » dévoués des obligations militaires « libres rapidement ».

Vous n'avez pas de connaissances particulières en informatique, nous vous formerons intégralement à la technique et à nos méthodes et vous permettrons de connaître une véritable évolution au sein de notre groupe. Pour un premier contact, merci d'adresser une lettre manuscrite avec CV détaillé + photo, sous réf. M 1104, à Carré Tusseau, 128, rue de Turin 75003 Paris, qui transmettra.

**INGÉNIEURS SUPPORT A LA VENTE**

Le leader européen de la communication informatique sur internet crée sa filiale française en Ile de France sud.

Support technique d'une cellule de marché vous serez l'homme des applications clients. Votre connaissance des architectures et techniques des réseaux (spécialement ethernet) vous permettra de former et de conseiller les utilisateurs de nos produits, de valider les propositions commerciales et de créer et maintenir une documentation technique.

Débutant ou expérimenté vous maîtrisez l'anglais écrit et parlé.

Pour nous rejoindre adressez votre dossier (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) à :

Didier Bourgeot  
Spider Systems SA  
8 rue Camille  
75116 PARIS

**SPIDER SYSTEMS**

**Le Monde CADRES**

**Lyon**

**Chambre Syndicale des Industries Métallurgiques du Rhône**

La CSIMR renforce son Service Développement Industriel : gestion prévisionnelle des emplois, formation, accompagnement de ses adhérents dans leurs choix de politique industrielle.

Ce service recherche 2 personnes :

**Ingénieur en gestion et développement industriel**  
(R&E GDI)

- Il travaille avec les adhérents pour contribuer à optimiser les choix techniques en intégrant les aspects humains.
- Il apporte un appui concret pour la mise en place des solutions. Il anime des réunions avec des responsables techniques : production, qualité, sécurité.

Profil : Ingénieur, 30 ans minimum, vous avez exercé une fonction technique (fabrication, GPAO, méthodes, qualité...).

Votre expérience a été acquise en entreprise et/ou en sté de services.

Vos motivations : être dans une organisation ayant une approche concrète et globale de l'entreprise / un environnement interne et externe enrichissant / autonome au sein d'une équipe.

**Intervenant en gestion prévisionnelle des emplois**  
(R&E GPE)

- Il contribue à l'élaboration de projets de formation nécessaires par le projet industriel de l'entreprise.
- Il apporte un appui concret pour la mise en forme de ces projets.

Profil : Etudes supérieures, 30 ans minimum, H/F.

Vous êtes entraîné à poser des problèmes d'adaptation et à réfléchir à moyen terme. Vous avez montré votre intérêt pour l'emploi, la formation et les ressources humaines.

Votre expérience a été acquise sur le terrain en sté de services et/ou en entreprise.

Merci d'envoyer lettre de motivation + CV + photo et salaire actuel à Gérard SCHNEIDER, 55 montée de Choulans, 69323 Lyon Cedex 05, qui assure à votre démarche une stricte confidentialité.

**Autoroutes... et Technologies Informatiques - Lyon**

AREA, Société d'Autoroutes en Rhône-Alpes est reconnue pour ses innovations technologiques : paiement électronique, assistance, sécurité et bientôt FINIS.

Chef de projets, vous étudiez la faisabilité informatique des choix société, assurez leur coordination et leur mise en œuvre. Vous proposez des solutions nouvelles à l'écoute des exploitants et du marché.

Ingénieur informaticien temps réel, vous avez au moins 3 ans d'expérience de conception et développement en milieu industriel ou tertiaire technique (réseaux locaux, gestion centralisée d'automates, télécom...). Vous êtes autonome, pragmatique et ouvert au travail en équipe. Alors écrivez sous référence 508.02.M aux Conseils en Recrutement Associés - 1, avenue Georges-Pompidou - BP 3211 - 69403 Lyon cedex 03.

**LES CONSEILS EN RECRUTEMENT ASSOCIÉS**

**CE RA**

**JEUNE CHARGE DE RECRUTEMENT**

Evoluez vers une fonction riche et diversifiée.

Notre groupe pharmaceutique (1000 personnes, 750 MF de C.A.) en forte croissance, tant en France qu'à l'étranger, recherche un chargé de recrutement.

De formation supérieure, vous avez une première expérience réussie de la fonction (1 à 3 ans), acquise au sein d'un cabinet ou d'une entreprise.

Rejoindre la Direction des Ressources Humaines du groupe Jouveinal, c'est l'opportunité d'apporter toutes vos compétences à un service en plein développement. C'est aussi la possibilité d'accéder à une mission riche en contacts et en responsabilités.

Vous anticiperez les besoins, choisirez les bonnes stratégies de recrutement pour mettre en place des candidats à fort potentiel. Vous participerez également au suivi de leur évolution professionnelle.

Avec la Direction des Ressources Humaines, votre souci constant sera d'adapter vos prestations à un groupe dont les exigences sont ambitieuses et évoluent très vite.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 14/MO à :

Jouveinal  
DRH  
BP 100 - 94265 FRESNES.

**Jouveinal**

**CHEF DE SERVICE**

**MISE SOUS FORME PHARMACEUTIQUE**

Ce poste pourrait convenir à un **INGÉNIEUR** ARTS ET METIERS, ECAM ou équivalent ayant quelques années d'expérience, fortement motivé par la gestion industrielle, l'automatisation et possédant une forte capacité de travail en équipe.

Le poste est à pourvoir à Lyon.

Envoyer C.V. et prétentions s/réf. 6054 à O.R.C. 12, rue Pdt Carnot 69002 LYON qui transmettra.

**INGÉNIEUR D'AFFAIRES**

**EQUIPEMENTS ELECTRONIQUES**

**RESPONSABLE DU MARCHE EUROPEEN**

Leader mondial dans notre domaine, nous concevons et fabriquons des équipements électroniques O.E.M. pour tracteurs et engins agricoles.

Ingénieur électro-technicien ou électronicien, vous avez 30 ans environ et une personnalité indéniable pour vous permettre de négocier au plus haut niveau avec les Constructeurs, de la phase d'identification des besoins à celle de la concrétisation, en liaison avec le bureau d'études.

Vous maîtrisez parfaitement l'anglais. Votre connaissance de l'allemand est un plus. Vous avez une expérience du domaine des applications électroniques sur les biens d'équipement type T.P. et Mécanisme agricole.

Basé en proche banlieue Ouest de Paris, vous vous déplacerez fréquemment en Europe et aux U.S.A. où votre formation sera assurée. La rémunération comporte un salaire fixe et un intéressement à vos résultats.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo sous réf. 030389 à notre conseil.

**Bailly Conseil**  
15, rue de la Paix, 75002 PARIS

**L'ETABLISSEMENT TECHNIQUE DE BOURGES**

pour son

**CENTRE TECHNIQUE ARMES ET MUNITIONS**

**INGENIEUR**

Vous possédez :

- un esprit de synthèse et de coopération
- une maîtrise parfaite de l'anglais
- une grande disponibilité pour les déplacements
- de bonnes qualités d'organisation

Votre rôle :

- Vous serez chargé du suivi technique de programmes d'armement internationaux dans leurs phases d'étude et de fabrication.

Libéré des obligations militaires. Nationalité française exigée.

Lieu de travail : BOURGES (18)

Envoyer curriculum-vitae avec photo et prétentions sous réf. 89/02 à :

Etablissement Technique de Bourges  
Service du Personnel-Ressources Carrefour de Zéro Nord  
Rte de Guerry BP 712 - 18015 Bourges Cedex

Chapman 150







# Economie

## SOMMAIRE

■ M. Hubert Prévot, chargé d'un rapport sur le service public des postes et télécommunications, pose la question du statut (lire ci-dessous).

■ Les « cadets de l'industrie » ont eu, lundi 10 avril, une dure journée. M. Tristan Vieljeux, soixante-cinq ans, a

refusé l'offre d'association de M. Vincent Bolloré, trente-sept ans, qui a révélé qu'il contrôle 16 % de la Financière Delmas Vieljeux. Par ailleurs, la cour d'appel de Paris a donné raison à M. Racamier, soixante-dix-sept ans, contre M. Arnault,

quarante ans, dans la bataille autour de LVMH (lire ci-dessous).

■ S'il reste considéré comme une monnaie forte, le franc suisse poursuit néanmoins sa glissade par rapport au deutschemark et au franc français (lire page 38).

Alors que M. Tristan Vieljeux a refusé son offre

## M. Bolloré annonce qu'il contrôle 16 % de la Compagnie financière Delmas-Vieljeux

Rompant avec le silence qu'il observait depuis plusieurs semaines, M. Tristan Vieljeux, président de la Compagnie financière Delmas-Vieljeux (CFDV), a, le 10 avril, expliqué la position du groupe maritime qu'il dirige dans la partie de bras de fer engagée avec M. Vincent Bolloré et il a opposé une fin de non-recevoir polie mais ferme aux prétentions du jeune manager. « Je suis assés à considérer que l'on cherche à justifier par des raisons dites industrielles ce qui n'est en fait qu'une opération purement financière préméditée de longue date », a-t-il déclaré.

Confirmant les négociations engagées avec M. Bolloré, M. Vieljeux, entouré de ses principaux collaborateurs, a dit qu'il était disposé à envisager un regroupement de la Société commerciale d'affrètement et de commissions (SCAC) de M. Bolloré avec ses propres activités maritimes dans le but d'accroître les synergies, mais à condition que l'entrée de cette société se fasse au niveau de la filiale Société navale et commerciale Delmas-Vieljeux (SNCDV) et non au niveau de la holding de tête, la Compagnie financière Delmas-Vieljeux.

Pour M. Vieljeux, toutefois, un tel rapprochement ne représente pas que des avantages, bien au contraire. La SCAC, en effet, est surtout une entreprise de transit, très endettée au demeurant, alors

que le groupe Delmas-Vieljeux est propriétaire de quarante-cinq navires et de trente et un mille conteneurs. Pour lui, « l'intérêt véritablement industriel » d'un rapprochement est encore à démontrer, sous bénéfice d'inventaire, d'autant que Delmas-Vieljeux cherche depuis plusieurs années à diversifier ses activités maritimes ailleurs qu'en Afrique de l'Ouest, alors que c'est dans cette partie du monde que la SCAC est la mieux implantée.

En ce qui concerne le capital de la CFDV, le groupe familial des héritiers des fondateurs, constitué en syndicat, détient 32 % des actions et 46 % des droits de vote sans compter les parts que M. et Mme Palazzolo (née Delmas) — qui se sont mariées, aux côtés de M. Bolloré — contrôlent (1). D'autre part les actionnaires alliés du groupe familial et l'autocontrôle représentent pour leur part 10 % des actions et 9 % des droits de vote. Enfin, la Compagnie du Midi, que préside M. Bébéar et dont M. Vieljeux « n'a aucune raison de douter de l'appui et de la loyauté », détient 36 % des actions et 32 % des droits de vote. Précision importante apportée par M. Vieljeux : le groupe familial et le Midi sont liés par un pacte de préemption. Si l'un des deux piliers de l'actionariat veut vendre, l'autre sera prioritaire pour acheter le paquet d'actions s'il le souhaite.

Bref, selon le principal armateur privé français (3 850 salariés, un chiffre d'affaires de 4,2 milliards, une marge brute d'autofinancement de 612 millions en 1988), « l'action-

ariat actuel est solide. Quel rôle pourrait donc avoir un troisième actionnaire de référence sinon créer la méfiance et déstabiliser le fonctionnement du groupe ? Affaiblir et disperser notre entreprise ? »

Une entreprise qui — dans le secteur maritime — devrait annoncer prochainement une opération de nature à renforcer sa dimension de leader européen.

### Des intentions « pacifiques »

M. Vincent Bolloré a immédiatement réagi en affirmant, d'abord, que la SCAC était un partenaire valable en plein redressement, pesant d'une perte de 50 millions de francs, lorsqu'il l'avait achetée en 1986, à 70 millions de francs de bénéfices en 1988, pour s'établir à 140 millions de francs en 1989, avec le rétablissement du dividende C, peut-être, 200 millions de francs en 1990. M. Tristan Vieljeux avait comparé la marge brute de son groupe, 612 millions de francs en 1988, avec celle de la SCAC (141 millions de francs) dont l'endettement, selon lui, représentait 6,5 années de marge brute (922 millions de francs) contre 1,3 année pour la seule Navale Delmas-Vieljeux.

M. Bolloré conteste ce point en précisant que, sur les 922 millions de francs d'endettement de la SCAC, 500 millions de francs sont constitués d'obligations à bons de souscription d'actions transformables en 1991. Il conteste également que la SCAC soit à vendre, comme

l'affirme M. Vieljeux, précisant qu'il venait de refuser une offre de 1,3 milliard de francs présentée par la firme britannique LAP, à 50 % au-dessus du prix actuel.

M. Bolloré proteste de ses intentions « pacifiques » vis-à-vis de la Compagnie financière Delmas-Vieljeux, indiquant, toutefois, que son groupe en détient déjà plus de 14 % et 16,3 % avec ses alliés, soit 0,98 % acquis en Bourse par la SCAC, le reste par l'intermédiaire du groupe Rivaud (3,14 %) et de la famille Delmas-Palazzolo, qui a racheté pour plus de 160 millions de francs les 8 % détenus auparavant par la Financière de Suez, l'investissement total atteignant 500 millions de francs. M. Bolloré préférerait augmenter sa participation jusqu'à 20 % du capital de la CFDV, pour bénéficier des règles de la consolidation, mais est prêt à rester à ce niveau pendant les discussions pour l'entrée de la SCAC chez Delmas-Vieljeux, « pour faire cesser une concurrence stérile ».

Il estime, en outre, qu'il a le temps avec lui (quatre ans pour acquiescer le droit de vote double pour son action CFDV) et qu'il s'agit, pour M. Tristan Vieljeux, d'un problème de succession. L'arbitre final reste, en fin de compte, le groupe Axa-Midi, avec ses 36 %, qu'il ne peut céder avant cinq ans pour des raisons fiscales et dont le PDG, M. Claude Bébéar, est un ami personnel de M. Bolloré.

F. G. et F. R.

(1) Le groupe Delmas-Vieljeux a été créé en 1864 à La Rochelle.

## La bataille autour de Louis-Vuitton

## La cour d'appel désavoue M. Arnault dans le conflit qui l'oppose à M. Racamier

Les juges ont infligé à M. Bernard Arnault, le PDG de LVMH (Louis-Vuitton-Moët-Hennessy), sa première défaite. En infirmant, le 10 avril, la décision du tribunal de commerce de Paris, la cour d'appel a donné raison à M. Henry Racamier, PDG de Louis-Vuitton sur l'inopportunité d'une assemblée générale extraordinaire de cette société. Le débat que M. Arnault voulait y mener sur la transformation des structures juridiques est donc reporté. Comme un communiqué de LVMH l'indiquait à la suite du jugement, « les mesures nécessaires seront donc prises pour clarifier les structures managériales de Louis-Vuitton SA et d'assurer son intégration effective au sein du groupe lors de l'assemblée générale du 5 juin 1989 ».

Cet arrêt de la cour d'appel ne règle pas le conflit qui oppose depuis plusieurs mois les deux hommes. Tout au plus leur impose-t-il une trêve. Dans l'immédiat, les magistrats, suivant en cela le réquisitoire de l'avocat général Lapi, ont estimé qu'il n'y avait pas urgence. En considérant que « rien ne démontre en l'état que la transformation des structures de Louis-Vuitton correspond à l'intérêt de cette société qui

ne se confond pas avec celui de LVMH », ni davantage à une nécessité dictée par la politique du groupe telle qu'elle est définie par son règlement intérieur actuel », les juges n'ont pas arbitré sur la question de savoir si les divergences entre les deux hommes sur la manière de gérer le numéro un mondial du luxe.

### La répartition des pouvoirs

Etrange situation d'ailleurs que ces batailles et ces querelles qui se déroulent dans le couloir d'un groupe dont la vitrine brille de tous ses feux. En effet, les bagages, champagne, cognacs et parfums ne sont jamais si bien vendus, et permettent à LVMH d'enregistrer des résultats remarquables. Avec 16,4 milliards de francs, le chiffre d'affaires a progressé de 24 % entre 1987 et 1988, et le résultat net a augmenté de 49 % atteignant 2 milliards de francs. Une jolie performance dans laquelle l'activité bagages, maroquinerie et accessoires remporte la palme avec 50 % d'augmentation du chiffre d'affaires et 69 % de progression des résultats.

La publication de ces chiffres a bien évidemment ravi M. Racamier, qui en tire argument de sa bonne gestion. Il ne font, en revanche, qu'accroître l'exaspération de M. Arnault d'être tenu à l'écart des activités de cette société. Car c'est bien dans cette répartition des pouvoirs que se trouve le nœud du conflit qui agite le groupe LVMH. Certes, M. Arnault et M. Racamier ne s'aiment guère. Entre le financier quadragénaire à la réussite fulgurante et le septuagénaire qui a découvert les charmes de l'entreprise familiale et le succès des produits de luxe après trente années passées dans l'univers ingrat des aciéries sidérurgiques, il y a plus que de l'incompatibilité d'humour. Les deux hommes ont en effet une conception radicalement différente de la gestion d'un groupe. Pour le premier, être majoritaire dans le capital, donne le pouvoir. Pour le second en revanche, la fusion des sociétés ne doit pas empêcher sur l'autonomie de chacune. Résultat : l'impasse. M. Arnault supporte mal les cachotteries de M. Racamier. Et la création d'un parfum, le rachat de Givenchy Couture, la prise de participation dans Andréux ou le recrutement de directeurs sont autant

d'occasions d'affrontements entre les deux hommes.

Une chose est sûre : chacun présentera sa thèse lors de l'assemblée générale de LVMH qui devrait se tenir à la mi-juin. Les actionnaires devront alors arbitrer et choisir entre ces deux stratégies. L'attitude des deux groupes qui détiennent une grande partie des actions sera alors déterminante. D'un côté, Guinness avec près de 18 % du capital renforce son influence. En récupérant la semaine dernière les 16,8 % détenus par le Crédit lyonnais dans Christian-Dior, le groupe britannique a donné un nouveau coup de main à M. Arnault en finançant ainsi une de ses sociétés. L'autre groupe important d'actionnaires (12 % du capital) est composé des familles Moët-Hennessy plutôt discrètes sur la querelle qui agite la direction du groupe. Mais certains pensent que si la Commission des opérations de Bourse (COB) se montre sévère sur certaines opérations menées par M. Arnault, les représentants de ces grandes familles pourraient bien en être choqués. Chez LVMH, le suspense n'est pas fini.

FRANÇOISE CHIROT.

## Un rapport de M. Hubert Prévot

## La nécessité d'une mutation en douceur des Télécoms

Chargé par M. Paul Quilès, ministre des postes et des télécommunications, d'orchestrer un débat national sur « la place du service public de la poste et des télécommunications », M. Hubert Prévot a dévoilé, mardi 11 avril, un pré-rapport, fruit d'une première série d'auditions sur ce sujet. Un véritable numéro de funambule, dont l'ancien commissaire au Plan se sort fort bien, montrant le faisceau de contraintes qui s'exercent sur les PTT et leurs conséquences pour le personnel et le statut de l'administration.

Ce document, d'une trentaine de pages, est organisé en trois grandes parties. « Le rôle et les missions du service public » sont étudiés en premier, sous l'angle des particularités et sous celui des entreprises. Dans une deuxième partie, « Concurrence, monopole et réglementation », M. Prévot analyse les modifications de l'environnement réglementaire des télécommunications d'abord, de la poste ensuite, avant de faire la liste des problèmes que ces mutations posent à France Télécom et à la poste. La troisième partie du rapport étudie « Les conditions d'un service public entrepreneur », posant la question de la formation des agents du service public et celle de l'autonomie de gestion des postes et télécommunications. Cette dernière partie sera évidemment la plus commentée, puisqu'elle soulève les problèmes de l'évolution du statut de la « maison PTT ». Et tout le monde connaît la sensibilité, voire la susceptibilité des syndicats sur ce thème.

### Des frontières au débat

Une lecture attentive du texte montre que la démarche de M. Prévot repose sur un certain nombre de postulats, en fait des exclusions, qui marquent bien les frontières dans lesquelles le débat public se déroulera. Ainsi, l'hypothèse d'un deuxième opérateur dans les télécommunications est écartée, comme est repoussée celle d'un maintien du monopole sur le seul téléphone. Autre schéma écarté : calquer le fonctionnement du service public sur celui des entreprises privées. Enfin, last but not least, la transformation de l'administration des postes et télécommunications en société nationale est également exclue.

Ces points devraient rassurer les organisations syndicales, comme devrait également les satisfaire la grande prudence dont fait preuve le conseiller-maître à la Cour des comptes sur tout ce qui touche au volet social du dossier : un des grands mérites est de montrer clairement à quel point les attentes de tous les utilisateurs (particuliers ou entreprises) sont contradictoires et d'en souligner les interrogations que cela suscite chez les agents des PTT : « Beaucoup de problèmes sont liés à la double nature des PTT, c'est-à-dire d'une administration d'Etat, soumise à toutes les règles fixées par la loi pour ce type d'administration, et d'un service public à vocation industrielle et commerciale, qui ne peut ignorer les lois du marché », peut-on lire sous la plume de M. Prévot, qui note aussi que « la demande la plus souvent formulée (NDLR : par les agents) est celle d'une clarification des missions et des méthodes ».

Un des autres mérites de M. Prévot est de montrer les bouleversements du paysage réglementaire dans lequel baignent aussi bien la

poste que les télécommunications : il dépeint bien les conséquences du mariage entre les technologies de l'informatique et celles des télécommunications, ainsi que les « problèmes de coopération et parfois de délimitation des fonctions et des responsabilités » induits. Il met également le doigt sur l'explosion des budgets consacrés par les entreprises à leurs réseaux de télécommunications, sur leur souci de se rapprocher de la vérité des coûts dans ce domaine : elles « cherchent à obtenir une diminution des tarifs qui les concernent particulièrement et pensent que la concurrence devrait les y aider ». Simultanément, l'émergence d'un marché en forte croissance attire les convoitises des grands constructeurs et des sociétés de services informatiques mondiaux ainsi que celles des grandes sociétés dotées de leurs propres réseaux de transmissions, réservés jusqu'ici à leurs besoins particuliers (EDF, SNCF...). La concurrence est donc partout.

### Autonomie de gestion

De fil en aiguille, l'auteur du rapport amène son lecteur à explorer les deux grandes voies possibles pour aboutir à « une plus grande autonomie de gestion » des postes et télécommunications : « La première consiste à faire évoluer les services publics des P et T avec les autres grandes administrations centralisées », ce qui suppose un retour à l'esprit de la loi créant les P et T. « La deuxième consiste à appliquer au service public un statut qui le rapproche de celui des autres grandes entreprises publiques » par l'octroi de la personnalité morale. « Cette évolution, note M. Prévot, revient à la création d'une ou de plusieurs entreprises publiques ayant, par exemple, le statut d'établissement public industriel et commercial, doté d'un budget autonome, et qui pourraient être gérées par des conseils tripartites à dont les personnels auraient le statut de la fonction publique, soit un statut légal, ce qui leur assurerait les garanties des dispositions du titre I et du titre II du statut général des fonctionnaires et la préservation de leur statut ». Soulignant qu'« aucune solution n'est exempte de difficultés » et que « personne ne défend l'immobilité », l'ancien commissaire au Plan dit bien l'indivisible : les postes et télécommunications doivent évoluer en douceur. Tout pousse en ce sens. La grande question étant que cette nécessaire mutation ne doit pas se faire au détriment du personnel.

FRANÇOISE VAYSSE.

Deux experts pour étudier l'évolution de l'industrie textile. — M. Roger Fauroux, ministre de l'industrie, vient de demander un rapport sur les perspectives d'évolution et les facteurs de progrès de l'industrie du textile-habillement. Cette mission, dont les conclusions devraient être déposées avant l'automne, a été confiée à M. Georges Jollès qui a récemment quitté la présidence du directeur de Biotex SA et à M. Jean Bourin-Cabré, déjà auteur avec M. François Dalle de deux rapports sur l'industrie automobile et l'emploi. Après les mesures prises en décembre 1988 pour pallier les difficultés immédiates de ce secteur, cette décision correspond à une démarche à plus long terme. Les rapporteurs devraient, en effet, travailler dans une perspective à cinq ou dix ans, notamment dans les domaines des bouleversements de la distribution et l'évolution des technologies.

## AVIS D'APPEL A PROMOTEURS

### 1. SOCIÉTÉ ORGANISANT LA CONSULTATION :

Société immobilière de Kourou (SIMKO)  
GUYANE FRANÇAISE

### 2. CANDIDATS CONCERNÉS - CONDITIONS DE PARTICIPATION :

Le présent avis d'appel à promoteurs a pour but de retenir un à trois promoteurs susceptibles de réaliser des opérations immobilières d'au moins 40 logements à Kourou.

### 3. OBJET DE LA CONSULTATION :

La consultation porte sur :

- une opération de logements, commerces et bureaux sur trois terrains viabilisés de 9 947 m<sup>2</sup> de surface totale (quartier de l'ANSE 3). La surface hors œuvre nette maximale constructible est de 7 210 m<sup>2</sup>;
- une opération de 42 logements et commerces de 3 500 m<sup>2</sup> de SHON totale. Le projet architectural a d'ores et déjà été retenu sur concours ouvert de concepteurs (quartier Brandy);
- une opération d'environ 38 logements et 17 commerces et bureaux de 5 000 m<sup>2</sup> de SHON totale. Le projet architectural a d'ores et déjà été retenu (quartier Cabelou).

### 4. PRINCIPES DE LA CONSULTATION :

Les opérations devront faire l'objet d'offres séparées.

#### A) CALENDRIER :

- lancement de la consultation : à compter du présent avis;
- Date de remise des dossiers aux candidats à compter du :

- 17 avril 1989 pour l'ANSE 3;
- 12 mai 1989 pour Brandy et Cabelou.

- Date limite de remise des offres pour tous les quartiers :

- 29 mai 1989 (12 heures heure locale) à la SIMKO.

#### B) PRINCIPES :

A compter de la publication du présent avis, les promoteurs intéressés pourront, dans un premier temps, adresser leur demande de participation à la SIMKO accompagnée d'un chèque de 500 F (cinq cents francs) par opération.

A partir du 17 avril 1989 ou du 2 mai 1989 (selon le cas), la SIMKO fera parvenir aux participants ou tiendra à leur disposition les dossiers de consultation destinés à l'établissement des offres.

La SIMKO ne pourra, en aucun cas, être tenue pour responsable des conditions et des détails d'achèvement des dossiers.

Les dossiers de consultation et les remises des offres peuvent être retirés au siège social de la SIMKO.

Dans un deuxième temps, les promoteurs éligibles et retenus leur offres avant le 29 mai 1989.

### 5. INFORMATIONS :

SIMKO : Société immobilière de KOUROU-GUYANE  
33, avenue Jean-Jaurès - BP 812 - 97388 KOUROU  
Tél. : (05) 594 32 10-34 - Secrétariat du Groupe Aménagement  
Télécopie : (05) 594 32 29-35

## VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINTEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente sur saisie au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 20 AVRIL à 14 h 30

APPARTEMENT à PARIS-17<sup>e</sup>

6, RUE ROGEE-BACON, quartier des Ternes, 4<sup>e</sup> étage de l'immeuble, salle à manger,

salon, ch. à coucher, salle de bain, cuis., w.-c. CAVES n° 2

Mise à prix 200 000 F S'adj. M. E. MANSION, avocat

24, Avenue Victoria à PARIS-17<sup>e</sup> - Sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie au tribunal de MEAUX, le JEUDI 27 avril 1989 à 10 heures

VASTE PROPRIÉTÉ

à LA CHAPELLE-MOUTIÈS (77)

de 10 ha 28 a 96 ca

comportant : MAISON PRINCIPALE

+ 3 maisons annexes - Occupées par les propriétaires

DEPENDANCES PARCELLES BOISÉES

Mise à prix : 500 000 F

Renseignements : SCP PINSON SÈGERS DAVEAU, avocats à MEAUX (77)

9, cours Racault. Tél. 60-25-40-40

J.P. Mouton



# Économie

## ÉTRANGER

Les Américains méfiants et les Allemands séduits

### La Trilatérale opte pour un soutien conditionnel à M. Mikhaïl Gorbatchev

Soutien conditionnel à la perestroïka de M. Mikhaïl Gorbatchev, bilan quelque peu désabusé sur la « gestion internationale de l'interdépendance financière » : les deux rapports soumis à la commission trilatérale, et qui ont marqué les débats du 7 au 11 avril à Paris, ont permis d'organiser, où se retrouvent des personnalités de quatorze pays d'Europe, d'Amérique du Nord et du Japon, d'apporter quelques propositions sur des thèmes majeurs.

Le « style Gorbatchev » a trop séduit et inquiété les Occidentaux pour que le rapport signé par Valéry Giscard d'Estaing, Henry Kissinger et l'ancien premier ministre japonais Yasuhiro Nakasone, ne restât pas l'attention. Dans l'esprit des auteurs, une « réconciliation à long terme » avec l'Est passe par une coopération sélective et soigneusement conditionnelle. Appelant l'Ouest à ne pas être réduit « à la défensive » par le « sens de l'initiative surprise » du numéro un soviétique, ils préconisent un mélange « de coopération et de confrontation ». Opposés à l'injection massive de crédits en URSS, les auteurs plaident pour la promotion de sociétés mixtes destinées à la production de biens de consommation dont Moscou a le plus urgent besoin pour rendre crédible sa politique de réformes auprès de la population. De telles sociétés pourraient bénéficier du « même degré de garantie que les ventes de biens d'équipement », cette garantie pouvant être apportée « partiellement par une institution spécialisée au sein de la CEE ou de l'OCDE ». De même, soutien de nouvelles institutions chargées, en URSS, de la formation, des petites entreprises, des services ou de l'agriculture privée leur paraît constructif. Dernière proposition, l'URSS devrait obtenir le « statut d'observateur au sein du GATT et du Fonds monétaire international » pour mieux en connaître les règles et pratiques. A mi-chemin entre l'opposition américaine à l'idée d'une adhésion de Moscou aux grandes organisations multilatérales et la tentation d'ouverture rapide à l'Est de certains Européens, le rapport opte pour une avancée à petits pas.

Si les relations avec l'Est avaient dominé les discussions du lundi

10 avril, l'économie et les finances avaient constitué le point fort des rencontres, dimanche 9. Le rapport élaboré par le vice-gouverneur de la Banque du Japon, M. Shijuro Ogata, le directeur de l'Institut international de finances, M. Horst Schulmann et M. Richard Cooper, professeur à Harvard et vice-président de la Réserve fédérale de Boston, traitait d'un sujet mieux cerné puisqu'il constituait l'essentiel des discussions économiques, à deux, cinq ou sept, des principaux pays industriels.

#### De nouveaux moyens d'intervention

Tirant la leçon des retards pris par les Etats-Unis pour réduire leurs déficits du budget et de la balance des paiements courants, soucieux de la persistance de profonds déséquilibres mondiaux, les auteurs du rapport reconnaissent « avec regret » que la seule issue, hors une inaction néfaste, reste la politique monétaire concertée. Mais s'ils reconnaissent les vertus provisoires des interventions monétaires, s'ils acceptent de ce fait même le bien-fondé de taux de références pour les monnaies, les auteurs du rapport se refusent à sauter le pas d'une réforme profonde du système monétaire international.

Une position qui n'a pas fait l'unanimité. Directeur de l'Institut inter-

national sur l'économie, M. Fred Bergsten estime même que la recherche d'un système de « zones cibles » alliant « les avantages des accords de Bretton-Woods dont les taux fixes sont devenus trop rigides et ceux des taux flottants devenus ingérables », n'est pas un temps chère à la France, commence à réunir un certain consensus. Nul doute que le président François Mitterrand, qui devait recevoir mardi 11 avril les dirigeants de la Trilatérale, cherchera à en mesurer l'ampleur. Comme il s'agit d'appréhender la répartition remarquable des droits de tirage spéciaux dans le rapport présenté à la commission sur l'économie. Pour les auteurs, il s'agit, en allouant de nouveaux DTS (1), d'aider à la correction des déséquilibres en offrant de nouveaux moyens d'intervention sur les marchés monétaires aux Etats-Unis, en permettant aux autres nations industrielles d'alléger leurs réserves monétaires en dollars et en ouvrant au tiers-monde de nouveaux moyens pour financer des opérations de réduction de dette. Une proposition qui se rapproche du plan Mitterrand sur la dette et remet au goût du jour l'unité de compte du FMI, en dépit des réticences britanniques ou néerlandaises.

F.C.

(1) 1 DTS = 8,20 FF.

### « Les Banques centrales ont contenu les poussées inflationnistes » estime M. Poehl

M. Karl Otto Poehl, président de la Bundesbank, qui venait de présider à Bâle — au siège de la Banque des règlements internationaux — la réunion mensuelle de coordination des gouverneurs des banques centrales du G 10 (1), a déclaré, lundi 10 avril, que le « problème principal » au centre de l'intérêt de toutes les banques centrales, était de savoir si « nos politiques sont suffisantes pour contenir l'inflation et les poussées inflationnistes ». Alors que ces derniers mois, M. Poehl se montrait inquiet sur ce point, il a pour la première fois laissé entendre lundi que les politiques anti-inflationnistes mises en œuvre portaient leurs fruits.

M. Poehl a qualifié de « très calmes » les marchés monétaires, ajoutant qu'il espérait qu'ils le demeureraient. Le président de la Bundesbank a indiqué que la perspective d'une hausse des taux d'intérêt était pour l'heure une question « très hypothétique » et qu'elle n'avait pas été évoquée lors de la réunion. — (AFP.)

(1) Le groupe des Dix comprend les Etats-Unis, le Canada, le Japon, la Grande-Bretagne, la RFA, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique et le Suède.

### La politique monétaire de la Grande-Bretagne pourrait encore être durcie

« Il n'est pas encore sûr » que la politique monétaire ait été suffisamment restrictive, a déclaré, lundi 10 avril le chancelier de l'Echiquier Nigel Lawson devant une commission de la Chambre des Communes (Treasury and Civil Service Select Committee).

M. Lawson a cité le ralentissement de la progression de la masse monétaire et la baisse des prix des logements dans le sud-est du pays comme des signes de décelération de l'économie britannique. « Il est tout à fait ridicule de prétendre qu'aucun changement n'a eu lieu », a-t-il dit.

Le chancelier de l'Echiquier a toutefois déclaré que le taux d'infla-

tion actuel (7,8 % en rythme annuel selon les chiffres du mois dernier) était « inacceptable » et répété que les taux d'intérêt resteraient « aussi élevés que nécessaire aussi longtemps que nécessaire ».

Les déclarations de M. Lawson, après celles du gouverneur de la Banque d'Angleterre, M. Robin Leigh-Pemberton, la semaine dernière devant la même commission, en faveur d'un relèvement éventuel des taux d'intérêt si la situation l'imposait, devraient renforcer les spéculations sur une hausse des taux de base de 13 % à 14 % qui se sont développées récemment dans les milieux financiers londoniens. — (AFP.)

### La plus importante bataille boursière à la City

#### Gold Fields rejette la nouvelle offre de Minorco

Nouvel épisode dans la plus importante bataille boursière qu'ait jamais connue la Grande-Bretagne : les dirigeants du groupe (mines d'or) britannique Consolidated Gold Fields ont rejeté, lundi 10 avril, la nouvelle et dernière offre de l'attaquant, le groupe Minorco, une holding luxembourgeoise contrôlée par des intérêts sud-africains.

Au cours du week-end, Minorco avait annoncé qu'il améliorerait une nouvelle fois le prix de son offre publique d'achat, se proposant d'acquiescer les actions de Gold Fields à 15,5 livres l'unité, ce qui valoriserait l'ensemble du capital de Gold Fields à 3,5 milliards de livres (plus de 38 milliards de francs). Les responsables du groupe britannique s'opposent tou-

jours à cette offre. « Nous continuerons à résister à Minorco avec la vigueur la plus déterminée » a déclaré l'un d'eux à Londres.

Minorco, qui détient déjà un peu plus de 30 % du capital de Gold Fields arriverait-il à devenir majoritaire ? A la City de Londres, la nouvelle offre a déçu : le cours de l'action a perdu 60 pence dans la journée. Mais surtout, pour l'instant, Minorco est bloqué dans ses achats de titres supplémentaires par une décision de la justice américaine — les deux sociétés étant exportatrices aux Etats-Unis — qui lui interdit de renforcer sa position dans le capital de Gold Fields tant que les implications en matière de concurrence n'auront été évaluées précisément.

(Publicité)

### SOURDS ET MALENTENDANTS

#### LA MUTUELLE DE LA PRESSE ET DU LIVRE

organise les lundi 17 et mardi 18 avril 1989 (service acoustique) deux journées réservées aux sourds et malentendants.

— Vous pourrez gratuitement faire réviser vos appareils auditifs.

— Essayer les nouvelles prothèses auditives ultra-miniaturisées.

PRENEZ RENDEZ-VOUS AU 42-33-21-89 - POSTE 175. M.N.P.L. SERVICE ACOUSTIQUE 29, rue de Turbigo - 75002 PARIS

### La Commission de Bruxelles va assouplir certaines de ses propositions fiscales

M<sup>me</sup> Christiane Scrivener, commissaire européenne à la fiscalité, a annoncé, lundi 10 avril, à Strasbourg, devant les députés européens, un « assouplissement » des propositions de Bruxelles sur l'harmonisation des taux d'accises (taxes perçues sur le tabac, les alcools et l'essence) dans la CEE.

M<sup>me</sup> Scrivener a, d'autre part, affirmé qu'elle « souhaitait éviter toute solution trop bureaucratique » à propos du système de compensation qui devra corriger les déséquilibres dans la perception de la TVA par les Etats de la CEE après 1993.

La Commission européenne propose d'harmoniser les taux de TVA et les taux d'accises pour éviter que

les différences d'imposition trop grandes qui existent aujourd'hui ne faussent la concurrence à l'intérieur du grand marché de 1993.

M<sup>me</sup> Scrivener, qui est en poste à Bruxelles depuis le début de l'année, a reconnu devant le Parlement européen que « l'unanimité des Douze était difficile à recueillir » à partir des propositions élaborées par son prédécesseur, le Britannique lord Cockfield, en matière de taux d'accises. La commissaire française a précisé qu'« un seul Etat », qu'elle n'a pas nommé, « était vraiment acquis » aux propositions actuelles.

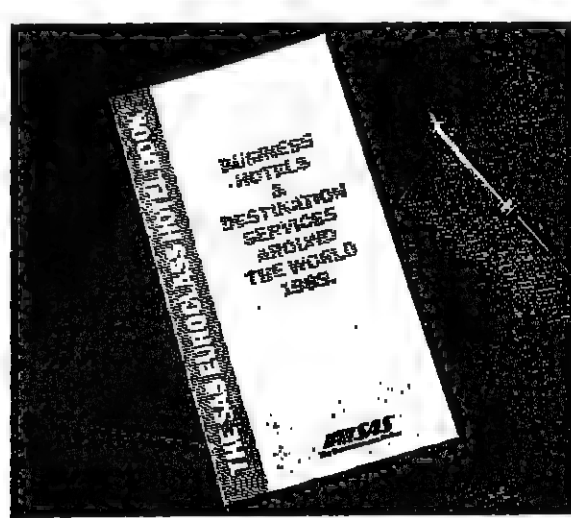
M<sup>me</sup> Scrivener a indiqué qu'elle proposerait un assouplissement de ces propositions le mois prochain.

Elle a estimé que le rapprochement des taux devrait être « plus grand » pour l'essence que pour les alcools et le tabac.

M<sup>me</sup> Scrivener a affirmé qu'« il n'était pas question de renoncer » au rapprochement des fiscalités indirectes dans la CEE, « sauf si les gouvernements le décident au plus haut niveau ». « Mais ils devront l'expliquer directement à leur opinion publique », a-t-elle averti.

L'harmonisation de la fiscalité indirecte est un des principaux dossiers de l'Europe de 1993 qui restent en souffrance, beaucoup d'Etats étant réticents à l'idée d'abandonner une partie de leurs prérogatives dans ce domaine. — (AFP.)

# Nos innovations en classe affaires changent la vie des hommes d'affaires.



Voici un petit guide édité pour vous. Il donne la liste de tous les services que nous avons imaginés pour vous aider dans vos voyages d'affaires. La plupart d'entre eux sont totalement gratuits.

Vous y trouverez aussi la liste des 89 hôtels que nous avons sélectionnés à travers le monde pour 1989, avec les services offerts sur place.

Demandez tout de suite votre exemplaire du guide des Hôtels EuroClass SAS: il vous simplifiera la vie pour le restant de l'année.

**SAS**  
EUROCLASS



## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



## PROGRESSION DE 45% DU RESULTAT NET EN 1988

Le Conseil d'Administration du 3 mars 1989 a arrêté les comptes de l'exercice 1988 dont les principaux éléments sont les suivants :

COMPTES FINANCIERS	31.12.1987	31.12.1988	Variation en %
Total du bilan	39 266	48 406	+23,3
Produit Net Bancaire	1 577	1 776	+12,6
Résultat d'exploitation	344	436	+26,7
Résultat net	163	236	+45,3

La croissance de l'activité a été très vive :

ENCOURS (en milliards de F)	31.12.1987	31.12.1988	Variation en %
Crédits	21,8	27,8	+27,8
Collecte	53,4	61,5	+15,2

Contribuant à une très forte expansion du crédit, les encours de prêts au logement ont progressé de 24% tandis que les encours de prêts à la consommation augmentaient de 56% et les encours de prêts aux professionnels et aux entreprises enregistraient une hausse de 48%.

## POURSUITE D'UNE POLITIQUE VIGoureuse DE RENFORCEMENT DES FONDS PROPRES

200,9 millions ont été collectés par l'émission de Certificats Coopératifs d'Investissement, cotés au second marché de la Bourse de Paris.

210 millions d'affectation aux réserves seront proposés à la prochaine Assemblée Générale.

Au 31 décembre 1988, les fonds propres après affectation des résultats atteignent 1,87 milliard de francs (+26,5% par rapport au 31 décembre 1987).

## DOUBLEMENT DU RESULTAT NET EN DEUX ANS

Le résultat net s'élève à 236 millions de francs soit un doublement des bénéfices en deux ans et une augmentation de 45% par rapport au résultat de 1987.

Confirmant une politique constante d'association des porteurs de C.C.I. Crédit Agricole d'Ile-de-France à la progression des résultats, le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale du 18 avril 1989 de servir un dividende brut de 17,25 francs. Cette rémunération correspond à une progression de 15% par rapport au dividende distribué en 1988 à donnée comparable.

La forte activité des premiers mois de 1989 et de bonnes perspectives commerciales permettent d'envisager une nouvelle croissance des résultats en 1989.

## Le Monde

### PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

**Le CCF**  
invite ses  
actionnaires  
le 24 avril  
à 17h  
au théâtre  
de l'Empire  
pour son  
Assemblée  
Générale.

**PENSER L'ARGENT  
AVEC INTELLIGENCE**

Les actionnaires du CCF sont invités à se rendre au théâtre de l'Empire, 41 avenue de Wagram, 75017 Paris, le mardi 24 avril 1989 à 17 heures pour assister à l'Assemblée Générale. Pour participer à ces assemblées, il est nécessaire de justifier de sa qualité d'actionnaire.

# Économie

Une expérience originale à Poitiers

## La précarité des emplois est gérée au profit des jeunes chômeurs

A l'initiative de M. Yves Monteillet, directeur régional du Fonds d'assurance formation des coopératives agricoles (FAFCA), le Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), à Poitiers, s'est lancé dans une aventure unique en France et jugée « expérimentale » par le ministère du travail. Il offre à cinquante jeunes de vingt et un ans à vingt-

quatre ans et n'ayant jamais connu de situation stable sur le marché du travail une dernière chance d'insertion.

Composé de membres fondateurs (les coopératives agricoles) et de membres utilisateurs (les entreprises du bassin Châtelleraut, Bressières et Montmorillon), le GEIQ agit comme une société de travail temporaire louant les services de ses jeunes en for-

mation. Employeur, il fait succéder pour eux cours en évaluation, stages d'entreprises, missions d'insertion puis emploi proprement dit sous forme de contrat de qualification (1). Les jeunes ont pendant cette période un revenu minimum égal à 65% du SMIC, mais peuvent avoir une rémunération plus élevée quand ils occupent un poste productif.

En attendant, ils sont hébergés par le GEIQ au nom de la Fédération générale des salariés et ouvriers agricoles (FGSOA). Tel qu'il est conçu, le dispositif aide à la connaissance des capacités du travail temporaire, dont le potentiel est estimé entre dix mille et trente mille emplois dans la région. En rendant service, il implique les entreprises dans l'acte d'insertion des jeunes.

### Confrontation permanente

« Notre point fort, déclare M. Daniel Breme, chargé de mission à la région, c'est la prise directe sur l'emploi : il y a confrontation permanente, démarchage et lien avec l'organisme de formation. » Le GEIQ, selon lui, apporte la bonne réponse dans « les localités qui se battent pour le développement local » quand on sait, d'après une enquête menée à La Rochelle, que 70% des propositions d'emplois échappent aux filières institutionnelles ou traditionnelles. « A terme, poursuit-il, les fonds d'assurance-formation ne joueront pas seulement un rôle financier. Ils finiront par faire le travail à la place des services publics de l'emploi. »

Bâtir sur des dérogations, le système évite la suspicion de certains représentants de l'administration. Il montre aussi à quel point l'appareil de formation s'adapte difficilement à une demande différente et éprouve de la gêne à organiser des parcours individualisés pour un public très spécifique. Tandis que la région compte deux cents organismes, rares sont ceux qui ont répondu à l'appel d'offres, effrayés par le calvaire des « chômeurs ». Sur dix convoqués à Châtelleraut, deux seulement ont posé.

ALAIN LERBAUX

« Nous voulons justement utiliser la gestion de la précarité des emplois pour organiser un parcours d'insertion et de qualification destiné aux jeunes en situation précaire », explique M. Monteillet, fier d'énoncer un paradoxe qui conduit tout droit le GEIQ à pratiquer le prêt de main-d'œuvre, théoriquement interdit par la loi.

### Un parcours individualisé

Pour commencer, le jeune se familiarise avec la méthode au cours d'un « module d'entrée » de trois jours. Sélectionné par les missions locales où l'ANPE, le bénéficiaire n'a pas le CAP dans 75% des cas, « contre 20% pour les contrats de qualification habituels » et il est retenu « en fonction de sa capacité à évoluer et de sa motivation ». Dans un deuxième temps, qui peut s'échelonner de deux à six mois au maximum, il suit un « module d'insertion professionnelle » pendant lequel il précise son projet, selon ses affinités et de ses aptitudes, mais également « en rapport avec les besoins du marché ou les besoins du développement local ». A raison de deux ou trois heures de formation, il entreprend une remise à niveau de ses connaissances ou effectue des stages pour confirmer son choix. Parallèlement il peut être appelé dans l'une des entreprises adhérentes pour une mission d'interim.

Vient ensuite la troisième phase, où le contrat de qualification, jusqu'alors purement formel, est confirmé par un stage. Toujours en position d'employeur, le GEIQ se charge de trouver l'organisme de formation qui acceptera « ce parcours individualisé, à la carte », s'achèvera le plus souvent par un CAP ou une qualification reconnue par la profession après 800 à 900 heures de stage. C'est encore lui qui trouvera les stages ou les emplois temporaires correspondant à l'objectif visé.

Sur les cinquante jeunes du début, deux ont abandonné et sont retournés à l'école. Les autres, tous, ont été embauchés par des entreprises ou ont obtenu un emploi en vue, dont Brigitte qui travaille à mi-temps chez un avocat de

Châtelleraut et suit un stage de traitement de texte à Poitiers. S'ils sont mobiles pour trouver un emploi, pour la plupart, sauf Véronique, épouse d'un gendarme de Montmorillon, « ils le sont moins pour suivre une formation », constate M. Monteillet.

Au travers du GEIQ, « ils recherchent d'abord dans le travail une famille qui leur manque », privilégient en conséquence l'emploi et se montrent méfiants à l'égard de la formation. « Je préférerais rester dans le quinquillet qui m'entourne », dit l'un, peu disposé à suivre les stages. « J'ai peur qu'on me reproche d'avoir eu le CAP en six mois, et ce n'est pas assez long aux yeux des futurs employeurs », renchérit l'autre.

### L'objectif de l'autofinancement

De côté des formateurs comme des partenaires sociaux, on se félicite de l'originalité de la démarche susceptible d'être généralisée. Financièrement, le FAFCA supporte le coût de la formation et de la rémunération des stagiaires, à hauteur de 50 F de l'heure au total. La région prend en charge la formation des tuteurs dans les entreprises et se constitue un passage un réseau de personnes qualifiées capables de favoriser des opérations d'insertion professionnelle. En situation d'emploi, l'entreprise utilisatrice se voit facturer l'heure travaillée à 39 F au minimum par le GEIQ qui conserve 5 F de cotisation pour ses frais de structure. « Tant et si bien que nous pourrions nous autofinancer avec cent cinquante jeunes, prévient M. Monteillet. Nous sommes actuellement subventionnés par le conseil régional, mais nous pourrions ne rien coûter à l'Etat. »

En outre le montage utilisé met en évidence certains mécanismes du marché du travail et permet de confirmer la nécessité d'un partenariat auquel nous sommes attachés, à commencer par des syndicats comme M. France Joubert, secrétaire régional de la CFDT-Poitou-Charentes, où M. Philippe Plume-

(1) Formulaire de la formation en alternance, le contrat de qualification est un contrat de travail accompagné d'un volet de formation pour un emploi défini.

(2) Le groupement d'employeurs permet à des salariés saisonniers ou temporaires d'avoir plusieurs employeurs sans changer de contrat de travail.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### COMPAGNIE FINANCIÈRE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

### Résultats consolidés 1988

#### FORTE CROISSANCE DU BÉNÉFICE

Trois chiffres-clés caractérisent les résultats consolidés du Groupe CIC en 1988.

(en millions de francs)	1988	1987
Produit net bancaire	13 674	13 284
Résultat brut d'exploitation	3 086	3 324
Bénéfice net consolidé	1 067	660

Lors de la réunion du Conseil d'Administration du 5 avril 1989, consacré à l'examen des comptes consolidés, le Président Jean Saint-Geours a tenu à souligner quatre points particulièrement importants de l'exercice.

#### Une forte croissance du bénéfice net consolidé.

Ce résultat qui a augmenté de 61,6 %, intègre notamment des plus-values sur titres de participation dont le caractère est en grande partie récurrent. Par ailleurs, le résultat brut d'exploitation prend en compte des charges exceptionnelles liées aux mesures de restructuration dans plusieurs filiales du Groupe.

#### Une nette progression des fonds propres consolidés.

Ils sont passés au cours de l'exercice 1988 de

10 392 millions de F à 13 877 millions de F, soit une augmentation de 36 %.

#### Une amélioration des résultats nets de ses principales filiales bancaires.

A Paris, la BUE a plus que doublé son résultat consolidé tandis que le CIC Paris a réduit significativement ses pertes. Dans les régions, la majorité des banques du Groupe a accru ses bénéfices.

#### Les premières réalisations de la politique engagée l'an dernier en matière d'alliances européennes.

Le Groupe CIC a signé ainsi, en 1988, plusieurs accords, en Italie avec le Monte dei Paschi di Siena, en Allemagne avec la Baden Württembergische Bank, en Espagne avec le Banco Pastor.

Le Conseil d'Administration a également arrêté les comptes sociaux de la Compagnie Financière de CIC dont le bénéfice net s'élève à 180 MF. Il a décidé de fixer le dividende revenant aux CIC au niveau de l'exercice 1987, soit 10 F par titre.

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE CIC - 52, rue de Monceau - 75008 PARIS



27/11/1989



## Économie

### SOCIAL

#### La modernisation de l'administration en débat au Conseil économique et social

Contrairement à ce qui était initialement prévu, M. Michel Rocard n'était pas présent, le mardi 11 avril, à la séance plénière du Conseil économique et social au cours de laquelle M. Loïc Le Floch-Prigent présentait un rapport et un projet d'avis sur « la modernisation de l'administration ». Le premier ministre, qui était représenté par M. Michel Durafour, ministre d'Etat chargé de la fonction publique, aurait pourtant pu tirer profit de ce rapport qui va dans le même sens que les orientations gouvernementales sur le renouveau de la fonction publique. Avec toutefois quelques beuils...

Ainsi, l'ancien PDG de Rhône-Poulenc affirme haut et fort que moderniser l'administration ne consiste pas à s'orienter vers une « compétition » avec le secteur privé, en plaquant des recettes de gestion venant des entreprises. La finalité de la modernisation est de « redonner vie, administration par administration, service par service, à cette belle notion de service public ». Il s'efforce aussi de proposer onze mesures qui se veulent toutes compatibles avec l'actuel statut des fonctionnaires.

Pour M. Le Floch-Prigent, l'administration ne part pas de zéro pour se réinventer. Il constate même « une évolution profonde de l'administration française en termes d'efficacité, de dialogue, de transparence et même d'innovation ». Mais la perspective de 1993 implique d'aller encore plus loin dans « la prise en considération des impératifs d'efficacité et de rendement ». Or, trop souvent encore, l'administration est « peu encline à encourager les innovations », alors que « la base de l'administration est aujourd'hui disponible pour innover ». Le « frein majeur » vient des comportements. Le rapporteur observe que le critère essentiel de sélection des élites est « l'intelligence de conformité ». Mais, ajoute-t-il, « ces personnes sont-elles aptes aux commandements des hommes, aux relations humaines » ? Autre interrogation qui contient en elle-même sa réponse : « Le passage par les cabinets ministériels est-il une évolution utile, souhaitable, inéluctable ? »

Il faut donc améliorer la formation des élites mais plus globalement celle de tous les agents — en développant les plans de formation individuels — de façon qu'ils puissent « mieux effectuer leurs missions » ou être plus mobiles. Pour accroître la motivation des fonctionnaires, le rapport évoque l'idée de « réels plans de carrière avec des sanctions positives et négatives » et une politique d'intéressement collectif, « selon des modalités à négocier avec les organisations syndicales ».

Le rapport juge « essentiel de redéfinir les rôles et les objectifs de l'administration si l'on ne veut pas repartir dans la polémique stérile

du moins d'Etat ». C'est donc dans chaque service qu'il faudra déterminer des objectifs et des moyens, à partir des besoins variés des usagers, une telle volonté devant s'inscrire « dans la durée et se traduire par des programmes pluriannuels ». Mais le rapport met en garde sur le coût de cette modernisation qui ne pourra être supporté par un simple redéploiement des moyens existants. « Elle risque aussi de nécessiter l'appel à d'autres moyens », objectif difficile à concilier avec la réduction du déficit budgétaire et la diminution de la pression fiscale.

Concrètement, le rapport propose une série d'actions à entreprendre en passant par une association de tout le personnel d'un service à la démarche de modernisation, une réelle concentration des moyens de fonctionnement, la mise en place d'audits annuels, la multiplication des expériences locales de participation et de consultation des usagers. Comme le projet de Plan, il souhaite que des « projections budgétaires pluriannuelles » accompagnent la préparation du budget « afin de mieux cerner ses conséquences sur l'emploi et les marges de manœuvre disponibles ». Une autre suggestion pratique consisterait à « concentrer les lieux d'accueil pour les usagers en rassemblant dans un même local les diverses administrations », avec des plages d'ouvertures adaptées. Enfin, une « commission permanente de la modernisation » veillerait à la cohérence des actions lancées et établirait un rapport annuel.

MICHEL NOBLECOURT.

### LA VIE DANS LES ENTREPRISES

#### Accord sur l'épargne et la retraite chez Usinor-Sacilor

Les systèmes de retraite complémentaire et d'épargne sont modifiés chez Usinor-Sacilor, à la suite d'un accord signé par la CFDT, la CGC, FO et la CFTC. Un nouveau plan d'épargne groupe entre en application. Les salariés pourront verser les sommes reçues au titre de l'intéressement ou de la participation dans deux fonds communs de placement. Pour le premier, d'une durée de cinq ans, le groupe ne prendra en charge que les frais de gestion. Pour le second, d'une durée de dix ans et comprenant notamment des obligations du groupe, celui-ci ajoutera 30 % des sommes versées si le total annuel est compris entre 500 F et 4 000 F, 25 % entre 4 000 et 8 000 F, 20 % entre 8 000 et 12 000 F, et 10 % au-delà.

Les salariés pourront y ajouter des versements libres, que le groupe abondera de 10 %, et ils pourront continuer ces versements même s'ils sont mis en dispense d'activité. Parallèlement, les règlements de retraite complémentaire vont être unifiés dans toutes les sociétés du groupe : le taux de cotisation a été augmenté à compter du 1<sup>er</sup> janvier pour 30 000 salariés et porté à un minimum de 5 %, le supplément étant pris en charge à 60 % par l'employeur.

#### ● Nouvel intéressement au Crédit lyonnais.

La direction du Crédit lyonnais vient de signer un nouvel accord d'intéressement avec la CFDT et la CFTC. Cet accord prend en compte pour la prime uniforme d'intéressement la rentabilité du groupe Crédit lyonnais au moyen de l'évolution du résultat brut d'exploitation consolidé (8,7 milliards en 1988) ainsi que les performances commerciales du personnel. Dans le précédent accord de mai 1987, signé en plus par le SNI-CGC, le montant de la prime était déterminé par la progression des ressources des particuliers. 48 millions de francs avaient été distribués pour 1986 mais... seulement 18 millions pour 1987, année où la direction avait eu recours à une prime exceptionnelle de productivité. A titre de compensation...

#### ● La CFDT se chauffe chez André.

Grâce à une expérience originale, la CFDT des chaussettes André (environ 2 200 employés et 900 cadres répartis dans 347 points de vente, avec un très fort turnover) est passée de 10 à 100 adhérents chez les employés en un peu plus de deux ans. A la fin de 1988, un « contrat de développement » était conclu entre la fédération CFDT des services, la section syndicale d'André et un « syndicat d'accueil » dans les Yvelines. Les nouveaux adhérents pouvaient décaler aux statuts — qui font obligation aux salariés d'adhérer au syndicat le plus proche de leur lieu de travail — et être tous rattachés provisoirement au syndicat d'accueil. Tous paient douze timbres par an... par prélèvement automatique.

### TRANSPORTS

#### M. Delebarre assouplit la réglementation des vols charters intérieurs

M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, a décidé d'assouplir la réglementation qui corse le développement des vols charters domestiques. Conformément aux orientations présentées le 24 novembre 1988 devant le Conseil supérieur de l'aviation marchande, qui prévoyait le statu quo pour les vols réguliers mais la libéralisation du transport à la demande, M. Delebarre a dessiné d'un cran la réglementation des charters, qui n'avaient assuré, depuis 1987, qu'un « nombre limité de dessertes en raison du caractère trop restrictif des règles imposées à ce type de vol ».

Les vols charters peuvent désormais être effectués toute l'année au lieu de quatre mois par an. Leur nombre autorisé chaque semaine est accru : par exemple, sur les liaisons

de plus d'un million de passagers par an, il sera possible d'effectuer quatre rotations hebdomadaires contre quatre auparavant, et sur les liaisons de plus de cinq cent mille passagers et sur les lignes corses, huit aller et retour au lieu de quatre. Enfin, l'obligation d'acheter un billet aller et retour est supprimée.

M. Jacques Maillot, PDG de l'Agence Nouvelles Frontières, qui avait inauguré les vols charters domestiques avec la compagnie Corse Air, estime que ces mesures n'apportent guère de nouveautés. « C'est mieux qu'avant, nous s'en est déclaré, mais ça ne changera pas grand-chose : je n'ai jamais respecté l'obligation de vendre un aller et retour ; d'autre part, la directive maintient les contraintes d'horaires au décollage, soit de 9 heures à 17 heures et de 21 heures à 23 heures. Finalement, ces modifications ne m'inciteront pas à faire un seul vol de plus que ceux que nous avons prévus vers Rodes, Marseille et la Corse ».

AL F.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## BANCA COMMERCIALE ITALIANA

Société Anonyme au Capital de Lit. 1.000.000.000 - Réservée Lit. 179.000.000,00  
Siège Social : 5 Piazza della Scala, Milan  
Registre des Sociétés no. 2774 - Tribunal de Milan - Banque d'Italie National

Les actionnaires de la Banca Commerciale Italiana sont convoqués en Assemblée ordinaire et extraordinaire le vendredi 28 avril 1989 à 10 heures à Milan 1, Piazza Belgioioso et éventuellement en deuxième réunion le samedi 29 avril 1989 au même lieu et à la même heure, en vue de statuer sur l'ordre du jour suivant :

#### Partie ordinaire

- 1) Rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes; approbation du Bilan au 31 décembre 1988.
- 2) Nomination des Commissaires aux Comptes et de leur Président et fixation du montant de leurs honoraires.
- 3) Révision de la rémunération du Conseil d'Administration, du Comité Exécutif et de la Commission de Révision du Bilan.
- 4) Nomination des Commissaires Externes aux Comptes pour la période 1989/1991, selon le D.P.R. 31.3.75, no. 136, art. 2.

#### Partie extraordinaire

- 5) Projet d'apport-fusion de I.D.L. S.r.l., Milan à Banca Commerciale Italiana S.p.A., Milan. Termes des conditions et modalités de l'apport-fusion. Délibérations afférentes et délégation des pouvoirs.

Tout titulaire d'actions ayant droit de vote peut assister à l'Assemblée à condition que, même si inscrit au registre des actionnaires de la Société, il ait déposé ses actions au moins cinq jours avant la date de l'Assemblée auprès des caisses de la Banque ou de la caisse Monte Titoli, chargée à cet effet, sur la base des dispositions de l'art. 4 de la Loi du 29 décembre 1962, no. 1745.

Le Président  
du Conseil d'Administration

## Résultats 1988

Le Conseil d'Administration de Fimagest, réuni le 28 février 1988 sous la présidence de Monsieur Jérôme MEYSSONNIER, a examiné le bilan et les comptes de l'exercice clos le 30 décembre 1988.

Le bénéfice net s'établit à F. 44.645.676,50 après paiement de l'impôt sur les sociétés pour un montant de F. 22.395.529,00.

Par rapport au résultat de l'exercice précédent (F. 35.529.650,27), le chiffre de 1988 représente une progression de 25,65 %.

Le Conseil d'Administration soumettra à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, convoquée pour le 20 avril 1989, la mise en paiement d'un dividende de F. 22.230.000 contre F. 17.100.000 au titre de l'exercice précédent, soit une augmentation de 30 %.

Le dividende net représente ainsi F. 390 par action auquel s'ajoute l'impôt déjà versé au Trésor (avoir fiscal) de F. 195, portant le revenu global d'une action à F. 585.

FIMAGEST  
PROFESSION GESTIONNAIRE

15, boulevard de l'Amiral Bruix - 75116 PARIS - Tél. : 45 02 79 00

MERCREDI 11 heures - VENDI  
**LE GRAND RENDEZ-VOUS DE L'IMMOBILIER**  
Le Monde

# Au départ de Marseille, Swissair vous emmène aux quatre coins du monde.

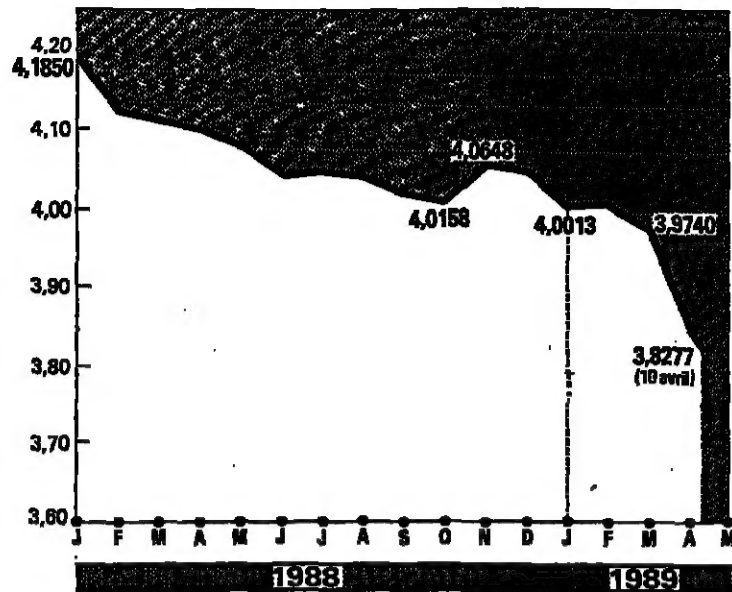
swissair

108 destinations dans 67 pays



## Marchés financiers

## La baisse du franc suisse s'accélère



La glissade du franc suisse, continue tout au long de 1988, s'est poursuivie au cours des derniers jours. Le lundi 10 avril, la devise helvétique cotait 3,8277 francs français à Paris, son plus bas cours depuis la mi-1986, et 1,3385 mark, au niveau que les marchés s'évaluent pas comme depuis sept ans.

Prévoqué principalement par une accélération du taux de l'inflation en Suisse, le mouvement de baisse est accentué par la faiblesse des taux d'intérêt helvétiques, qui ont peu suivi les vagues récentes de hausses enregistrées au cours des derniers mois dans la plupart des pays industrialisés.

Des rumeurs de relèvement des taux directeurs suisses (le taux de l'escompte est actuellement fixé à 4 %) circulent mardi sur les marchés des changes. Cependant, les responsables de la banque nationale suisse, la Banque centrale de la Confédération, ont fait connaître à plusieurs reprises leur opposition à une telle mesure.

● **Rolls-Royce se diversifie** dans la construction électrique. Le constructeur britannique de moteurs d'avions Rolls-Royce a annoncé, lundi 10 avril, une offre amicale de rachat de toutes les actions de Northern Engineering Industries (NEI) pour 300 millions de livres (3,2 milliards de francs). Ce groupe, dont Rolls-Royce détenait déjà 4,7 %, est engagé dans l'ingénierie et la fabrication d'équipements pour les centrales électriques (tur-

bines). Pour Rolls-Royce, privatisé il y a deux ans, il s'agit d'un premier pas du programme de diversification.

Cette opération participe d'un vaste mouvement mondial de construction de l'industrie électrique. NEI espère, que, depuis par Rolls-Royce, il lui sera plus facile de conclure des accords avec les grands du secteur qu'ont créés GEC et Alstom d'un côté, et ASEA et Brown Boveri de l'autre.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## CDME - UNILEVER

### LE GROUPE UNILEVER VA CÉDER SA FILIALE DE DISTRIBUTION DE MATÉRIEL ÉLECTRIQUE CEIM AU GROUPE CDME

(Compagnie de Distribution de Matériel Électrique)

UNILEVER et CDME vont signer un accord aux termes duquel le Groupe CDME se portera acquéreur de 99 % du capital de CEIM (Comptoir Electro-Industriel du Maine). CEIM a réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de 664 MF. CEIM, avec 15 points de vente, couvre essentiellement l'ouest de la France et dans une moindre mesure le nord et la région parisienne. CEIM viendra harmonieusement compléter la couverture géographique du Groupe CDME sur le marché français.

## IMS

INTERNATIONAL METAL SERVICE

## DOUBLEMENT DU DIVIDENDE : 16 F PAR ACTION

Le Conseil d'Administration d'IMS - International Metal Service s'est réuni le 30 mars 1989, sous la Présidence de Jacques Didier Champollion, pour arrêter les comptes de la société et examiner les comptes consolidés, certifiés par les Commissaires aux Comptes et audités par les Réviseurs Internationaux.

L'exercice 1988 marque une nouvelle étape dans la croissance d'IMS et consacre le bien-fondé des choix stratégiques :

- Deux métiers complémentaires : la distribution technique et le trading de produits métallurgiques spéciaux et de matériaux d'avenir ;
- Une dimension internationale ;
- Un enrichissement constant du mix produits.

IMS consolidé			
(en millions de francs)	1987	1988	Variation
Chiffre d'affaires	1 750	2 243	+ 28 %
Résultat d'exploitation	92	188	+ 104 %
Résultat net	39	86	+ 123 %

Le résultat net par action ressort à 60,37 F contre 31,90 F en 1987.

La forte progression des bénéfices résulte de quatre facteurs principaux :

- L'élargissement de la gamme vers des produits à haute valeur ajoutée ;
- L'optimisation de la gestion des stocks au niveau européen ;
- La restructuration des filiales françaises ;
- La réduction de l'endettement et des frais financiers.

Ces éléments à caractère durable, associés à une conjoncture européenne favorable, ont permis une nouvelle amélioration de la marge nette commerciale qui atteint 3,8 % du chiffre d'affaires.

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée générale du 25 mai 1989 la distribution d'un dividende net de 16 francs par action.

Compte tenu de l'apport fiscal, le revenu global par action sera de 24 francs, soit un doublement du dividende sur un capital augmenté de 18 %, illustrant ainsi la volonté d'IMS d'associer ses actionnaires aux fruits de son expansion.

Sous réserve de l'approbation de cette proposition par l'Assemblée générale, la distribution globale passerait ainsi de 10 millions de francs en 1987 à 23 millions de francs en 1988.

Les prévisions demeurent très favorables et permettent d'envisager une progression significative du résultat pour l'exercice en cours.

## NEW-YORK, 10 avril ↓

## Tassement en fin de séance

La cote a commencé sur une note incertaine à New-York. D'abord assez ferme, la tendance s'est ensuite légèrement mais progressivement dégradée. A la clôture, l'indice des industriels s'élevait à 2,93 points en dessous de son niveau précédent, soit à 2,301,87, après avoir, à mi-séance, culminé à 2,316,35. Le bilan de la journée est, toutefois, resté positif. Sur 1,954 valeurs traitées, 715 ont monté, 686 ont baissé et 553 s'en sont tenues.

Bien que de nombreux analystes estiment que la croissance économique s'est ralentie depuis le début de l'année, les investisseurs préfèrent, eux, jurer sur pièce. Les données sur le chômage et l'emploi ne les ont pas convaincus. Beaucoup attendent la publication des statistiques de la semaine, à savoir, notamment, la hausse des prix de détail et des prix de gros et les résultats du commerce extérieur. Dans l'immédiat, les plus grands nombres restent l'arme au pied, comme en témoigne le ralentissement de l'activité avec seulement 125,16 millions de titres échangés, contre 157 millions vendredi.

VALEURS	Cours de 7 mai	Cours de 10 mai
Alcoa	50 1/2	50
AT&T	31 1/4	31 1/4
Boeing	89 1/8	89 1/4
Chemical Bank	37 1/2	37 1/2
Deere & Co	103 3/4	103 3/8
Eastman Kodak	43 3/8	43 1/8
Exxon	43 3/8	43 1/8
Ford	47 3/4	47 3/8
General Electric	46 1/8	46
IBM	108 3/4	108 1/4
Johnson & Johnson	47 1/4	47 3/8
McDonald's	108 3/4	108 1/4
Merck & Co	38 1/4	38 1/4
Motorola	48 1/8	48 1/2
Pfizer	39	39
Rockwell	37 1/2	37 1/2
Tesco	33 3/8	33 3/8
Union Carbide	117 1/2	117 1/4
US Steel	32 1/2	32 1/2
Westinghouse	33 3/4	33 3/4
Yale Corp.	61	61

## LONDRES, 10 avril ↓

## Repli

Début de semaine sous le signe de la baisse sur le marché londonien. Le mouvement est d'abord allé d'abord, jusqu'à un début de l'après-midi, pour se ralentir ensuite. L'indice Footsie des trente valeurs, qui avait un instant perdu 1,4 %, réalisait l'écart à 0,83 % à la clôture, pour s'inscrire à 1 659,4.

Les professionnels jugent la Bourse exagérément pessimiste, ne voyant rien dans l'actualité de nature à justifier cet état d'esprit. Les craintes relatives à l'inflation et, surtout, à l'enrichissement des détenteurs de titres, ont été vives avec l'annonce d'une augmentation de 1,4 % des prix de l'énergie et des matières premières en mars. En fait, les dernières données sur l'état des prix ne seront publiées qu'en fin de semaine. Mais déjà, quelques-uns redoutent une dérive sur une base annuelle de 8 %.

La plupart des compartiments ont baissé : les pétroliers, les pharmaceutiques et les chimiques.

## FAITS ET RÉSULTATS

● **Bic : 5 % de bénéfices en moins.** Le groupe annonce pour 1988 une baisse de 5 % de ses bénéfices net consolidés, dont le montant (après déduction exceptionnelle) revient de 484 millions à 462 millions de francs. L'an dernier, le groupe a réalisé un profit exceptionnel de 82 millions de francs sur les ventes de 31 % des actions de Dim à Sara Lee, soit moins qu'en 1987 (108 millions de francs provenant de la première prise de participation de Sara Lee dans Dim). Hors éléments exceptionnels, le résultat de Bic est à peu près stable sur un chiffre d'affaires (retranché), lui, accru de 12 % à 4,62 milliards de francs. Bic, rappelle-t-on, a fini de céder, en mars, à Sara Lee ses dernières unités dans Dim. Le porte-parole de Bic a précisé que la légère baisse de bénéfices était due à la hausse des frais financiers occasionnés par l'immobilisation de quelque 200 millions de francs destinés au rachat par le groupe de ses propres actions.

● **BASF : des vidéo-cassettes en Allemagne.** Le géant allemand de la chimie vient d'ouvrir une nouvelle unité à Manassas, en Arizona (Brésil). Il y fabriquera des cassettes vidéo et du matériel d'emballage en polyéthylène expansé. L'investissement s'est élevé à 20 millions de dollars (130 millions de francs). BASF a réalisé, en 1988, un chiffre d'affaires équivalent à 1,2 milliard de dollars américains au Brésil.

● **ICI vend ses intérêts au Canada.** Le groupe chimique britannique ICI cède les intérêts

## PARIS, 10 avril ↑

## Sans conviction

Le moins que l'on puisse dire : la Bourse a manqué lundi de conviction. Et pourtant, elle monte, et, dit-on, le paroxysme du professionnalisme. Mais avec quoi ? D'après les valeurs du week-end, les courants d'échanges ne sont réduits à une véritable poignée de doigts. La manœuvre s'est faite sur une note plutôt optimiste (+ 0,23 %). Mais avec une activité, à dire d'épargne, quasi inexistante, le marché, livré à lui-même, est allé de droite et de gauche, sans trop bien savoir quelle direction prendre. A 11 heures, son avance n'était plus que de 0,17 %. Elle repassait vers 13 heures à 0,30 %. En clôture à 17 heures, l'indice des trente valeurs, qui avait enregistré une progression de 0,73 %.

« C'est encore un coup des petits actionnaires », disait un boursier en riant. Dans les coins et sous les piliers, les professionnels devaient pour faire passer le temps. Dans l'attente du marché des « futures », les « traders » (spéculateurs) se requièrent peu sur les « puts » et des « calls ». On piquait du nez dans sa garnelle, qui cherchait à offrir sa stratégie au boursier.

Inutile de le préciser : la Bourse s'attendait à ce que l'annonce d'un taux de chômage tombé aux États-Unis à son plus bas niveau depuis quinze ans la laisse perplexe. « Le marché ne tient aucun compte de la situation intérieure », disait un habitué sur le mode interrogatif.

En fait, son indécision semble liée à deux facteurs : après la légère reprise de printemps observée ces quinze derniers jours, il se sentait à l'étroit devant des hauts et bas de tous jours. Cette situation a produit à l'instant même où l'évolution des taux d'intérêt devient une belle incertitude. Le marché obligataire et le MATIF avaient en lundi une assez triste mine, tandis que l'argent sur le jour se trouvait à son plus bas niveau depuis l'été 1988.

## TOKYO, 11 avril ↑

## Vive hausse

La journée de mardi a été bonne pour la Bourse de Tokyo, très bonne même. Elle avait pourtant commencé sous le signe de la baisse. Mais instantanément, la tendance s'est inversée. L'indice Nikkei avait déjà regagné 212,81 points. A la clôture de la séance, son avance atteignait 230,56 points (+ 0,76 %). Un bon grand, car l'indice japonais est le plus élevé de tous les indices mondiaux. « Tout le monde attendait une déclaration du premier ministre Takeshita au Parlement sur le scandale Ricard », dit un boursier. « En réalité, rien n'est produit, si ce n'est la volonté affirmée de ne pas démissionner. Autrement dit, le marché est resté à son affaire le plus calmement du monde. Un bon grand, car l'indice japonais est le plus élevé de tous les indices mondiaux. Les investisseurs et les investisseurs ont également été bien servis.

VALEURS	Cours de 10 mai	Cours de 11 mai
Alcoa	725	728
Boeing	1480	1480
Chemical Bank	1950	1950
Deere & Co	1410	1410
Eastman Kodak	1880	1880
Exxon	2370	2370
General Electric	1230	1230
IBM	6890	6890
Johnson & Johnson	2470	2480

## PARIS :

## Second marché (réaction)

VALEURS	Cours de 7 mai	Cours de 10 mai
Alcoa	50 1/2	50
AT&T	31 1/4	31 1/4
Boeing	89 1/8	89 1/4
Chemical Bank	37 1/2	37 1/2
Deere & Co	103 3/4	103 3/8
Eastman Kodak	43 3/8	43 1/8
Exxon	43 3/8	43 1/8
Ford	47 3/4	47 3/8
General Electric	46 1/8	46
IBM	108 3/4	108 1/4
Johnson & Johnson	47 1/4	47 3/8
McDonald's	108 3/4	108 1/4
Merck & Co	38 1/4	38 1/4
Motorola	48 1/8	48 1/2
Pfizer	39	39
Rockwell	37 1/2	37 1/2
Tesco	33 3/8	33 3/8
Union Carbide	117 1/2	117 1/4
US Steel	32 1/2	32 1/2
Westinghouse	33 3/4	33 3/4
Yale Corp.	61	61

LA BOURSE SUR MINTEL  
36-15 TAPEZ  
LEMONDE

## Marché des options négociables le 10 avril 1989

VALEURS	Prix	Options d'achat	Options de vente
Alcoa	600	36	18
CE	400	36	18
EF-Agilant	400	36	18
Lafarge-Cyprien	1550	72	16,50
Michelin	200	21	16,50
NEA	1550	72	16,50
Paribas	520	9	16,50
Pfizer	1700	104	65
Sabot-Coleman	600	6,50	12,50
Société générale	440	10,10	26,06
Thomson-CSF	240	15	32

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 10 avril 1989			
Nombre de contrats : 43 655			
COURS	Jun 89	Sept 89	Déc 89
Dernier	105,46	105,40	105
Précédent	105,70	105,68	105,30
Options sur notionnel			
PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente	
Jun 89	Sept 89	Jun 89	Sept 89
106	0,50	1,09	0,12 1,70

## INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar : 6,35 F ↑	PARIS (BSE, base 100 : 30-12-88)
Le dollar a poursuivi, le 11 avril, son mouvement de hausse. Il cotait à Paris 6,35 F environ, contre 6,3410 F la veille à la cotation officielle. La parité du dollar s'explique principalement par la faiblesse persistante du yen, liée à l'insécurité de la situation politique au Japon. Selon les parieurs du marché, la Réserve fédérale serait intervenue lundi. D'autre part, le franc français se redressait contre le deutschemark, la devise allemande cotant 3,5740 F le 11 avril au matin.	Valeurs françaises : 187,1 Valeurs étrangères : 188,4 (BSE, base 100 : 31-12-81) Indice général CAC : 453,3 455,1 (BSE, base 1000 : 31-12-87) Indice CAC 40 : 1 698,06 1 698,64 (OMF, base 100 : 31-12-81) Indice OMF 50 : 467,37 468,26
FRANCOFONIE	NEW-YORK (Indice Dow Jones)
Dollar (en DM) : 1,832 1,815	Industrielles : 2 394,88 2 391,87
TOKYO	LONDRES (Indice Financial Times)
Dollar (en yen) : 132,4 132,6	Industrielles : 1 083 1 089,4
MARCHÉ MONÉTAIRE	Mines d'or : 889 887,2
(effets privés)	Fonds d'Etat : 86,06 86,16
Paris (11 avril) : 719/641/651	TOKYO
New-York (10 avril) : 912/651	Nikkei Dos kas : 32 992,02 32 940,58
	Indice général : 2 493,98 2 479,33

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
+ les + les	Rep. + un dép.	Rep. + un dép.	Rep. + un dép.
3 E.-U.	6,3490 6,3480	- 198 - 85	- 195 - 170
3 can.	5,3325 5,3412	- 182 - 152	- 351 - 333
Yen (100)	4,7036 4,7005	+ 126 + 179	+ 259 + 334
DM	3,7504 3,7493	+ 68 + 77	+ 110 + 133
Franc	2,9078 2,9115	+ 45 + 46	+ 80 + 96
FR (100)	16,9590 16,1139	+ 32 - 132	+ 36 - 183
RS	3,8333 3,8390	+ 70 + 89	+ 233 + 238
L (1 000)	4,5972 4,6075	- 134 - 185	- 271 - 230
E. (100)	10,7760 10,7916	- 411 - 348	- 837 - 770

## TAUX DES EUROMONNAIES

3 E.-U.	3 can.	3 DM	3 franc	3 yen	3 DM	3 franc	3 yen
9 11/16	9 11/16	9 7/8	9 7/8	9 7/8	9 7/8	9 7/8	9 7/8
10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4
13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4
14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4
15 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4
16 1/4	16 1/4	16 1/4	16 1/4	16 1/4	16 1/4	16 1/4	16 1/4

Ces taux pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



Marchés financiers

BOURSE DU 10 AVRIL

VALEURS						Règlement mensuel						VALEURS						VALEURS					
Comptant	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%
3895	C.N.E. 3%	3900	3910	3900	-	670	C.S.E.E. *	612	618	615	+ 0.48	1330	Labov *	1341	1375	1365	+ 1.04	685	Salvador	735	702	702	- 4.48
1051	B.N.P. T.P.	1085	1084	1084	- 0.09	425	Drouot S.A.	488	457	461	- 1.50	3460	Labov *	3475	3575	3575	- 0.80	770	Sinclair	800	802	810	+ 1.25
1205	C.C.F. T.P.	1220	1220	1220	-	3108	Deutsche Bank	3114	3114	3115	+ 0.28	2360	Labov *	2365	2375	2375	- 0.80	770	Sinclair	800	802	810	+ 1.25
1125	Ch. de Lyon T.P.	1154	1155	1155	+ 0.08	1500	Deutsche Bank	1500	1515	1500	- 1.00	1210	Labov *	1210	1225	1225	- 1.15	770	Sinclair	800	802	810	+ 1.25
1625	Ch. de Lyon T.P.	1654	1655	1655	+ 0.06	220	D. de P.C. U.	220	220	220	-	861	Labov *	861	861	861	-	770	Sinclair	800	802	810	+ 1.25
1821	Ch. de Lyon T.P.	1854	1855	1855	+ 0.05	330	D. de P.C. U.	330	330	330	-	445	Labov *	445	445	445	-	770	Sinclair	800	802	810	+ 1.25
580	Accor	614	614	620	+ 0.98	216	D. de P.C. U.	216	216	216	-	1815	Labov *	1815	1815	1815	-	770	Sinclair	800	802	810	+ 1.25
570	Air Liquide	584	584	584	-	310	D. de P.C. U.	310	310	310	-	1815	Labov *	1815	1815	1815	-	770	Sinclair	800	802	810	+ 1.25
2740	Alcatel	2831	2805	2870	+ 1.38	476	D. de P.C. U.	476	476	476	-	1815	Labov *	1815	1815	1815	-	770	Sinclair	800	802	810	+ 1.25
1970	Alcatel	2018	2018	2018	-	330	D. de P.C. U.	330	330	330	-	1815	Labov *	1815	1815	1815	-	770	Sinclair	800	802	810	+ 1.25
310	A.L.S.P.	340	338	340 90	+ 0.28	330	D. de P.C. U.	330	330	330	-	1815	Labov *	1815	1815	1815	-	770	Sinclair	800	802	810	+ 1.25
106	Alcatel	567	566	567	+ 0.18	330	D. de P.C. U.	330	330	330	-	1815	Labov *	1815	1815	1815	-	770	Sinclair	800	802	810	+ 1.25
2550	Alcatel	2577	2556	2556	- 0.70	1000	D. de P.C. U.	1000	1000	1000	-	1815	Labov *	1815	1815	1815	-	770	Sinclair	800	802	810	+ 1.25
675	Aus. Energie	675	675	675	-	1690	D. de P.C. U.	1690	1694	1679	- 0.08	195	Labov *	191	190	191 10	+ 0.05	184	S.E.C.A.	237 50	235 50	239	+ 0.83
675	Aus. Energie	675	675	675	-	1690	D. de P.C. U.	1690	1694	1679	- 0.08	195	Labov *	191	190	191 10	+ 0.05	184	S.E.C.A.	237 50	235 50	239	+ 0.83
675	Aus. Energie	675	675	675	-	1690	D. de P.C. U.	1690	1694	1679	- 0.08	195	Labov *	191	190	191 10	+ 0.05	184	S.E.C.A.	237 50	235 50	239	+ 0.83
675	Aus. Energie	675	675	675	-	1690	D. de P.C. U.	1690	1694	1679	- 0.08	195	Labov *	191	190	191 10	+ 0.05	184	S.E.C.A.	237 50	235 50	239	+ 0.83
675	Aus. Energie	675	675	675	-	1690	D. de P.C. U.	1690	1694	1679	- 0.08	195	Labov *	191	190	191 10	+ 0.05	184	S.E.C.A.	237 50	235 50	239	+ 0.83
675	Aus. Energie	675	675	675	-	1690	D. de P.C. U.	1690	1694	1679	- 0.08	195	Labov *	191	190	191 10	+ 0.05	184	S.E.C.A.	237 50	235 50	239	+ 0.83
675	Aus. Energie	675	675	675	-	1690	D. de P.C. U.	1690	1694	1679	- 0.08	195	Labov *	191	190	191 10	+ 0.05	184	S.E.C.A.	237 50	235 50	239	+ 0.83
675	Aus. Energie	675	675	675	-	1690	D. de P.C. U.	1690	1694	1679	- 0.08	195	Labov *	191	190	191 10	+ 0.05	184	S.E.C.A.	237 50	235 50	239	+ 0.83
675	Aus. Energie	675	675	675	-	1690	D. de P.C. U.	1690	1694	1679	- 0.08	195	Labov *	191	190	191 10	+ 0.05	184	S.E.C.A.	237 50	235 50	239	+ 0.83
675	Aus. Energie	675	675	675	-	1690	D. de P.C. U.	1690	1694	1679	- 0.08	195	Labov *	191	190	191 10	+ 0.05	184	S.E.C.A.	237 50	235 50	239	+ 0.83
675	Aus. Energie	675	675	675	-	1690	D. de P.C. U.	1690	1694	1679	- 0.08	195	Labov *	191	190	191 10	+ 0.05	184	S.E.C.A.	237 50	235 50	239	+ 0.83
675	Aus. Energie	675	675	675	-	1690	D. de P.C. U.	1690	1694	1679	- 0.08	195	Labov *	191	190	191 10	+ 0.05	184	S.E.C.A.	237 50	235 50	239	+ 0.83
675	Aus. Energie	675	675	675	-	1690	D. de P.C. U.	1690	1694	1679	- 0.08	195	Labov *	191	190	191 10	+ 0.05	184	S.E.C.A.	237 50	235 50	239	+ 0.83
675	Aus. Energie	675	675	675	-	1690	D. de P.C. U.	1690	1694	1679	- 0.08	195	Labov *	191	190	191 10	+ 0.05	184	S.E.C.A.	237 50	235 50	239	+ 0.83
675	Aus. Energie	675	675	675	-	1690	D. de P.C. U.	1690	1694	1679	- 0.08	195	Labov *	191	190	191 10	+ 0.05	184	S.E.C.A.	237 50	235 50	239	+ 0.83
675	Aus. Energie	675	675	675	-	1690	D. de P.C. U.	1690	1694	1679	- 0.08	195	Labov *	191	190	191 10	+ 0.05	184	S.E.C.A.	237 50	235 50	239	+ 0.83
675	Aus. Energie	675	675	675	-	1690	D. de P.C. U.	1690	1694	1679	- 0.08	195	Labov *	191	190	191 10	+ 0.05	184	S.E.C.A.	237 50	235 50	239	+ 0.83
675	Aus. Energie	675	675	675	-	1690	D. de P.C. U.	1690	1694	1679	- 0.08	195	Labov *	191	190	191 10	+ 0.05	184	S.E.C.A.	237 50	235 50	239	+ 0.83
675	Aus. Energie	675	675	675	-	1690	D. de P.C. U.	1690	1694	1679	- 0.08	195	Labov *	191	190	191 10	+ 0.05	184	S.E.C.A.	237 50	235 50	239	+ 0.83
675	Aus. Energie	675	675	675	-	1690	D. de P.C. U.	1690	1694	1679	- 0.08	195	Labov *	191	190	191 10	+ 0.05	184	S.E.C.A.	237 50	235 50	239	+ 0.83
675	Aus. Energie	675	675	675	-	1690	D. de P.C. U.	1690	1694	1679	- 0.08	195	Labov *	191	190	191 10	+ 0.05	184	S.E.C.A.	237 50	235 50	239	+ 0.83
675	Aus. Energie	675	675	675	-	1690	D. de P.C. U.	1690	1694	1679	- 0.08	195	Labov *	191	190	191 10	+ 0.05	184	S.E.C.A.	237 50	235 50	239	+ 0.83
675	Aus. Energie	675	675	675	-	1690	D. de P.C. U.	1690	1694	1679	- 0.08	195	Labov *	191	190	191 10	+ 0.05	184	S.E.C.A.	237 50	235 50	239	+ 0.83
675	Aus. Energie	675	675	675	-	1690	D. de P.C. U.	1690	1694	1679	- 0.08	195	Labov *	191	190	191 10	+ 0.05	184	S.E.C.A.	237 50	235 50	239	+ 0.83
675	Aus. Energie	675	675	675	-	1690	D. de P.C. U.	1690	1694	1679	- 0.08	195	Labov *	191	190	191 10	+ 0.05	184	S.E.C.A.	237 50	235 50	239	+ 0.83
675	Aus. Energie	675	675	675	-	1690	D. de P.C. U.	1690	1694	1679	- 0.08	195	Labov *	191	190	191 10	+ 0.05	184	S.E.C.A.	237 50	235 50	239	+ 0.83
675	Aus. Energie	675	675	675	-	1690	D. de P.C. U.	1690	1694	1679	- 0.08	195	Labov *	191	190	191 10	+ 0.05	184	S.E.C.A.	237 50	235 50	239	+ 0.83
675	Aus. Energie	675	675	675	-	1690	D. de P.C. U.	1690	1694	1679	- 0.08	195	Labov *	191	190	191 10	+ 0.05	184	S.E.C.A.	237 50	235 50	239	+ 0.83
675	Aus. Energie	675	675	675	-	1690	D. de P.C. U.	1690	1694	1679	- 0.08	195	Labov *	191	190	191 10	+ 0.05	184	S.E.C.A.	237 50	235 50	239	+ 0.83
675	Aus. Energie	675	675	675	-	1690	D. de P.C. U.	1690	1694	1679	- 0.08	195	Labov *	191	190	191 10	+ 0.05	184	S.E.C.A.	237 50	235 50	239	+ 0.83
675	Aus. Energie	675	675	675	-	1690	D. de P.C. U.	1690	1694	1679	- 0.08	195	Labov *	191	190	191 10	+ 0.05	184	S.E.C.A.	237 50	235 50	239	+ 0.83
675	Aus. Energie	675	675	675	-	1690	D. de P.C. U.	1690	1694	1679	- 0.08	195	Labov *	191	190	191 10	+ 0.05	184	S.E.C.A.	237 50	235 50	239	+ 0.83
675	Aus. Energie	675	675	675	-	1690	D. de P.C. U.	1690	1694	1679	- 0.08	195	Labov *	191	190	191 10	+ 0.05	184	S.E.C.A.	237 50	235 50	239	+ 0.83
675	Aus. Energie	675	675	675	-	1690	D. de P.C. U.	1690	1694	1679	- 0.08	195	Labov *	191	190	191 10	+ 0.05	184	S.E.C.A.	237 50	235 50	239	+ 0.83
675	Aus. Energie	675	675	675	-	1690	D. de P.C. U.	1690	1694	1679	- 0.08	195	Labov *	191	190	191 10	+ 0.05	184	S.E.C.A.	237 50	235 50	239	+ 0.83
675	Aus. Energie	675	675	675	-	1690	D. de P.C. U.	1690	1694	1679	- 0.08	195	Labov *	191	190	191 10	+ 0.05	184	S.E.C.A.	237 50	235 50	239	+ 0.83
675	Aus. Energie	675	675	675	-	1690	D. de P.C. U.	1690	1694	1679	- 0.08	195	Labov *	191	190	191 10	+ 0.05	184	S.E.C.A.	237 50	235 50	239	+ 0.83
675	Aus. Energie	675	675	675	-	1690	D. de P.C. U.	1690	1694	1679	- 0.08	195	Labov *	191	190	191 10	+ 0.05	184	S.E.C.A.	237 50	235 50	239	+ 0.83
675	Aus. Energie	675	675	675	-	1690	D. de P.C. U.	1690	1694	1679	- 0.08	195	Labov *	191	190	191 10	+ 0.05	184	S.E.C.A.	237 50	235 50	239	+ 0.83
675	Aus. Energie	675	675	675	-	1690	D. de P.C. U.	1690	1694	1679	- 0.08	19											



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TELEMATIQUE
3 L'évolution de la crise au Liban. 4 Les développements de la crise en Géorgie. 6 Le gouvernement espagnol rompt les pourparlers avec l'ETA militaire. 7 L'islam en France (VIII). 8 Hôti après la tentative de coup d'Etat.	9 La préparation des élections européennes et les divisions à droite. 10 L'Alsace après les élections municipales.	11 Des théologiens contre le Vatican. — Point de vue : Le ravaudage de la « loi Pasqua ». 12 « Savvras » et inquiétudes policières. — Vingt-deux morts dans l'accident d'un Fokker 27.	13 L'architecte américain Richard Hunt à l'hôtel de Sully. 14 Opéra : création d'Anna-Pourna à Toulon. 15 Communication : un entretien avec Patrick Poivre d'Arvor. — « Digressions », par Bernard Frank.	34 La bataille Bofort-Delmas-Vieljeux. 35 La Commission de Bruxelles va assouplir certaines propositions fiscales. 36 Présence de l'emploi et jeunes chômeurs à Poitiers. 37 La réglementation des vols intérieurs assouplie. 38-39 Marchés financiers.	Abonnements ..... 6 Carnet ..... 12 Météorologie ..... 18 Mots croisés ..... 18 Radio-télévision ..... 18 Spectacles ..... 16 Annonces classées ..... 22 à 33	• Les dernières dépêches • Consultez votre portefeuille, la Bourse en direct : BOURSE • Abonnez-vous au Monde ABO 3615 tapez LEMONDE • Commandez vos livres LIVRES 3615 tapez LIM

## Le gouvernement fixe unilatéralement le montant de l'indemnité de transport pour les fonctionnaires de Corse

M. Michel Rocard a décidé, mardi 11 avril, de mettre un terme aux négociations avec les fonctionnaires de Corse sur le montant de l'indemnité de transport. Cette indemnité est fixée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1989. Elle est fixée unilatéralement à 2 400 F par an pour un célibataire, 2 800 F pour un couple, 3 240 F pour un couple avec un enfant, 3 600 F avec deux enfants, 360 F par enfant supplémentaire.

### BASTIA

de notre envoyée spéciale

Le jeu a assez duré. Après cinq jours de palabres à la préfecture de Bastia, après sept semaines d'un conflit où chacun a pu tranquillement s'en faire qu'à sa tête, s'occuper de ce que bon lui semblait, s'asseoir dans les fauteuils de cuir des directeurs d'administration et fouiller dans les dossiers, après une période de non-Etat qui commençait à tourner à la faillite générale, le gouvernement a sonné l'heure du rappel à l'ordre.

A son retour de vacances en Tunisie, le premier ministre a trouvé la situation là où il l'avait laissée : dans l'impasse. A la case départ comme il y a huit jours, lorsque les pourparlers s'éternisaient sur l'ordre du jour d'éventuelles négociations pour trouver une issue à un conflit insoluble, où chaque semaine s'annonçait décisive avant de laisser place à la suivante.

La situation économique, en revanche, n'a fait que s'aggraver. Pour les

taux. Le premier ministre avait demandé à M. Marzin, préfet de Corse-du-Sud et à la région Corse de « venir lui rendre compte » à Paris, selon les termes d'un communiqué diffusé lundi 10 avril par l'Elise. M. Marzin, en compagnie de M. Boucaut, préfet de Haute-Corse, menait depuis plusieurs jours les négociations avec les syndicats de fonctionnaires de Corse pour tenter de sortir de l'impasse. Le communiqué

quelques jours après d'être privés subitement d'interlocuteurs. Leur première réaction a été de renforcer l'occupation de la salle de réunion de la préfecture où ne demeuraient plus que quelques délégués CGT et FO, comme pour s'inscrire à des négociations qu'ils sentaient peut-être compromises dans l'incertitude de ce que va décider Paris. « La prime ou peut-être des coups de bâton », comme le dit Michèle Biaggi de Force-ouvrière.

« Faites monter la pression »

Les syndicats étaient d'autant plus dépités qu'ils avaient eu pour la première fois l'impression d'avoir avancé « à tout petit pas » dans la journée. Après le coup de force de la CGT qui, la veille avait annoncé une manifestation pour mercredi à Bastia, sans attendre la décision de ses partenaires (mais personne n'a protesté), l'inter-syndicale s'était décidée sur une proposition de prime indexée à soumettre aux préfets. Cinq jours pour tomber d'accord sur un mécanisme de revalorisation des points de la fonction publique : les syndicats avaient, de leur point de vue, « avancé ».

Du côté des préfets, on n'a pas perçu l'immense portée de l'acte avancé et le bilan de ce qui constituait une première : deux préfets engagés dans une négociation décentralisée — est largement négatif. Les représentants de l'Etat ont passé moins de temps en discussion avec les syndicats que les délégués en suspension de séance et en réunion plénière pour définir une position commune. L'avis du jour a été ignoré dès le départ par les délégués des fonctionnaires.

Au fil des journées, la liste des revendications s'est allongée. Engagés dans une négociation catégorielle, les préfets se sont trouvés

de Matignon constatant qu'en dépit de ces négociations « l'activité économique et sociale de la Corse continue d'être gravement affectée par la persistance des mouvements sociaux », ce qui motive la demande du premier ministre. M. Marzin a été reçu, mardi matin, par M. Rocard, qui avait à ses côtés MM. Durafour, ministre d'Etat, ministre de la fonction publique, et Joux, ministre de l'Intérieur.

entendus dans une revendication globale de lutte contre la vie chère avec mise en place de garanties et d'un observatoire des prix. Ils ont dû discuter dans une préfecture occupée, sous la vigilance de deux cents à trois cents manifestants mobilisés sur les instructions, notamment, d'un délégué CGT installé à l'intérieur avec un talkie-walkie : « Faites monter la pression... »

Depuis le début du conflit, les préfets, au bout de leur ligne directe avec Matignon, ont dû rattraper les erreurs gouvernementales, tenter de ramener la confiance parmi des négociations devenues extrêmement chronophages après leur voyage et la négociation ratée à Paris. Lundi, alors qu'ils avaient soumis la dernière proposition syndicale au gouvernement, M. Marzin s'est un peu impatienté devant des syndicalistes : « Le problème est pris en main par les technocrates, on ne va pas en sortir... »

Les syndicats mardi matin s'attendaient « à tout ». Aucune rendez-vous n'avait été fixé, et il n'était même pas acquis que M. Marzin reviendrait à Bastia. Rien n'indiquait que les négociations reprendraient, ni qu'elles ne reprendraient pas. Le gouvernement réfléchissait à des discussions tenues dans des conditions différentes, ailleurs peut-être : à un exposé public de propositions que la base ignore encore. Il était aussi envisagé que M. Marzin revienne avec des réponses plus politiques, un mandat plus ouvert, et peut-être des « solutions intermédiaires » sur le problème de l'indexation de la prime de transport. La suite des événements, comme le disait l'un de ceux qui ont participé aux discussions était toujours, à la septième semaine du conflit, « une source de grande réflexion » pour le gouvernement.

CORINNE LESNES.

## Sur le vif

### Noblesse oblige

Qu'est-ce que vous en pensez, vous ? Divorcera, divorcera pas ? Qui ça ? La princesse Ann, voyons ! Où avez-vous les têtes ? Moi, c'est pas compliqué, depuis le coup des lettres volées, je ferme plus l'œil de la nuit. Vous me voyez, j'ai fait d'un zombille... Eh bien, les quatre barbeaux vachement intimes qu'elle avait planqués dans un tiroir de son bureau et qu'elle a retrouvées dimanche à la « une » du Sun. Voyez un peu le tableau !

Eh oui, elle a un amant. Faut dire, son mari, ça n'allait plus entre eux depuis belle lurette. Il est nul, ce mec. Il monte pas que ses cheveux, il se saute sur tout ce qui passe à portée de bague. Il s'est même tapé cet ancien prix de beauté, cette Maza Hari de prisme... Comment elle s'appelle déjà... Pamela. Elle, elle a couché avec la Terre entière, y compris un cousin de Kadafi.

Si, si, le palais a confirmé. Pas pour Kadafi, pour Mark Philips. Et c'est par le palais qu'on a appris qu'il était son amant. Non, pas à Pamela, à Ann. C'est l'épouse de la queen, le commandant Tim... machin. Il est bien, lui, y a pas à dire. Il est beau, il est riche, il a une MG rouge dispo, un pied-à-cave à Kensington... En plus, il est catholique. Bien !

Voyez, il était... Non, pas Tim, Mark, quand les confères lui ont demandé hier de commenter le communiqué de Buckingham : Quel communiqué ? De quoi vous me parlez, là ? Ah bon ! Première nouvelle ! Sa belle-mère n'avait pas jugé nécessaire de le prévenir. Tiens, attrape ! Ça t'apprendra à faire les gros titres de la presse à scandale. Faut dire, les fadettes, mes parents. Sur tout son plan. Non, pas Mark, Ann. Il le préfère à Charles. C'est à se demander si...

Ce matin, le déboulé, cravée, au café du coin — Maurice, un double bien serré, — et je tombe sur une copine. Parlez, elle aussi :

— Qu'est-ce que t'en dis ? Ils vont le laisser refaire sa vie ? Franchement, elle le méritait, elle a fait un peu revêche comme ça, mais ça se comprend. Elle bosse, elle arrête pas. Et puis, elle s'occupe de tout un tas de trucs, d'enfants handicapés ou affaiblis ou martyrisés, je sais plus. Et puis, il est vraiment super, son bonhomme, intelligent, gentil, prévenant. Alors, si ses gosses mettaient des bâtons dans les roues...

— Ses gosses ? A Ann ? — Mais non, pas Ann, Lucienne ! Où t'es les têtes ? on parle que de ça depuis huit jours, à la cantine. Divorcera ? Divorcera pas ?

CLAUDE SARRAUTE.

## Les développements de la crise libanaise

### Scepticisme à Washington sur la position française

WASHINGTON  
de notre correspondant

Convincer les Américains qu'il est nécessaire — et possible — de tenter quelque chose au Liban n'est pas une tâche aisée. M. Roland Dumas s'y est employé, lundi 10 avril, avec apparemment un succès très relatif, lors d'un entretien de deux heures à Washington avec le secrétaire d'Etat James Baker.

Le ministre français des affaires étrangères a expliqué les objectifs de « l'intervention » française à propos du Liban, pour reprendre l'expression du porte-parole du Quai d'Orsay, M. Jean Gaeuquon : obtenir un cessez-le-feu et apporter des secours humanitaires.

Le secrétaire d'Etat a certes répondu que les Etats-Unis partagent les préoccupations de la France. Mais il a aussi rappelé que son pays avait connu une « amère expérience » au Liban entre 1982 et 1984 (de fait, M. Baker était secrétaire général de la Maison Blanche au moment de l'attentat contre les forces américaines, suivi du retrait des « marines », et cette expérience a profondément marqué son approche actuelle des problèmes du Proche-Orient, caractérisée de toute évidence par la prudence et le scepticisme).

M. Baker a aussi fait valoir que les Américains ne voyaient pas très bien quelle solution à long terme pourrait être trouvée pour régler les problèmes de fond du Liban, et qu'en tout état de cause le camp chrétien ne pourrait se dispenser de consentir à des réformes politiques. En privé, les responsables américains ne semblent pas très convaincus du bien-fondé de la démarche du général Aoun, et ils paraissent aussi vouloir ménager la Syrie, partie prenante obligée de tout règlement global au Proche-Orient.

Le porte-parole du Quai d'Orsay a souligné que la discussion n'avait pas été plus loin, et qu'en particulier la partie française n'avait pas évoqué l'hypothèse d'une saisie du Conseil de sécurité à propos du Liban.

Il a également été question assez longuement du conflit israélo-arabe, mais là aussi des divergences d'opinion assez sensibles sont apparues. M. Baker a noté avec satisfaction que, lors de son récent séjour à Washington, le premier ministre israélien, le premier ministre israélien, M. Shamir, avait fait preuve d'une flexibilité nouvelle, et que sa proposition d'élections dans les territoires occupés n'avait pas été a priori exclue par le président égyptien Hosni Mubarak. Le secrétaire d'Etat, tout en indiquant que les Etats-Unis entendaient poursui-

vre leur dialogue avec l'OLP, a demandé à la partie française de ne pas exclure, lui non plus, cette idée.

Du côté français, on considère que ce projet d'élection n'est pas suffisant pour sortir de l'impasse actuelle, et qu'une conférence internationale est nécessaire pour créer un climat de confiance. Les Américains semblent plus réservés, car jamais à cet égard : selon le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Baker a même déclaré à M. Dumas que jamais les Etats-Unis ne forceraient Israël à participer à une telle conférence.

### Convergences sur l'Amérique centrale

Paradoxalement, c'est sur un sujet qui divise le plus souvent la France et les Etats-Unis — l'Amérique centrale — que les positions ont semblé les plus proches : la discussion a été amenée sur ce terrain par M. Baker, qui a mis en relief la « nouvelle approche » américaine qu'elle avait reçu le soutien des « démocrates d'Amérique centrale » et demandé à la France de faire comprendre aux dirigeants du Nicaragua qu'ils devaient à présent tenir leurs promesses de démocratisation.

M. Dumas, selon son porte-parole, a accédé à cette demande, et a relevé avec satisfaction que les Etats-Unis se contentaient désormais d'apporter une aide humanitaire à la Contra.

Le ministre français se trouve à Washington pour préparer la visite que M. Mitterrand doit faire à M. Bush le 20 mai, dans la résidence familiale du président américain, à Kampebankport (Maine). M. Dumas a annoncé qu'à cette occasion le président français souhaitait insister sur le problème de la dette. Le ministre français a, par ailleurs, rencontré le secrétaire à la défense, M. Richard Cheney, le conseiller de la Maison Blanche pour les affaires de sécurité, M. Brent Scowcroft, et il devait avoir, mardi 11 avril, un entretien d'une demi-heure avec le président Bush.

Le Conseil de Paris décide une aide d'un million de francs. — Les responsables des groupes politiques représentés au Conseil de Paris se sont prononcés, lundi 10 avril, en faveur d'une aide « immédiate » d'un million de francs pour le Liban. « affectée à des fins strictement humanitaires et bien entendu à toutes les communautés qui le justifient ».

JAN KRAUZE.

A B C D E F G

**SV** SCIENCE & VIE MICRO

COMPRENDRE  
L'INFORMATIQUE  
DE  
DEMAIN

100 QUESTIONS SUR OS/2

Conçu en commun par IBM et Microsoft, le nouveau système d'exploitation OS/2 est probablement le plus important projet logiciel jamais mené sur micro-ordinateur par l'ampleur des problèmes techniques qu'il a soulevés, par l'énormité du travail de programmation qu'il a exigé, par ses implications dans notre manière de percevoir le micro-ordinateur en général, par la réelle vision d'avenir qu'il sous-tend chacun de ses concepts. Répondre à toutes les questions que l'on peut se poser sur OS/2 revient à éclairer ce dont notre quotidien informatique de demain sera fait.

N° 1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 11 avril

Bien orienté

Sur sa lancée précédente, le marché parisien a poursuivi son avance mardi matin. A l'ouverture, l'indice instantané enregistrait une progression de 0,24 %. Vers 11 heures, celle-ci se maintenait à 0,26 %.

Hausse de Nord-Est, Carrefour, J. Lefebvre, Crédit national, Bon-grain, Havas, Métaleurop, Promodis, Compagnie bancaire, Cetelem.

Le numéro du « Monde » daté 11 avril 1989 a été tiré à 518 646 exemplaires.

LA SEULE RAISON  
DE TRAHIR  
LACHEMENT  
SON MAC  
SE 1/20

IC vous propose une offre d'échange inouïe : votre Mac SE 1/20 + 19.900 F HT, contre le nouveau Mac SE/30 2/40. Le SE/30 2/40, c'est 2 fois plus de mémoire vive, la capacité du disque dur doublée, la vitesse du nouveau processeur 68030 (identique à celui du Mac IIx) et un lecteur de disquette FD HD de 1.44 Mo.

Apple, tout Apple face à Beaubourg : près de 1 000 m<sup>2</sup> entièrement dédiés à Apple. Tous les matériels, tous les logiciels et des interlocuteurs passionnés et compétents pour répondre à toutes vos questions et vous aider à déterminer votre solution Apple.

**IC**  
INTERNATIONAL  
COMPUTER 9%

10 ANS D'APPLE, ÇA COMPTE.

26 RUE DU RENARD 75004 PARIS (1) 42 72 26 26